

La canonnière de M. Reagan

«E» économique, on en est revenu à la politique de la canonnière », estime le Conference Board, principale organisation patronale américaine. Il est en effet certain que le gouvernement Reagan est résolu à un véritable conflit commercial avec ses « alliés » et prêt à se servir de la baisse du dollar comme d'une arme.

Incapable de réduire ses « scandaleux » déficits budgétaires et commerciaux (le qualificatif est de M. Reagan lui-même) et privé désormais d'une majorité républicaine au Sénat, le président américain n'a d'autres moyens, croit-il, pour obtenir des résultats économiques rapides que la soumission de ses partenaires commerciaux. Voilà pourquoi Washington tente actuellement d'obtenir des concessions économiques des Japonais, fait pression sur l'agriculture européenne et semble se lever les mains d'une chute accélérée du dollar qui tend les relations monétaires à l'intérieur de la CEE et rend stératoire toute politique économique.

Dans ces conditions, la seule question qui se pose, c'est : faut-il ou non céder aux Américains ? Dans leur grande peur d'un regain de protectionnisme du Congrès qui serait dramatique pour l'ensemble des économies mondiales, les ministres des affaires étrangères des Douze - et d'abord le français, principale cible des représailles américaines - ont répondu oui. Pour compenser la perte pour les agriculteurs du Middle West des marchés espagnols et portugais - du fait de l'adhésion au Marché commun de l'Espagne et du Portugal - la Communauté économique européenne a accepté de leur attribuer les deux tiers des marchés de céréales de ces deux pays pour quatre ans et a décidé d'abaisser ses droits de douane sur certains produits industriels. Des concessions qui ne s'imposent ni économiquement, puis-que les règles du commerce international prévoient les unions douanières, ni politiquement, puisque les États-Unis étaient particulièrement favorables à l'entrée de ces deux jeunes démocraties dans le concert européen.

Mais, comme dans les affaires d'otages, céder, c'est être prêt à céder encore. Ces concessions agricoles et, surtout, industrielles ont semblé insuffisantes à Washington, qui a ouvert en outre un nouveau dossier : celui d'Airbus. Des émissaires américains seront envoyés dès la semaine prochaine à Londres, à Paris et à Bonn, pour dénoncer les subventions attribuées au futur quadricoptère Airbus 340 - concurrent du prochain avion de McDonnell Douglas - et menacer l'Europe de représailles.

Faut-il rappeler une fois encore que l'agriculture américaine est au moins aussi subventionnée que celle du Vieux Continent et que des contrats militaires lucratifs sont une autre manière d'aider sur fonds publics les constructeurs aéronautiques d'outre-Atlantique ?

Nul ne conteste que l'économie mondiale souffre de déséquilibres importants, aux déficits américains répondant des excédents non moins excessifs en Allemagne fédérale et au Japon. Mais la concertation internationale préconisée par le président Reagan au sommet de Tokyo en 1979 est sûrement une manière plus efficace et plus normale entre alliés d'y remédier que l'emploi de la canonnière.

(Lire nos informations page 27.)

Regain de tension avec l'Iran

Le gouvernement craint à terme une reprise du terrorisme

Le gouvernement ne cache pas sa crainte d'une reprise du terrorisme en France dans les prochains mois. Le conseil de sécurité intérieure - qui ne s'était pas réuni depuis les attentats de l'automne - en a débattu la semaine dernière autour de M. Chirac. L'inquiétude est liée à la recrudescence des prises d'otages à Beyrouth et à l'issue du procès de Georges Ibrahim Abdallah.

Les inquiétudes françaises n'auront pu être qu'avivées par les étranges propos tenus, mercredi 28 janvier, à Téhéran, par M. Rafsadjani, le président du Parlement iranien, qui a pratiquement justifié la prise d'otages au cours d'une conférence de presse. L'Iran, a-t-il dit, M. Rafsadjani, croit savoir que depuis les otages occidentaux, les prisonniers d'otages ont recouru à de telles pratiques « parce qu'ils n'ont pas d'autre moyen d'exercer des pressions, contrairement aux puissances industrielles occidentales. Ils dirigent donc leurs attaques contre les avions, les ambassades et des personnalités occidentales. Si vous attendez de nous que nous fassions quelque chose pour vous, vous devez faire quelque chose pour montrer que vous n'êtes pas contre nous », a-t-il dit en s'adressant aux États-Unis et à la France.

Faisant allusion aux négociations sur la normalisation des relations franco-iraniennes - pratiquement gelées actuellement - M. Rafsadjani a réitéré les conditions de Téhéran : la France, a-t-il dit, « doit rendre l'argent qu'elle doit à l'Iran, expulser les renégats anti-iraniens de son sol

et cesser de fournir des armes à l'Irak ».

A propos de la crise de l'Iran-gate, M. Rafsadjani a rendu un curieux hommage au président Reagan, qui aurait fait preuve de « courage » en faisant livrer secrètement des armes à l'Iran. Mais, a-t-il ajouté, le président américain est « vieux, faible, en mauvaise santé et incapable de résister à ses rivaux à l'intérieur du Parti républicain. Il a agi trop faiblement et il a été vaincu ».

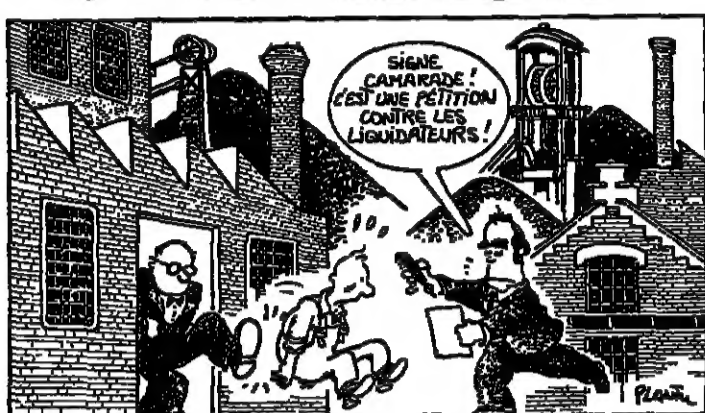
Le rôle central joué par l'Iran dans les affaires d'otages et certaines affaires de terrorisme a été confirmé indirectement par M. Abou Iyad, responsable des services de renseignements de l'O.L.P. Dans une interview accordée au *Matin*, cet important responsable palestinien qui a souvent collaboré avec les services français aussi bien avant qu'après le 16 mars 1986 affirme notamment : « Hezbollah, Dihad Islamique, Organisation de la justice révolutionnaire, Opprimés de la Terre sont une seule et même chose. Et ils travaillent tous pour Téhéran ».

J. A.
(Lire la suite page 3)
JEAN-MARCTHÉOLLYRE, page 11.)

Le programme de travail de la majorité

M. Jacques Chirac préconise «un véritable dialogue social»

M. Jacques Chirac devait annoncer le jeudi 29 janvier le programme de travail du gouvernement, lors d'une conférence de presse réunie à l'issue d'un séminaire regroupant tous les ministres. M. Chirac devait, à cette occasion insister sur la nécessité de « promouvoir l'égalité des chances » et « améliorer les conditions de vie de nos concitoyens en ouvrant un véritable dialogue social ».



Vivre avec 15 francs par jour

VALENCIENNES de notre envoyée spéciale

Personne n'a songé à allumer la lampe à pétrole. Debout dans l'obscurité, le verre de vin posé sur le rebord de l'évier, Marcelle et son « garçon » font et refont le tour de la situation : 7 degrés au thermomètre, toujours pas d'électricité et maintenant plus rien au robinet. Le « garçon », comme elle l'appelle depuis bientôt trente ans, lui a apporté un bidon d'eau, pour

tenir jusqu'au dégel dans les tuyaux. Pour le reste, l'électricité coupée depuis plus de deux ans, les tuiles cassées, la cheminée qui s'effondre... « Il faudrait que tu te trouves un petit boulot », risque le fils, qui est lui-même au chômage.

Petit boulot, gros travaux : Marcelle ne demande qu'un emploi quelconque. A cinquante-deux ans, la queue de cheval haut plantée, elle a belle allure encore.

CORINE LESMES.
(Lire la suite page 12.)

Les écolo-pacifistes en RFA

Qui vote vert ?

Les Verts ont, depuis le 25 janvier, quarante-deux élus. Parmi eux, vingt-cinq sont des femmes. Le groupe parlementaire semble pencher du côté des « réalistes » contre les fondamentalistes qui refusent toute alliance avec le S.P.O.

siège jugé indispensable par une majorité de la population.

L'assurance, l'agressivité, voire l'arrogance de certains de leurs porte-parole, agacent singulièrement leurs adversaires.

HENRI DE BRESSON.
(Lire la suite page 5.)

BONN de notre correspondant

L'arrivée des députés verts dans la salle plénière du Bundestag, fleur à la boutonnière, qui en basket, qui en blue-jeans, avait, il y a quatre ans, fait sensation. Le plus curieux aujourd'hui est qu'il se trouve encore de temps en temps un vertueux député conservateur pour interpellé à ce sujet le président de séance. Tels qu'ils sont, avec leurs airs sérieux comme des papes lorsqu'il s'agit de pointer du haut du podium la politique économique du gouvernement ou lorsqu'un de leurs tribuns rive le clou à ces messieurs avec quelques formules bien senties, les Verts sont aujourd'hui une entité tolérée.

Le Monde

DES LIVRES

- « Le Retour de Mémé le Mince », de Yachar Kemal.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « la Critique littéraire au vingtième siècle », de Jean-Yves Tadié ; « le Puits de Babel », de Marthe Robert.
- La chronique de Nicole Zand.

Pages 13 à 19

La crise au sein du PCF

La machine communiste et les «rénovateurs»

par Daniel Vernet

Ouverture à Moscou ; crispation au PCF : l'opposition est tentante et largement fallacieuse. Au Kremlin comme place du Colonel-Fabien, ce qui est en question, c'est bien le mode de sélection, et donc d'élimination, des membres de l'appareil

communiste. Les partis communistes fonctionnent selon les principes du centralisme démocratique et les opposants à la direction, depuis toujours, n'ont eu d'autre choix que de se soumettre ou de se démettre. La fronde des «rénovateurs» dans le PCF ne pouvait avoir d'autre issue, malgré l'ampleur posée du mouvement et la notoriété ou l'influence dans le parti de ses animateurs. La machine communiste, son fonctionnement, sa force à la fois centripète exercée sur les rouges conformes à la norme, et centrifuge sur les atypiques, continue de produire les mêmes effets qu'il y a quarante ou cinquante ans. Moins violents sans doute physiquement et verbalement, mais le résultat est identique.

A chaque crise, à chaque vague contestataire, l'histoire se répète : les opposants, qu'ils soient mus par des idéologies idéologiques ou par une volonté de pouvoir, se défendant d'abord d'être en désaccord avec la direction : ils affirment ensuite représenter mieux que la direction elle-même la politique du parti ; ils contestent la ligne officielle au nom de la pureté de la tradition, en s'engageant à respecter les règles de fonctionnement du parti (qui sont précisément conçues pour museler toute opposition), puis ils se promettent de changer la ligne, démocratiquement, en tentant d'entraîner derrière eux la majorité des militants (ce qu'ils ne peuvent évidemment pas faire parce qu'ils sont peu à peu privés de moyens d'expression dans le parti) ; et, enfin, ils s'en vont, découragés ou expulsés. Les «rénovateurs» honteux qui attendent des jours meilleurs pour se découvrir et sont aujourd'hui utilisés pour charger leurs camarades savent bien qu'ils n'auront finalement d'autre issue que de se taire ou de s'en aller.

Peu importe pour la direction le coût en hommes de talent, en prestige, en militants. Seule compte la protection de l'appareil contre toute émergence parasitaire.

L'étonnant est que les opposants successifs donnent l'impression de n'avoir rien appris des cassures antérieures. Ce n'est pas la première fois que des responsables communistes dénoncent la politique d'un parti qui est resté un des plus stalinien du monde occidental. Nombre de «rénovateurs» actuels ont vécu la désaffection marquée, Budapest, la guerre d'Algérie, l'affaire Servin-Casanova, l'élimination des «italiens» de l'Union des étudiants communistes dans les années 60, mai 1968 et la Tchécoslovaquie... Certains même qui se retrouvent en position d'accusés ont été très actifs dans les processus d'épuration de jadis ; ils sont donc bien placés pour connaître les méthodes d'une direction qui ne tolère pas de débat remettant en question son action. La sympathie que tel ou tel d'entre eux peut inspirer soit par sa personnalité, soit par son passé, n'est pas en cause, mais le rôle que l'appareil leur a fait jouer.

«On se libère du communisme comme on guérit d'une névrose», écrit Ignacio Silone dans *Issue de secours*, méditation sur sa rupture avec le P.C.I. Il est dur de quitter une «contrasociété» - comme on la désigne de la social-démocratie allemande au début du siècle - qui offre sécurité économique, ascension sociale, confort intellectuel, refuge affectif et pouvoir, en échange d'une fidélité à toute épreuve à un parti, à une classe, à une idéologie, voire à l'Union soviétique.

Peu nombreux sont en définitive ceux qui, après la rupture ou l'expulsion ne transportent pas en dehors du PC leurs schémas intellectuels, leur goût de l'anathème et de la langue de bois ; peu nombreux sont ceux qui savent vivre en dehors d'une organisation qui, parfois, pendant des décennies, a été tout pour eux. Déchirure insupportable dont la peur entretient la machine à produire les apparatchiks.

(Lire nos informations page 8.)

JEAN ECHENOZ

L'ÉQUIPÉE MALAISE

«Une virtuosité Langagière étourdissante. Un écrivain-né.»
François Nourissier
Le Figaro Magazine

«Ce livre a toutes les chances de vous mettre d'excellente humeur.»
Pierre Assolant
Elle

MINUIT

Le problème des otages et la situation au Proche-Orient

Une organisation jusque-là inconnue, le « Jihad islamique pour la libération de la Palestine », a revendiqué dans la soirée du mercredi 28 janvier l'enlèvement, samedi dernier à Beyrouth, de quatre professeurs, trois Américains et un Indien. Dans un communiqué manuscrit, rédigé en mauvais arabe et accompagné d'une photo d'un des otages, M. Robert Polhill, l'organisation s'en prend au chef de l'OLP, M. Arafat, au président égyptien, M. Mubarak, et « à la majorité des États arabes réunis au sommet de Koweït ». Le communiqué, à la tonalité ouverte-

ment pro-iranienne, ne contient aucune réclamation précise de la part des ravisateurs.

A Téhéran, le président du Parlement a indiqué que la RFA avait sollicité l'aide de l'Iran au sujet des deux Allemands récemment enlevés au Liban. A Londres, l'Église anglicane s'est déclarée contrariée que son émissaire à Beyrouth, M. Terry Waite — médiateur dans l'affaire des otages — était « sain et sauf ». M. Waite n'a pas été vu depuis une dizaine de jours, date à laquelle il était parti « contacter » certains groupes de ravisateurs. — (AFP, Reuter.)

GRANDE-BRETAGNE : la disparition de Terry Waite

Londres a une attitude ambiguë à l'égard de l'Iran

LONDRES
de notre correspondant

« Nous n'avons, hélas ! plus de nouvelles : je souhaiterais en avoir », a déclaré M^{me} Thatcher mercredi 28 janvier. « Terry Waite est un homme d'un immense courage, l'espérer qu'il continuera d'être protégé dans la tâche qu'il a entreprise. » Le premier ministre et son gouvernement ne dissimulent plus leur inquiétude quant au sort de l'émissaire de l'archevêque de Canterbury.

L'ambassadeur de Grande-Bretagne à Beyrouth a multiplié, depuis le début de la semaine, les démarches pour tenter d'obtenir des renseignements, mais en vain. Aucun contact direct n'a pu être établi avec M. Waite depuis le 21 janvier, date à laquelle il a volontairement « disparu » pour rencontrer quelques part au Liban les ravisateurs des deux otages américains.

A Damas, mercredi, M. Walid Joumblatt, le chef du PSP (druze), qui est l'hôte de M. Waite à chaque fois que ce dernier séjourne au Liban, a dit qu'il se rendrait à Beyrouth pour essayer d'en savoir davantage. Il a reconnu que lui-même ou les miliciens druzes qui assurent d'ordinaire la protection de M. Waite n'avaient pu entrer en relation avec celui-ci. Il a précisé que le groupe auprès duquel s'est rendu M. Waite avait préalablement « promis » sa sécurité. Dans la soirée, des proches de M. Joumblatt ont annoncé avoir appris que M. Waite était « sain et sauf » et poursuivait sa mission. Mais ils n'avaient pu joindre l'intéressé lui-même.

Londres
« ne négocie pas »

Le Foreign Office a fait savoir mercredi que le gouvernement britannique était prêt à s'entretenir avec « quelque groupe que ce soit » susceptible de fournir des informations concernant M. Waite. C'est une déclaration d'intention certes prudente et limitée, mais particulièrement notable de la part d'un gouvernement qui persiste à affirmer son refus de la moindre concession au « chantage des terroristes ». Bien

que M. Waite ait toujours agi à titre privé, la « dame de fer » est obligée de manifester sa préoccupation dans cette affaire.

M. Waite est, en effet, un personnage très admiré et populaire au Royaume-Uni depuis qu'il a fait ses preuves de M. « Bons Officiers » en obtenant la libération d'otages britanniques en Iran en 1981, en Libye en 1985 et surtout depuis deux ans qu'il ne cesse d'intervenir au Liban en faveur de nombreux otages, ce qui lui vaut maintenant une réputation internationale (le Monde du 4 novembre 1986).

Mais s'il s'avère que M. Waite est retenu contre son gré et devient otage à son tour, la marge de manœuvre du gouvernement Thatcher est étroite. D'une part, parce qu'il semble que les pressions dont M. Waite pourrait être l'enjeu visent d'abord les gouvernements de Bonn et de Washington, après les récentes arrestations de militants chiites en RFA (lesquels seraient liés au détournement d'un Boeing américain sur Beyrouth en 1985). D'autre part, parce qu'après les révélations du surprenant fléchissement de l'attitude américaine envers l'Iran, le gouvernement de M^{me} Thatcher continue de vouloir se montrer le plus ferme à l'égard du terrorisme, comme le secrétaire au Foreign Office, Sir Geoffrey Howe, l'a encore rappelé voici quelques jours. Auparavant, M^{me} Thatcher avait elle-même indiqué qu'elle avait eu la « douleur » de faire comprendre aux familles de deux otages britanniques au Liban qu'il n'était pas question que la Grande-Bretagne négocie avec les ravisateurs.

Si, pour le moment, un changement de la position de M^{me} Thatcher est hautement improbable, le gouvernement, sans donner l'impression de revenir sur ses principes, a quand même la possibilité de ménager quelque peu les dirigeants iraniens et, par là, de ne pas exacerber le comportement des groupes libanais agissant avec l'obédience de ceux-ci. Une nouvelle fois, le 27 janvier, le chef du parti libéral, M. David Steel, vient de dénoncer la « complaisance » du gouvernement, qui fait la sourde oreille aux appels de l'opposition réclamant la fermeture des bureaux de l'Iranian Oil Corporation, qui serait la « couverture » du principal centre de transactions permettant à l'Iran de se procurer des armes en Occident à

travers divers interlocuteurs. Ces bureaux seraient notamment servis aux contacts préliminaires entre officiels américains et iraniens pour les livraisons désormais avouées à Washington. Le Foreign Office s'est contenté de répondre de nouveau que l'officine faisait l'objet d'une « étroite surveillance » et qu'il n'y avait aucune « preuve » d'infraction aux lois britanniques.

Les livraisons
d'armes

Par ailleurs, des entreprises britanniques ou des sociétés dépendant directement du ministère de la défense fournissent du matériel militaire à l'Irak et surtout à l'Iran. En novembre, le gouvernement a approuvé un contrat portant sur l'achat par l'Iran de trois mille Land Rover. En 1986 également, deux navires de ravitaillement ont été livrés à la marine iranienne.

Interrogé par l'opposition, le gouvernement a réitéré, selon un principe adopté en 1984, la Grande-Bretagne acceptait de fournir des équipements aux armées irakiennes et iraniennes, à condition qu'il n'y eût pas d'armement « meurtrier » et que cela ne puisse donner un avantage décisif à l'un des deux belligérants. Les dirigeants de l'opposition estiment que cette définition est ambiguë et qu'elle peut se prêter à bien des interprétations discutables. Ils se demandent aussi pourquoi le cabinet de M^{me} Thatcher n'applique pas à l'Iran l'interdit absolu qu'il s'agit de la part de l'ensemble de la Communauté européenne contre la Syrie, et pourquoi une délégation iranienne a encore été reçue en octobre par la compagnie qui appartient au ministère de la défense et qui a, les années précédentes, procuré d'importants stocks de pièces détachées destinées aux blindés de fabrication britannique que possédait l'Iran.

En dépit d'une rigueur souvent proclamée envers les pays prêtant assistance au terrorisme, l'attitude du gouvernement britannique soulève toujours des questions qui ne manquent pas d'être posées à nouveau, avec davantage d'insistance, si M. Waite devait faire réellement l'objet d'un chantage.

FRANCIS CORNU.

La guerre du Golfe

« Nous sommes prêts à acheter des armes aux Etats-Unis s'il n'y a pas de conditions », déclare le président du Parlement iranien

Téhéran (Reuter). — Le président du Parlement iranien, M. Ali Akbar Hachemi Rafsandjani, a laissé entendre, mercredi 28 janvier, que les forces de Téhéran étaient sur le point de lancer une offensive finale contre l'Irak. Aux journalistes qui lui demandaient si les préparatifs, en vue d'une telle opération, étaient achevés et si les émissaires iraniens reçus cette semaine en Arabie saoudite et en Turquie avaient remis des messages à ce sujet, il a répondu : « Cette interprétation n'est pas éloignée de la réalité. Ces déplacements sont, eux aussi, en rapport avec ce sujet. Bien entendu, nous en rendrons les détails publics ultérieurement. »

Lors de sa conférence de presse, M. Rafsandjani, qui est aussi porte-parole du Conseil suprême de défense, a précisé que l'Iran allait intensifier ses attaques sur Bagdad pour amener l'Irak à cesser ses raids aériens sur les villes iraniennes.

Réaffirmant qu'aucune initiative de paix ne recevrait l'approbation de Téhéran si elle n'était pas fondée sur l'identification de l'Irak comme l'agresseur, il a rejeté une suggestion du colonel Kadhafi visant à créer une force-tampon islamique entre les armées des deux pays : « Nous n'acceptons pas cela. Il faut que justice se fasse », a-t-il dit, ajoutant : « M. Kadhafi avait déclaré précédemment qu'il était l'agresseur. Nous sommes surpris. (...) Je ne suis pas sûr que M. Kadhafi ait dit une telle chose. »

A la question de savoir si l'Iran se contenterait de l'éviction du président irakien Saddam Hussein, sans démantèlement du Parti Baas au pouvoir à Bagdad, il a répondu : « Nous nous sommes concentrés sur Saddam depuis le début. (...) Mais, dans une guerre qui a pris une telle ampleur, il n'est pas logique de ne punir qu'une personne, en oubliant les autres dirigeants du Baas, qui ont évidemment joué un rôle actif dans ces crimes. Je pense toutefois que si Saddam est écarté la voie sera dégagée pour la solution du problème. »

La Bible
du président Reagan

Le président du Parlement a, d'autre part, brandi devant les journalistes une Bible portant, a-t-il dit, la signature du président Ronald Reagan et la date du 3 octobre 1986.

Selon M. Rafsandjani, le chef de la Maison Blanche avait fait parvenir le volume aux dirigeants iraniens en signe de bonne volonté lors de son initiative secrète en vue d'améliorer les relations Washington-Téhéran.

La centaine de journalistes et de cameramen convoqués au Parlement sont montés sur leur chaise pour mieux voir la Bible à couverture brune que M. Rafsandjani extrayait de son coffre. Sur l'une de ses pages vierges, ils ont pu voir un verset, reproduit à la main, relatif à l'unité des religions et signé de Ronald Reagan, avec la date du 3 octobre 1986.

Un si ceux-ci n'y mettaient pas de conditions :

« Lorsque nous voyons les Américains manifester leur hostilité (...), nous ne jugeons pas les circonstances propices à la poursuite d'entretiens (...) et nous n'avons pas de nouveau projet (...). Nous avons acheté des pièces pour nos armes de fabrication américaine partout où nous pouvions en trouver, sauf en Israël. Nous sommes prêts à les acheter aux Etats-Unis s'il n'y a pas de conditions. »

Le responsable iranien a assuré que Téhéran n'avait pas considéré les « prises de contact bilatérales » comme un marchandage dans lequel intervenait la question des Américains retenus en otage au Liban.

Il a cependant ajouté que Washington devait faire preuve de bonne volonté — en livrant des armes déjà payées par l'Iran — s'il escomptait une aide de Téhéran pour la libération des otages détenus par des mouvements réputés pro-iraniens.

Le dernier contact de l'Iran avec des responsables américains a eu lieu « il y a environ un mois » à Francfort (RFA), a-t-il dit : « Une personne du nom de Dunbar, porteur d'un projet du département d'Etat, accompagnait les personnes habituelles. » Le secrétaire d'Etat George Shultz avait indiqué mardi à Washington qu'il avait envoyé son collaborateur Charles Dunbar le 13 décembre à Francfort pour y faire clairement comprendre qu'il n'y avait plus de ventes d'armes, de quelque nature que ce soit.

A ce propos, M. Rafsandjani a déclaré que les représentants iraniens envoyés à Francfort — qualifiés d'« agents commerciaux dépendants de responsables du renseignement » — avaient pour instruction de ne pas accepter le « projet » du département d'Etat : « Nous ne faisons plus confiance aux Etats-Unis. Ils ne sont pas honnêtes. Aucun projet ne sera accepté avant qu'ils débloquent nos avions », a-t-il conclu.



En révélant l'année dernière les ventes d'armes secrètes des Etats-Unis à l'Iran, M. Rafsandjani avait indiqué qu'une Bible figurait dans un ensemble de cadeaux de Reagan apportés à Téhéran par l'ancien conseiller à la sécurité nationale, M. Robert McFarlane, lequel avait gagné l'Iran depuis l'Irlande à bord d'un avion transportant des pièces d'équipement militaire.

M. Rafsandjani a indiqué que l'Iran avait rompu ses pourparlers avec Washington sur les achats d'armes, mais qu'il restait prêt à acquiescer des armes auprès des Etats-

RFA : après l'arrestation des frères Hamadei

Une cache d'explosifs découverte en Sarre

BONN
de notre correspondant

La police ouest-allemande a découvert mercredi 28 janvier, près de Beckingen, en Sarre, une cache contenant une vingtaine de litres de nitrate de méthyle, un explosif liquide de forte puissance. Neuf litres de ce même explosif avaient été trouvés dans les bagages du terroriste présumé Mohamed Hamadei, lors de son arrestation le 13 janvier à l'aéroport de Francfort, à son arrivée de Beyrouth. La cache, qui se trouvait dans un terrain marécageux, avait été indiquée aux enquêteurs par Abbas Hamadei, arrêté à son tour lundi soir à l'aéroport de Francfort, alors qu'il arrivait lui aussi de Beyrouth.

En revanche, toutes les personnes interpellées lundi soir au cours d'une opération de police à Beckingen, où résidait Abbas Hamadei, ont été remises en liberté (le Monde du 29 janvier). Il s'agissait d'une famille palestinienne de huit membres qui hébergeait ces derniers mois Abbas Hamadei depuis que celui-ci s'était séparé de son épouse allemande.

Les enquêteurs restent extrêmement avares de précisions. La découverte de ces explosifs n'a pas permis pour le moment de relier les frères Hamadei, soupçonnés d'avoir participé en 1985 au détournement sur Beyrouth d'un appareil de la TWA,

à d'autres attentats en Europe. On ne peut que faire des spéculations en rapprochant notamment l'arrestation de Mohamed Hamadei, dont l'extradition est réclamée par les Etats-Unis, de celle opérée un jour plus tôt à l'aéroport de Milan d'un autre Libanais, Bachir El-Khodir, trouvé en possession de 10 kilogrammes de plastique. Selon le quotidien populaire Express, publié à Cologne, qui ne cite pas ses sources, les enquêteurs auraient trouvé dans les papiers d'Abbas des indices de sa présence à Francfort et à Paris en juin et en décembre 1985, à l'époque où des attentats à l'explosif étaient commis à l'aéroport de Francfort, ainsi qu'au Printemps et aux Galeries Lafayette, dans la capitale française. Ces informations sont toutefois à prendre avec la plus grande prudence.

Le gouvernement aurait reçu, par un intermédiaire, des photos des deux otages ouest-allemands, MM. Cordes et Schmidt, provenant qu'ils étaient encore en vie. D'autre part, selon l'avocat de Mohamed Hamadei, les responsables du gouvernement n'ont toujours pas transmis aux autorités judiciaires la demande d'extradition formulée par les Etats-Unis à son encontre. Son frère, Abbas Mohamed, qui possède la nationalité allemande à la suite de son mariage avec une sarroise, ne peut, en revanche, être extradé.

HENRI DE BRESSON.

Le gouvernement français craint une reprise du terrorisme

(Suite de la première page.)

Ce sont ces organisations qui signent les communiqués revendiquant les prises d'otages en otage à Beyrouth-Ouest.

M. Abou Iyad affirme d'autre part que « la clé de l'affaire des otages français au Liban est la libération d'Anis Naccache », le chef du commando qui avait tenté d'assassiner le dernier premier ministre du Liban, M. Chéhab Bakhtiar. Anis Naccache est libanais mais il s'est converti au chiisme et s'est mis au service de l'Iran. C'est en vertu d'une recommandation religieuse de l'imam Khomeiny qu'il a monté son opération de commando qui s'est soldée par la mort d'un policier. Sa libération, sous couvert d'une grâce médicale, a déjà été envisagée par M. Mitterrand, mais le président de la République se refuse à gracier les autres membres du commando. Il l'a confirmé récemment, précisant que, si M. Chirac lui demandait la grâce d'Anis Naccache, il devrait le faire par écrit. Sans libération d'Anis Naccache, poursuit Abou Iyad, les Français « doivent oublier les otages car les ravisateurs vont les mettre à genoux ».

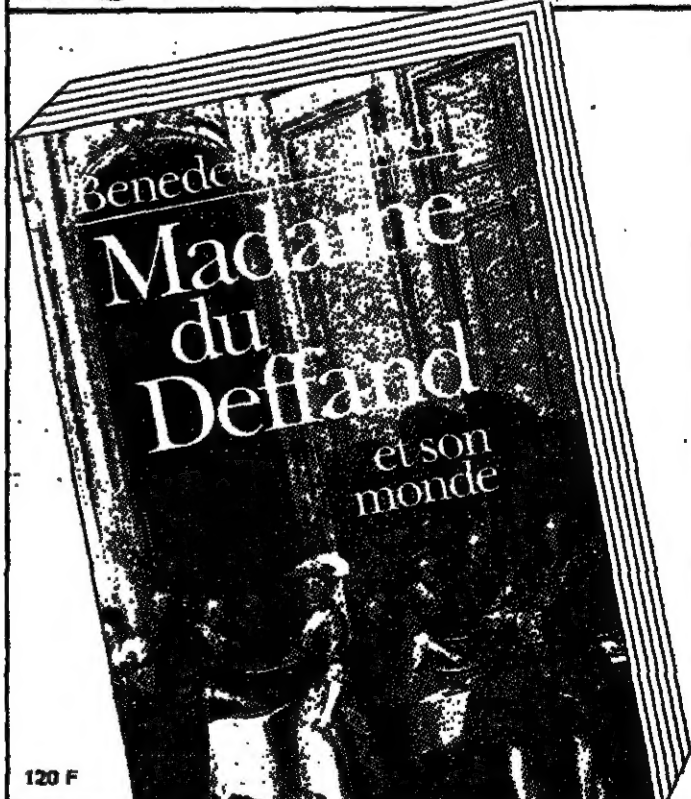
A propos des informations faisant état d'une possible vague d'attentats en France, le responsable palestinien ne cite à aucun moment le cas Abdallah mais affirme que « ces informations sont liées à la bonne marche des négociations avec l'Iran ». Il pré-

cise d'autre part que l'Iran a joué un rôle dans la libération, en décembre dernier, d'Aurel Cornéa. « Cette libération n'a pu se faire qu'avec le feu vert de Téhéran », dit-il, tout en reconnaissant que des Palestiniens sont aussi intervenus.

La crainte d'une reprise du terrorisme et d'une recrudescence des prises d'otages n'affecte pas seulement la France mais aussi la RFA, les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et l'Italie. Au centre des préoccupations de Bonn et de Washington figure l'affaire Hamadei, du nom de ce terroriste présumé arrêté à Francfort et dont les Etats-Unis demandent l'extradition.

A la suite de la dernière prise d'otages américains à Beyrouth-Ouest, Washington vient d'annoncer des mesures draconiennes pour empêcher les Américains de se rendre au Liban et pour forcer ceux qui s'y trouvent encore à en partir : le département d'Etat a annoncé que les passeports américains ne seront plus valables pour des voyages au Liban. On compte environ 1 500 détenteurs de passeports américains au Liban, dont la plupart ont aussi la nationalité libanaise. Certaines exceptions seront consenties, soit en faveur de journalistes, soit en faveur des familles d'otages, et l'ambassade américaine sera maintenue.

J. A.

UNE GRANDE FIGURE DU XVIII^e SIÈCLE

A travers le portrait d'une marquise, la peinture du dix-huitième siècle français : les fêtes du corps et de l'esprit. Un livre passionnant. François Bott / Le Monde

Subtile, bien traduite, la biographie de Benedetti Craveri rend parfaitement la drôlerie, la « prodigieuse quickness » et le pragmatisme d'une femme ayant toujours eu un ministre dans sa manche. Claude Arnaud / L'Express

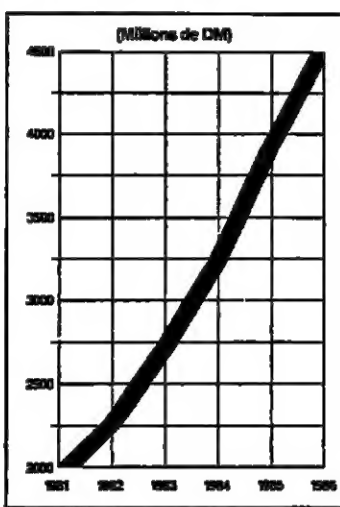
S E U I L

Information
pour les actionnaires Nixdorf

Nixdorf constitue un capital d'avenir

Capital croissance

En affichant un chiffre d'affaires de 4,51 milliards de DM, soit un taux de croissance de 15%, l'exercice 1986 atteint les objectifs qui lui avaient été fixés. Si l'on néglige l'influence des cours de change pour la prise en compte des CA hors d'Allemagne, le taux de croissance est de 21%, ce qui place Nixdorf, en 1986 également, nettement au-dessus de la moyenne de la branche. Pour 1987, il s'agit de maintenir cette croissance, en s'appuyant sur la solide base d'un carnet de commandes portant sur 4,43 milliards de DM. Le volume du carnet en début d'exercice dépasse de 13% le résultat de l'exercice précédent. Les fluctuations monétaires ont également influé sur le taux de cette croissance.



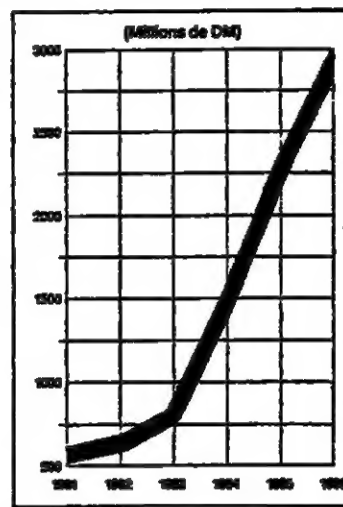
Chiffre d'affaires
En préparation de la prochaine croissance, l'entreprise a encore une fois beaucoup investi en 1986: plus de 600 millions de DM en matériel et 420 millions au titre «Recherche et Développement». L'embauche de 2.300 collaborateurs est aussi une préparation à la croissance.

Capital finances

La croissance prévue s'appuie sur une solide base financière caractérisée par un taux de fonds propres supérieur à 60%. Cette puissance financière assure la poursuite d'un développement continu de l'entreprise dans des conditions d'indépendance.

L'excellente base financière offre en plus une garantie à nos clients. Ils sont sûrs de pouvoir compter à long terme sur un partenaire fiable et orienté sur l'avenir. Ce partenariat est soutenu par d'importants investissements en matériel ainsi que dans la recherche, le développement et la qualification des collaborateurs.

Nous voulons exploiter le potentiel de croissance existant dans les marchés où nous

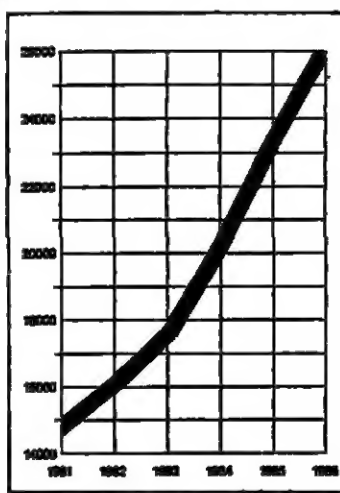


Fonds propres
sommes déjà présents et conquérir de nouveaux marchés d'avenir par des innovations solutionnelles. Cela comprend notamment les techniques de transmission et l'assistance par ordinateur des bureaux d'étude et des ateliers de fabrication.

Capital compétitivité

Notre compétitivité repose pour l'essentiel sur la qualification et la motivation de nos collaborateurs, qui représentent le capital le plus important de l'entreprise. La majeure partie de ce personnel, qui regroupe 25.600 personnes, travaille «au coude à coude» avec les clients. En affectant des enveloppes budgétaires importantes à la formation et au perfectionnement, nous veillons à garantir un haut niveau de qualification professionnelle, y compris aux tout premiers stades. Avec 1.800 apprentis, nous avons augmenté de 23% en 1986 le potentiel offert à la formation.

En 1987 également, Nixdorf prévoit de créer 2.000 nouveaux emplois, surtout pour développer encore les secteurs traditionnellement forts de l'entreprise: l'élaboration de logiciels et la prestation de services. Par notre orientation spécifiquement proche de l'utilisateur, nous nous diffé-



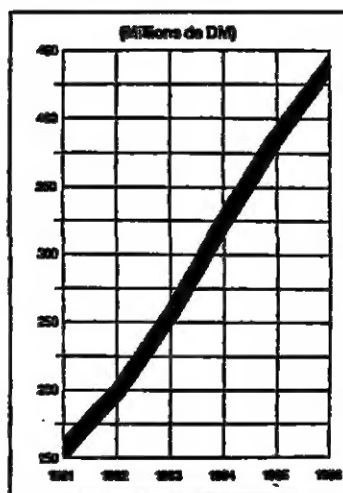
rencions des concurrents et garantissons aux clients des rapports de partenaire durables et fructueux. Nixdorf se comprend comme un fournisseur de systèmes unissant matériel, logiciel et une foule de prestations de service, les complétant sur un large éventail et c'est dans ce secteur que nous voulons, à l'exemple d'une «entreprise générale» pour les techniques de l'information, nous hisser au rang du numéro 1 en Europe.

Capital innovation

Principe même de l'entreprise, la pratique d'une orientation «utilisateur» est la base de transfert des techniques actuelles sous forme de solution innovatrice.

C'est dans ce volet que s'inscrit aussi la prétention d'anoblir la matière première, la fameuse «puce» électronique, pour offrir à l'utilisateur une technique informatique ouverte sur l'avenir. N'en citons pour exemple que l'accroissement des capacités tout autour des traitements de texte et des graphismes, l'introduction d'un mode communicatif vocal ainsi que les postes multifonctionnels à ordinateur et applications périphériques des banques de données pour une intégration de l'information au bureau et à l'usine.

Avec des produits tels que les centraux téléphoniques



Recherche & Développement
RNIS, le traitement digital des textes sur écran ou les systèmes de communication à large bande, Nixdorf apporte une contribution innovatrice à l'union de l'ordinateur et des techniques de télécommunication, y compris la mise en place de nouveaux services des Postes allemandes.

En 1986, nous avons affecté à la recherche et au développement plus de 9% du C.A.

Nixdorf Computer AG
Fürstenallee 7, D-4790 Paderborn, R.F.A., Tél. 5251/506130
Nixdorf Computer S.A.
7-13 Bd. de Courbevoie, 92200 Neuilly-sur-Seine, Tél. 01-4747 1270
Nixdorf Computer Lyon S.A.
2 Avenue Georges Pompidou, 69003 Lyon, Tél. 07-2349600

NIXDORF
COMPUTER

Europe

URSS : les résistances aux réformes

La résolution du comité central ne reprend qu'en partie les projets de M. Gorbatchev sur la sélection des cadres

MOSCOU
de notre correspondant

Les trois cent sept membres du comité central ont-ils discrètement tordu le cou, mercredi 28 janvier, au projet exposé mardi par M. Gorbatchev de faire élire désormais à bulletin secret, et en ouvrant le choix entre plusieurs candidats, les dirigeants locaux ou régionaux du parti ? Il se peut en tout cas que les débats aient été très vifs, mais sans avoir pris de décision à ce sujet.

La résolution en vingt-trois feuillets, adoptée à l'issue de la réunion plénière du comité central, « oubliée » en effet de mentionner cette proposition, qui avait fait sauter tout le monde et pas seulement les correspondants occidentaux. La situation qui en résulte est un peu surréaliste mais illustre à merveille l'adoption selon lequel la Nomenklatura est prête à passer beaucoup de fantaisies à un secrétaire général, sauf celles qui touchent directement dans sa sécurité d'emploi et son statut social. Le projet n'est pas officiellement abandonné, mais il a été apparemment enfoui au fond d'un placard.

Le plénum du comité central a d'autre part été l'occasion d'un mouvement de personnel. M. Dimonkhamed Kounaev, ancien chef du parti au Kazakhstan, est mis sans phrases inutiles à la porte du bureau politique, dont les effectifs sont désormais ramenés à onze personnes. M. Mikhaïl Zimianine, qui commençait sa carrière comme protégé de Beria, le chef de la police secrète de Staline, quitte plus en douceur le secrétariat.

M. Nikolai Slonimov fait pour sa part son entrée dans cet organisme, tout en restant membre suppléant du bureau politique, et devra donc abandonner sous peu ses fonctions de chef du parti en Biélorussie. M. Alexandre Iakovlev, déjà secrétaire chargé de la propagande, devient suppléant du bureau politique. Enfin, M. Anatoli Loukianov, qui occupait déjà un poste-clé au comité central, puisque tous les documents officiels transitent par ses services du « département général », occupe en statut de secrétaire.

La résolution votée mercredi constitue en apparence un résumé fidèle du long discours prononcé la veille par M. Gorbatchev. Elle est en réalité très en retrait par rapport à celui-ci, surtout en matière de « démocratisation ». Le comité central reprend certes pour l'essentiel l'analyse très sombre de la société soviétique, formulée par le secrétaire général, ainsi que ses critiques rétrospectives contre l'immobilisme brejnevien, mais omet toute référence à « l'autoritarisme » stalinien.

Le plénum reconnaît « qu'à la fin des années 70 et au début des années 80 notre pays s'est trouvé en perte de vitesse » et évoque lui aussi « l'affaiblissement de la discipline, le développement de l'ivrognerie et la corruption ». Il souhaite, comme M. Gorbatchev, que soient désormais « réglés à temps » les ques-

tions de personnes « à tous les niveaux, à commencer par le comité central et le gouvernement » pour assurer « un afflux permanent de forces fraîches » de façon que « le processus de renouvellement ne soit plus jamais interrompu ». Autant dire qu'il faut empêcher à tout prix

La Nomenklatura est prête à passer beaucoup de fantaisies à M. Gorbatchev, sauf celles qui touchent à son statut...

que ne se produise le phénomène d'engorgement propre à l'ère brejnevienne.

Il est cependant étrange que le plénum ne reprenne pas explicitement ce point essentiel du projet de M. Gorbatchev qui vise à faire à bulletin secret entre plusieurs candidats les secrétaires du parti, dont le premier d'entre eux, dans chaque arrondissement, ville, région et république. La résolution ne contient d'évoquer le « processus de démocratisation » et « d'élargir la démocratie et la perfectionnement du mécanisme de formation de [ses] organes éligibles » au sein du parti ». La pratique de la candidature unique semble donc avoir encore quelques jours devant elle. M. Gorbatchev n'avait d'ailleurs pas proposé qu'on l'abandonne pour les membres du comité central ni... pour lui-même.

Le nombre des candidatures

Le plénum est moins regardant en ce qui concerne les organes élus de l'Etat dont on sait que le pouvoir est largement fictif. « Il importe de soustraire au formalisme la pratique de présentation des candidats à la députation dans les soviets et de permettre à l'électeur d'exprimer son opinion pour un nombre plus important de candidatures », proclame la résolution. On notera l'humour de cette dernière expression. Ce « nombre » qu'il s'agit de rendre « plus important » est le chiffre « un » puisqu'il n'y a toujours et jusqu'ici qu'un seul candidat par circonscription aux soviets locaux comme au soviét suprême.

Le comité central n'est d'ailleurs ni très affirmatif ni très clair. Il ne dit pas clairement qu'il souhaite une multiplicité des candidatures aux élections locales et nationales. Si l'on comprend bien, il suggère seulement que, lors des « meetings » qui ont lieu tous les cinq ans dans les mines et dans les quartiers, le parti, au lieu de faire passer un seul individu, choisi discrètement à l'avance, en exhibe plusieurs. Il y aura donc plusieurs trousseaux de clés et autres ouvriers émerités au lieu d'un seul à cette occasion à la tribune. Mais rien ne prouve qu'on retrouvera plusieurs noms sur les bulletins de vote. S'ilers de ces « meetings », les travailleurs font preuve de leur unité continue, cela ne sera en effet pas la peine. Il faudrait d'ailleurs convaincre les intéressés de se lancer dans un jeu totalement insolite ici. Quel Soviétique accepterait

de gaieté de cœur de concourir dans une compétition qui risque d'aboutir à un échec public et humiliant ? On ne maintient pas impunément pendant soixante-dix ans le pouvoir absolu d'un parti pour demander ensuite aux citoyens de prendre des risques. Le réflexe de chaque sera

d'abord de demander « qui » le parti a déjà désigné. Le reste du processus découle de cet acte initial.

Contre le nationalisme

Le plénum a d'autre part « approuvé » l'avant-projet sur l'entreprise d'Etat qui va être prochainement soumis à « discussion » dans l'ensemble du pays et sera présenté à la « conférence nationale » du parti annoncée pour 1988. Ce texte est encore confidentiel, mais il comporterait des clauses visant, au nom de l'« autogestion », à permettre l'élection de chefs d'entreprise ainsi que des chefs d'atelier et des contremaîtres. « Il est très important de bien comprendre que l'éligibilité des cadres dirigeants dans les entreprises non seulement ne nuit pas, mais encore renforce le principe de la direction unique », explique à ce sujet la résolution.

Le plénum s'est enfin penché sur la question des nationalités, reprenant presque mot pour mot les propos de M. Gorbatchev. Le comité central estime qu'il faut faire preuve, à ce sujet, de « tact » et de « prudence », et « garantir que toutes les nationalités et ethnies du pays soient dûment représentées dans les organes du parti et de l'Etat ». Mais il importe également, selon le comité central, d'« opposer une riposte sans compromis à toutes les manifestations de nationalisme, de chauvinisme, de stalinisme, d'antisémitisme et d'esprit de clocher ».

Trois promesses

En ce qui concerne les mouvements de personnes annoncés mercredi, on notera que les trois promus ont des profils très différents : M. Slonimov, âgé de cinquante-sept ans, est l'homme lige du premier ministre, M. Ryjkov, avec qui il a déjà travaillé au comité d'Etat à la planification et dont il avait déjà repris les dossiers essentiellement économiques au secrétariat du parti et peut-être ceux de l'industrie d'armement. M. Loukianov, chef du département général du comité central est lié à M. Legatchev (n° 2 du PC).

M. Iakovlev, enfin, soixante-trois ans, est manifestement très proche de M. Gorbatchev. Sa polémique passée avec les nationalistes « grand-russiens » lui a valu parmi les intellectuels la réputation presque « trotskyste » à l'égard du problème des nationalités. L'intelligentsia, en

tout cas à Moscou, est volontiers sympathique.

Le départ sans gloire de M. Kounaev était attendu. Ce « Kazakh », vieil ami de Brejnev, régulièrement et presque ouvertement accusé ces derniers temps de corruption et de népotisme, avait été évincé de son poste de premier secrétaire du parti au Kazakhstan en décembre dernier, ce qui déclencha deux jours d'émeutes antiruses à Almaty. Il quitta à soixante-cinq ans et sans aucuns remerciements officiels le bureau politique pour « prendre sa retraite ».

M. Zimianine est mieux traité, puisqu'il part à soixante-deux ans pour « raisons de santé ». Remarqué par Beria, il a accompli une grande partie de sa carrière dans la diplomatie et s'est illustré par la hargne avec laquelle il s'est attaqué sans relâche aux intellectuels non communistes en général et aux philosophes en particulier, aussi bien en tant que rédacteur en chef de la Pravda (de 1965 à 1976) qu'en tant que membre du secrétariat spécialiste des questions idéologiques.

DOMINIQUE DHOMBRES.

M. ANATOLI LOUKIANOV

Né en 1930, M. Anatoli Loukianov, qui entre au secrétariat du comité central, est un ancien élève de l'université de Moscou, où il semble avoir été un condisciple de M. Gorbatchev. Membre du parti depuis 1955, il a notamment travaillé comme juriste dans les services du président du Soviet suprême avant d'entrer en 1983 au département général du comité central du parti. Il avait pris en novembre 1985 la direction de ce service et avait été élu membre du comité central à l'issue du vingt-septième congrès.

M. NIKOLAI SLONIMOV

Agé de cinquante-huit ans, M. Nikolai Slonimov, qui devient membre du secrétariat du comité central, est de nationalité biélorusse et a commencé sa carrière à Minsk, dans l'industrie des machines agricoles. Premier secrétaire du parti pour la ville de Minsk en 1972, il était, en 1974, vice-président du Gosplan de l'URSS. Il regagne Minsk en 1983 comme premier secrétaire du Biélorussie. Le vingt-septième congrès l'avait élu membre suppléant du bureau politique.

M. ALEXANDRE IAKOVLEV

M. Alexandre Iakovlev, qui fait comme membre suppléant son entrée au bureau politique, est né en 1923. Il a fait toute sa carrière dans l'appareil du parti, comme spécialiste des questions d'agriculture et de propagande, y compris à la tête du service du comité central qui en était chargé, de 1965 à 1973. Sa critique ouverte d'un courant « panasiatique » qui commençait alors quelques jours avant Moscou semble être à l'origine de son exil comme ambassadeur au Canada — où il a d'ailleurs l'occasion d'accueillir en 1983 M. Gorbatchev. Il regagne Moscou la même année pour prendre la direction de l'Institut de l'économie mondiale et des relations internationales. Il avait repris, au mois d'octobre 1985, la direction du service de propagande du comité central avant d'être promu membre du secrétariat à l'issue du vingt-septième congrès du parti, au mois de mars 1986.

La visite du premier ministre portugais à Paris

« Je suis contre une Europe à deux vitesses » nous déclare M. Cavaco Silva

Le premier ministre portugais, M. Aníbal Cavaco Silva, devait arriver à Paris ce jeudi 29 janvier dans la soirée pour une visite officielle de travail de deux jours. Le chef du gouvernement portugais rencontrera vendredi le président Mitterrand, puis sera reçu à déjeuner par M. Jacques Chirac. Après un entretien avec M. Jean-Bernard Raimond, puis une visite au musée d'Orsay, samedi, M. Cavaco Silva quittera Paris pour Bruxelles dimanche.

LISBONNE
de nos envoyés spéciaux

Economiste de formation, issu d'un milieu fort modeste — son père était employé dans une station-service de l'Algarve (sud du pays) —, M. Aníbal Cavaco Silva était un quasi-inconnu sur la scène politique portugaise avant que le dirigeant historique du Parti social-démocrate (PSD), M. Sá Carneiro, n'en fit en 1980 son ministre des finances. Après le décès de ce dernier, il réussit, à la surprise générale, à s'imposer comme dirigeant du PSD, une formation politique de centre droit, éternelle rivale du Parti socialiste de M. Mario Soares.

La consécration arrive en octobre 1985, lors des élections législatives où le PSD, avec près de 30 % des suffrages, devient la première force politique du pays, mais surtout la seule capable de former un gouvernement étant donnée la division de l'opposition. « Je suis à la tête d'un gouvernement minoritaire, certes, dit-il, mais aussi stable, sinon plus, que celui d'autres pays européens. »

« Il n'y a pas de solution de rechange à ce gouvernement », explique M. Cavaco Silva, ce qui ne permet de diriger le pays comme si les dispositions d'une majorité à la Chambre. Cela ne permet aussi d'agir à visage découvert, sans avoir besoin de marchandiser le soutien des partis politiques pour chaque mesure gouvernementale. Néanmoins, l'opposition utilise l'Assemblée nationale comme une plateforme pour m'attaquer. Malgré ma disposition au dialogue, celui-ci ne donne pas toujours les résultats escomptés. »

Mais ce cabinet monocolor a l'avantage aux yeux du premier ministre, d'être « une équipe homogène qui parle sans fausses notes. Il agit de manière solidaire pour mener une politique qui n'est pas la simple action de celle de ses différents ministres ».

La cohabitation aussi

Le joker de M. Cavaco Silva, c'est l'opinion publique. Il caracole en tête des sondages depuis son accession au pouvoir. Cela lui permet d'envisager avec sérénité l'hypothèse d'élections anticipées, qui court dans les milieux politiques et journalistiques de Lisbonne. « Je ne ferai rien pour précipiter l'échéance, mais, en cas de blocage, les élections deviendront inévitables. Dans ce cas, je crois qu'il sera très difficile au PSD de ne pas les remporter. »

Et, pourtant, quatre mois à peine après son entrée en fonctions, le gouvernement de M. Cavaco Silva était confronté à une épreuve : l'élection à la présidence de la République du socialiste Mario Soares contre le candidat de droite, M. Freitas do

Almeida, auquel le premier ministre n'avait pas ménagé son appui. Le Portugal connaît depuis la cohabitation entre un premier ministre sans rival à sa droite et un président de la République qui, semblable à M. A. Almeida, a reconstruit en père de la patrie au-dessus des partis : « Je suis en général d'accord avec l'interprétation que M. Soares fait du rôle du président de la République : celui d'un arbitre attaché à la recherche d'un consensus. De mon côté, je ne limite pas mes devoirs envers lui à ceux qui me sont imposés par la Constitution. J'informe le président de la République beaucoup plus largement qu'il n'est prévu. Ainsi peut-il intervenir plus activement dans les questions essentielles pour le pays. »

Européen convaincu

Le président et le gouvernement se retrouvent également sur la même ligne en politique extérieure. M. Cavaco Silva, lui aussi, s'informe et agit comme un partisan convaincu de l'Europe et de l'alliance atlantique.

« Chez nous, il n'y a pas de manifestations antiaméricaines, constate-t-il. Les mouvements pacifistes et anti-OTAN ne mobilisent pas les foules. » Cette fidélité à l'alliance ne va-t-elle pas parfois un peu loin ? En effet, la presse portugaise et internationale s'est faite l'écho ces derniers semaines d'une éventuelle implication du Portugal dans la livraison d'armes à l'Ira et au « contras » du Nicaragua. « Tout ce que la presse a écrit à ce sujet est faux. Mon gouvernement n'a jamais autorisé le transit d'armes par les aéroports portugais pour ces destinations. »

S'agit-il alors d'affabulation totale ? M. Cavaco Silva, fidèlement, laisse entendre que des demandes d'autorisation ont pourtant été formulées. En outre, il ne répond pas des décisions ayant pu être prises dans ce domaine par le gouvernement précédent dirigé par M. Soares.

L'importance des relations entre la France et le Portugal s'est accrue ces dernières années. La France est devenue le premier client du Portugal et son troisième fournisseur.

Qu'attend M. Cavaco Silva de son voyage à Paris ? « Nous n'avons aucun contentieux à régler. L'objectif premier de ce voyage consiste plutôt à échanger, avec M. François Mitterrand et M. Jacques Chirac, des idées sur l'avenir de la Communauté européenne. Je suis, pour ma part, persuadé que seul un renforcement de la coopération permettra de faire face aux défis américains et japonais. Je suis donc contre une Europe à deux vitesses. Je souhaite une détermination plus grande dans la mise en œuvre de la politique agricole commune et un accès plus ouvert des pays moins développés de l'Europe du Sud au fonds communautaire. »

Lorsque, enfin, on évoque des révélations récentes de la presse espagnole et portugaise concernant la participation d'agents des services secrets portugais aux actions terroristes du GAL contre des nationalistes basques en France, le premier ministre est on ne peut plus laconique : « Je ne dispose d'aucun élément permettant de confirmer de telles implications ».

Propos recueillis par
JOSE REBELO
et LUC ROSENZWEIG.

Les écolo-pacifistes en République fédérale d'Allemagne

Qui vote vert ?

(Suite de la première page.)

Il fallait voir, lors de la table ronde des chefs de partis qui a précédé l'élection, la tête du chancelier Helmut Kohl ou d'un Franz Josef Strauss, et plus encore celle des modérateurs de la télévision, face à la verte insolence de Jutta Ditfurth, bien décidée à ne pas s'en laisser conter et à répondre mot pour mot aux attaques extrêmement violentes dont elle était l'objet. Seule contre tous, et seule femme parmi des hommes !

Réduire les Verts à ces prises de parole provocatrices serait cependant tromper. Le travail qu'ils accomplissent dans les conseils municipaux ou les multiples associations qu'ils animent, bien que moins spectaculaire, est aussi l'une des clés de leur succès. Leur agressivité n'en répond pas moins à un sentiment fort répandu, surtout parmi les jeunes, d'être obligés de se défendre bec et ongles contre une société perçue comme oppressive par ceux

qui ne veulent pas se conformer à la règle.

Ce n'est pas un hasard si le parti vert a obtenu ses meilleurs résultats dans les villes universitaires d'abord, mais aussi dans tous les grands centres urbains modernes. Fribourg (21 %), Göttingen (17,2 %), sont leurs bastions depuis quelque temps déjà. Les résultats de Francfort (13,9 %), Munich (13,4 %), Hambourg (11 %), ont davantage étonné. Dans les villes de la Ruhr, vieux fiefs ouvriers du SPD, où la crise du charbon et de l'acier frappe encore, leur percée reste plus modeste : 6,5 % à Duisbourg, 7,4 % à Essen.

L'électeur type est jeune

L'électeur type des Verts est jeune, il vit en zone urbaine, il a un bon niveau d'instruction et une bonne culture politique. Selon l'Institut de recherche sur le comporte-

ment électoral de Mannheim, 20 % des nouveaux électeurs, âgés de dix-huit à vingt-deux ans, qui étaient cette année particulièrement nombreux — 3,5 millions —, ont choisi les Verts. Chez les plus âgés, le vote vert est également fréquent chez les diplômés dont la vie professionnelle est insatisfaisante.

L'électeur des Verts a des priorités différentes de la moyenne, notamment au plan économique. Il a souvent aussi un autre style de vie, soit qu'il y soit forcé, soit qu'il préfère tout simplement vivre autrement. Sa représentation du rôle de l'Etat est plus radicalement démocratique. Il souhaite notamment — ce que l'on retrouve aussi dans les sondages sur les jeunes en France — davantage de solidarité entre les gens.

Bien que l'on retrouve dans cet électeur des Verts une même sensibilité aux questions écologiques et à la problématique de la paix, il serait faux de croire que tous ont un projet politique bien arrêté. Beaucoup hésitent longtemps avant de se décider entre les Verts ou le Parti social-démocrate.

Voter vert peut être un acte de dépit, une manière de marquer son irritation devant les hésitations du Parti social-démocrate. Le refus du SPD de prendre clairement la défense des réfugiés politiques contre la droite, sa vaine hésitation sur l'énergie nucléaire, ont jeté le doute sur sa volonté réelle d'un autre style de politique. La campagne de M. Johannes Rau a achevé d'ancrer l'idée que son parti n'avait aucune chance de gagner les élections et qu'il valait mieux, à tout prendre, voter pour les vrais défenseurs du changement, quels que soient par ailleurs leurs excès. Les experts considèrent qu'au moins 50 % des électeurs verts d'aujourd'hui seraient prêts demain à voter, sinon avec leur cœur, du moins avec leur tête, pour un SPD renoué ayant une chance de gagner. C'est la pari gagné par M. Lafontaine en Sarre en 1986 et qu'il entendra proposer aujourd'hui en briguant l'investiture pour la succession de M. Willy Brandt à la présidence.

HENRI DE BRESSON.

EN BREF

● **SUÈDE** : commission d'enquête parlementaire sur l'assassinat d'Olof Palme. — Le premier ministre, M. Ingvar Carlsson, a annoncé mercredi 28 janvier la création d'une commission d'enquête parlementaire sur l'assassinat d'Olof Palme, s-t-on appris mercredi de source officielle. Après l'échec de la police qui avait interpellé le semaine dernière sans résultat vingt personnes — toutes relâchées depuis —, les responsables de l'opposition avaient demandé au gouvernement la création d'une commission parlementaire pour évaluer les divergences de vues de plus en plus manifestes entre la justice et la police suédoise. — (AFP.)

● **POLOGNE** : visite du secrétaire d'Etat adjoint américain. — M. John Whitehead, secrétaire d'Etat adjoint américain, est arrivé mercredi 28 janvier à Varsovie pour une visite officielle de quatre jours. M. Whitehead est le membre du gouvernement américain le plus élevé

dans la hiérarchie à venir en Pologne depuis le coup de force contre Solidarnosc du 13 décembre 1981, qui avait entraîné Washington à instaurer des sanctions économiques contre Varsovie. — (AFP.)

● « Réception provisoire » du siège de l'Institut du monde arabe. — Les ministères des affaires étrangères et de la culture et de la communication, MM. Jean-Bernard Raimond et François Léotard, ont assisté, mercredi 28 janvier, à Paris, en compagnie des ambassadeurs arabes accrédités en France, à la « réception provisoire » du siège de l'Institut du monde arabe (IMA). L'Institut doit officiellement ouvrir ses portes à la fin de juin, mais l'échéance sera difficile à tenir en raison de retards dans l'exécution des travaux. Dans son allocution, en présence des députés permanents de l'UNESCO, M. Raimond a affirmé que la fondation de l'IMA constituait « un acte de foi dans l'unité franco-arabe » et « une résolution assemblée menée en commun ».

Diplomatie

La fin des travaux de la conférence de Koweït

Le sommet islamique a été presque exclusivement consacré aux problèmes arabes

KOWEÏT
de notre envoyée spéciale

Alors que s'achève, ce jeudi 29 janvier, avec douze heures de retard, le cinquième sommet islamique, l'incertitude demeure toujours sur l'« entrée » qu'auront eu, mardi soir, les présidents égyptien et syrien. Les deux délégations ont officiellement démenti celui-ci et trop de versions différentes circulent pour qu'on puisse réellement faire la part des choses, mais un élément paraît sûr, c'est que même si cet entretien a eu lieu — c'est possible sinon probable — il n'a pas dépassé le stade des retrouvailles entre deux hommes qui se connaissent bien. Il ne semble donc pas qu'il faille en attendre des conséquences politiques immédiates.

Le retour
du Caire

Plus important sans doute est le mini-sommet arabe qui a réuni pendant deux heures trente, mercredi, autour de l'émir du Koweït, les rois Fahd d'Arabie saoudite et Hussein de Jordanie et les présidents Assad de Syrie et Chadi d'Algérie. Ce mini-sommet pourrait-il ouvrir la voie à la convocation prochaine d'un sommet arabe ordinaire à Ryad, prévu depuis plusieurs années, mais qui n'a jamais pu se tenir en raison des divisions qui déchirent le monde arabe ? Il est encore trop tôt pour le dire et il semble bien que les cinq chefs d'Etat se soient contentés d'examiner à fond les problèmes du monde arabe. La question de la réintégration de l'Égypte demeure à ce stade posée tant le pacha du Caire est tout à la fois soulagé par beaucoup face à la puissance iranienne, mais redouté aussi au niveau du leadership politique. De plus, la querelle syro-palestinienne reste en l'état.

Ce cinquième sommet restera marqué, en tout cas, par le retour du Caire au sein de la famille islami-

que. Il ne fait pas de doute que la présence de l'Égypte a pesé pour renforcer le camp des modérés. « Assad passe la main, Moubarak prend le relais », nous disait le délégué d'un pays arabe. Si la remarque est exagérée, elle souligne cependant le rééquilibrage qui s'opère en ce moment au sein du monde arabe et de plus en plus inquiets des conséquences de la guerre Iran-Irak, jouent leur rôle. « Si le président Assad n'était pas venu, la Syrie aurait été l'armée », affirmait un diplomate, soulignant ainsi l'isolement de Damas.

Il est vrai que, il y a encore quelques années, le président Assad n'avait pas besoin de se déplacer et pouvait se payer le luxe de boudier ces réunions. En venant, le président syrien, dont la présence était particulièrement souhaitée par les autorités koweïtiennes, a non seulement réussi à redresser la situation, mais a, par ses rencontres, simples poignées de main ou bref entretien avec le président Moubarak et le président Gemayel, neutralisé un de ses adversaires présents, le chef de l'OLP, M. Yasser Arafat.

Une solidarité
de plus en plus encombrante

La question palestinienne, au centre en principe des préoccupations de la conférence islamique, n'a pas, c'est le moins que l'on puisse dire, donné lieu à beaucoup de débats. La guerre des camps palestiniens du Liban a été traitée en marge du sommet par le comité des sept ministres désignés par la Ligue arabe. C'était le prix à payer pour la présence du président Assad, les Koweïtiens ayant joué le jeu et les Palestiniens ayant dû garder un profil bas. Ce qui explique aussi sans doute pourquoi M. Arafat a tenu à remercier, lors de son discours, le roi Hussein de Jordanie d'avoir accepté de renouer le dialogue jordanien-palestinien. Plus étonnant mais

significatif, l'Irak, dont le président Saddam Hussein n'est pas venu, n'a pratiquement pas été entendu dans ces assises. La présence du président Assad y est sans doute pour quelque chose, mais l'impression demeure que la solidarité avec l'Irak, réelle et d'un certain côté naturelle, est de plus en plus encombrante.

Quoi qu'il en soit, ce sommet est avant tout un succès important pour le Koweït, qui a relevé le défi lancé par l'Iran et n'a pas cédé aux menaces. En même temps et pour ne pas rompre le dialogue avec Téhéran, une délégation de l'OCI pourrait y être envoyée pour informer les autorités iraniennes des résultats du sommet.

Ce « sommet de la raison », suivant l'expression d'un diplomate, a permis plusieurs rencontres dont on ne mesure l'importance qu'avec le temps : Moubarak-Assad ; Hussein-Arafat ; Assad-Gemayel. Cette dernière entrevue, quarante minutes de tête-à-tête, s'est déroulée dans un climat cordial, souligne-t-on de source libanaise, et le président Assad a affirmé au départ du président libanais : « Nous allons déployer encore plus d'efforts pour en finir avec le différend syro-libanais. » Les autorités koweïtiennes ont sans aucun doute fait le maximum pour assurer le succès de ce sommet, qui parfois a gommé, à la limite du réalisme tous les pro-

blèmes susceptibles de provoquer des conflits.

Ce sommet islamique aura, encore une fois, été presque exclusivement consacré aux problèmes arabes. Le vaste forum que constitue l'OCI permettrait-il aux dirigeants arabes de se réunir sans se compromettre ? On peut se poser la question. Seul des pays africains, le Tchad y aura occupé une place importante, réussissant à faire inscrire le conflit tchadolibyen à l'ordre du jour. Sans illusions sur les conséquences pratiques de la résolution adoptée, le président Hissène Habré s'est déclaré particulièrement satisfait de ces assises. « Par un seul Etat, pas même la Syrie, n'a soutenu la thèse libyenne au cours des débats », nous a-t-il affirmé ce jeudi. « C'est la première fois que le conflit tchadolibyen a été clairement posé dans une telle assemblée », a-t-il poursuivi. « Le Tchad a gagné à ce sommet », a conclu le président Hissène Habré, qui devait, ce jeudi, exprimer à l'émir du Koweït les remerciements de l'ensemble du groupe africain. Le prochain sommet de l'OCI, qui se déroulera en principe au Sénégal dans trois ans, permettra peut-être aux pays d'Afrique les plus nombreux de se faire mieux entendre.

FRANÇOISE CHIPAUX.

Afrique

Le sort des otages de Médecins sans frontières

Un rôle de médiation délicat pour Djibouti

DJIBOUTI
de notre envoyé spécial

« Un certain nombre d'indications nous donnent à penser que les otages français sont en Éthiopie », indique, à Djibouti, un diplomate occidental qui cite, notamment, le témoignage de représentants locaux de Médecins sans frontières (MSF) selon lequel les traces des otages ont été perdues à 15 kilomètres du lieu de l'enlèvement, en territoire éthiopien.

Cette quasi-certitude repose sur le « contact » qui a été récemment établi entre un émissaire des ravisés, qui ne se sont toujours pas fait connaître, et le consul général de Djibouti à Dire-Dawa, en Éthiopie.

Aussi la mission confiée par le gouvernement français à M. Fernand Wibaux, arrivé mercredi après-midi 28 janvier, à Addis-Abeba, est-elle, du moins pour le moment, une mission auprès des seules autorités éthiopiennes. « Il lui a été demandé de prendre contact avec celles-ci au niveau le plus élevé et, éventuellement, avec le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, le chef de l'Etat lui-même », précise ce diplomate.

A Djibouti, on continue de penser que les ravisés — le Mouvement national somalien (MNS), probablement — n'ont pas en tête d'obtenir en échange quelque compensation que ce soit. Pourtant, s'il s'agit d'une simple opération destinée à faire parler d'eux, pourquoi tardent-ils donc tant à revendiquer cet enlè-

vement puis à y mettre un terme ? Reste, évidemment, l'hypothèse selon laquelle cette action aurait été commise par un groupe irresponsable.

La République de Djibouti a jugé cependant qu'il était « normal » pour elle de jouer un rôle dans le dénouement de cette affaire, « dans la mesure où nous entretenons de bonnes relations à la fois avec l'Éthiopie, la Somalie et la France », explique un responsable local.

Mais elle s'inquiète de tout incident de parcours : Djibouti doit s'employer à colmater le jeu avec discrétion et perspicacité, sans donner l'impression d'en remonter à ses deux puissants voisins. Or, les déclarations optimistes faites par MM. Jacques Chirac, Claude Malhuret, secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, et le Dr Rony Brauman, président de MSF, sur le sort des otages français, semblent, pour partie, avoir été inspirées par des sources djiboutiennes. Les autorités éthiopiennes, de leur côté, paraissent avoir analysé l'attitude française comme la volonté de faire une sorte de « forcing » pour obtenir la libération des otages.

Du coup, craignant d'indisposer leur voisin éthiopien, les autorités de Djibouti évitent maintenant de trop se mettre en avant, et acceptent un « profil bas », bien qu'étant toujours disposées à répondre aux demandes de services qui peuvent leur être faites.

JACQUES DE BARREN.

Amériques

NICARAGUA

M. Arturo Cruz quitterait la direction politique de la Contra

M. Arturo Cruz, membre de la direction politique de la Contra nicaraguayenne, a décidé de quitter cet organisme, rapporte le correspondant du *Los Angeles Times*. M. Cruz, ainsi que M. Robelo, autre membre de la direction politique, estime que la Force démocratique nicaraguayenne (FDN), dirigée par M. Calero et liée aux éléments somozistes de la Contra, domine l'Union nationale d'opposition (UNO) « de manière déloyale ». La décision de M. Cruz implique que les groupes armés de la Contra du front sud ne coordonneront plus leurs actions avec ceux du front nord, basés au Honduras. A Washington, le général Gorman, ancien chef du Southern Command, a déclaré devant une commission d'enquête que les « contras » étaient incapables de vaincre militairement l'armée sandiniste.

Washington (AFP). — L'ancien chef du quartier général des Forces armées basées à Panama (Southern Command), le général Paul Gorman, a déclaré mercredi 28 janvier que les guérilleros antisandinistes soutenus par les Etats-Unis n'avaient « aucune chance de renverser le régime nicaraguayen, quel que soit le montant de l'aide apportée par Washington ».

Témoignant devant la commission des forces armées du Sénat, le général Gorman a affirmé que les « contras » ne pourraient vaincre les troupes gouvernementales « en un an, ni en deux, ni en trois ». « Ils ne pourront le faire avec les 100 millions de dollars que nous leur avons donnés l'an dernier ni avec les 105 millions que le président a demandés cette année », a-t-il ajouté.

● CHILI : la police brûle quinze mille livres de Gabriel García Márquez. — La police chilienne a misé et brûlé à Valparaíso quinze mille exemplaires du livre du prix Nobel Gabriel García Márquez intitulé *Miguel Littín : une aventure clandestine au Chili*. Le livre raconte l'histoire du metteur en scène Miguel Littín, qui entra illégalement au Chili en mai 1985 pour y réaliser pendant deux mois un documentaire. La police a effectué cette saisie le 28 novembre 1986, à l'indignité de l'éditeur chilien, qui a protesté auprès du gouvernement chilien. Le ministre de l'Intérieur a indiqué que le livre du prix Nobel violait la Constitution chilienne. — (AFP.)

● CANADA : prison à vie pour deux sœurs accusées d'avoir voulu faire exploser un avion. — Deux sœurs ont été condamnées à la prison à vie, mercredi 28 janvier, à Montréal, pour avoir voulu faire exploser en mai dernier un Boeing-747 d'Air India décollant de New-York. Les deux condamnées, Santokh Singh Khela, vingt-cinq ans, et Kashmir Singh Dhillon, quarante-deux ans, avaient été arrêtées en juin 1985, au terme d'une enquête menée conjointement par le FBI américain et la police canadienne. — (AFP.)



Sondage sur les chances du livre d'art aujourd'hui

Jean de Bonnot vous offre UN LIVRE D'ART GRATUIT ou un cadeau d'une valeur égale ou supérieure* pour vous remercier de répondre à ses questions.

Vos conseils nous aident à mieux défendre le livre d'art. Il est juste de vous témoigner notre gratitude par un cadeau important (valeur : 150 F environ).

Savez-vous que la France occupe le premier rang dans le monde pour les livres d'art ? Elle le doit pour l'essentiel à Jean de Bonnot dont les ouvrages sont appréciés par les amateurs de beaux livres dans 42 pays. En répondant à nos questions, vous nous permettez de conserver cette avance. Encore merci.

* Grande "vue d'optique" (format 255 x 400 mm) rotulée et remonte à la main dans le style du XVIII^e siècle. Ces vues ont perspective accusée offrent une grande vue à l'époque et sont toujours très recherchées par les collectionneurs.

Les beaux livres aident à mieux vivre

Plus l'industrie se robotise, plus ses produits sont déshumanisés, plus nous nous attachons aux objets faits de main d'ouvrier.

L'engouement pour les premières voitures, les meubles anciens ou les livres d'hier, témoignage de notre nostalgie. Comme si, dans leur perfection et même dans leur rugosité, ces choses du

passé nous apportaient un peu de chaleur humaine. Comme si elles attestaient la supériorité du talent et du savoir-faire de l'homme sur les performances souvent scabreuses de la machine.

Des livres comme autrefois

L'amour de la tradition inspire les éditions Jean de Bonnot depuis le début. Nos livres d'art sont faits dans l'esprit d'autrefois. Quand

il fallait six ans d'apprentissage et trois ans de noviciat pour devenir compagnon. Leur beauté et leur charme aident nos lecteurs à supporter la médiocrité des temps modernes. Leur seule vue est un réconfort. Les feuillets font tout oublier. Avec eux les textes semblent mieux écrits encore et plus attachants.

Ce n'est pas peu dire, car nous veillons à donner dans son intégralité la meilleure version des chefs-d'œuvre les plus importants (*La Comédie humaine* de Balzac), les plus rares (*Les Mémoires de Fouché*) ou les plus originaux (*Les Quatre Livres de la sagesse de Confucius*, Paris il y a cent ans d'Auguste Vinet, *Le Traité de la peinture* de Léonard de Vinci).

De quoi est fait un livre d'art

Le texte est primordial, mais le reste importe tout autant. Il n'est pas indifférent que notre papier vergé chiffon portant notre filigrane soit fabriqué à la forme ronde comme jadis. Un tel papier se souvient de l'homme qui l'a fait avec amour et de l'eau "vertueuse" du ruisseau de montagne qui lui a donné pour toujours sa beauté inaltérable. Le nôtre descend des Vosges. C'est le Barba qui traverse le corps de la papeterie elle-même et où vivent des truites dont la vitalité témoigne de la pureté des eaux.

Jean de Bonnot honore une commande postée voici 16 ans

La poste a ses caprices. Nous venons de recevoir une commande mise à la boîte le 3.4.1971. Jean de Bonnot a tenu à honorer cette demande en prélevant sur sa collection personnelle le livre qui était épuisé depuis longtemps et qu'il a fait... aux prix de l'époque.

Afrique

ETATS-UNIS : une entorse à la politique d'engagement constructif à l'égard de Pretoria

M. George Shultz a reçu à Washington le président de l'ANC

WASHINGTON
de notre correspondant

Premier secrétaire d'Etat américain à s'entretenir avec un dirigeant du Congrès national africain (ANC), M. George Shultz a procédé avec M. Oliver Tambo, mercredi 28 janvier, au département d'Etat, à un échange de vues de près d'une heure, qualifié, des deux côtés, de « sérieux et substantiel ». En langage diplomatique, cela signifie que les deux hommes ont constaté la persistance de profondes divergences entre les Etats-Unis et le principal mouvement nationaliste sud-africain, mais qu'on souhaite néanmoins, de part et d'autre, poursuivre ce dialogue amorcé depuis quelques mois.

Pour l'ANC, cet entretien marque en effet une reconnaissance d'autant plus éclatante de son influence en Afrique du Sud que le gouvernement de M. Reagan était a priori le dernier dont on eût pu attendre qu'il élève au rang d'interlocuteur une organisation bénéficiant d'un soutien soviétique et pratiquant la lutte armée.

Quant au département d'Etat, on y semble désormais convaincu qu'il faut maintenant exercer une pression sur les dirigeants sud-africains pour les amener à accepter une négociation politique, avant que tout

espoir d'une solution pacifique ne soit définitivement enterré. Cette évolution est spectaculaire, car elle rompt largement avec la politique d'« engagement constructif » définie par l'équipe Reagan et au nom de laquelle Washington s'interdisait toute forme de pression ouverte sur Pretoria, dans l'espoir théorique de faciliter la tâche des Blancs modérés.

Officiellement toujours en vigueur, cette politique a cependant été sévèrement battue en brèche par la dégradation brutale de la situation en Afrique du Sud et surtout par la rébellion du Congrès, qui a imposé l'année dernière, malgré l'opposition de la Maison Blanche, un train de sanctions économiques contre Pretoria.

La question des sanctions

Le temps de l'adaptation aux réalités était donc venu, et M. Shultz, qui avait dit et répété avant cet entretien (violamment critiqué par de nombreux républicains) qu'il ne voyait pas l'ANC, dans le seul représentant des Noirs sud-africains, a exposé à son hôte la « préoccupation » américaine quand « l'influence soviétique sur l'ANC et sa position sur la violence », le secrétaire d'Etat a également souli-

gné que Washington ne souhaitait pas favoriser le remplacement de l'apartheid par « une autre forme de gouvernement sans représentativité », et appelé Pretoria et l'ANC à se mettre d'accord sur une renonciation à la violence et sur un processus de négociations, en faveur duquel les Etats-Unis seraient prêts à jouer « un rôle positif ».

Le président de l'ANC a, lui, souligné que « l'engagement constructif » [avait] pas aidé les choses », affirmant « qu'un large terrain d'accord » s'était dégagé avec M. Shultz sur la nécessité d'abolir l'apartheid, et que les deux parties examinaient « ensemble les meilleurs moyens d'y parvenir », et appelé enfin les Etats-Unis à inciter leurs alliés européens à adopter les mêmes sanctions qu'eux.

M. Tambo avait évidemment le gouvernement américain opposé à ces sanctions décidées par le Congrès, mais il n'ignorait pas non plus qu'elles sont devenues un élément majeur de la politique américaine. Les contacts devaient maintenant se poursuivre au niveau de l'ambassade américaine en Zambie — le pays où est basé le siège de l'ANC, — et M. Shultz a encore, aux yeux de la droite républicaine, solidifié son image de « quasi libéral ».

BERNARD GUETTA.

Asie

PHILIPPINES : à l'issue d'une troisième journée de confusion

Les rebelles de Manille ont évacué leur bastion

MANILLE
correspondance

Les rebelles retranchés depuis trois jours dans les locaux de la chaîne de télévision GMA-7 ont, en fin de journée, ce jeudi 29 janvier, évacué leur bastion après de longues heures de tractations difficiles et onduleuses entre leurs chefs et les autorités philippines. Le ministre de la Défense, M. Rafael Nieto, et le chef d'état-major général des forces armées, le général Ramos, avaient, dans la matinée, annoncé avoir obtenu leur reddition dans le calme. Apparaissant à leur tête, au cours d'une conférence de presse, le chef des rebelles, le colonel de l'armée de l'air Oscar Canlas, avait toutefois récusé le terme de reddition.

Cette annonce prématurée d'un dénouement complet était interve-

nue après une nuit de tension durant laquelle, à deux reprises, l'assaut des forces de l'ordre avait semblé imminent. Les troupes gouvernementales se contentèrent en fait de tirer des salves de grandes lacrymogènes afin de hâter les négociations. Au dernier moment, nouveau rebondissement : on apprenait que les deux cents mutins refusaient de sortir... Entretemps, le colonel Canlas avait disparu. De tortueuses négociations durent à nouveau se tenir avant que les mutins, accompagnés d'une cinquantaine de civils, n'acceptent de quitter le bâtiment.

A même moment, un porte-parole du gouvernement annonçait que l'ancien président Marcos avait bien tenté de s'envoler à bord d'un avion privé, à destination de Manille, depuis Honolulu, et que sa femme Imelda avait procédé récem-

ment à l'achat de chaussures et de vêtements militaires. Cette dernière information renforcerait donc la thèse du coup d'Etat préparé de l'extérieur, refuge du président déchu, et expliquerait pourquoi les rebelles avaient tenté d'occuper la base aérienne de Villamor, située près du centre de la capitale. Le complot ayant été, au dire des autorités philippines, définitivement écarté, il ne restait donc plus aux rebelles qu'à limiter les dégâts.

A Hawaii, le président déchu a démenti avoir eu l'intention de regagner Manille dans l'immédiat ou être à l'origine d'une tentative de coup d'Etat, mais a reconnu avoir reçu l'ordre formel des autorités américaines de rester à Honolulu, et s'est plaint d'être traité « en prisonnier ».

KIM GORDON-BATES.

Quand le général Ramos temporise...

MANILLE
de notre envoyé spécial

« Si nous recevons l'ordre de donner l'assaut, nous l'exécuterons, mais ce sera la plus grave erreur que le commandement en chef puisse commettre ». Adossé à une automitrailleuse, ce jeune colonel revêtu de son gilet pare-balles est visiblement nerveux. Il est 2 h 30 dans la nuit du mercredi 28 au jeudi 29 janvier et les troupes qui encerclent les bâtiments de la chaîne de télévision GMA-7 viennent de procéder à un tir de gaz lacrymogènes. La tension s'est soudain accrue.

Malgré le compromis qui interviendra ensuite, le pouvoir de M. Aquino risque de sortir affaibli de ce nouveau bras de fer avec son armée. Après avoir adopté au départ une position dure, le gouvernement a dû faire marche arrière, acceptant plus ou moins les demandes des mutins de ne pas être considérés comme des rebelles. Le chef d'état-major général, le général Ramos, a déclaré qu'ils ne seraient pas placés aux arrêts mais simplement l'objet d'une enquête. On est loin des premières déclarations de M. Aquino leur permettant la cour martiale. Cette rébellion et la réaction des autorités sont révélatrices du malaise qui règne dans l'armée et de la tension existant entre les militaires et le pouvoir civil.

Les troupes qui encerclent les mutins et qui n'hésitent pas à échanger avec eux des signes d'amitié n'étaient pas loin de partager les mêmes vues : les rebelles « se sont lancés dans cette opération pour attirer l'attention de l'opinion publique sur la menace communiste. Nous devons tenir compte de la sincérité de leur action et il serait immoral d'être plus dur avec eux qu'avec les communistes », nous dit un jeune officier de la même promotion que les chefs de la mutinerie.

« Le mal demeure »
S'il semble bien qu'il y ait eu une opération orchestrée de désaffection de la part d'une fraction de l'armée, celle-ci se conjugue aussi à un profond sentiment de frustration parmi les militaires en général, qui reprochent au gouvernement une trop grande faiblesse devant les communistes et supportent mal, en revanche, d'être accusés fréquemment de violations des droits de l'homme alors que l'insurrection bénéficie, selon eux, d'une tolérance en haut lieu sur ce point.

« Il y a deux poids et deux mesures, et l'armée est devenue le bouc émissaire », nous dit un jeune officier. Pour beaucoup d'entre eux, la question de savoir s'ils sont des

partisans de l'ancien président Marcos passe après ce ressentiment. Face à eux, le général Ramos se trouve dans une position d'autant plus délicate que le président Aquino n'a guère tenu compte des « recommandations » qui lui avaient été soumises par l'armée lors de l'éviction, en novembre 1986, du ministre de la Défense, M. Enrile. Les militaires jugent insuffisant le remaniement ministériel qui a suivi. Du coup, le pouvoir du général Ramos auprès de ses hommes est tombé d'un cran.

Lorsque, mercredi, le quotidien *Manila Chronicle* a publié un article donnant les noms de quatre généraux qui auraient été impliqués dans des opérations de déstabilisation, ces derniers jours, citant des sources proches de la présidence, il a semblé que le pouvoir civil cherchait à imposer une ligne dure au chef d'état-major face à la rébellion. Mais le général Ramos a continué à temporiser, afin de ne pas accentuer la fragmentation de l'armée. Alors que l'on attendait à tout moment, mercredi soir, une opération contre les mutins, il recevait une délégation représentant une centaine d'officiers venus lui demander de ne pas employer la force contre les mutins.

« Même si cette affaire se termine bien, c'est comme un médicament qui fait tomber la fièvre, le mal demeure, et il est probable qu'il se manifesterait de nouveau », commente un capitaine membre du mouvement de réforme dans l'armée et proche de M. Enrile. M. Aquino a, désormais, affaire à une armée consciente de sa force politique, qui n'a pas confiance en son gouvernement et qui fuit avec l'insouciance comme moyen de pression, se rendant ainsi vulnérable aux manipulations. Il n'est pas certain que le général Ramos parvienne à calmer les esprits des militaires, alors que la polarisation politique devient de plus en plus aigue.

PHILIPPE PONS.

(Lire également page 30 nos informations sur le rétablissement de la dette.)

● **SRI-LANKA** : sanglant accrochage dans l'Est. — Des membres des forces spéciales d'intervention sri-lankaises et huit séparatistes tamouls, ainsi qu'un nombre indéterminé de civils, sont morts, mercredi 28 janvier, au cours d'affrontements près de Kokkadicholai, à 13 kilomètres de la ville côtière de Batticaloa (est de l'île). Selon des sources dignes de foi, les forces sri-lankaises ont bloqué toutes les routes menant à Kokkadicholai et aux villages voisins au cours d'une opération de chasse à l'homme contre les guérilleros. De source gouvernementale, on indique que huit séparatistes ont été tués. Plusieurs soldats ont également été tués, a-t-on reconnu de même source, sans toutefois en préciser le nombre. — (AFP.)

● **PAKISTAN** : attentat manqué contre Benazir Bhutto ? — La principale dirigeante de l'opposition aurait échappé, mercredi 28 janvier, à une tentative d'assassinat dans le sud du pays. Des hommes armés ont attaqué le jeep de M^{me} Benazir Bhutto, près du village de Majnoon, à environ 45 kilomètres au nord de Hyderabad. Le dirigeant du PPP (Parti du peuple pakistanais) ne se trouvait pas à bord du véhicule. Selon le PPP, les hommes ont ouvert le feu et ont enlevé trois personnes qui étaient à bord du jeep : le garde du corps de la dirigeante du PPP, son chauffeur et un domestique. — (AFP.)

Francophonie

Le Haut Conseil va s'intéresser à la création d'un « espace économique »

M. Mitterrand a désigné, le mardi 27 janvier, en tant que président de cet organisme, trois nouveaux membres du Haut Conseil de la francophonie, qui en compte désormais trente-trois. Il s'agit de l'écrivain acadien Antonine Maillet, du cinéaste égyptien Youssef Chahine et de M. Malu Wa Kalenga, commissaire général à l'énergie atomique du Zaïre.

Mercredi, le vice-président du Haut Conseil, M. Senghor, et son secrétaire général, M. Stello Farandjia, ont dressé devant la presse spécialisée un tableau plutôt optimiste des progrès enregistrés par le mouvement francophone. L'ancien président du Sénégal a ainsi précisé qu'il y avait environ quarante-cinq Etats représentés au prochain sommet, contre trente-neuf

l'an dernier. La Suisse, qui n'était qu'observatrice en 1986, se propose d'y participer à part entière.

D'autre part, le Haut Conseil tiendra une session exceptionnelle à Québec, lors du sommet francophone de septembre prochain. M. Mitterrand en présidera personnellement les travaux, qui doivent porter sur la création d'un « espace économique francophone ». « Il ne faut surtout pas opposer culture et économie », a souligné M. Farandjia, en soulignant que les entreprises privées s'intéressent davantage à l'espace francophone. « *Esprit*, *Eureka*, *Airbus*, *Hermès* sont les vrais noms de la communauté européenne, nous attendons ceux de la Communauté francophone, mais sans oublier le chant des poètes », a-t-il ajouté.

UN LIVRE D'ART GRATUIT ou un cadeau d'une valeur égale ou supérieure pour vous remercier

Un contingent de 600 livres d'art gratuits est réservé aux personnes qui voudront bien participer à notre sondage. Nos correspondants seront honorés dans l'ordre d'arrivée de leur réponse. Nos disponibilités étant faibles, il a été nécessaire de réunir plusieurs titres. Il s'agit d'œuvres célèbres et importantes. Tous ces volumes sont reliés plein cuir, sauf l'un d'eux relié en taffetas d'Orient rehaussé d'argent

ou de couleurs.

Dans le cas où les réponses seraient supérieures à 600, les retardataires recevront une grande « vue d'optique » coloriée et rehaussée à la main dans l'esprit du XVIII^e siècle. Ces vues en perspective accusée seront expédiées sous tube. Format : 255 x 400 mm.

Date limite de l'offre : 7 jours après la parution de cette annonce.

Envoyer ce questionnaire rempli aux Editions Jean de Bonnot
7, Fumoir Saint-Honoré, 75392 Paris Cedex 08.

Pour vous remercier de répondre au questionnaire ci-dessous, les Editions Jean de Bonnot ont le plaisir de vous offrir un livre d'art gratuit relié plein cuir de mouton ou taffetas d'Orient et décoré à l'or fin ou à l'argent si votre réponse figure parmi les 600 premières reçues (le cachet de la poste faisant foi). Les suivantes seront remerciées par une grande « vue d'optique » (format 255 x 400 mm) rehaussée à la main dans le style du XVIII^e siècle. Cette précieuse vue en perspective accusée sera expédiée sous tube.

Important. Cette annonce n'est associée à aucune proposition commerciale. Vos réponses nous seront précieuses pour définir le choix de nos titres et nos orientations. D'avance merci pour votre collaboration. Offre limitée à un seul livre gratuit par famille.

Votre nom Prénom
Adresse complète
Code postal Commune
Signature 1

Questions (Cocher les cases correspondant à vos réponses.)

1 - Quel genre de livres préférez-vous ?
(cocher plusieurs cases le cas échéant) : romans □ poésies □ livres d'histoire □ récits de voyages □ grands classiques □ art et architecture □ mémoires □ biographies □

2 - Si on vous donnait le choix entre une reliure plein cuir et une reliure en tissu précieuse coloriée à la main, que prendriez-vous ?
Plein cuir □ tissu précieux □

3 - Quels sont vos 6 auteurs favoris ?
1
2
3
4
5
6

4 - Avez-vous déjà des livres de Jean de Bonnot ? oui □ non □

5 - Citez trois ouvrages que vous aimeriez voir publier par Jean de Bonnot :
1
2
3

1 - Nom et prénom
Adresse complète
Code postal 2

2 - Nom et prénom
Adresse complète
Code postal 3

Un livre d'art n'est pas un livre sur l'art

Un livre d'art est un livre dont la composition, la mise en page, l'illustration ou l'ornement, le décor et même les gardes sont orchestrés dans une conception d'ensemble originale. Le résultat de cette création s'exprime dans un style traduisant la personnalité de l'éditeur ou le goût de l'époque.

Bon sang ne saurait mentir

Un de nos chefs de fabrication avait un ancêtre imprimeur-éditeur en 1730. Son succès fut « *Le Traité de la peinture* » de Léonard de Vinci. Deux siècles et demi plus tard ce chef d'œuvre est toujours une de nos éditions les plus appréciées par les bibliophiles.

Un livre de Jean de Bonnot est immédiatement reconnaissable, comme le sont pour le siècle précédent les livres de l'éditeur Hetzel (certains de ses volumes ont dépassé les 10.000 F dans les ventes publiques).

Le soin du détail

Pour ses précieux volumes, Jean de Bonnot met en œuvre les matériaux nobles dont nous avons parlé. Il s'attache aussi aux moindres détails : coins remplis main à l'os de bœuf, signet et tranches tressés, housse invisible de renfort en crépon assurant traditionnellement la bonne tenue du dos, cahiers cousus au fil fort...

Savez-vous que chacun de nos livres est contrôlé feuille par feuille ? C'est la « revivise » pratiquée par des femmes à l'œil exercé.

Un livre d'art est-il un luxe ?

Un livre d'art de Jean de Bonnot est un livre de luxe sans aucun doute. Mais faites vos comptes. Entre un volume broché éphémère et un Jean de Bonnot relié avec élégance et conçu pour durer plusieurs générations, le plus cher n'est pas celui que l'on pense.

En plus, vous avez la beauté. Mieux, vous bénéficiez d'une garantie à vie unique au monde : Jean de Bonnot s'engage à reprendre ses livres au souscripteur, n'importe quand et au même prix d'achat.

Anatomie d'un livre d'art :

Papier fabriqué à la forme ronde comme au XVIII^e siècle • dos arrondi • plat supérieur décoré à chaud ou à froid • plat inférieur décoré à chaud ou à froid • chasses également réparées • tête (tranche supérieure) dorée à l'or fin ou décorée à l'argent • housse invisible en papier crépon • coiffe renforcée • gardes assorties • titre poussé sur or fin 22 carats • décor à l'or fin ou à froid • tranches et signet tressés ou tissés • couture au fil fort.

Jean de Bonnot

ur les chances
art aujourd'hui

Politique

La préparation de l'élection présidentielle

M. Michel Delebarre, ancien ministre socialiste du travail, a affirmé, le mercredi 28 janvier, le débat sur les rapprochements entre socialistes et centristes en soulignant que certains dirigeants de l'actuelle majorité tiennent les « leçons » d'une éventuelle victoire de la gauche à l'élection présidentielle.

M. Delebarre a vivement critiqué la politique sociale de son successeur, M. Philippe Séguin, et de l'ensemble du gouvernement. L'ancien ministre avait pour invités sur le plateau de « L'heure de vérité » de nombreux socialistes, dont plusieurs anciens ministres, membres, pour la plupart, des courants B (mauryste) et A (mitterrandiste) du PS. Un seul

recordien et aucun membre de Socialisme et République, ce qui est cohérent avec une certaine méfiance que les amis de M. Chevènement — qui, à l'inverse de M. Delebarre, s'emploie à populariser un projet « clés en main » — éprouvent à l'égard du dandin de M. Mauroy.

Après M^{me} Edith Cresson, ancien ministre miterrandiste qui avait déclaré, dimanche à RMC, que M. Rocard serait le meilleur candidat socialiste si M. Mitterrand ne se représentait pas, M. Olivier Stira, député socialiste de la Manche et membre du même courant que M^{me} Cresson, a fait une déclara-

tion similaire, mercredi 28. Selon M. Stira, dans une telle hypothèse, l'ancien ministre de l'Agriculture est le seul qui « puisse non seulement gagner mais rassembler une majorité parlementaire ».

M. Stira a fait cette déclaration à l'occasion d'une visite de trois jours de M. Rocard en Normandie. Le député des Yvelines s'est déjà notamment entretenu, écrit notre correspondant dans l'Eure, avec l'évêque d'Evreux, Mgr Jacques Gaillot, connu pour ses engagements à gauche. Vendredi, M. Rocard rencontrera M. Fabius dans la mairie du Grand-Quevilly où l'ancien premier ministre est adjoint au maire.

M. Rocard a évoqué la crise du PCF pour juger que la réaction de la direction communiste est « grotesque », mais, selon lui, « le PS n'est pas non plus à l'abri d'un conflit de ce type ».

De nombreux dirigeants du PS ont déjà réagi à la crise communiste pour juger, comme M. Georges Sarre, que le PC et les rénovateurs « s'inscrivent dans une spirale du déclin », ou, comme MM. Pierre Mauroy et Marcel Debarge, que les socialistes doivent occuper le terrain laissé vacant par le repul du PC. M. Jean Poperen, numéro deux du PS et frère de M. Claude Poperen, a dénoncé le « verrouillage hermétique du débat interne » au PC.

M. Michel Delebarre à « L'heure de vérité »

« Le gouvernement a fait resurgir la conscience de classe »

Invité, le mercredi 28 janvier, de « L'heure de vérité » d'A 2, M. Michel Delebarre, député socialiste du Nord et ancien ministre de la formation professionnelle, du travail et de l'emploi, a affirmé que, si la gauche remporte l'élection présidentielle de 1988, cela signifiera qu'un certain nombre de personnes qui avaient voté pour la droite se seront « portés sur la candidate socialiste », et qu'il attend alors « d'un certain nombre de responsables politiques qui siègent à l'heure actuelle au Parlement sur les bancs de la droite qu'ils tirent les leçons du comportement de leur électeurs ».

Selon M. Delebarre, la même remarque vaut pour les députés communistes. Il espère que « les renforts viendront de deux endroits ». Selon lui, des électeurs centristes sont probablement « égarés » par la politique de

M. Chirac, et « il doit y avoir quelques responsables centristes qui se sentent mal dans leur peau » face à une politique « qui donne quasiment l'impression que ce n'est plus, aux cotés, aux maisons de jeux, qu'à la lutte contre la pauvreté ».

A propos des privatisations, l'ancien ministre a remarqué : « Quand un gouvernement ou quand une société n'a pour seules valeurs que les valeurs mobilières ou les valeurs boursières, on n'est pas capable de préparer un avenir solide ». Pour le député du Nord, si « la conscience de classe » a été « commencée à disparaître » entre 1981 et 1986, « elle a resurgi formidablement en l'espace de dix mois » sous l'effet de la politique de M. Chirac.

L'ancien ministre a récusé toute idée selon laquelle la politique de M. Philippe Séguin aurait pu être

menée sous les gouvernements Mauroy ou Fabius, notamment en matière de flexibilité du travail. Il a ajouté : « M. Séguin (...) fait voter une loi et pense à consulter les syndicats après, eh bien, c'était exactement l'inverse avant le mois de mars dernier (...) ».

Selon M. Delebarre, « une politique sociale (...) est aussi une politique de juste équilibre (...) ». La préoccupation du dialogue social, de la cohésion sociale (...) est une priorité. Cette priorité, le gouvernement ne l'a pas.

M. Delebarre a réaffirmé qu'il ne considère pas « le droit du travail comme une bible intangible » et qu'il doit être « évolutif », tout comme « les acquis sociaux ». « A la condition, a-t-il ajouté, que leur évolution se fasse par la négociation entre partenaires et non pas imposée par une loi qui traiterait de l'ensemble des intérêts de tel ou tel partenaire ».

M. Chevènement dans le Var et les Bouches-du-Rhône

« C'est avec des civils qu'on fait des militaires »

M. Jean-Pierre Chevènement, ancien ministre de l'Éducation nationale, député socialiste du Territoire de Belfort, a effectué, les lundi 26 et mardi 27 janvier, une visite dans les départements des Bouches-du-Rhône et du Var. Au cours de ce voyage, M. Chevènement a concentré ses attaques sur M. Raymond Barre, refusé toute idée d'alliance du PS avec les formations centristes et rappelé la nécessité d'un projet pour les socialistes.

TOULON
de notre envoyé spécial

Il y a des avantages à ne pas figurer au premier rang des présidentiables : on peut prendre son temps. M. Chevènement suit un rythme plutôt tranquille pour un homme politique.

Il ne prend pas dix minutes, mais une heure, pour rencontrer des chercheurs ou visiter une entreprise. L'ancien ministre de l'Industrie, de la recherche, de l'Éducation nationale, prend le temps d'écouter, de poser des questions qu'il a eu sa charge, à voir des interlocuteurs qui souvent — toutes tendances politiques confondues — ont gardé un bon souvenir du ministre Chevènement, et avec qui il s'entend à bavarder.

Pour les réunions publiques, le dirigeant de Socialisme et République a fait « de gros progrès », comme le disent ses amis. Même s'il n'échappe pas à quelques « dérives verbales », il a discipliné sa tendance au prophétisme et espacé ses références pesantes à la République. En échange, il explique maintenant mieux, servi qu'il est, en outre, par les exemples de l'actualité, la capitalisation en race campagne des Européens devant les Américains aussi bien que les cafoillages dans la préparation du congrès du PS.

Le cap, de toute façon, reste fermement tenu. S'il évoque pas de lui-même le désormais célèbre « élitisme républicain », l'ancien ministre répond avec une intense jubilation aux questions — au moins par réunion — sur le sujet. L'index levé, magistral, il reconnaît en souriant que « si la droite et la gauche ne comprennent de quoi il s'agit, mais, s'écrit-il, je ne donne toute la vie pour convaincre ! ».

Ses auditoires sont souvent jeunes. A Aix, dans une salle remplie d'étudiants qui prennent des notes, on découvre même un groupe de cadets du PR, aussi sages et attentifs que les autres. Avec une ravissante jeune fille de la petite bande venue écouter « un homme intelligent », dit-elle, le député socialiste engage un dialogue sur la politique économique qu'on se promettra, de part et d'autre, de continuer par écrit. Un anonyme de dix-huit ans qui se dit « déjà communiste endurci » lui fait passer un mot pour lui dire : « Si tous les socialistes étaient comme vous, l'espérance d'une société meilleure, l'espoir d'une chose qu'un capitalisme à visage humain, pourrait devenir réalité ».

Le tablier du rassembleur

A Toulon, c'est un élu local RPR qui participera à un déjeuner de République moderne, le club de M. Chevènement. Bref, si le maire de Belfort rejette comme « absurdes, suicidaires » les appels du pied au CDS, il n'en applique pas moins à la politique et aux électeurs de droite, comme à ceux du PC, ce vieux principe marial qu'il aime, ravi, de la tribune d'un meeting : « C'est avec des civils qu'on fait des militaires ! ».

Quant à la cuisine interne, il faut bien y plonger les mains, même si, on l'a compris, M. Chevènement

a ceint ici le tablier du grand rassembleur. Turbulentes toutes les deux, les fédérations socialistes ne se ressemblent pas à Marseille et à Toulon : dans le Var, c'est un membre de Socialisme et République, M. Jean-Louis Drouot, seul personnel de M. Chevènement, qui tient la fédération, au grand dam de certains socialistes (le Monde du 23 septembre 1986). Dans les Bouches-du-Rhône, à l'inverse, une jeune femme obstinée, M^{me} Marie-Arlette Carloti, défend, seule dans la tempête, le minuscule esquif — 2 % de la fédération — de l'ex-CERES.

Pourtant, si les choses tournent vraiment mal entre MM. Michel Pezet et Philippe Sanmarco, les frères ennemis du courant miterrandiste marseillais, les Bouches-du-Rhône, constitueront peut-être — c'est peu probable — la tête de pont de Socialisme et République pour la « reconstitution » du PS que M. Chevènement appelle de ses vœux. M. Sanmarco, fidèle de M. Joxe et chef de file de la minorité déferrière, ne préférerait-il pas, s'il se juge contraint de choisir, exister avec M. Chevènement qu'être avalé par M. Pezet ?

C'est parce qu'ils préparent cet avenir que les amis de M. Chevènement — si les miterrandistes le poussent à se compter pour le congrès de Lille — feront peut-être contre mauvaise fortune bon cœur. Sans doute y perdront-ils des plumes, mais ils affirmeront, disent-ils, leur identité comme « pôle » d'une future reconstitution du parti.

L'ex-CERES, au demeurant, agit, face au courant A (mitterrandiste) la même menace que les recordiens (le Monde du 24 janvier) : si le courant dominant du PS ne veut pas la synthèse des le comité directeur du mois de février, alors, renouant les amis de M. Chevènement, rien ne dit qu'il l'obligerait, à coup sûr, à Lille au mois d'avril.

JEAN-LOUIS ANDRÉANI.

Equilibre

La confirmation était attendue. « Le Parti socialiste compte désormais une victoire de plus », conclut M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, au terme de « L'heure de vérité » où M. Michel Delebarre subissait son premier grand examen de passage public, sous l'œil de M. Pierre Mauroy et d'une dizaine d'anciens ministres.

Le personnage était-il trop pesant ? M. Michel Delebarre apparaît coincé et mal à l'aise dans la première partie de l'émission. L'exercice de volonte auquel il se livre pour éviter de se démancher, politiquement, lui vaut quelques remarques ironiques d'Alain Duhamel, et plus gringantes de Philippe Tesson : l'hypothèse d'une alliance avec les centristes ne peut, à est vrai, s'exprimer clairement, même quand on a une réputation de franchise et de réalisme.

Par la suite, M. Delebarre prit confiance et fit preuve d'arbitrage, habilement entretenant grâce à la trame de la politique sociale et de l'emploi, rarement abordé aussi longuement dans une émission de ce type, l'ancien ministre du travail fit preuve de compétence et de mesure. L'homme du Nord, l'écu de Dunkerque, a rappelé les valeurs du monde du travail avec juste ce qu'il fallait d'émotion. La situation économique

de sa région, comme celle de la Lorraine, exige une « solidarité nationale », des efforts pour l'aménagement du territoire, incompatibles avec le libéralisme tel qu'il est pratiqué par le gouvernement.

Accusant M. Jacques Chirac de mener une « politique de cliques sociaux » et d'avoir, par ses choix, le retour en force de la politique « de classe », il s'est montré ferme à l'annonce de l'action entreprise depuis dix mois. M. Alain Madelin, le premier ministre de l'Industrie qui qu'il n'a rien à faire », M. Jacques Douffignies, qui a mis le feu aux poudres par ses déclarations de l'être sur les « rentes » de la SNCF, et M. René Monory ont tour à tour fait les frais de la démonstration. Mais c'est à l'égard de son successeur, M. Philippe Séguin, qu'il s'est surtout soulevé de prendre ses distances. Même s'il a précisé que « la politique du gouvernement ne se découpe pas en tranches », M. Delebarre se devait en effet de faire entendre une différence sur ce point. Ne parle-t-on pas de « convergences » entre l'ancien ministre du travail et le nouveau ?

A force d'exemples, d'explications, il y est parvenu en réaffirmant des principes intangibles. L'objectif de

toute politique est de maintenir la « cohésion sociale dans ce pays ». Si le code du travail ne doit pas être considéré comme une bible, ou s'il n'est pas nécessaire qu'il y ait « un droit du travail partout », il faut qu'il y ait en contrepartie « négociations », « dialogues », politique contractuelle et conventionnelle. Même les acquis sociaux peuvent être révisés, si les partenaires sociaux s'entendent. Tout est question d'équilibre.

Au chapitre des propositions, la lutte pour l'emploi est trop difficile pour qu'un homme politique se hasarde à promettre « un chiffre ambigü » mais, a-t-il plaidé sans apparement convaincre, une série d'actions « bien ciblées » peuvent limiter l'« amputation » du chômage. Les 9 milliards du plan pour l'emploi des jeunes auraient pu produire d'autres résultats, selon lui, que les cent trente mille chômeurs supplémentaires.

D'un bout à l'autre, M. Delebarre a été conforme à son image : on ne peut dissocier, pour ses amis, l'ancien ministre et le social. Ce propos, manifestement convaincant, est peut-être celui qui lui avait valu les éloges de M. Raymond Barre.

ALAIN LEBEAU.

POINT DE VUE

La question du centre

par Jacques Barrot, secrétaire général du CDS.

CERTAINS dirigeants socialistes semblent découvrir que les centristes sont des démocrates de conviction avec lesquels il est possible d'échanger des idées constructives. Comment pourrions-nous déplorer une telle évolution de leur part ?

Nous aurons le dialogue ne saurait, pour autant, être interprété, sauf avec malice, comme une proposition au compromis trop facile ou trop médiocre.

Faire réaliser un président sur un discours flou et sur une image d'arbitre, habilement entretenant grâce à la cohabitation, puis susciter une majorité parlementaire, grâce à une alliance du lendemain : voici une façon d'aller rechercher les souplesses parlementaires de la V^e République, pour les accommoder à la V^e République maintenant au moins dans ses aspects formels. Un nouvel accommodement des recettes les plus raffinées de la cohabitation !

Ce subtil exercice ne manque pas d'habileté, mais la faiblesse est de faire l'impasse sur deux exigences actuelles de nos compatriotes.

Les Français ont besoin de se rassembler. Ils ne peuvent le faire qu'autour d'un projet cohérent porté par une volonté politique claire. On ne résistera pas aux risques d'émiettement de la société française si l'on cède à la tentation des arrangements réalisés dans un climat obscur parlementaire. L'effort majeur de l'élection au suffrage universel du président de la République est d'offrir aux Français un choix net entre deux grands projets qui engagent le pays pour plusieurs années. Je crois difficilement réversible cette clarification de notre vie nationale, dit-elle s'accomplir d'une sensible évolution de la

pratique politique, trop longtemps marquée par le syndrome du camp retranché qui ne doit pas être la fatalité du principe majoritaire.

En tout état de cause, le centre a fait sienne cette approche institutionnelle et tient pour acquise le choix par tous les citoyens d'un projet présidentiel. Il y est attaché, non pas, comme d'autres, par des raisons historiques, mais par souci d'efficacité.

Pour autant, le centre n'est pas en contradiction avec lui-même et son choix repose sur une double raison. Les centristes peuvent aujourd'hui espérer que l'un des deux grands projets présentés au pays sera clairement positionné au centre. Nombreux sont, en effet, les Français qui attendent aujourd'hui cette conciliation entre les inévitables adoptions adoptées pour acquiescer la compétitivité et les garanties indispensables pour prévenir les risques d'exclusion de toute sorte. Cet équilibre nécessaire dans un monde changeant et dur, ni le socialisme de 1981, ni l'ultra-libéralisme de certains en 1986, n'ont été capables de l'apporter à notre pays.

Les Français, pour se prémunir contre les excès obédies des uns ou des autres, ont provisionnellement soutenu la cohabitation, face — en négatif — du désir d'être gouvernés au centre. Mais nous avons la chance aujourd'hui d'être très bien placés pour préparer la traduction positive de cette aspiration et de répondre à des compatriotes dont les regards interrogent l'avenir.

La question du centre qui semble préoccuper tant de commentateurs, ce sont les électeurs qui peuvent la résoudre, en choisissant un projet de septennat au centre à la fois cohérent et tolérant. Les Français attendent de leurs responsables, qu'ils soient les fondations solides sur

lesquelles bâtir un pays moderne et juste. Cela exige un grand effort national dont l'ampleur exclut l'incertitude politique et interdit l'extrémisme idéologique. Pourquoi certains électeurs socialistes ne souhaiteraient-ils pas s'y associer ? Dans cette perspective aussi, nous croyons aux vertus du dialogue entre Français qui constitue toujours un facteur de progrès pour la France.

L'UDF et les alliances

Les déclarations se multiplient avant la convention nationale de l'UDF qui se tiendra le samedi 31 janvier à Paris. M. Jacques Barrot, secrétaire national du CDS, a vivement réagi, mercredi, aux propos de M. Alain Madelin, député général du Parti républicain, qui avait la veille, évoquant les rapprochements entre centristes et socialistes, stigmatisé le comportement « de ceux qui entendent camper au carrefour des vents où l'on installe les girouettes » (le Monde du 29 janvier).

M. Alain Madelin, a répondu M. Barrot, à une proposition de cultiver les différences de l'UDF au lieu de les mettre en synergie. Il faudra bien qu'il songe à se réformer.

Dans un entretien au journal Libération du 29 janvier, M. Jean Lecanuet, le président de l'UDF, estime qu'un « socialiste n'a aucune chance de pouvoir faire une large union s'étendant à des hommes de la majorité actuelle ». Parlant de M. Mitterrand, le maire de Rouen rappelle qu'il « ne peut avoir été l'homme de la rose au Panthéon, du grand rêve socialiste et communiste et puis, tout d'un coup, devenir le symbole de la troisième force ».

Après les départs de MM. Rigout et Poperen

Les protestations se multiplient au sein du PCF

Après la réunion du comité central du PCF qui a vu les démissions de MM. Claude Poperen et Marcel Rigout des instances dirigeantes de ce parti (le Monde du 28 et du 29 janvier), des voix s'élèvent dans le parti pour condamner l'attitude de la direction. Dès le mardi 27 janvier, M. Lucien Lanterrier, maire communiste de Gennevilliers (Hauts-de-Seine), a envoyé une lettre place du Colonel-Fabien, désapprouvant les propos de M. Marchais qui avait accusé, à la télévision, les « rénovateurs » d'être des « liquidateurs ».

Alors que tout bouge et qu'il convient de débattre pour mieux répondre à tous ceux qui cherchent l'issue, écrit-il, le secrétaire général déclare que, selon lui, exprimer un point de vue différent de celui d'une partie de la direction, s'abstenir ou voter contre un texte ou une prise de position, c'est vouloir liquider le parti ». Il exprime son « désaccord » avec la réponse, adoptée par le comité central (quatre abstentions), faite à la lecture de M. Marcel Rigout (qui demandait des explications de M. Marchais) et son « soutien » à M. Poperen.

Dans l'Hérault, une lettre-pétition de protestation demandant que « le vingt-sixième congrès [22 au 6 décembre prochain] se déroule de façon démocratique » a été signée par cent cinquante des trois cents élus du département parmi lesquels MM. Pierre Guiraud, maire de Penzance et président de ses élus, Antoine Martinez, maire de Bédarieux et André Galland, maire de Montagnac. Au cours d'une conférence de presse, le mercredi à Montpellier, M. Martinez a estimé que la direction du PCF était « coupée de la vie et se trouvait actuellement dans un bunker ». Le maire de Bédarieux s'est déclaré prêt à se pré-

senter aux prochaines élections municipales « quel qu'il arrive, y compris face au candidat du Parti communiste ».

« Si la direction du PCF continue à faire la chasse aux militants critiques, désignés par elle depuis quelques jours comme des ennemis, la catastrophe va arriver », a déclaré, le même jour à Lille, le journaliste communiste Michel Cardozo, auteur d'un livre intitulé Nouveau voyage à l'intérieur du PCF (le Monde du 26 novembre). Selon lui, « des dizaines de milliers de communistes se posent une question historique : comment donner au courant révolutionnaire une organisation politique adaptée au vingt-et-unième siècle ? » « Jamais la contestation au sein du PCF n'a duré aussi longtemps ni n'a atteint des couches aussi diverses », a-t-il affirmé.

Dans un registre parallèle, une quarantaine de militants du Sud-Finistère, appartenant à une quinzaine de cellules, ont mis en cause, mercredi soir à Quimper, la direction fédérale qui, selon eux, « ne semble pas représentative des communistes de ce département ». C'est la première fois que des communistes de l'ancienne « féd sud » s'expriment collectivement et publiquement sur la crise ouverte que traverse depuis plusieurs mois la fédération réunifiée du Finistère. « Nous sommes ici des communistes qui en ont assez de la suspicion et des insultes », ont-ils écrit, en dehors de toutes règles, d'obliger ceux qui ne sont pas le petit doigt sur la couture du pantalon » ont affirmé ces militants parmi lesquels se trouvent des élus municipaux et d'anciens responsables fédéraux.

De bonnes sources, on indique que des lettres d'élus communistes

condamnant les propos de M. Marchais ont été envoyés, de façon « interne » à la direction du PCF. Il semble, par ailleurs, que des maires communistes n'auraient pas repris, volontairement, leur carte du parti pour 1987.

Interrogé sur RTL, ce jeudi M. André Lajoinie, président du groupe communiste de l'Assemblée nationale, a indiqué que les élus de l'Hérault, « enfoncent des portes ouvertes ». Il a estimé que « Pierre Juchat attaque plus violemment [le parti] que nos adversaires ». Ce dernier avait souligné, mardi sur Antenne 2, que les démissions de MM. Poperen et Rigout étaient « le drame d'une initiative violente et insultante » prise par M. Marchais « pour conduire à un éclatement du parti ». Il s'était prononcé pour « un parti révolutionnaire moderne et ouvert au dialogue ». M. Lajoinie lui a répondu, jeudi, que « le PCF n'est pas une organisation qui est en train de se rétrécir, de se calfeutrer dans un ghetto mais un parti en prise avec la vie ».

Pour sa part, sur TF 1, mercredi, M. Roland Leroy avait estimé que le PCF « fonctionne démocratiquement », ajoutant : « Ce que Pierre Juchat appelle pompeusement sa plate-forme » est en fait « la participation à une attaque à notre parti ». Concernant la lettre des élus de l'Hérault et d'autres déclarations de membres du PCF, il avait considéré qu'elles « sont la preuve d'une concertation, d'une activité liquidatrice organisée ».

Enfin M. Henri Fiszbin, ancien dirigeant communiste de la fédération de Paris, « communiste unitaire » et député apparenté PS a estimé, une nouvelle fois, que les « rénovateurs » du PCF devraient « se soumettre ou se démettre ».



مكتبة من الأصل

CERTAINS PRÉJUGÉS SUR LES HLM DATENT UN PEU TROP...



FR3, Samedi 31 Janvier 11h 45, Émission 3, Émission Spéciale HLM.
Pour toutes informations complémentaires sur les HLM : Minitel 3615, Code HLM.

Chacun croit connaître les HLM... Pourtant, aujourd'hui, trop de gens s'en tiennent encore à des idées toutes faites, à des clichés, et, finalement, à des préjugés plutôt dinosauriens...

Les 1000 organismes d'HLM et les 65 000 personnes qui y travaillent ont décidé de s'attaquer à ces préjugés. Avec des faits. Avec des chiffres.

— 85 000 logements ont été bâtis, l'année dernière par les organismes

d'HLM. 73 000 destinés à la location et 12 000 pour l'accession à la propriété.

— Aujourd'hui, un logement HLM sur trois, construit pour la location, est une maison individuelle et, depuis douze années, les organismes d'HLM ne bâtissent plus de grands ensembles.

— La grande majorité des logements réalisés pour l'accession à la propriété sont des maisons individuelles.

— Avec 8 prix sur 10 gagnés lors du

Palmarès National de l'Habitat, les organismes d'HLM illustrent la réussite de leur politique de progrès architectural.

— 500 000 logements HLM bâtis après-guerre ont déjà été rénovés et aujourd'hui, le rythme s'élève à 140 000 logements rénovés par an.

Voilà déjà quelques vérités qu'il est bon de connaître quand on parle des HLM. Quelques vérités de nature à combattre certains préjugés.

Hlm Aujourd'hui
OBJECTIF : MIEUX VIVRE

Politique

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS demande un « médiateur »

NOUMÉA
de notre correspondant

Pour le mouvement indépendantiste calédonien, l'heure des grandes manœuvres a sonné. Au moment où le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, qui effectuait une visite sur place, met son point final à son projet de loi sur le référendum de l'été prochain, le débat bat son plein au sein du FLNKS afin de peaufiner la riposte au gouvernement. Toutes les composantes de la coalition indépendantiste viennent de réunir, ces derniers jours, leurs instances respectives avant de se retrouver le week-end prochain lors d'une convention du FLNKS à Arama (région Nord).

La tendance, à l'évidence, est aux rebondissements. « Tout laisse à penser que ça va se durcir et que ça va casser », a confié M. Jean-Marie Tjibaou, le président de l'Union calédonienne (UC) — la composante majoritaire du FLNKS — à l'issue du comité directeur de son parti, le samedi 24 janvier, à Pouébo (région Nord). M. Tjibaou s'est livré à une attaque en règle de la politique gouvernementale : « Il n'y a jamais eu de véritable négociation... Le haut commissaire à Nouméa, M. Jean Montpezat, est à la solde du RPCR. Les autorités organisent des foyers de troubles pour obliger les Canaques à se prononcer contre le référendum ».

Mais, en dépit de ces « provocations », le FLNKS, selon M. Tjibaou, « ne prendra pas l'initiative de la rupture ». S'il refuse de discuter avec M. Pons, il attend du gouvernement la nomination d'un « médiateur » afin de s'accorder sur « le concept de référendum sur l'indépendance », dans l'esprit de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU prise début décembre dernier. Au cas où le blocage persisterait, le chef de file indépendantiste estime qu'il ne sera pas question de participer à un tel référendum, lequel ne serait dès lors qu'une consultation intérieure française.

Dans cette perspective, l'UC affiche son intention de « remobiliser » ses troupes : « Nous nous organisons à tous les niveaux, et nous comptons sur les engagements de nos militants pour que le gouvernement prenne en compte nos revendications », a précisé M. Tjibaou.

C'est la première fois depuis le début de la régionalisation, en septembre 1983, qu'une réunion de l'UC résonne de tels discours chargés de menaces. On y discutait à l'accoutumée de développement économique et de finances régionales, mais voilà que le combat proprement politique redevient prioritaire.

La réconciliation accélérée

En fait, au-delà de l'UC, c'est tout le paysage indépendantiste qui est en train de se remodeler au fur et à mesure que M. Pons abat ses cartes : restriction du corps électoral aux seules personnes résidant sur l'île depuis plus de trois ans, option affichée en faveur du « oui » à la France lors du référendum.

Le ministre des DOM-TOM, qui comptait sur les petits partis canaques modérés — Libération kanake socialiste (LKS) de Nidoish Natseline et le Parti fédéral kanake

(PFK) de Gabriel Patta — pour mieux isoler le FLNKS, est en train, au contraire, de précipiter la réconciliation des vieux frères ennemis de la famille indépendantiste.

Car les « faucons » et les « colombes » de l'indépendantisme ont pu, au moins, s'accorder sur un dénominateur commun : le refus de la politique gouvernementale telle qu'elle s'affirme au fil des semaines. L'évolution de M. Natseline — pour lequel M. Pons avait eu des propos très flatteurs lors de son dernier passage à Nouméa — est à cet égard édifiante : le dirigeant du LKS n'exclut pas une rupture de la discussion si les termes de la question posée au référendum se résument à un choix entre « la France, avec un statut d'autonomie interne accompagné d'une régionalisation, ou l'indépendance pure et simple ».

Pour M. Natseline, cette formulation revient à proposer « l'autonomie ou le néant », ce qui constitue « une tricherie dès le départ ». Afin que la question soit « équilibrée », il souhaiterait que le terme « indépendance » soit défini dans le détail, projet de Constitution à l'appui. « Si le LKS n'obtient pas satisfaction sur ce point, je n'ai plus aucune raison de revoir M. Pons », nous a indiqué M. Natseline.

Le durcissement du LKS et du PFK peut-il déboucher sur leur réintégration au sein du FLNKS, qu'ils avaient quitté au moment de sa création ? De l'avis de tous les intéressés, toutefois, une réunification du mouvement indépendantiste n'est pas encore mûre, ni même forcément souhaitable. MM. Natseline et Tjibaou préfèrent parler d'« actions communes ». L'occasion s'en présentera à très court terme : le LKS et le PFK devraient s'associer à la pétition que déposera le mois prochain le FLNKS devant le Comité de décolonisation de l'ONU.

FRÉDÉRIC BOBIN.

M. Tjibaou en appelle à M. Mitterrand

Le président du FLNKS, M. Jean-Marie Tjibaou, a adressé le 21 janvier à M. François Mitterrand une lettre dans laquelle il écrit notamment, à propos des orientations du ministre des DOM-TOM :

Monsieur le président, nous nous sommes engagés avec tout le peuple kanak dans les institutions régionales, dans la perspective ouverte par le gouvernement français, d'une indépendance-association. Aujourd'hui, nous constatons, une fois de plus, que la France refuse ses engagements et nous menace d'une consultation déstabilisatrice.

Lors de notre dernière rencontre, vous nous aviez invité à venir vous voir si la situation était bloquée. C'est pour cela que nous faisons appel à votre haute autorité, et nous vous demandons de bien vouloir intervenir, à l'occasion et dans les formes que vous jugerez les meilleures, afin qu'un calendrier de négociations sur les modalités, le contenu et le lendemain du référendum soit arrêté avec le gouvernement français pour éviter que nous nous retrouvions dans l'impasse que nous avons connue en 1984.

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 28 janvier, sous la présidence de M. François Mitterrand, au palais de l'Élysée. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié par les services du premier ministre :

● SITUATION DU COMMERCE EXTÉRIEUR

Le ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation, et le ministre délégué

chargé du commerce extérieur ont présenté au conseil des ministres une communication sur la situation et les perspectives du commerce extérieur.

I. — Les résultats du commerce extérieur en 1986 ne sont pas négatifs. Pour la première fois depuis 1978, notre balance commerciale est excédentaire : en 1986, elle présente encore un déficit de 30,7 milliards de francs. La balance des transactions courantes devrait, pour sa part, dégager un excédent substantiel.

Par rapport à 1985, l'excédent agro-alimentaire a légèrement dimi-

Le gouvernement change de stratégie face aux nationalistes corses

Après le dissolution du MCA

Après la dissolution du Mouvement corse pour l'autodétermination (MCA) pour le conseil des ministres du 21 janvier, qui y voyait la vitrine légale de l'ex-FLNC, dissous en 1983 (1), l'opinion insulaire, d'abord indifférente, commence à s'inquiéter. Le cycle « provocation-répression » va-t-il s'engendrer comme par le passé ?

A Paris, le gouvernement vient de prendre un tournant politique. Les nominations de trois nouveaux préfets le confirment.

En Corse, la mouvance nationaliste — autonomistes de l'Union du peuple corse (UPC) et proches de l'ex-MCA — est à la recherche d'une riposte. Samedi 31 janvier, une manifestation est prévue à Bastia.

AJACCIO
de notre envoyée spéciale

Le brûlot indépendantiste va-t-il à nouveau embraser l'île ? Tout commence par une crise spectaculaire, à la mi-janvier, dans les filets de la justice : Alain Orsoni, l'homme, un play-boy à la démarche de félin, brillant, redouté, mystérieux même pour ses proches, est tout un symbole. Chef nationaliste, frère de Guy Orsoni, martyr de la « cause », assassiné en juin 1983, c'est aussi un élu, qui siège à l'assemblée régionale sous l'étiquette du MCA. Alain Orsoni « tombe » à l'occasion de l'affaire Garguy, dans laquelle il n'est pourtant pas directement mis en cause. Avant d'être tué, le 3 janvier, à Ajaccio, ce commerçant continental avait été placé sous mandat de police de tentatives de racket exercées au nom de l'ex-FLNC. On lui aurait réclamé 50 000 F, au titre de l'« impôt révolutionnaire ». Plusieurs hypothèses ont donc été retenues, dont celle de l'assassinat politique.

An cours d'une perquisition au bar A. Meranda, géré de fait, selon la police, par Alain Orsoni, les enquêteurs découvrent des bulletins émanant de la coordination politico-militaire de l'ex-FLNC. Des documents analogues avaient été « vus » quelques temps auparavant, au cours d'un bref contrôle de police, dans la voiture de l'intéressé, sans qu'aucune explication ne lui soit alors demandée (2).

Le 12 janvier, Alain Orsoni est inculpé de reconstruction de ligne dissoute et d'association de malfaiteurs, puis incarcéré à la Santé. Une enquête financière est en cours sur le A. Meranda.

Cette affaire, est à l'origine du nouveau plan gouvernemental. Le conseil des ministres dissout le MCA, représenté à l'Assemblée régionale par trois conseillers élus (3). Il décide aussi de remplacer quelques têtes : les trois préfets de Corse s'en vont. Dans le même

temps, il nomme à la tête de l'UCLAT (Unité de coordination de la lutte antiterroriste), M. Jacques Franquet. Personne, en Corse, n'a oublié sa fermeté et son efficacité lorsque M. Franquet était le premier responsable policier de l'île de 1978 à 1981. C'est un proche de M. Charles Morin qui vient d'être nommé nouveau préfet délégué, et qui joue un rôle déterminant dans le démantèlement de la French Connection.

Les deux procureurs de la République sont également partants. Celui de Bastia est même déjà remplacé. D'autres changements suivront bientôt, dans la police et l'audiovisuel.

Ces mesures interviennent après la décision du Conseil d'Etat invalidant les élections régionales de Haute-Corse pour une fraude d'une ampleur peu égale. Le retour aux urnes aura lieu le 8 mars.

Tout cela dans un climat dégradé encore davantage par l'acroissement de la délinquance : deux hold-up par jour, en général, pour de maigres butins, tandis que la présence, toujours pesante, malgré quelques arrestations, de la redoutable bande de la Brise de mer, constitue autant de défis qui inquiètent profondément l'opinion.

Peu de protestations

Comment l'île réagit-elle ? A première vue par l'indifférence. La dissolution du MCA ne suscite que peu de protestations. Les temps ont changé, depuis la fusillade-massacre d'Aleria, en août 1975. Les dissolutions se sont multipliées, sans beaucoup d'effets et aujourd'hui, après celle du MCA, le scepticisme règne sur la portée de telles décisions.

M. François Giacobbi, sénateur MRG, président du conseil général de Haute-Corse, champion du combat anti-nationaliste, orateur en 1984 de la CTR (association pour la Corse française et républicaine) a mis en garde le gouvernement : « Si la seule dissolution, cela ne sert à rien ».

La question qui se pose maintenant est de savoir si le pouvoir a la volonté d'empêcher la reconstitution de toute vitrine légale pour l'ex-FLNC : cela est plus que probable. En 4-4 les moyens juridiques ? Ce n'est pas certain. Mais il s'agit moins d'un problème juridique que d'un choix politique. Le gouvernement Mauroy avait, lui aussi, dissous, en 1983, la CCN, pour le même motif. Cinq jours plus tard, s'était créé le MCA. Le gouvernement avait laissé faire. Il souhaitait favoriser la participation des nationalistes au jeu parlementaire insulaire, institutionnaliser la revendication nationaliste pour mieux neutraliser son noyau dur. C'est ainsi que le MCA fit son entrée à l'Assemblée de Corse.

Quatre ans plus tard, le gouvernement de M. Chirac change de cap. Il est vrai que la recrudescence des attentats est nette : cinq cent vingt-deux revendiqués par l'ex-FLNC en 1986, contre trois cent cinquante-trois l'année précédente, et peu de résultats probants dans la lutte antiterroriste. Il fallait une démonstration d'autorité après les promesses « sécuritaires » de la campagne électorale.

La donne modifiée

Le MCA, allié de l'UPC, a suscité la création de « contre-pouvoirs », syndicats et associations dynamiques. Dans le même temps, la fraction dure des clandestins a perdu son aura. L'assassinat, revendiqué par l'ex-FLNC, en janvier 1986, de deux Tunisiens soupçonnés de trafic de drogue, a choqué, non seulement l'opinion, mais certains nationalistes eux-mêmes.

Dans ces conditions, la dissolution du MCA va modifier la donne entre les modérés, plus politiques, et les durs, plus militaires, à l'intérieur du camp nationaliste. C'est l'ex-FLNC qui détient la clé de cette partie. Comment va-t-il réagir ? Deux faits, ces jours der-

niers, campent les premiers éléments du nouveau décor.

D'abord l'attentat du 22 janvier à Bastia visant M^{me} Isabelle Niquet-Pasqua, fille d'un cousin germain du ministre de l'Intérieur. Cette action, non revendiquée, choque elle aussi l'opinion ainsi qu'une partie de la mouvance nationaliste. En Corse, on n'aime guère personnaliser la parenté de cette façon. Les dix-sept personnes interpellées ont toutes été relâchées. Ensuite, l'action spectaculaire menée le 25 janvier au soir par un commando de vingt hommes en cagoule qui a fait sauter une cave vinicole à Calenzana, près de Calvi, provoquant de gros dégâts matériels (23 millions), les six journalistes maghrébins ayant été évacués. La plus spectaculaire opération de commando depuis longtemps, qui n'a fait toutefois qu'un « flop » dans l'opinion, plus préoccupée par l'actuelle grève des transporteurs routiers bloquant les voies, les ports et donc l'approvisionnement de l'île.

De ce que fera l'ex-FLNC, dépendra en tout cas le sort de la tentative d'unification en cours depuis un an entre les autonomistes de l'UPC et les nationalistes.

DANIEL ROUARD.

(1) Le décret signé le 22 janvier par le président de la République, paru au Journal officiel du 24 janvier, motive cette dissolution par référence à la loi du 10 janvier 1986, complétée par celle du 1^{er} juillet 1972. Ce décret est entré en application en Corse le 27 janvier à minuit.

(2) Au cours d'une conférence de presse, mercredi 28 janvier à Ajaccio, l'un des avocats d'Alain Orsoni a précisé que son client dit avoir reçu ces documents en qualité d'élu du MCA.

(3) Le MCA et l'UPC avaient recueilli, le 16 mars 1986, 9,7 % des suffrages exprimés en Corse-du-Sud et 8,4 % en Haute-Corse, obtenant six sièges.

Les grands contrats font notre vaste expérience

En 30 ans, Technip, société française d'ingénierie, a construit son expertise sur près de mille réalisations industrielles majeures dans les cinq continents.

De A comme aromatiques et Abu Dhabi, à Z comme zymotechnie et Zaire, en passant par F comme fibre de verre et France, elle s'est forgée une maîtrise méthodologique et technologique de premier plan dans tous les secteurs et dans tous les pays.

Cette vaste expérience fait aujourd'hui de Technip le partenaire privilégié de l'industrie française et européenne.



TECHNIP
L'ingénierie en tête

Nos petits contrats font vos réussites



JUSTICE

Renvoyé devant la cour d'assises de Paris

Georges Ibrahim Abdallah pourrait être jugé dans la seconde quinzaine de février

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Paris, présidée par M. Marcel Bellat, a rendu, le mercredi 25 janvier, un arrêt renvoyant Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises, où il pourrait comparaître dès la seconde quinzaine du mois de février.

Pour les magistrats de la chambre d'accusation, les charges réunies contre le chef présumé des Fraternités armées révolutionnaires libanaises (FARL) en Europe occidentale par l'instruction et qui avaient entraîné son inculpation de complicité d'assassinat et de complicité de tentative d'assassinat sont apparues suffisantes.

En outre, ces infractions criminelles se trouvant, selon l'appréciation de la chambre d'accusation, « en relation avec une entreprise individuelle ou collective ayant pour but de troubler gravement l'ordre public par l'intimidation ou la terreur », aux termes de la loi du 9 décembre 1986, l'accusé se trouve justiciable non de la cour d'assises ordinaire (un président, deux assesseurs et neuf jurés) mais de celle qui est composée de sept magistrats professionnels (un président et six assesseurs), instituée par la loi du 21 juillet 1982, après la suppression des tribunaux militaires en temps de paix.

A l'origine, le texte du 9 décembre 1986 n'était applicable qu'aux faits commis postérieurement à sa promulgation. L'obligation dans laquelle se trouva, le 8 décembre dernier, la cour d'assises ordinaire de Paris de renvoyer le procès de Régis Schieller et des frères Claude et Nicolas Halphen, en raison d'une défection des jurés, avait conduit le gouvernement à solliciter du Parlement une modification du texte pour qu'il devienne applicable à des hommes accusés d'avoir agi

même antérieurement au 9 décembre 1986.

Tel était le cas d'Abdallah, puisque les actes de complicité relatés contre lui venaient, d'une part, l'assassinat, le 18 juillet 1982, à Paris, du lieutenant-colonel Robert-Charles Ray, attaché militaire adjoint à l'ambassade des États-Unis, et, d'autre part, celui de Yacov Barimantov, deuxième conseiller à l'ambassade d'Israël, commis le 3 avril suivant, ainsi que la tentative d'assassinat, cette fois à Strasbourg, le 26 mars 1984, de M. Robert Ouan

Homme, consul des États-Unis dans cette ville.

Une affaire « sensible »

M. Jacques Vergès, avocat de l'inculpé, avait soutenu devant la chambre d'accusation que tous les éléments recueillis par l'instruction contre son client avaient été en fait tirés du dossier initialement constitué à Lyon pour association de malfaiteurs, délit pour lequel Abdallah devait être jugé et condamné à quatre ans de prison par le tribunal cor-

rectionnel de cette ville, le 10 juillet 1986. Pour M. Vergès, on ne pouvait donc juger deux fois un homme pour les mêmes faits. A cela, l'arrêt de la chambre d'accusation a répondu, en substance, que l'association de malfaiteurs est une chose et qu'un prévenu condamné pour ce délit peut parfaitement avoir à répondre ultérieurement de crimes que cette association avait précisément pour objet de commettre.

L'arrêt de la chambre d'accusation apparaît en tout cas comme le résultat d'une évolution ou d'un retournement de situation dans la conduite d'une de ces affaires que l'on dit « sensibles », et que le pouvoir politique devait suivre de bout en bout. Au lendemain de la condamnation, à Lyon, à quatre ans de prison pour association de malfaiteurs, le chef présumé des FARL, arrêté et détenu depuis le 24 octobre 1984 — dont les auteurs de certains attentats commis en décembre 1985 faisaient savoir qu'ils avaient pour objectif d'obtenir son élargissement, — aurait pu être légalement libéré rapidement.

Ses avocats carcéral restait alors subordonné à la suite de l'instruction ouverte à Paris contre lui depuis le 4 juillet 1985 pour complicité d'assassinat de Robert-Charles Ray et Yacov Barimantov. Allait-elle être close par un non-lieu ? Il est sûr qu'on y songeait sérieusement. A la mi-janvier, il n'était un mystère pour personne que le parquet préparait alors des réquisitions dans ce sens. La constitution de partie civile du gouvernement américain et de la famille de Robert-Charles Ray, représentée par M. Georges Klejman, devait brutalement modifier le paysage, même si Georges Ibrahim Abdallah, lorsqu'elle lui fut notifiée, déclara qu'il voyait là « une agression contre son peuple ».

M. Klejman, en demandant des mesures d'instruction complémentaires, retardait l'échéance. Peu après, la brutale reprise à Paris, en septembre 1986, d'attentats dont les auteurs demandaient de nouveaux, et encore plus impérativement pour qu'ils cessent, la libération de chef des FARL, imposait au gouvernement un choix.

La trêve qui semble avoir été obtenue après la tragédie de la rue de Rennes le 17 septembre fut-elle, comme certains indices permettent de le croire, le résultat d'une négociation en termes de laquelle le gouvernement obtenait un délai afin que « soit réglé le cas Abdallah » ?

Proclamation de fermeté

Il apparaît aujourd'hui que ce règlement s'est fait dans la perspective d'un procès dont rien ne dit que l'issue puisse satisfaire les tenants du terrorisme qui, déjà, semblent avoir proféré de nouvelles menaces comme pour hâter les décisions judiciaires. Le renvoi de Georges Ibrahim Abdallah devant la cour d'assises permettra en tout cas au gouvernement de pouvoir réitérer une proclamation de « fermeté ».

Tout se passe en effet comme l'avait annoncé dès le 26 septembre à Dijon M. Albin Chalandon, garde des sceaux, qui, au nom de cette même position de fermeté, déclarait alors qu'il avait « prescrit au procureur de la République de prendre des réquisitions, afin de faire renvoyer l'inculpé devant la cour d'assises ». Il ajoutait ce même jour que « la chambre d'accusation devrait ainsi être saisie dans un délai d'un mois » et que « dans ces conditions et sous réserve de l'appréciation des juges qui en toute indépendance auront à connaître de cette affaire, le procès s'ouvrira en février prochain devant la cour d'assises de Paris ».

Si la chambre d'accusation doit attendre un peu plus d'un mois — la tentative d'assassinat du consul général des États-Unis à Strasbourg, qui n'était pas retenue à l'origine contre Abdallah, étant venue s'ajouter seulement en novembre au dossier, — les prévisions de M. Chalandon sur la date du procès se révèlent d'une stricte exactitude.

Tout en effet est envisagé maintenant au Palais de justice de Paris en vue d'une audience de l'affaire Abdallah, aux environs du 20 février, au rôle de la deuxième section de la cour d'assises que préside M. Maurice Colomb et qui sera entouré, en application des dispositions nouvelles de la loi du 9 décembre 1986, de six autres magistrats désignés comme assesseurs par M. Pierre Drai, premier président de la cour d'appel.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Au tribunal de Paris

Publicité mensongère pour peintures industrielles

Faux vrais tableaux ? Vrais faux tableaux ? Œuvres d'art ? Banales décorations sans autre prétention que d'offrir un agrément comparable à celui des antiquaires chromés de la fin du siècle passé ?

Comment faut-il les qualifier, ces bouquets, ces natures mortes, ces paysages urbains ou agrestes confectionnés en série par des artisans de Hongkong ou de Taïwan importés en quantités industrielles et revendus aux quatre coins de la France dans des salons d'hôtel ou des salles parisiennes ?

Pour les avoir présentées à la clientèle comme autant « d'œuvres originales peintes à la main, au pinceau ou au couteau », cinq importateurs et une dizaine de marchands forains se retrouvaient, les 20 et 27 janvier, devant le tribunal de Paris, prévenus de publicité de nature à induire en erreur leurs acheteurs et de commercialisation, sous la dénomination de toiles originales, d'œuvres qui ne sauraient avoir cette prétention, tant il est vrai que ceux qui les réalisent à la chaîne ne font que reproduire soit des cartes postales, soit des œuvres dont on leur adresse, pour modèle, les représentations publiées par les catalogues de vente.

Il faut dire et tous l'ont dit, à commencer par M. Pierre Estrada, l'importateur principal, que « c'était un bon créneau ». Achetés 2 ou 3 dollars pièce, ces toiles étaient cédées, pour des sommes de 30 à 40 francs, aux forains chargés de la vente.

Ces derniers les proposaient, d'Armentières à Auxerre, de Provins à Lannemezan, de Mazamet au Cap-d'Antibes, à des prix de 200 à 1 000 francs, selon la dimension. Aussi bien, l'un de ces forains, M. Alphonse Dethière, à qui le président, M. Guy Joly, demandait s'il n'avait jamais connu pareille marge bénéficiaire, a bien volontiers répondu : « Jamais, en effet, monsieur le président ».

Du porte-à-porte à l'importation

On a cherché à savoir qui, des importateurs ou des forains eut l'idée de présenter « les marchandises » comme œuvres originales et de proposer, de surcroît, aux clients un « certificat d'authenticité ». Du côté des importateurs, on répond qu'une fois ces toiles codées aux forains, ceux-ci prenaient toutes les initiatives qu'ils voulaient et qu'on ne pouvait savoir de quoi il retournait.

Les forains, eux, ont rétorqué, d'une manière générale, que les ventes étaient organisées sous le contrôle des importateurs et qu'ils ne savaient aux mêmes pas où étaient réalisées ces ventes et dans quelles conditions.

Au reste, il apparaît bien qu'une affiche annonçant une vente de cent tableaux des Editions des Beaux-Arts, cette dénomination étant la raison sociale de l'entreprise de M. Estrada, lui-même ancien peintre, passé ensuite au porte-à-porte, pour aboutir à l'importation.

Voilà quelques-unes des données. La seule question que le tribunal sera donc de savoir si, en parlant de toiles originales peintes à la main, à l'huile ou au couteau, ces astucieux commerçants ont trompé la clientèle, les bénéfices ainsi réalisés relevant seulement des lois du négoce et n'étant, en la circonstance, nullement répréhensibles.

Abuser la clientèle

Pour le substitut, M. Alain Blanchot, le délit est une évidence. Le bon sens, a-t-il dit, suffit pour comprendre qu'à Hongkong, on ne peut peindre d'après nature le pont de Brooklyn. Il ne peut donc s'agir que d'une reproduction sans autorisation de l'œuvre et parier, dans ces conditions, d'œuvres originales, c'est incontestablement abuser la clientèle. Si M. Blanchot a donc conclu à des condamnations, il n'en a pas cependant précisé le montant, l'affaire lui paraissant surtout devoir être sanctionnée au nom des principes.

A cela, les prévenus-importateurs ont rétorqué que ces copies représentaient tout de même des variantes, qu'un membre incrédule à droite sur le modèle se retrouve penché à gauche sur la toile incriminée et qu'une vue de Montmartre peut être envahie d'un Maghrébin chevauchant un bourecot.

Mais l'argument majeur de la défense, développé principalement par M. Francis Teigen, Jean Vall, Jean-Michel Vranque, Paul Genoux et René Hayot, revient à dire ceci : même avec une publicité qualifiant ces toiles d'œuvres originales, même avec des certificats d'authenticité qui, en réalité, indiquent seulement l'origine géographique, la clientèle ne pouvait pas être abusée dès lors qu'elle payait 900 ou 1 000 F au maximum.

A ce prix-là, fin-on peu au fait du marché de la peinture, on ne peut croire que l'on devient possesseur d'une toile originale et, mieux encore, imaginer que l'on opère l'investissement de sa vie. Au reste, à Drouot, chez Sotheby's ou Christie's, les ventes ne s'annoncent pas, comme c'était le cas dans les hôtels ou les salles parisiennes des sous-préfectures, avec des mentions alléchantes.

Jugement le 10 mars.

J.-M. Th.

Au tribunal administratif de Pau

Un réfugié basque déjà expulsé bénéficie d'un sursis à exécution

BAYONNE de notre correspondant

Le tribunal administratif de Pau a ordonné, le 27 janvier, la suspension de l'arrêté d'expulsion pris à l'encontre d'un réfugié basque, M. Fernando Eguiluz, qui avait été arrêté le 27 août dernier devant son domicile d'Anglet (Pyrénées-Atlantiques) par des inspecteurs de la PAF (police de l'air et des frontières) et remis une heure après entre les mains de la police espagnole, selon la procédure de l'urgence absolue. Bien que soupçonné par le ministère de l'Intérieur français d'être « un militant actif d'un groupe armé susceptible de commettre des attentats par explosif », il n'avait en dix-sept ans de séjour sur la côte basque jamais fait parler de lui, si ce n'est lors de la découverte, en juillet 1985, d'une bombe placée sous sa voiture par un commando du GAL. M. Eguiluz possédait au moment de son expulsion une carte de résident renouvelée pour dix ans en 1985 et qui lui permettait de gérer une fabrique de matériel de sport employant cinq salariés.

Interrogé pendant plusieurs jours dans les locaux de la direction générale de la sécurité à Madrid, il avait été placé ensuite en détention préventive puis remis en liberté conditionnelle trois mois plus tard.

Devant le tribunal administratif, M. Jean-René Etcheberry a souligné l'irrégularité de l'arrêté d'expulsion, tant sur le fond — absence de preuves quant aux activités supposées de terrorisme de son client, pas de perquisition à son domicile — que sur l'utilisation de la procédure d'urgence absolue qui empêche l'étranger de se défendre devant la commission d'expulsion.

En attendant de statuer sur le fond, ce qui prendra encore quelques mois, le tribunal a estimé que rien, en l'état de l'instruction, ne paraît justifier la décision ministérielle d'expulsion.

Cette décision sera accueillie avec intérêt par les vingt-six autres Basques espagnols expulsés depuis juillet 1986 selon la même procédure. Dix d'entre eux ont d'ores et déjà été remis en liberté par la justice espagnole.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

99 Nos petits contrats font vos grandes réussites 99

Tout projet, quelle que soit sa taille, est une somme de tâches qui doivent être réalisées de manière rigoureuse et spécifique.

Qu'il s'agisse de concevoir une installation nouvelle, de moderniser une installation existante ou d'automatiser un système de production, Technip vous fait profiter de ses capacités d'étude, de ses compétences technologiques, de ses méthodes d'organisation, de ses équipements de CAD, de ses services d'achat et de contrôle.

Vous avez un projet industriel, un projet agro-alimentaire, un projet d'aménagement tertiaire ? Consultez-nous :

Paris (47.78.38.52), St-Nazaire (40.90.50.65), Lyon (78.63.70.56), Bordeaux (56.81.16.97).



TECHNIP
L'ingénierie en tête

UGC EMBEVEN

es
ids contrats
t notre vaste
néissance 99

TECHNIP

Société

MÉDECINE

Le retour d'un médicament banni

Le thalidomide guérit la réaction lépreuse

La thalidomide, vingt-cinq ans après qu'elle a été retirée du marché, du fait de son effet toxique sur l'embryon, ce nom fait encore peur. Et pourtant, sait-on qu'il s'agit également d'un produit dont l'usage remarquable est efficace dans le traitement de la réaction lépreuse ? Et qu'il est aujourd'hui pratiquement impossible de se le procurer, aucun laboratoire ne voulant prendre le risque de produire ce « médicament orphelin » ? C'est pourquoi la direction de la pharmacie et du médicament a fait des propositions visant à reprendre en toute sécurité son approvisionnement.

A la fin des années 50, apparaissent à la une des journaux du monde entier des photos de nouveau-nés atteints de phocomélie. Chez les plus gravement atteints, cette aplasie des segments proximaux et moyens des membres se traduit par un raccourcissement des mains et des pieds directement au tronc. Les mères avaient, lorsqu'elles étaient

enceintes, absorbé un hypnotique en apparence banal : le thalidomide.

Les scientifiques avaient en apparence tout prévu, sauf que le rat, lors des expérimentations animales préalables, se révélait insensible au produit.

Au cours des années 60-62, le médicament est progressivement retiré du marché. En 1964, J. Cheskin découvre, par hasard, la remarquable efficacité du thalidomide dans le traitement de la réaction lépreuse. Cette action anti-inflammatoire est encore plus importante que celle des corticoïdes (1). Heureusement, la firme allemande Grünenthal, qui avait poursuivi la fabrication du produit, accepte d'en fournir de larges quantités à la pharmacie centrale de l'Assistance publique de Paris. D'autant que l'on découvre que le thalidomide est également efficace dans le traitement du lupus érythémateux chronique et de certaines dermatoses résistant à la corti-

thérapie. Résultat : la consommation de thalidomide a plus que doublé entre 1978 et 1984.

Mais, en dépit de toutes sortes de précautions, un certain nombre d'effets indésirables parfois sévères, en particulier neurologiques, sont apparus. En 1984, d'arrêter la production du médicament. La direction de la pharmacie et du médicament tente de trouver au Brésil un autre fournisseur, qui accepte, fin 1986, d'envoyer un lot de comprimés. « Il ne sera malheureusement pas possible de recourir à une nouvelle fois à cet approvisionnement brésilien », précisait M. Yves Coquin (de la direction de la pharmacie et du médicament) au cours du troisième colloque « Développement et évaluation du médicament ».

On envisage aujourd'hui de faire fabriquer du thalidomide en France, en délivrant une autorisation de mise sur le marché à la pharmacie de l'Assistance publique de Paris. Toutefois, selon M. Coquin, « il serait préférable de résoudre le problème de santé publique à un niveau européen. Cela permettrait de traduire l'engagement des différents États avec celui du fabricant et de lui fournir une sorte de caution juridique dont l'absence a fait manifestement jusqu'à présent racier nos interlocuteurs ».

FRANÇOIS NOUÏ.

(1) Dix ans plus tard, il publiera une étude faite sur 4 522 lépreux dans laquelle il montre que la thalidomide est active dans 99 % des cas.

● Cinq cent mille lépreux au Nigeria, selon l'OMS. — Le Nigeria compte environ cinq cent mille lépreux, soit 10 % des cinq millions de lépreux recensés sur le continent africain, a déclaré le 28 janvier le docteur Samuel Brew-Graves, le représentant de l'Organisation de la santé à Lagos. Le nombre de lépreux dans le monde est d'environ quinze millions, ce qui se traduit principalement par une dégradation des conditions socio-économiques. — (AFP).

● Deux scores artificiels implantés en France. — Un cœur artificiel de type Jarvik 7 a été implanté à l'hôpital Henri-Mondor (Créteil), dans la nuit du 27 au 28 janvier, chez un homme de cinquante ans qui, à la suite du rejet d'une greffe cardiaque faite il y a un mois, était dans un état grave. L'intervention, qui a été effectuée par l'équipe des professeurs Cochery et Lescuyer, a été rendue possible grâce à la souscription lancée par le Figaro. A la même heure, un cœur artificiel de type Pierce était implanté sur un jeune homme de vingt-huit ans par l'équipe du professeur Michel Carasso, à l'hôpital de la Timone à Marseille.

Les femmes enceintes invitées à lutter contre la stérilité

« Pour la première fois en France, des femmes enceintes aident des femmes stériles. » Profitant de la vague à la mode de la maternité partagée, une association suédoise par une multinationale pharmaceutique devait annoncer, le jeudi 29 janvier, le lancement d'une campagne d'un nouveau genre : en va, pour la première fois, inciter les femmes françaises enceintes à offrir leurs utérus.

Ce don biologique original permettra de disposer de la matière première nécessaire à l'isolement d'une hormone (l'hormone HCG ou hormone gonadotrophine chorionique) utilisée en thérapeutique chez la femme pour déclencher l'ovulation. C'est le développement des techniques de la fécondation in vitro a donné une nouvelle jeunesse à cette substance, à tel point que l'on était en France, il y a quelques semaines, en rupture de stock.

Or on ne sait pas (encore) produire l'HCG par synthèse. Force est donc d'exploiter un nouveau filon, de donner une nouvelle impulsion aux techniques qui ont fait leurs preuves : la production d'HCG à partir de l'urine des femmes enceintes où cette hormone existe à des concentrations relativement élevées.

La multinationale Organon, qui détient en France le monopole de commercialisation d'HCG, a ainsi décidé, par l'intermédiaire de sa filiale spécialisée Diosynth, de procéder, pour la première fois, à un recueil d'urines de femmes enceintes en France.

Jusqu'à présent, l'hormone commercialisée par Organon provenait d'urines de femmes enceintes hollandaises. Une première expérience de quelques semaines a été menée dans la région rouennaise. Elle sera étendue au plan national. « Plusieurs centaines de milliers de litres annuels sont nécessaires pour que l'entreprise soit rentable », explique M. François Lescuyer (Diosynth France). En pratique, les flacons seront donnés et repris au domicile des femmes enceintes volontaires. Des cadeaux symboliques, comme des vêtements d'enfant, seront offerts.

Conséquence de la pénurie actuelle : l'autre multinationale spécialisée dans la fabrication d'HCG, la société Serono, qui travaille à partir d'urines de femmes italiennes, a déjà une demande d'autorisation de mise sur le marché pour son produit.

Cela dit, on ne manque pas d'HCG, autre hormone humaine utilisée surtout en association avec l'HCG mais produite à partir d'urines de femmes ménopausées. Les deux multinationales disposent d'une source suffisante après avoir, dans leurs pays respectifs, passé des accords avec... de nombreux couples.

JEAN-YVES NAU.

PARIS

La polémique autour des bibliothèques

La réaction des conservateurs

Les bibliothécaires de la Ville de Paris sont en colère. Ils viennent d'adresser une lettre ouverte à M. Jacques Chirac pour se plaindre du contrôle auquel, pour la première fois, on veut les soumettre. La direction des affaires culturelles de la Ville a en effet pris deux initiatives que ces fonctionnaires hautement qualifiés, « considèrent comme extrêmement graves ».

Jusqu'ici, les conservateurs des cinquante-cinq bibliothèques municipales choisissaient eux-mêmes les livres qu'ils achetaient (200 000 exemplaires par an, représentant 7 400 titres environ) et les abonnements de périodiques qu'ils souscrivaient. Ils se décidaient en fonction des suggestions des lecteurs, des statistiques de prêts, des critiques parues dans les revues professionnelles, de leurs visites en librairie et des analyses de comités de lecture qui se réunissent tous les deux mois.

Or, en juillet 1986, la direction des affaires culturelles a institué une commission de vingt-sept membres (trois élus, trois fonctionnaires de la direction, six personnalités compétentes et quinze bibliothécaires) qui examinent désormais les listes d'achats de livres pour enfants et donne leur avis sur l'opportunité des acquisitions. Au cours de sa première réunion, en novembre 1986, la commission a examiné 400 titres sur les 1 400 qui sont achetés annuellement (sur 5 000 nouveautés). Seuls trois ou quatre titres ont posé problème. En tout cas, les bibliothécaires ont reçu, à leur grand étonnement, une liste des ouvrages avec les mentions : « recommandé », « utile », « non recommandé », « déconseillé ». Les professionnels y ont vu une remise en question de leur compétence et de leur homi-

lité intellectuelle. Certains parlent même de « menace de censure ». Une seconde mesure a mis le feu aux poudres. Les propositions d'abonnement aux périodiques que les bibliothèques envoient chaque année à l'administration centrale sont revenues pour la première fois avec un certain nombre de modifications. D'abord plusieurs bibliothécaires affirment qu'ils ont été mis en demeure d'avoir à renoncer à un quotidien « de gauche ». En règle générale, l'« Humanité » ou « Libération ».

Motif : rééquilibrage des titres. D'une manière générale sur les quatre mille abonnements proposés, le bureau des bibliothèques suggère de renoncer à plus d'une centaine d'entre eux et d'en souscrire une dizaine de nouveaux.

Vingt titres soumis à restriction

Parmi les vingt titres de revues soumis à restriction figurent *Art press*, magazine culturel d'avant-garde, *l'Impatience*, périodique des médecines douces, des revues pour consommateurs, *Gawache*, publication d'histoire populaire, *Amicoop*, publié par la Ligue de l'enseignement, le service de l'enseignement, le bulletin des bibliothécaires, et celui d'Amnesty International. Parmi les propositions de nouveaux abonnements, on trouve *l'Equipe* et *Big Ben*, magazine d'apprentissage de l'anglais.

Les bibliothécaires ont contesté ces choix, estimant que certains étaient animés par des motifs idéologiques. Mais l'administration a maintenu son point de vue en avançant des arguments techniques. L'association des conservateurs de bibliothèques admet que si certains

de ses membres « ont commis des fautes en indiquant au pluralisme soustrait, ils doivent être rappelés à l'ordre, voire sanctionnés. Mais, demande-t-elle, doit-on pour autant retirer au corps entier des conservateurs leurs attributions ? Dans sa lettre ouverte, l'association demande aussi le RPR. Chirac a bien voulu examiner cette affaire personnellement ».

Cette démarche est une pierre dans le jardin de M^{me} Françoise de Panafieu, députée (RPR) de Paris, que le maire a nommée en 1983 adjoint aux affaires culturelles. « Il y a eu un changement dans les bibliothèques, reconnaît-elle, c'est normal. Leur nombre a augmenté. Leur budget de fonctionnement dépasse cette année 40 millions de francs. Leur fréquentation a doublé en dix ans. Cette réussite impose une évolution ».

Enfin, les « suggestions » concernant les abonnements aux périodiques s'expliquent par deux motifs. D'abord pour les quotidiens, le souci de « maintenir un strict équilibre parmi les courants d'opinion ». Ensuite, la nécessité de gérer au mieux les budgets. « Il n'est pas indispensable, explique l'adjoint aux affaires culturelles, que des revues très spécialisées ou d'accès difficile soient présentes dans les cinquante-cinq bibliothèques de la Ville. On les trouvera toujours dans quelques établissements vers lesquels on orientera les lecteurs éventuels ».

Conclusion de M^{me} de Panafieu : « Les huit cents fonctionnaires de nos bibliothèques sont respectables et compétents. Mais il y a des évolutions nécessaires derrière lesquelles il n'y a aucune intention politique. Je ne suis pas un censeur et je ne le deviendrai pas ».

MARCO AMBROISE-RENDU.

Vivre avec quinze francs par jour

(Suite de la première page.)

On croirait avoir croisé Marcelle à Naples ou à Séville. Elle est pourtant née ici, à Fresnes-sur-Escaut, au cœur de ce bassin minier du Nord qui lui en a déjà fait voir de toutes sortes : le travail à quatorze ans, le mari « en cavale » à quarante et le licenciement, à cinquante, après sept années à laver les chiffons dans une atelier de récupération de matériaux.

Marcelle fait partie des plus démunis des sans-ressources. Perdue pour l'assurance-chômage et les allocations familiales, trop jeune pour le minimum vieillesse, elle touche 378 F par mois au titre de l'aide départementale aux chômeurs, plus un sac de charbon et un bon de nourriture (50 F) alloués par la mairie. Au total, moins de 15 F par jour. Encore faut-il guetter le jour de la soupe chez les voisins, manger des pommes pendant des semaines quand la municipalité ne donne les stocks, être à l'arrêt pour se soigner sur le chemin de la responsable du Secours catholique, courir chercher une feuille jaune avant de tomber malade... Mais même dans ce Nord lointain, cela ne suffit pas toujours pour survivre. Il ne reste plus alors qu'à mettre à contribution les amants de passage.

La maison héritée de la grand-mère part à la dérive. L'humidité, le froid, ont colonisé les pièces du haut, puis celles du bas. Marcelle y dû se replier sur la salle à manger. Le soir, elle se glisse tout habillée sous son couvre-lit et dort, à la bougie, les livres empruntés à la bibliothèque. Car cette femme, qui, l'après-midi, parcourt la campagne à vélo pour se réchauffer, qui a renoncé à l'électricité et au chauffage central, l'hiver peut bien s'enrichir. Marcelle découvre : *Le Système Solaire* dans un livre d'écolier. Marcelle voyage...

La dette du père Noël

Ce n'est pas le quart-monde pourtant que Fresnes-sur-Escaut. Une commune méritante tout au plus, où l'on a découvert la bouillie en 1970, mais où, aujourd'hui, la terre ne semble plus vouloir porter que chômage et ennui : où l'Escaut est gelé et l'avenir engourdi. La localité compte 8 500 habitants, 800 chômeurs, une église et une mairie qui datent d'une époque où l'on voyait encore grand. Plus de 200 familles sont inscrites à l'aide sociale. Le restaurant du cœur le plus proche se trouve à Valenciennes, à une quinzaine de kilomètres, donc trop loin pour les plus démunies. A 9 F l'aller simple en bus, le panier-repas deviendrait presque un privilège. On est pourtant venu, parfois à pied, de tout l'arrondissement à tel point que les animateurs ont dû faire, au début du mois, une grève de la faim pour obtenir des stocks de vivres suffisants.

Briques noires, briques rouges, les maisons à vendre ne manquent pas. Le long de la route pavée qui conduit vers la Belgique, des familles se sont réfugiées dans des caravanes qui ont déjà vieilli. Une femme fait à manger pour quinze personnes dans un des blockhaus de cette ligne fortifiée de l'Escaut que les Allemands ont à peine aperçue en 1939. Ces gens-là sont des « marginaux », dit-on ; ils ont échoué là, il y a dix ans déjà.

Plus récente, la caravane de Jean-Claude et Catherine — une acquisition de mariage — est inhabitée. Accablée de huit mois, s'achève, elle-même, à été reconstruite par un voisin qui a eu pitié de sa pèlerine, elle en grelotte encore. C'est leur deuxième hiver avec 770 F par mois.

« Personne ne veut nous croire quand on raconte ce qui se passe ici », dit une électricienne. « C'est sûr, certaines situations ressemblent trop à la légende sociale du dix-neuvième siècle ».

Cette crise est boulimique. Après la mine et la sidérurgie, ce sont maintenant les entreprises de sous-traitance qui s'étouffent. Trente mille chômeurs dans l'arrondissement déjà et encore dix mille suppressions d'emploi, prévues par l'INSEE avant la prochaine décennie. Peu d'implantations nouvelles bien que Valenciennes soit classée « pôle de reconversion ». Les embauches définitives se font de plus en plus rares, remplacées par des contrats d'interim. Faut-il fuir ? Attendre ? Pour fuir, il faut de l'argent, mais attendre jusqu'à quand ?

Ancien magasinier, trente et un ans, déjà trop âgé, lui a-t-on dit, pour bénéficier d'un stage de reconversion. Michel préfère couper l'électricité. Chaque semaine, il étudie les offres d'emploi d'un magazine spécialisé, sans illusion car l'hébergement est déjà sorti la veille à Paris. Début janvier, il a été convoqué avec sa femme pour une place de concierge dans une banlieue incon nue. L'ANPE a refusé de prendre en charge le déplacement : l'annonce charge le déplacement : l'annonce a n'aurait pas de l'agence. Michel a dû attendre l'arrivée de l'aide à l'enfance pour payer les billets de train pour Paris. Surprise à l'arrivée : le couple ne se retrouvait en concurrence qu'avec des Portugais.

Le « petit boulot » le plus répandu consiste à ramasser la ferraille et à la revendre aux fonderies

L'Escaut est gelé et l'avenir engourdi. Ici la misère a toujours paru plus noire qu'ailleurs.

encore en activité, pour 3 F le kilo. Tout y passe, carcasses de voitures, rails de chemin de fer, plaques d'égoût et même, l'an dernier, la rampe du pont de Condé-sur-Escaut, la ville voisine. La misère le a toujours paru plus noire qu'ailleurs.

Chez Nadine, trente-cinq ans, les murs sont couverts de portraits. Le bébé, les jumelles, la « grande fille » : sept enfants de un à dix-sept ans. Le petit dernier n'avait qu'un mois lorsque l'EDF a coupé l'électricité pour une facture impayée de plus de 10 000 francs. La maison, il est vrai, avec ses parpaings même pas blanchis d'un coup de peinture, était un véritable gouffre à chauffage. Aucun arrangement n'a pu être trouvé. « Quand vous allez chez la bouillie, vous payez d'avance et vous mangez ensuite. Ici, on consomme d'abord. C'est déjà bien », a répondu un employé de l'EDF. Nadine verse donc désormais 520 francs par mois mais l'électricité ne sera rétablie que dans deux ans.

Les enfants font leurs devoirs à la bougie. Fabrice, quatorze ans, double la sténosie. L'an dernier, il a eu une polychémie, et maintenant, il fait une gastro. Dans la salle de bain, le linge attend de sécher depuis quinze jours. Fabrice, lui, est en train d'oublier discrètement l'heure de l'école.

L'argent pour fuir

Nadine a « pris la mouette » à quinze ans pour vendre des chaussures avant de se retrouver mère au foyer, puis au chômage. Entre la sténosie et le septième enfant, elle a décidé de divorcer d'un mari qui avait trop. Tous les mois, elle rembourse 2 500 francs — la moitié de ses allocations familiales — pour l'encyclopédie, le linge et la presse à repasser achetés à crédit. Dans ce pays plat, tous les démarcheurs le savent, les après-midi sont trop longs pour résister aux tentations.

Depuis l'an dernier, l'EDF a repeint des maisons de clémence. Mais ici la misère avait pris de l'avance et nombre de ces anciens « nouveaux pauvres » sont toujours privés d'électricité. La mise en place du plan de « précarité-pauvreté » (qui permet la prise en charge des quittances impayées), devrait cependant bénéficier à une vingtaine de familles. D'autres bricolent des branchements pirates. La journée, ils se morfondent au coin du poêle et le soir, adieu la prudence, ils commencent les fils et se reçoivent, au chaud, devant la télé couleur.

Une solidarité revenue d'actualité

La solidarité aussi est une tradition, redévenue d'actualité. La Croix-Rouge avait établi ici l'un de ses premiers comités locaux, en 1870. Elle vient de cesser de distribuer des bons alimentaires, submergée. La municipalité communiste de Fresnes-sur-Escaut consacre 1,4 million de francs à l'action sociale. Le Secours catholique aide plus de cent trente familles alors que l'abbé trouve parfois des enveloppes de 500 francs dans sa boîte aux lettres. Le Secours populaire habilite les chômeurs et familiales les meubles.

L'an dernier, le Comité catholique contre la faim et pour le développement a dû freiner l'ardeur de bénévoles qui voulaient amputer la collecte tiers-monde de quelques deniers pour leurs voisins en difficulté. A en croire une assistante sociale, les associations se livraient même une compétition pas très charitable. Il y a pourtant ici de la place pour tout le monde et un bel avenir.

Tout est dit. Il ne reste qu'à encourager les bonnes volontés, à partager l'émotion annuelle du début de l'hiver et à applaudir au non moins rituel plan gouvernemental contre la pauvreté. A relire Zola ou Dickens. Et à s'enfuir.

CORINE LESNIES.

SPORTS

FOOTBALL : le financement des clubs

Bernard Tapie se fâche

L'Olympique de Marseille (OM) va publier ses comptes avant le 10 février. « Avant constatant la différence profonde entre la réalité — notamment des ressources apportées au club par la collectivité locale et le caractère fantaisiste de certaines informations publiées (selon le *Journal du Dimanche*) », l'OM aurait sollicité, sans succès, un prêt de 20 millions de francs pour pallier les mauvaises recettes de sponsoring, notamment, le club a choisi la transparence », a indiqué Michel Hidalgo, son manager, en souhaitant que « la Ligue nationale de football intervienne auprès de chaque club afin qu'il adopte la même attitude ».

Dans une interview à l'*Equipe*, du 29 janvier, Bernard Tapie, le PDG du groupe la Vie Claire, qui préside l'OM, précise que les sociétés

Mazda et Wrangler, appartenant à son groupe, ont commandité les matches contre Saint-Etienne et Nantes à raison de 1 million de francs par match et que Bouygues, son associé dans Wonder, a apporté 6 millions de francs. Bernard Tapie accuse ensuite certains dirigeants du club de rémunérer leurs joueurs avec des fonds occultes : « Je n'ai pas bien compris, encore, comment les dirigeants concernés s'y prennent. Mais un jour, s'en sera sûr, je vais piger le truc. Et on en aura parlé... ». Ré : le président des Girondins de Bordeaux a dit un jour que, chez lui, l'argent était propre. A moins qu'il ne soit passé auparavant chez la mère Denis, je n'en suis pas sûr sûr que lui. » Puis il conclut : « Qu'il y ait des trucs pas catholiques, ça, j'en suis sûr. Mais, c'est vrai, je n'ai pas de preuve ».

● BASKET-BALL : Coupe Korac. — Bien que battu par les Italiens de Cantù (87-88), le 28 janvier, Limoges s'est qualifié pour les demi-finales de la Coupe Korac.

● SKI : championnats du monde à Crans-Montana. — Le Suisse Pirmin Zurbriggen, tenant du titre, le Luxembourgeois Marc Girardelli et l'Allemand de l'Ouest Wassmayer, qui ont pris respectivement le 27 janvier les septième, neuvième et dixième places du slalom spécial comptant pour le combiné alpin, sont en bonne position avant la descente du 30 janvier pour monter sur le podium. La première place du slalom est revenue à l'Autrichien GSTRAIN.

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements :
45-55-81-82, poste 4356

Le Monde DES LIVRES

Mémed, le héros éternel

Le Retour de Mémed le Mince,
de Yachar Kemal : un grand livre,
qui atteint les hauteurs de la fable

COMME toutes les grandes œuvres, le livre de Yachar Kemal a sa géographie, son territoire imaginaire dont on reconnaît aussitôt les régions. La plaine et la montagne vivent dans la nostalgie l'une de l'autre ; autant les hommes de la Tchoukourouva regrettent, tel un paradis perdu, les monts aux ombres violettes, autant les nomades des crêtes aspirent en secret aux « champs moelleux et chauds des rives de la Méditerranée ». La frange de Kemal est un hymne au miracle de la terre « toujours féconde », qui, source d'humides prodiges, recèle les plantes simples dont les charmes guérissent les blessures de l'homme, fait lui-même de « limon ».

Au centre du roman s'élève le village du Ruissau aux fleurs où tout se lit de la condition humaine. Avec son habituelle compassion envers les humbles, Kemal se penche surtout sur les paysans, d'une nature très docile, « aussi doux que la soie ». Certains d'entre eux — déjà, par leur éclat, des modèles romanesques — parviennent, grâce à leur ruse ou leurs dons, à se soustraire à l'héritage des soumissions ancestrales :

l'écrivain public, Fahri le Fou, dont les dépêches réussissent à « remuer l'acier » ; Tashine le Lévrier qui porte les messages en courant aussi vite que Mousa le Vent, et Ali le Boiteux qui — véritable pisteur de l'âme — devine les pensées d'un individu d'après les traces de ses pas. Eux seuls se risquent parfois à défier les aghas qui renchéraient de cruauté avec l'armée regroupée autour d'Ali le Léopard, dit « le Bourreau ». Mah-mout agha écrase ses ennemis sous les sabots de son cheval et se pialt à ordonner le bannissement de clans entiers ; celui, notamment, des Hamanlis qui traînent les lambeaux de leurs campements d'hiver jusqu'aux marécages où ils s'éteignent dans les huttes de jonc.

Un simple jardinier

Le seul lien de ces notables, épris de comédies barbares, est l'affolement à l'idée de périr sous les balles des brigands et, comme l'écrit Kemal : « La peur de la mort est pire que la mort elle-même ». Ils vivent dans la hantise d'une insurrection des miséreux qui, en abattant les piliers de



Yachar Kemal, vu par Bénédicte Clovis.

l'Etat, mettrait un terme à leur potant : « La République saura donner une leçon aux paysans qui raffolent des brigands », proclame Mourtaza agha. Le catalyseur de leur peur et presque son invention est — tant ils le chargent de tous les maux — Mémed le Mince. Ce n'est pourtant qu'un enfant. Toute la bonté de Kemal passe dans ce « petit paysan, grand comme trois pommes, au cou frêle comme un fétu de paille », dans ce lutin justicier, ce proscrit bondissant, aussi léger qu'un bout de soleil qui se dérobe aux ombres des colonnes de gendarmes.

Bien que poursuivi, il s'abandonne, caché dans la roselière d'Avcharlar, au souvenir du parfum de « bleu et de fleurs amères » des cheveux de Seyrane, la bien-aimée. Il arrive à Mémed de douter de l'enjeu de son combat : à quoi bon avoir tué Abdi agha et Ali Safa bey ? Que représentent leur anéantissement face à l'infini de l'histoire et au désert de ses mondes brûlés ? Ce sont les anciens — tel Battal agha, du clan de la Chèvre jaune — qui lui révèlent le sens de son destin : « Tant que la tyrannie régnera sur le monde, les opprimés fonderont leurs espérances dans ceux qui ne supportent pas l'injustice. » Quand on est né « la révolte au cœur », on ne parvient pas à se libérer du sentiment du devoir. Mémed ne se laissera jamais lui-même en paix.

Il incarne aux yeux de tous la terrifiante énergie de vivre qui finit par triompher « en dépit des carnages, des massacres, des avanies, des infirmités ». Même si, lassé du sang versé, il aspire à la sérénité des brigands Rustem et Bayramoglu, ensommeillés sur leurs armes déposées au haut des prés d'immortelles, même s'il rêve de devenir un simple jardinier dans les plantations d'orangers, il ne peut pas se défaire des habits de lumière de son propre mythe.

D'autant que — et l'agacement de ces angles poétiques rend

fascinant l'art de Kemal, — au fur et à mesure que se déroulent les aventures de Mémed, leur légende se trace dans l'ombre du livre. Parallèlement au récit, plusieurs versions de ses exploits nous sont données, qui les magnifient et leur confèrent un caractère sacré. Avant que n'apparaisse le chapitre où nous découvrons Mémed blessé lors de l'embuscade de la Passé de cuivre, le rhapsode Moustafa le fait accéder à l'éternité.

Dérives imaginaires

Si le livre atteint les hauteurs de la fable, il le doit aussi à ses dérivés imaginaires, aux somptueuses griffes d'histoires ensorcelées que Kemal accomplit sur son texte : celle du jeune Osman qui, sa tête à la main, combat pendant trois jours ou trois nuits devant Bagdat ou la prédiction du poète Pir Sultan Abdal qui chante par avance le déroulement de sa propre mort. Sous l'effet de ces rites d'émancipation, le monde romanesque éclate. Dans une cosmogonie débridée, un emballage ment de la terre et du ciel qui s'enivrent de perdre leurs limites, la beauté, livrée à elle-même, entraîne sous ses pas les parcelles magiques de l'univers : les trombes de papillons recouvrent le linéaire du bandit chauve et accompagnent la course de l'alezan qui, invulnérable aux balles, disparaît dans la lumière de l'éclair ; tout comme les vierges aux tuniques blanches s'évanouissent, aussi aériennes que des djins, dans les vagues de la Méditerranée, hautes comme des minarets. Kemal aime ce thème de la résurrection. A chaque instant, « un homme peut rendre à la vie », dit-il souvent, et même si Mémed meurt un jour, mille autres Mémed ressurgiront aux côtés des paysans que l'on croyait à jamais éteints.

JEAN-NOËL PANCHAZI

★ LE RETOUR DE MÉMED
LE MINCE, de Yachar Kemal,
Gallimard, 584 p., 150 F.

La méthode Descartes

Le Discours de la méthode a 350 ans.
Mais, depuis dix ans, les travaux
de Jean-Luc Marion
renouvellent la lecture du philosophe.

« L'ACTION de cet homme sur son temps et sur les temps nouveaux ne sera jamais exagérée. C'est un héros : il a repris les choses par les commencements, et il a retrouvé de nouveau le sol de la philosophie, auquel elle est revenue après un égarement de mille ans. » Ainsi parlait Hegel. Descartes était à ses yeux « le véritable initiateur de la philosophie moderne », dans la mesure où il avait établi la pensée comme son premier principe. Bien plus tard, Husserl, en 1929, prononçant en Sorbonne le texte de ses Méditations cartésiennes placera la phénoménologie dans le prolongement du geste initial du « plus grand penseur français ».

Cela n'a pas empêché Pascal, qui avait lu Descartes de près, de le juger « inutile et incertain », tandis que Nietzsche, au passage, le déclare « superficiel ». Heidegger se tait. Lui qui a consacré de longs travaux à Aristote, à Leibniz, à Kant, à Nietzsche... fait silence, pour autant que l'on sache, sur la place de Descartes dans le destin de la métaphysique. Et notre dernier quart de siècle, marqué par la trinité Marx-Nietzsche-Freud et ses avatars structuralistes, dominé par le positivisme logique et la philosophie analytique, paraît mettre à l'écart le cogito cartésien ou lui infliger toutes sortes de fissions.

Il reste que l'on n'en a jamais fini avec une philosophie. Ses questions sont inépuisables, quand bien même les réponses seraient partiellement caduques. C'est pourquoi les travaux consacrés aux textes cartésiens ont continué, à défaut d'être en vogue, à s'accroître avec régularité. Le colloque en Sorbonne, qui s'achève le 30 janvier, en témoigne : il réunit, à côté de chercheurs français, des spécialistes venus des États-Unis, de Grande-Bretagne ou d'Allemagne (1).

Une part de leurs travaux consiste à établir de nouvelles éditions critiques ou à rénover les anciennes. C'est ainsi que l'équipe Descartes du CNRS a retravaillé la grande édition Adam-Tannery du début de ce siècle (Éditions CNRS-Vrin). Aujourd'hui le Corpus des œuvres de philosophie en langue française met à la disposition du public une édition du Discours de la méthode enfin complète — c'est-à-dire incluant les traités scientifiques (La dioptrique, Les

météores, la géométrie) qui signifierait dans la publication originale.

En effet, depuis qu'un dix-neuvième siècle Victor Cousin installa Descartes en situation de père du spiritualisme officiel, l'habitude s'est prise de lire le Discours isolément, coupé des essais qui en constituent les « travaux pratiques ». Des générations de lycéens ont disserté de la morale par provision. Mais ils ignoraient, comme sans doute beaucoup de leurs professeurs, « la façon de tailler les verres » (discours dixième de La dioptrique), ou les raisons « Pourquoi notre haleine se voit mieux l'hiver que l'été ? » (discours second des Météores).

Parler là où Heidegger s'est tu

Trêve d'exotisme. Revu par Jean-Robert Armogathe et Vincent Carraud, voici enfin, aisément disponible, le texte même qui parut sans nom d'auteur à Leyde, chez le libraire Jan Maire, avec un achevé d'imprimer en date du 8 juin 1637. Quelques détails typographiques ont été modernisés pour faciliter la lecture. Il reste à espérer qu'on se serve effectivement de cette source indispensable à une meilleure compréhension de l'ensemble.

Il est vrai que avec les études consacrées à Descartes — rien qu'en France, depuis une cinquantaine d'années — il y avait de quoi remplir une bonne bibliothèque. Les lectures de Gilson, Gouhier, Koyré, Gue-roult, Alquié, Laporte, sont, à des titres divers, devenues classiques à côté de celles, plus récentes, de G. Rodin Lewis ou J.-M. Beyssade. De ce vaste ensemble, une œuvre importante, ces dernières années, se détache.

Le travail accompli par Jean-Luc Marion frappe en effet par sa cohérence et sa puissance originale. Depuis 1975, il a publié un double triptyque où s'inscrivent la rigueur minutieuse d'un philologue et l'ampleur d'un projet de philosophie : situer la place et la portée de la pensée cartésienne dans l'histoire de la métaphysique. Parler là où Heidegger s'est tu. Rien de moins.

ROGER-POL DROIT.
(Suite page 19.)

(1) Ce colloque a été organisé avec le concours de la Banque Worms et de la société Météo-Henry.

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH de l'Académie française

Lire, c'est vivre plus !

FAÇONS de lire, façons d'être : il y en a autant que d'individus, et toutes se valent, la meilleure restant celle de chacun. La remarque s'applique aux professionnels de la lecture, payés pour publier leurs impressions. Les uns croient devoir et pouvoir informer en racontant ce qu'ils ont lu ; d'autres décrivent que la littérature ne se commente pas et parlent autour, de tout, de rien, de leur lointaine jeunesse prometteuse, tandis que la critique universitaire se rêve science exacte et périodiquement déçante.

Un spécialiste de Proust, Jean-Yves Tadié, raconte cette utopie scientiste des professeurs qui, sous l'influence des disciplines voisines — linguistique, psychologie, sociologie, — aura marqué le vingtième siècle, de Lanson à Barthes.

La Critique littéraire au XX^e siècle, de Jean-Yves Tadié

Le Puits de Babel, de Marthe Robert

TOUT est parti des « formalistes russes », entre les deux guerres. Avec le retard qui le caractérise, le grand public français ne les découvre que vers 1960, grâce aux textes réunis par Todorov et à la présentation de Propp et Jakobson par Claude Lévi-Strauss. Pour simplifier à l'extrême, la critique savante tend désormais à prendre les textes comme objets d'étude en dehors des considérations biographiques, psychologiques ou esthétiques utilisées jusque-là. On analysera pour elles-mêmes les techniques du récit (Tomashevski), les figures de style (Auerbach).

Notre incuriosité pour ces écoles ne doit pas nous faire surestimer ni sous-estimer les apports de critiques français comme Béguin, sur l'« âme romantique », Poulet, sur la « distance intérieure », ou Marcel Raymond, injustement négligé. Tout en recensant cette histoire de la critique à l'usage des étudiants, Jean-Yves Tadié rectifie certaines déformations, telle celle qui a fait de Bachelard un obsédé des contenus alors que la forme l'occupe tout autant. Dans la descendance de Bachelard s'inscrivent Jean-Pierre Richard, Gilbert Durand, Hélène Tuzet.

Freud a renouvelé, on le sait, la vieille psychologie des auteurs, en tenant la création pour un rêve éveillé, aux origines refoulées. Après lui, tout un canton de la critique a couché les textes sur le divan et scruté leurs associations, à la recherche des mythes personnels ou collectifs enfouis : Charles Baudouin, Charles Mauron, Marthe Robert, Dominique Fernandez...

(Suite page 17.)

MARTHE ROBERT



Le Puits de Babel

Livre de lectures IV

Marthe Robert vous balade à merveille à travers ses lectures. Avec elle, on se pose des questions sans y penser... Elle est tout bêtement dans ses meilleurs passages intelligents ou, si elle préfère, géniaux... Lisez Marthe Robert !
Bernard Frank

Déjà paru :
Livre de lectures I
La vérité littéraire (Livre de lectures II)
La Tyrannie de l'imprimé (Livre de lectures III)

Le Puits
de Babel

L'empire
des mots

GRASSI

LE XIV^e SALON INTERNATIONAL DE LA BD

Du 30 janvier au 1^{er} février, Angoulême sera à nouveau la capitale mondiale de la bande dessinée. 200 000 visiteurs, plus de 200 dessinateurs, 140 exposants sont attendus. L'euphorie après le doute ?

Pour en finir avec la crise

Les auteurs de l'insurpassable Année de la BD sont optimistes.

L'ANNÉE de la bande dessinée, ouvrage publié par les éditions Glénat, est à la BD ce que le *Bilan économique du monde* est à la vie économique. C'est tout dire ! Ce beau livre qui précède rituellement le Festival d'Angoulême comme une primavère le printemps est LA référence insurpassable. Il est rédigé par une équipe où s'allient compétence et passion. Cela ne va pas évidemment – la critique de BD n'est, heureusement, pas une science exacte... – sans injustices, subjectivité, coups de plume.

Le livre, comme chaque année, recense de manière systématique toute la production dans ce secteur de l'édition entre le 1^{er} novembre 1985 et le 31 octobre 1986. Il est complété par une foule d'enquêtes, d'interviews et de monographies consacrées à quelques albums particulièrement appréciés par les lecteurs des *Cahiers de la bande dessinée*.

Pour en finir avec la crise : ce pourrait être le sous-titre de cette édition 1986-1987. Dans leur éditorial, Stan Baré et Thierry Groensteen, qui ont coordonné la rédaction du livre, affirment que la morosité n'est plus de saison et que le petit monde de la BD doit « rompre avec l'engrenage infernal de la mortification ». Foin du catastrophisme et de la déprime : la BD se porte bien, et s'il y a, en effet, « saturation du marché », cela ne fait que prouver la maturité de ce secteur de l'édi-

tion. En quantité, « la production ne varie plus guère », et, « avec un peu plus de six cent cinquante albums parus, 1986 amorçait une légère remontée ». Le palier après l'euphorie et les crises de doute.

Sur le plan qualitatif, les auteurs de l'Année sont optimistes : « Il y a en France, écrivent-ils, deux bandes dessinées. La première est le fait des plus grands (éditeurs), prudents dans leurs choix, traditionnels dans leur méthode, et sans doute aussi plus méfiant quant à l'avenir. Mais tout autour d'eux s'agit d'une véritable vie, vivante, poussière de petites entreprises atomistes, aux moyens limités mais animés par une véritable énergie combattante, qui forment le laboratoire du futur. Toujours prêts à lancer un produit nouveau. Toujours capables de miser sur de nouveaux espoirs. Si relâché il doit y avoir un jour, c'est eux qui l'assurèrent, car, parmi eux, se trouve déjà le futur ».

Ainsi voit-on se multiplier les petits éditeurs, ce qui, assurément, est le signe que la fameuse « crise » est à mettre au passé. Les grands ne font plus la loi et ne font plus toute la BD. Ils gèrent, tandis que les petits font.

BRUNO FRAPPAT.

★ L'ANNÉE DE LA BANDE DESSINÉE, 1986-1987, dirigé par Stan Baré et Thierry Groensteen, éd. Glénat, 224 p., 169 F.

Le rendez-vous français

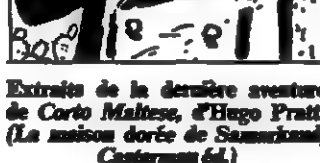
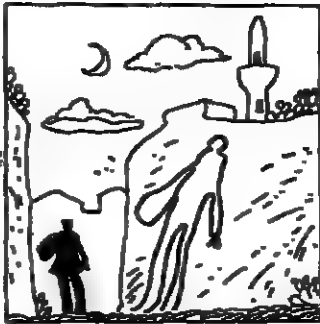
d'un passé », explique sans doute pourquoi la bande dessinée française, d'une créativité naguère effervescente, a adopté en 1986 un profil bas et frileux.

Mais le désenchantement qui frappe l'amateur devant une production hexagonale devenue bien terne et avariée en surprises est heureusement tempéré par la qualité croissante des bandes dessinées étrangères proposées en traduction. Il est vrai que les éditeurs et les dessinateurs du monde entier longent vers le marché français des albums, dont le dynamisme et la prospérité (fussent-ils en baisse) restent sans équivalent. L'Année de la bande dessinée 86-87 recense cent vingt traductions sur un total de six cent cinquante et un titres édités dans l'année (rééditions comprises). Mes récents émois de bédéphile, je les dois, pour la plupart, à ces 18 % d'albums importés.

Tandis que des pans essentiels de l'histoire des comics d'outre-Atlantique sont régulièrement révélés par la collection « Copyright » des éditions Futuropolis, la jeune maison Adenès nous permet de découvrir sans retard les dessinateurs américains les plus excitants du moment : Geof Darrow (*Comics and Stories*), Frank Miller (*Batman*) et Jaime Hernandez (*Mister X*). Glénat nous a gratifié du singulier *Mudwog* d'Arthur Suydam, et Charles Burns donne à *Métal hurlant* la suite de son fascinant *Borobah*, au graphisme chirurgical. Cet échantillon varié est convaincant : la nouvelle BD américaine ne le cède en rien à l'europpéenne.

Les grands dessinateurs réalistes

L'Argentine aussi peut se targuer d'une longue tradition de récits en images. En quelques années, les éditions Glénat ont fait de *Mafalda*, la petite fille raisonneuse de Quino, l'un des personnages les plus populaires auprès des enfants. Mais ce sont les grands dessinateurs réalistes qui sont aujourd'hui à l'honneur. La presque septuagénnaire Alberto Breccia vient de livrer son chef-d'œuvre avec *Permanus* (Glénat). José Muñoz, qui fut son élève, a signé deux nouveaux albums après et cha-



Extraits de la dernière aventure de Corto Maltese, d'Herb Pratt. (La maison dorée de Samarkand, Casterman éd.)

louroux en duo avec son scénariste habituel Carlos Sampayo : *Sudor Sudaca* (Futuropolis) et *Histoires amicales du bar* à Joe, nouveauté de janvier chez Casterman. Et la France découvre enfin Horacio Altuna, aux mises en pages très personnelles et en trait d'une efficacité percutante. Son album *Chances*, qui paraît aux éditions Dargaud, est une fable urbaine sur la décadence, dont certains épisodes sont proprement hallucinants.

Les grands maîtres italiens que sont Pratt, Manara, Cropanz, Liberatore et Giardino n'ont pas attendu 1987 pour faire partie des auteurs les plus appréciés du public français. Mais voici qu'à ce prestigieux quintette se sont ajoutées les voix de Magas (*Les 110 Pétules*, chez Albin Michel et *Milady 3000*, chez Anadali), de Lorenzo Mattotti (*Feux*, chez Albin Michel), de Massimo Mattioli (*Superwest*, chez le même éditeur), de Silvio Cadello (*Décollages*, chez Adenès), et *Envi de chien*, dans *A suivre*, et d'Anna Brandoli, dont *Vécu* publie actuellement les très belles *Scènes de chasse*. (Je ne parle pas d'Attilio Micheluzzi ni de Paolo Eleuteri Serpieri, dont la récente notoriété est largement surfaite.)

L'Espagne n'est pas en reste, quoique certains de ses meilleurs auteurs soient encore méconnus de ce côté des Pyrénées. Magis Strip, qui a noué des liens assez étroits avec les éditions Norma, de Barcelone, semble avoir à cœur de rattraper le temps perdu. Aux côtés de dessinateurs consacrés comme Daniel Torres, Jordi Bernet et bientôt Alfonso Font, son catalogue s'ouvre à de tout jeunes artistes aussi séduisants que Ruben Pellejero (*Le Poignard d'Istanbul*) ou Andres Canal (*Arènes*), cependant que *Métal hurlant* a débouché l'excellent Miguel Angel Prado, auquel un jury espagnol avait décerné, en 1986, le prix du meilleur album de l'année pour ses *Fragments de la enciclopedia delica*.

On ne peut décidément qu'applaudir à l'internationalisation de la bande dessinée, et se féliciter d'être, comme lecteurs francophones, les mieux placés pour jouir des talents dispersés dans le vaste monde.

THIERRY GROENSTEEN.

LANGAGE

Les mystères

de la polysémie

Les acceptions multiples conférées aux mots découlent-elles de mécanismes sémantiques incantatoires ? A partir de là, peut-on enseigner systématiquement le vocabulaire ? Tels sont les thèmes du nouvel ouvrage de Jacqueline Picoche, linguiste, membre du Conseil international de la langue française, auteur, entre autres, d'un *Dictionnaire étymologique* (coll. « L'Univers » du Robert).

Alors que de nombreux linguistes tendent à minimiser la polysémie, à savoir les relations entre les acceptions d'un même mot, pour n'y voir que des singularités ou uniquement l'homonymie de mots différents, M^{me} Picoche entend démontrer ici que la polysémie n'est nullement une bizarrerie, mais le résultat d'une démarche « cohérente » — quand bien même serait-elle souvent à la limite du conscient.

Prenez l'exemple de l'adjectif *clair*, cité par l'auteur : un *ciel clair* est un ciel qui émet beaucoup de lumière alors qu'une *salle à manger claire* est une pièce qui reçoit beaucoup de lumière ; l'eau *claire* est transparente, *laisse passer* la lumière, tandis qu'une *couleur claire* « tire » sur le blanc, c'est-à-dire sur la couleur qui renvoie la lumière sans la décomposer ; une situation *claire* est lumineuse, on en voit facilement le ressort, mais un *esprit clair* désigne quelqu'un de clairvoyant qui voit facilement les choses, et non quelqu'un dont les idées sont transparentes...

Les démonstrations très charmantes de l'auteur, fondées sur de nombreux exemples, nous éclairent sur des relations et interrelations méconnues ou oubliées ; sur cette dynamique parfois longue et complexe, parfois courte et aisément compréhensible ; sur cette construction ordonnée quoique issue de l'inconscient obscurément sentissant à un conscient linguistique exprimable, exprimable exprimé... L'ouvrage devrait engendrer des expériences pédagogiques du plus grand intérêt quant à l'acquisition du vocabulaire au sein de l'enseignement du français.

JEAN-PIERRE COUGNON.

★ STRUCTURES SÉMANTIQUES DU LEXIQUE FRANÇAIS, de Jacqueline Picoche. Fernand Nathan, 144 p., 35 F.

HISTOIRE DE L'ART

Profession :

artiste

Les grands maîtres de l'histoire de l'art médiéval, d'Emile Mâle à Henri Focillon pour ne citer que les plus prestigieux, ont donné au roman et au gothique la place qui leur revient dans le panorama de la production esthétique de l'humanité. Ils l'ont fait par une analyse stylistique des œuvres, et en les situant dans leur contexte spirituel et intellectuel. Pierre Francastel a naguère promu une sociologie de l'art, mais, d'une façon générale, on s'est surtout attaché aux œuvres en elles-mêmes (ce qui n'est certes pas rien) plus qu'aux conditions de leur production, aux hommes qui les ont exécutées, aux moyens techniques ou financiers dont ils pouvaient disposer.

Le colloque réuni à Rennes en mai 1983 par Xavier Barral i Altet renouvelle les méthodes de l'histoire de l'art en proposant une approche pluridisciplinaire de l'artiste et de l'artisan producteurs d'œuvres d'art. Le premier volume d'une publication qui doit en comporter trois est centré sur la définition de l'artiste, sa place dans la société, qu'il s'agisse du peintre, du mosaïste, de l'architecte, du mineur ou du monnayeur. Comment s'étaient-ils formés ? De quelles solidarités se réclamaient-ils ? Combien étaient-ils éventuellement payés ? Autant de questions qui courent au long du présent volume.

Les deux prochains porteront sur les conditions concrètes de la conception et de l'exécution de l'œuvre d'art ; sur les manières premières, les techniques et l'organisation du travail ; sur la consommation de l'œuvre enfin : son utilisation et sa réception par le public. Au terme de cette démarche, c'est avec un autre œil que l'on revient aux œuvres elles-mêmes. Toute réflexion sur l'art médiéval passe désormais par ces volumes.

MICHEL GOT.
★ ARTISTES, ARTISANS ET PRODUCTION ARTISTIQUE AU MOYEN ÂGE ; volume I : les Hommes, sous la direction de Xavier Barral i Altet. Ed. Picard, 420 F.

POINTS DE VUE

La bande dessinée comme roman

DANS son récent ouvrage, *L'Art du roman*, Milan Kundera, au détour d'une phrase, stigmatise la bande dessinée en même temps que la musique rock. Les définitions du genre romanesque qu'il propose tout au long de son essai lui auraient pourtant permis de rendre compte avec plus de justesse de cette nouvelle forme narrative. Que la bande dessinée puisse être elle aussi appel du jeu et du rêve, appel du temps et de la pensée, qu'elle puisse être véritable roman en images, la lecture de quelques albums récents eût suffi à le lui montrer.

Il me souvient encore du choc ressenti lorsqu'un jour de 1978 j'eus entre les mains le premier numéro d'*A suivre*. Arpente, ambigu, énigmatique, de Tard et Forest, me donnait d'un coup l'impression que tout devenait possible en bande dessinée. Puis ce furent, au fil des mois et des années, *Silence* et les *Langues de l'ordre noir*, *Ardeur* et *Rhapsodie hongroise*, Giuseppe Bergman et le *Dieu du 12* : autant de directions nouvelles qui s'ouvraient.

Le roman en bande dessinée n'a plus rien d'un pari aujourd'hui ; c'est un phénomène avéré. Les uns après les autres, les éditeurs, français et étrangers, se sont ralliés à ce concept. Ces derniers mois, des récits aussi différents que *Barny* et la *Note bleue*, de Loustal et Peringaux, *Permanus*, de Breccia et Sesturini ou *Été indien*, de Manara et Pratt, attestent la vigueur et les possibilités du genre.

A cette soudaine floraison je vois un motif au moins double. Indépendants de ce phénomène de la série auquel on réduisait longtemps la bande dessinée, ces albums proposent une trajectoire complète et auto-suffisante : les sagas feuilletonesques avaient leur charme ; elles avaient aussi leurs faiblesses. Longs de 80 à 200 pages, ils rompent avec cette tendance à l'amenuisement qui prévalait pendant de longues

années. Des aventures de Tintin, longues chacune de 62 planches et comprenant de 12 à 15 cases par planche, on était passé peu à peu à des volumes de 48, 44 ou 42 pages comprenant de 8 à 8 vignettes chacune. Le calcul est facile : la réduction approchait des deux tiers.

Qu'on ne se méprenne pas. Je sais fort bien que le nombre des vignettes ne suffit nullement à déterminer la qualité d'un récit. Mais il en définit certaines limites. L'album « cartonné couleur » de quarante-quatre planches conduit presque inéluctablement à ne proposer que le squelette d'une histoire, se confondant à peu de chose près avec l'indéfectible déroulement du conte merveilleux selon Propp : réduite à une série de fonctions et de situations, l'intrigue devient bientôt simple schéma ; à peine achevée l'exposition, le dénouement commence à s'annoncer.

Pendant l'élaboration de notre premier album, *Les Mursailles de Samaria*, qui s'inscrivait dans ce moule standardisé, François Schuiten et moi-même avions plus d'une fois ressenti cette difficulté. Vers la fin de l'histoire, il nous semblait n'avoir abordé que la trame, sans pouvoir entrer dans la matière romanesque. Nous étions restés à la surface de notre thème. La *Fèvre d'Urbicande* et surtout la *Tour* se sont efforcées de répondre à cette insatisfaction. Laisser au dialogue sa respiration, à l'image son ampleur, varier le rythme, ménager des digressions, développer enfin autre chose que cette anecdote à quel se réduit trop souvent une histoire, tels sont les enjeux que nous avons voulu nous fixer. Le plaisir que ces nouvelles dimensions nous ont permis de découvrir est aussi intense que celui de l'invention à mesure d'un roman : la mise au jour, patiente et joyeuse, d'un monde qui se révèle page après page.

BENOÎT PEETERS.

L'avenir d'un passé

LES réactions à la récente publication d'un ouvrage sur l'*Underground* (Underground USA, de J. Biscaglia et S. Brod aux éditions Corps 9) ont eu pour mérite de révéler combien l'année semble de mise lorsqu'on aborde un pourtant proche passé de l'histoire des bandes dessinées. Car un phénomène qui fit presque figure, il y a une quinzaine d'années, de seule « vraie » bande dessinée possible, se tenait aujourd'hui par quelques-uns de ses thuriferaires d'ailleurs pour une simple curiosité historique conduisant à se poser bien des questions sur le sérieux des engagements et la sincérité des polémiques.

Mouvement contradictoire, moderne aussi bien qu'anti-moderne, l'*Underground* joue un rôle à la fois positif, en favorisant diverses recherches expérimentales, et négatif, en jetant le discrédit sur des traditions ayant su construire des esthétiques solides et fonder des styles qu'il était pour le moins légitime de contester au nom d'une liberté finalement stérile à force d'être oubliée de tout ce qui l'avait précédée. La « retour du passé » — pour reprendre l'expression de Félix Torres dans son fort pertinent essai *Déjà vu* (Rennes, 1986) — qui, depuis quelques années, affecte aussi les bandes dessinées, a suscité deux types de productions fort différentes. Certaines auteurs, influencés un temps par l'*Underground* pour les plus anciens, ont eu à s'en libérer sans en renier pour autant tous les acquis (ce qui est vrai de certains tenants de la « ligne claire » comme de bien d'autres, de Baudouin à Vincent Hardy en passant par Boujellal). Mais d'autres (encouragés par certains éditeurs) se sont contentés de réitérer les vieilles recettes comme si rien ne s'était passé.

A la manière de ces pendules arrêtées qui deux fois par jour donnent forcément l'heure exacte, quelques néo (ou pseudo) conservateurs crurent pouvoir momentanément

triumpher en présentant la réactivation des vieux poncifs franco-belges (quittes à les saupoudrer d'une nielle postcoïtée érotisée). D'une telle méprise sur le sens du processus en cours (qu'on le qualifie ou non de postmoderne), il ne résulta que des sous-produits qui ne tardèrent pas à décourager jusqu'aux plus incrédules nostalgiques des *Tintin* et *Spour* de la grande époque. D'où l'ambiguïté des actuelles plaintes sur l'absence de bons scénarios. Non que le problème ne se pose, mais il ne peut se poser qu'en termes différents.

Le retour du passé, dont il convient de se féliciter, ne saurait être en aucune façon un retour au passé. La mémoire suppose l'invention, et la bande dessinée nouvelle sera d'abord celle qui saura jouer avec ses propres passés (connus ou à découvrir). Ni répétition, ni parodie, ni subversion, mais recyclage entre premier et second degré sans jamais s'identifier à l'un ou à l'autre. Cette démarche reste suffisamment éclectique pour accueillir les tendances les plus diverses, du presque traditionnel au néo-experimental, mais avec le souci primordial du style et la prise en compte d'une culture « bédécque » autant qu'« extra-bédécque ». La légitimation du neuvième art reste à acquiescer. Paradoxalement, ceux pour qui les initiales BD signifient surtout « bonne digestion » appellent de leurs vœux un retour à une époque « pré-bédécphillique ». C'est alors, en effet, qu'il conviendrait de parler des bandes dessinées au passé. Un passé désormais sans avenir.

JEAN-CLAUDE GLASSER.

★ Jean-Claude Glasser est co-auteur de l'*Encyclopédie des bandes dessinées* (Albin Michel). Il a également publié *Fantasies* (Futuropolis), ouvrage consacré aux quarante premières années de la BD américaine.

● LA VIE DU LANGAGE

UN des plus mauvais tours du diable, nous rappelle Verena Aebischer (1), fut de provoquer les femmes au bavardage, jusqu'à les rendre « folles, y compris à la messe » (Rabelais). Voilà dressée pour longtemps la croyance « en l'universalité morale » de la proposition: Les femmes sont bavardes. Il paraît que le diable se contente de l'article défini pluriel, un simple les; évitant aussi l'article générique singulier la. Bon prince, il ne nous fait pas dire: La femme est bavarde; mais l'aurait-il pu?

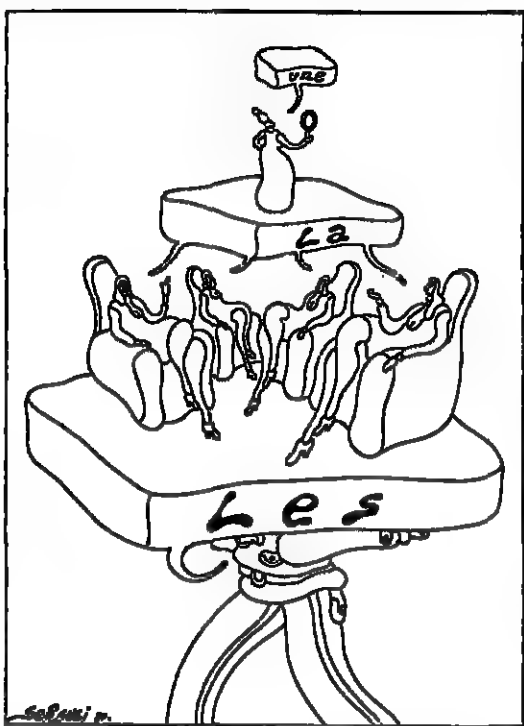
Les subtilités tiennent évidemment à l'emploi des articles généraux qui visent, sous des perspectives différentes, un ensemble ou une classe d'individus: la femme, les femmes; et non pas un individu unique, la femme de Paul. La question se complique encore à considérer l'emploi générique de l'article indéfini: Un soldat français sait résister à la fatigue (exemple dû à Damourrette et Pichon, repris par Guillaume).

Quittons un instant les femmes pour les soldats, seulement afin de circonscrire les choix: Le soldat français (ou un soldat français) sait résister à la fatigue. Mais bons patriotes, et à la différence du diable, Damourrette, Pichon et Guillaume éliminent Les soldats français savent résister à la fatigue.

Le curieux de l'affaire, c'est que la plupart des grammaires scolaires ou classiques (2) esquivent l'analyse, et se satisfont de mentionner pour les petits Français, qui méritent mieux, un vague rapprochement entre le, les et un. Pourtant, bien qu'ils aient quasiment disparu des grammaires, les emplois génériques sont bien vivants, dans la rue ou au café: Les temps sont durs pour l'ouvrier; au marché: La carotte est à 7; à la maison: Un enfant doit le respect à ses parents (le Grammaire d'aujourd'hui Flammarion); et dans les livres: « Car le jeune homme est beau, mais le vieillard est grand » (Victor Hugo, Booz endormi).

Suivons donc le diable et son train, en convoquant Aristote,

Souvent femme bavarde...



Maimonide, et surtout Bezaudé (dans l'Encyclopédie de d'Alembert et Diderot).

Le choix de l'article est soumis aussi à la nature du prédicat, ou de la propriété, qu'on entend assigner au sujet. De nécessité, ou par nature, la baine est un mammifère. Pour être baine, il faut être mammifère. Sans exception, et sans degré: une femme peut apparaître plus ou moins bavarde, voire très bavarde. Un homme bavard (l'en connaît au moins un) n'est pas un mutant pour si peu. Dieu merci donc, pour être femme, il n'est pas nécessaire d'être bavarde. Mais le diable n'y peut rien: une seule femme non bavarde suffirait à invalider la proposition La femme est bavarde.

En revanche, Les femmes sont bavardes énoncé la propriété

comme contingente ou accidentelle: « Elle pourrait bien ne pas convenir à quelques-unes si l'on en faisait l'examen détaillé » (Bezaudé). L'universalité décrite par les femmes n'est que « morale », et rencontre plusieurs femmes non bavardes n'invaliderait pas la proposition qui se glisse: les femmes sont généralement (ou ordinairement) bavardes. Les ne permet pas une définition, mais une description: le bavardage des femmes ne relève pas de la nécessité mais de la croyance. C'est « une opinion répandue », ou « une assertion traditionnelle » (Maimonide), qui comme telles peuvent changer.

Ce qui sauve les femmes pourrait bien saper le moral de l'armée française. Dire: Les soldats français savent résister à la fatigue impliquerait, hélas, des excep-

tions dont rien ne permettrait d'évaluer l'ampleur. Le général, lui, a besoin de tous, sans exceptions; et donc d'imposer la nécessité du prédicat. D'où: Le soldat français sait résister à la fatigue. Voilà un bel aphorisme! disent Damourrette et Pichon; objectif et « sans visée personnelle », commente Guillaume. Ajoutons qu'il est passablement incohérent.

En effet, l'article défini conserve au générique sa valeur constante d'opposition: le soldat français sachant résister à la fatigue s'oppose à tous les autres, par exemple au soldat allemand ou au soldat italien. Ce qu'on voit aussi dans le vers de Victor Hugo où le contraste entre le jeune homme et le vieillard est encore accusé par un mais adhésif: « Car le jeune homme est beau, mais le vieillard est grand. »

Rien de tel avec l'article générique indéfini. Pour Guillaume, il permet d'infirmer le concept d'universalité vers celui de singularité: Un soldat français sait résister à la fatigue. Le locuteur « a le sentiment, dont il ne s'abstrait pas, d'énoncer un jugement qui concerne sa personne ». En d'autres termes, et hors les définitions, choisir un peut obliger le locuteur à s'intégrer dans la classe désignée. Aussi le Chant du départ ne se trompe-t-il pas d'article: « Un Français doit vivre pour elle; pour elle un Français doit mourir. » Il ne s'agit pas de hurler un aphorisme sans visée personnelle; il faut au contraire que le soldat français, en chantant, se trouve pris dans la classe de ceux qui doivent vivre et mourir.

A bon entendeur, salut!
DENIS SLAKTA.

(1) Verena Aebischer, *Les Femmes et le langage. Représentations sociales d'un différenciel*, 1983, PUF.

(2) Heureusement, des linguistes se trouvent en route: *Colloque de Metz*, 1984, Jean David et Georges Kleiber, Klincksieck; *Langages* 79, 1985; Marc Wilmot, *La Détermination nominale*, 1986, PUF.

● ROMANS

Portrait de l'artiste en dandy errant

Bar des flots noirs, le second roman d'Olivier Rolin: la beauté, au milieu de l'ennui et du désamour.

AU bout des jetées, le temps s'immobilise. Quoi de mieux qu'un embarcadère quand on ne part pas pour s'enivrer de souvenirs et d'absences. Au Bar des flots noirs, qui donne son titre au livre d'Olivier Rolin, une silhouette tourne, planète saoule. Au Bar des flots bleus, il y avait une fille aux lèvres mauves, que le narrateur aimait et ne prenait pas très au sérieux. Sans doute est-elle morte, et lui, ivre, borracho, il s'est battu avec les mots, avec les couleurs qui ont une si fâcheuse tendance à virer au noir (ou violette, ou chocolat, ou thé) comme les roses garance qu'il avait dans sa chambre de Paris. Il se bat avec sa conscience. On bien il raconte, luttant simplement contre la masse informe de sa vie en débris. Peut-être va-t-il aussi mourir. « Je suis, dit-il, je dois l'avouer, à l'instar de Zeno Cosini, un homme qui consacre beaucoup de temps à réfléchir à ce qu'il fait et, naturellement, plus encore à ce qu'il ne fait pas. » Naturellement: son adjectif préféré, un mot un peu piné, de dénégration polie, un adjectif pour antiphrase, un mot comme une canne de dandy.

Les plages de Buenos-Aires

Ainsi, dès le début, nous savons ne pas avoir affaire à n'importe quel ivrogne, mais à une personne de la famille littéraire du Consul de Lowry, un pilier de bistrot en flanelle blanche, las et un peu myope, mais soucieux de rigueur et de beauté. Sans doute est-ce d'ailleurs le sujet de cette sorte d'enquête-puzzle qu'est le *Bar des flots noirs*, la beauté, au milieu de l'ennui et du désamour. Certainement, c'est elle que cherche le narrateur, dans sa course en zigzag à travers les villes, derrière les façades de marbre, les zincs des ports.

Nous mettons, dit-il, notre smoking de ruines, vieux dandy en gravats. On écrit sur des décombres. Il est peu ou prou diplomate, en poste à Athènes, puis à Buenos-Aires. Il s'interroge, au début, sur les pièges de la mémoire. C'est si difficile de se souvenir simplement d'une personne entière. Il aimerait avoir cette force d'âme et connaître la passion. Il lui faut reconnaître qu'il a pour cela bien trop de mal à simplement adhérer à soi-même, qu'il est de cœur plutôt sec — donc inflammable certes, mais guère plus que l'amadou, brèves flambées. Il craint toujours de s'enivrer. Alors il s'absorbe dans la contemplation du ballet noir et blanc des serveuses de bar, symphonie demi-démi, qu'il aime comme d'autres rêvent d'actrices ou de speakers.

Les serveuses, parfois, il les suit dans la rue. Il a peur qu'elles se retournent. Salut Apollinaire, un soir de demi-brume à Londres... Il se camoufle derrière les arbres, esthète, dit-il, des jalousies, esthète de l'attente dérisoire, et

puis « le temps se retourne comme un hameçon, me sort les tripes, vieux poisson ». Car il y a dans cette dérive sophistiquée et luxueuse des moments de pure violence, où l'on subit de plein fouet l'agression des crabes aux mille yeux, la violence de la dictature argentine aussi.

Car si, en cinq chapitres emboîtés, se succèdent les capitales magiques, c'est à Buenos-Aires que se noue et se dénoue l'histoire. Buenos-Aires, où résonnent les bruits de bottes et les éclats de rire de Borges, et le souvenir de Bulrich le violoniste, un Buster Keaton judéo-hispanico-argentin retrouvé en morceaux dans des sacs poubelle sur le fleuve. A Buenos-Aires, il y a aussi les bars, les plages dépositaires aux airs paoliniques, aux couleurs brutales, et Aurélie, fille d'un anarcho-syndicaliste, qui habite le quartier portuaire de la Boca.

Dans la deuxième partie du livre, Buenos-Aires domine les autres villes, et l'ombre d'Aurélien efface les autres femmes. Il y a eu pourtant Trieste, vécue avec Adriana et Geof, qui est mort comme pète un bouchon de champagne. Olivier Rolin fait une description étourdissante du Caffè San Marco, avec ses lourds guéridons de fonte et ses boiserie noires et le ciel strié d'eau. Il y a en Prague, où un pont porte le nom d'un saint noyé. Comme flottement à Lisbonne les ombres exaltantes de Baudelaire et Pessoa, au milieu des marbres. Où veut-on en venir, avec toutes ces villes, toutes ces femmes, toutes ces ivresses, toutes ces citations expresses ou calfeutrées?

« Don Giovanni jote »

En vérité, elles se superposent. Et le narrateur, « don Giovanni jote », comme écrit Olivier Rolin, vieux mulet sans descendance, avec ses lunettes qu'il ne veut pas mettre pour ne pas faire intellectuel, ses poches sous les yeux, ses sévérités excessives autant que le sont ses complaisances, se mélange les pattes avec grâce dans toutes les choses apprises, toutes ces langues qu'il mélange à plaisir pour bien montrer comme tout est emmêlé, nous embarque dans son navire — avons-nous assez navigué dans une onde mauvaise à boire?

Ce n'est pas tant le Consul qui est convoqué finalement qu'Apollinaire, tapi derrière la moindre cotoine, et Baudelaire, le spécialiste de la « fréquentation des villes énormes ».

Quand on quitte le *Bar des flots noirs*, comme à la sortie de certains films, on n'entend plus les bruits de la ville de la même façon, tout résonne, et il y a partout des ombres inquiétantes, des beautés inattendues. Au milieu de la grisaille, surgissent les « obscures espérances » et les chagrins non dits. Le récit s'est fait roman.

GENEVÈVE BRISAC.

* BAR DES FLOTS NOIRS, d'Olivier Rolin, Seuil, « Fiction et Cie », 219 p., 79 F.

● ROMANS POLICIERS

Le mystère du « cahier jaune »

AH, le charme discret du bon vieux roman policier tranquille! Dans l'Erreur, de Cecil Saint-Laurent, pas de privé franco-tireur qui se fait copieusement casser la gueule en allant fouiner dans les endroits mal famés, pas de meurtres en série, pas d'Andréins frustes et violents. Cecil Saint-Laurent reste résolument du côté de l'Europe, avec ses commissaires de police — armés du manuel du parfait petit psychologue, — qui de déductions en réminiscences littéraires, découvrent (bon sang! mais c'est bien sûr!) le pot aux roses.

Persuadé, à juste titre, qu'on n'est jamais si bien servi que par soi-même, Cecil Saint-Laurent se fait préférer par son « double », Jacques Laurent, de l'Académie française, qui rappelle les « dures lois » du polar et excuse les éventuelles faiblesses de son petit camarade: « Si Cecil Saint-Laurent, qui a mené l'Erreur tambour battant, s'est permis une écriture hâtive et certaines simplifications psychologiques, c'est sans doute qu'il pensait obéir aux lois et aux usages du genre. »

Jacques Laurent a tort d'être injuste avec le roman policier et aussi sévère avec l'auteur de l'Erreur, car on prend plaisir à cette enquête littéraire qui, d'annexie bien calculée en introspection frauduleuse et en faux aveux écrits dans un mystérieux « cahier jaune », traque le meurtrier de Xavier Colomblat. Est-ce Daniel, son meilleur ami, Hilda, sa maîtresse, ou Marguerite, son ex-femme. Lecteurs, faites fonctionner vos méninges déductives... mais sachez que même si vous êtes malins vous n'êtes pas au bout de vos surprises, car, derrière le mystère du cahier jaune... du sang... un joli règlement de comptes, pour finir en beauté.

Jo. S.

* L'ERREUR, de Cecil Saint-Laurent, Mercure de France, collection « Crime parfait », 238 p., 89 F.

Les crimes d'Ernest Mandel

Economiste marxiste réputé, ce dirigeant de la IV^e Internationale trotskiste est aussi... amateur de polars. Comme en témoigne l'essai qu'il publie, Meurtres exquis.

JE me souviens de ces nuits de l'année 1972 lors desquelles — après la manivelle de l'après-midi et avant la distribution de tracts du lendemain matin — je planchais laborieusement sur les divers tomes du *Traité d'économie marxiste* (1) d'Ernest Mandel. Suant sur la chute tendacelle du taux de profit, mort de fatigue avant d'aborder la critique des théories de Keynes, j'étais enfin la lampe de chevet après avoir lu quelques pages de Manchette pour me délasser la cervelle. Je ne pouvais alors imaginer que, quinze ans plus tard, devenu auteur de polars à mon tour — et sans avoir rien renié du reste, nonobstant certaine mode pernicieuse, — j'aurais à présenter le nouveau livre d'Ernest Mandel, *Meurtres exquis. Histoire sociale du roman policier*, flûte que le « Boss » se penche sur les écrits noirs que mes collègues et moi concoctions fiévreusement, quitte à faire notre lit dans une sorte de « SIDA littéraire », puisque le genre semble marqué du sceau de l'infamie.

Roman policier, roman noir, polar, *detective novel*, *crime story*, les dénominations abondent et déparquent les fanatiques. L'originalité de l'étude de Mandel réside en ceci qu'elle dédaigne les étiquettes, les querelles de clocher (de *speakeasy*, en l'occurrence!) pour saisir avant tout un véritable « phénomène social »: des milliers de titres, des millions de lecteurs.

Il y a là matière à réflexion, hors de tout critère esthétique, à cent lieues du classique commentaire littéraire. La question est double: qu'est-ce qui pousse tant de gens à passer des nuits blanches sur des romans dans lesquels on observe quelques spécimens de l'espèce humaine trucidant leurs contemporains à coups de barre à

par THIERRY JONQUET (*) mine, de revolver, de mitrailleuse, de poignard, de faux, de pierre, d'enclume, d'axe ferrugineux...? Goût morbide de la violence? Ersatz phantasmagique des meurtres que tout un chacun rêve de commettre sans jamais passer à l'acte? Et, puisque les frontières sont abolies à l'intérieur d'un genre aux contours des plus flous, quel est le point commun entre le lecteur du *Nom de la rose*, d'Umberto Eco, et celui de *Pas d'orchidées pour miss Blandish*, de J.-H. Chase, entre le fan d'Agatha et celui de Simenon?

Pour y répondre, Mandel dresse un rapide panorama de l'évolution du genre, citant les ancêtres, ces bandits au cœur grand comme ça, puis les détectives proprettes de l'Angleterre victorienne, les flics pépères installés dans leurs habitudes ou les privés façon Marlowe, guerroyant contre une société se vautrant dans la sauvagerie, pour en arriver aux *loosers* désabusés qui ressentent leur désespoir au fil des productions de ces dernières années. Jusque-là, rien de bien percutant, diriez-vous.

Le polar et l'Histoire

Mais si: la méthode! Mandel est marxiste, bon sang de bois! et l'anecdote psychologique le laisse de marbre. Ce qu'il veut, c'est cerner les rapports entre le polar et l'Histoire (oui, oui, avec un grand H), montrer quelle modification des rapports sociaux produit tel ou tel type de héros... en d'autres termes comment la lutte des classes (hou! le vilain mot!) vient bouleverser la lecture de la situation criminelle. Stabilisation

(*) Auteur notamment, à la « Série noire », de *Miguela, la Bête et la Belle* (n° 2000), le *Manoir des immortels*.

progressive de l'Etat, mise en place de mécanismes institutionnels — policiers et judiciaires, — puis érosion des « valeurs » démocratiques sous les coups répétés du cynisme et de la corruption, voilà la grille à travers laquelle Mandel l'iconoclaste propose une interprétation du genre. Les puristes de l'intrigue savante ou du paragraphe bien tressé grinceront des dents, certes. Le résultat est là: une étude des plus originales qui tranche — j'insiste — avec le potin de cocktail (ceux que Mandel affectionne sont de la variété Molotov, ha! ha!).

Je leur concède un point: il y a dans le livre d'Ernest un arrière-goût de langue de bois qui peut irriter parfois. On lui pardonne. Pourquoi? Parce que Mandel avoue (confesse?) son amour du polar. Il en a lu des milliers, le bougre, et il sait de quoi il parle! Il pourrait discuter le bout de gras avec les collectionneurs fêlés que l'on rencontre dans les librairies spécialisées dans cette pathologie.

Un dernier mot. L'incorrigible Ernest peste contre une évidence: on a vu des privés alcoolisés, aveugles, homosexuels, japonais, lunatiques et copocéphales, mais jamais un privé ouvrier, prolétaire authentique s'ant la plus-value, et conscient des mécanismes de l'exploitation capitaliste...

Foi de polaireux, voilà un redoutable défi! Alors, chers collègues, qui de vous, Daemnick, Villar, Deitel, ou Fajardie, relèvera le gant?

* MEURTRES EXQUIS, d'Ernest Mandel, éditions PEC-La Brèche (2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil), diff. Distique, 190 p., 73 F.

(1) Les quatre tomes parus en « 10/18 » viennent d'être réédités en un seul volume par les éditions Christian Bourgois (905 p., 150 F.).

(Publicité)
Recherche
amateurs éclairés de la langue française
dynamiques, idéalistes et pragmatiques
pour fonder association (sans but lucratif)
de sauvegarde et d'avancement du français en France.
Ecrire: Le Monde Publicité, n° 10237
5, rue de Montessuy, 75007 Paris

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ?

Dans le stock, ou par le réseau de la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS
45-20-87-12

SCULPTURE et POÉSIE

dans l'atelier du sculpteur

Anita TULLIO

Lecture des poèmes

d'Edouard VALDMAN

Samedi 7 février à 21 heures

15 bis, villa Saint-Jacques

8^e St-Jacques. Tél. 43-31-01-82.

سكوا من الأصل

Le rêve d'amour d'Ibrahim Souss

On le savait pianiste, poète... Avec *Loin de Jérusalem*, le représentant de l'OLP à Paris publie son premier roman.

« **Q**UAND je la vis pour la première fois, elle me tournait le dos. » Nabil le Palestinien sait-il déjà qu'il ne reverra plus Gabriella, la femme aimée restée avec les siens à Jérusalem ? Ibrahim Souss a choisi de situer son premier roman dans le huis clos d'une maison de Jérusalem que s'approprient à fuir Nabil et sa famille. Dans l'angoisse d'une longue nuit peuplée des ombres menaçantes des terroristes de la Haganah ou de l'Irgoun, à quelques jours de la proclamation de l'Etat d'Israël, le 16 mai 1948, Nabil se souvient et rêve. Gabriella, sa femme, juive allemande exilée en Palestine par la terreur nazie, vit dans les larmes ces derniers instants partagés que « la folie des hommes » va — définitivement ? — interrompre.

Le rêve de Nabil, c'est son histoire d'amour avec Gabriella, la fille des Rosenberg, les voisins du quartier de Jérusalem dans lequel il est né et où il a toujours vécu. Les Rosenberg ont fui l'Allemagne, vers la Terre promise de Palestine qui n'était pas « cette terre sans peuple pour un peuple sans terre » annoncée aux immigrants par l'Agence juive. Mais en cette année 1935, malgré les troubles qui agitent la Palestine, tout est encore possible, et c'est naturellement que les Rosenberg rendent visite à leurs voisins arabes. Et c'est tout aussi naturellement que Nabil, adolescent, s'intéresse de plus en plus à Gabriella, jeune fille douce aux yeux verts qui ne manque pas de caractère. L'amour des deux jeunes gens, élevés chacun dans une famille

rigoriste mais aimante, naît et se développe au cours des années 1935 à 1948, quand bascule le destin de la Palestine.

Histoire d'amour, le roman d'Ibrahim Souss est aussi celui d'une ville, Jérusalem, que l'on voit et sent vivre à chaque page à travers Roshed, le père de Nabil, propriétaire d'une petite épicerie dans le souk ; à travers Karim, le porteur, qui deviendra fedayin, pour venger son père pendu par les Anglais ; à travers la promenade dans laquelle Gabriella entraîne Nabil, qui lui fait découvrir la vieille ville et ses remparts, le Saint-Sépulcre —, les mosquées et le mur — les trois religions sont là, — devant lequel la jeune fille confie qu'il était là-bas, en Allemagne, « le centre des rêves de toute la famille ».

« Désir idéaliste »

A travers le destin de Gabriella et de Nabil, Ibrahim Souss fait passer bien des messages et démonte le mécanisme qui a abouti à l'expulsion d'un peuple pour en sauver un autre. L'amitié de Gabriella et de Nabil est encouragée d'abord par leurs familles. Mais elle provoquera la rupture au fur et à mesure qu'elle se transforme en amour et que les deux jeunes gens exigent de se marier. C'est qu'au long de ces années, les événements auront raison « du désir idéaliste [de ces deux familles] de trouver un terrain d'entente entre Arabes et Juifs ». « Nous étions jeunes et nous faisons une trop grande

part au rêve », dit Nabil, dont le propre frère ne tardera pas à lui reprocher de fréquenter Gabriella. Même Rashed, le père adoré, estimant, tolérant, bascule dans l'action violente après la mort de Karim, tué par les Anglais. « Si nous ne faisons pas de sacrifices, et tous les sacrifices nécessaires, nous perdrons notre pays pour toujours », dit-il.

Pianiste-compositeur, auteur d'un recueil de poèmes, Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris, ajoute avec ce roman une nouvelle corde à son arc. Écrit directement en français, langue qu'il a apprise à Jérusalem chez les frères de La Salle, *Loin de Jérusalem* se lit d'un trait, tant l'histoire de Nabil et Gabriella, histoire dans l'Histoire, nous retient. « J'ai fait une longue recherche pour vérifier tous les détails des faits rapportés », explique Ibrahim Souss, qui a vécu jusqu'en 1966 à Jérusalem et a connu enfant une petite Gabriella.

Pourquoi ce roman ? « J'ai voulu rétablir la vérité sur ce qu'était la Palestine avant 1948 », confie aujourd'hui Ibrahim Souss. La vérité, le premier pas vers la justice. *Loin de Jérusalem*, roman d'amour, certes, mais partagé entre Gabriella et Jérusalem qui se rejoignent pour ne plus former que l'image d'un rêve dont l'éloignement accroît la nostalgie.

FRANÇOISE CHIPAUDE

★ *LOIN DE JÉRUSALEM* d'Ibrahim Souss, éditions Liana Lévi, 183 p., 89 F.

Contes de la misogynie ordinaire

Avocat, essayiste, Thierry Lévy aborde la fiction avec un roman violent, qui se veut odieux.

FEMMES, ne vous privez pas de la lecture de la *Société des femmes*, le premier roman de Thierry Lévy, même si « on » — des hommes, sans doute — essaie de vous en dissuader sous des prétextes divers. Certes, le livre n'est pas sans reproche, mais on ne saurait exiger d'un premier roman qu'il soit exempt de toute faiblesse et de toute facilité. Ces scories n'empêchent pas la *Société des femmes* d'être, au corps défendant de son auteur probablement, une histoire édifiante et comique à force de se vouloir détestable.

Les femmes qui vivent dans l'illusion de la fin des stéréotypes masculins et féminins s'agaceront peut-être d'un si parfait contre-exemple. Les jeunes filles, entretenues par les garçons de leur âge dans l'idée que « la guerre est finie », que « le problème des sexes ne se pose plus », découvriront avec incrédulité et amusement l'imaginaire de certains hommes de quarante ans. Quant à celles qui, de vie professionnelle en vie privée, ont depuis longtemps fait le tour de la misogynie et du sexisme sans y perdre leur bonne humeur et leur humour, elles vont s'offrir un moment de franche rigolade.

Esther, l'héroïne de la *Société des femmes*, est un personnage « calibré » au plus juste pour le

petit misogynne très ordinaire qu'est Nathan, impresario de son état. Actrice, Esther séduit Nathan en photo sur la couverture d'un magazine. D'emblée il déteste sa moue, qui charme tout le monde, et dont il apprendra plus tard qu'elle est due à la chirurgie plastique.

son livre, appelle « une histoire d'amour » — au degré zéro de la tendresse en tout cas, — plutôt une histoire de violence sur fond de règlements de comptes avec la bourgeoisie intellectuelle de gauche, qui « lit *Libération* tout en considérant que c'est plus important d'avoir son nom dans le Monde ». « Avec ce livre, j'ai voulu faire sortir la violence des arrière-pensées », dit Thierry Lévy, qu'elle ne soit plus parquée dans les à-côtés, liée à la misère. « Quand la violence est incarnée par une femme, c'est encore plus net », ajoute-t-il.

Pas étonné de la surprise qu'il crée, il développe : « Ce roman, c'est l'histoire d'une femme qui suscite le désir et d'un homme aux prises avec cela. Les hommes ne savent pas quoi faire avec les femmes. Personnellement, je pense que les femmes ont eu, depuis la guerre d'Algérie, un rôle moteur dans les mouvements politiques importants. Puis elles ont trahi. J'avais vingt ans en 1965. J'ai vécu cette période d'espoir, puis cet effacement, ce reflux. Cette renonciation. Je l'ai ressentie comme quelque chose de féminin. Nathan est un peu la victime de ce reflux. » Et « voilà justement ce qui fait que votre fille est muette » !

Un dernier mot : entre le « Je suis impuissant » qui ouvre le roman et le « Je ne bande plus » qui le clôt, vous aurez bien sûr deviné qui a « fait le coup », sinon vous n'auriez rien compris à ce « roman policier », à cette longue traque du meurtrier de la virilité de Nathan. Le coupable ? Mais non, voyons, pas Esther : la Femme.

JOSYANE SAVIGNEAU

★ *LA SOCIÉTÉ DES FEMMES*, de Thierry Lévy, Flammarion, 240 p., 79 F.

Le degré zéro de la tendresse

Entre autres particularités, qu'il serait inconvenant de dévoiler, Esther a celle d'avoir un enfant anormal dont elle cache l'existence, et que, pour faire bonne mesure, elle a abandonné. Le garçon vit avec son père, Xenia.

Tout cela ponctue ce que Thierry Lévy, quand il parle de

LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

Lire, c'est vivre plus !

(Suite de la page 13.)

Autre science humaine contiguë dont la critique s'est emparée : la sociologie. C'est Lukacs (1885-1971) qui théorise le premier les rapports possibles entre l'état d'une société et les créations qui le manifestent. Tous les grands romans du dix-neuvième siècle, par exemple, traduiraient l'humiliante impuissance de la subjectivité à faire ses preuves, face à des structures sans idées, à leurs représentants médiocres, et au cours même du temps.

AVANT Lukacs, Engels a fait remarquer comment l'appât de réalité l'emportait, chez le légitimiste Balzac, sur les intentions et les prédictions. C'est dire que l'écrivain, sans échapper à l'action du marché, n'est pas forcément le reflet ni le défenseur d'un groupe. Lucien Goldmann (1913-1970) a corrigé sur ce point, et comme déstalinisé, son maître Lukacs. En quoi la culture ambiante d'une époque irrique ses chefs-d'œuvre : Bakhtine (1895-1975) le montre à propos de Rabelais, Michel Crouzet pour Stendhal, Leenhardt, Riffaterre...

Dernier apport décisif des nouvelles approches critiques : mettre en évidence que cette culture ambiante conditionne la réception des œuvres, autant que leur conception. L'au-delà de l'œuvre compte au moins autant que son en-deçà. Le sens des livres bouge avec chaque lecteur, chaque génération de lecteurs. D'où deux types de recherches : sur les moyens de fabriquer ce sens flottant — c'est le retour en force de la rhétorique, naguère limitée au seul art de convaincre — et sur la science des signes. Tadié réussit le tour de force de résumer des travaux aussi subtils que ceux de Genette sur les « figures », d'Eco, Greimas, Todorov, Kristeva ou Georges Blin.

On regrette seulement que le sérieux de l'entreprise empêche les éclats d'écrivain. Dire de Barthes que c'est un auteur « brillant et insaisissable » ne rend pas compte d'une œuvre où l'étymologie sauvage et la confidence personnelle chargent de sensualité, d'érotisme, les moindres rapports avec la langue.

MARTHE ROBERT laisse voir davantage en quoi ses lectures l'ont enrichie et donnent des ailes à sa plume.

Ce n'est pas qu'elle manque de vision d'ensemble sur le fait littéraire. *Roman des origines et origines du roman* (Grasset) et *la Révolution psychanalytique* (Payot) ont fait d'elle une des championnes du freudisme appliqué à la lecture, et on la sait habitée par Kafka, sa référence primordiale. Mais ses *Livres de lectures*, dont le *Puits de Babel* constitue le quatrième volume, nous invitent, plus largement, au cœur d'une conscience lisante, avec ses alentours, ses distractions, ses marottes.

Le titre reflète une conviction diffuse, plus qu'une thèse énoncée : que notre siècle, Kafka en tête, aura sapé les certitudes bien assises du précédent, au point de ne plus laisser

subsister des mots, les grands notamment, qu'une carcasse vide, qu'un moyen précaire de se mettre d'accord.

LE reste du livre n'est que gambade alerte, et alertée sur tout. Aviez-vous remarqué comment les romanciers mêlent à leurs créatures fictives des personnages historiques pour emporter notre adhésion, ou discréditent, au contraire, leurs inventions en y introduisant des êtres de légende ? Que signifie, selon vous, l'actuel déferlement de calembours dans la presse, sinon une auto-suspicion du journalisme lui-même ?

Vous n'avez jamais cherché quels sens pouvaient bien recéler certaines coïncidences, comme le fait que Kafka naîsse l'année où meurt Marx et disparaît en même temps que Lénine, ou que deux grands auteurs éloignés dans le temps et l'espace conçoivent la même idée, la même image, la même expression ? Il est tentant d'imaginer on ne sait quelle chaîne des grande esprits, garante d'on ne sait quel progrès, imperceptible à vue humaine.

Il n'y a pas de lectures mineures pour qui se nourrit de caractères d'imprimerie. Marthe Robert fait un sort aux petites annonces, comme aux guides et aux catalogues. Sa machine à comparer et à supputer se met en route à tout propos. Le coq-à-l'âne règne. Ici surgit, à l'occasion d'un mot de Jules Renard, la crainte de l'écrivain d'éprouver ses limites ; là reviennent les liens singuliers de Kafka avec le rêve et la réalité, ou la liberté exigée par Marx pour les poètes — « il faut les laisser végé-der à leur guise »...

LA modernité que prônait Rimbaud, c'est quoi ? Pour Proust, Céline et Faulkner, ce fut une certaine discontinuité, qui gageait leurs droits à une subjectivité menacée. Pour nous ? Que pense Einstein de la guerre, et Claude Lévi-Strauss de l'engagement ? Comment éviter l'avilissement du langage paré à la télévision ? Vialatte a-t-il pillé Apollinaire ? D'où viennent les expressions « coïncidetot » ou « tire-larigot » ? Si le roman contemporain faiblit, ne serait-ce pas que disparaissent le « bourgeois » et le « peuple », piliers des fictions du siècle dernier ?

Marthe Robert ne répond pas. Elle rebondit de questions en perplexités. Au final, elle donne envie de lire aussi bien qu'elle, de lire tout simplement. Elle dément l'image courante d'une lecture devenue archaïque, inutile, réservée aux faibles, aux rêveurs, aux insatisfaits. Elle prouve de manière étincelante que lire, c'est donner plus de prix à chaque instant, et plus de sens à chaque geste : c'est vivre plus.

★ *LA CRITIQUE LITTÉRAIRE AU XX^e SIÈCLE*, de Jean-Yves Tadié, « Douciers » Belfond, 320 p., 120 F.

★ *LE PUITS DE BABEL*, de Marthe Robert, Grasset, 248 p., 88 F.

KATEB YACINE GRAND PRIX NATIONAL DES LETTRES

« Mémoire qui pulvérise les images de la guerre, de l'amour et de la mort » Nicole Zand / *Le Monde*

Kateb Yacine
L'œuvre
en fragments

Nouveauté

K

Sindbad

● AU FIL DES LECTURES

Aux sources du zen

Le bouddhisme a donné naissance à des univers spirituels fort différents, au moins dans leurs manifestations. En Chine, la création de l'école du « chan » est attribuée à Bodhidharma. Cet étrange moine serait venu de l'Inde, au cours du sixième siècle — soit quelque cinq cents ans après l'introduction du bouddhisme en terre chinoise, et environ un millénaire après la mort du Bouddha « historique ».

Le terme « chan », transcription chinoise du sanskrit *dhyana* (absorption), est à l'origine de son équivalent japonais : « zen ». Quasi hérétique à ses débuts, cette école, en dépit de ses divisions, allait devenir en quelques générations l'orthodoxie régnante. Or ses tout premiers textes — dont le *Traité* attribué à Bodhidharma — ont été retrouvés tardivement, au début de ce siècle. Exhumés par Sir Aurel Stein et Paul Pelliot, ce *Traité* n'a été identifié par Suzuki Daisetsu qu'en 1934.

Le voici traduit pour la première fois en français par le sinologue Bernard Faure, professeur à l'université Cornell (Etat de New-York). Sa remarquable étude du texte rompt avec le vieux et naïf problème de l'existence « réelle » de Bodhidharma. « En définitive », écrit Bernard Faure, tous ces personnages doivent être considérés comme des paradigmes textuels. Leur éventuelle historicité n'a qu'un intérêt très secondaire pour la compréhension de la tradition chan. »

Mieux vaut s'attacher à en repérer les sources multiples. Outre l'influence taoïste, le principal héritage indien est celui des logiciens et des mystiques de l'école du Madhyamaka, disqualifiant tout énoncé affirmatif ou négatif. L'apport propre du chan est sans doute d'avoir transformé cette méthodique déconstruction de la logique par elle-même en un rejet lapidaire de toute démarche spéculative. « Du haut jusqu'en bas, des bouddhas aux insectes, dit le texte, il n'est rien qui ne soit synonyme de pensées fausses, produites par l'esprit de spéculation. »

La lecture de ce traité composite permet d'entrevoir à l'état naissant cette paradoxale « pensée-non-pensée », habitée par l'insaisissable, dont la déroutante concision marque toute une face du bouddhisme sino-japonais. Savoir et non-savoir tendent à y permuer leurs places, elles-mêmes devenues indistinctes, comme sagesse et stupidité.

Une voie tantrique tibétaine

Autant le chan dépouille, autant le bouddhisme tibétain surcharge. A l'inverse d'un laïcisme désaxé, il déploie un univers foisonnant de visualisations et de pratiques psycho-physiologiques issues du tantrisme.

L'ouvrage du Tibétain Geshe Kelsang Gyatso, qui enseigne présentement ces techniques traditionnelles au Manjushri Institute de Cumbria (Grande-Bretagne), constitue un bon exemple des survivances contemporaines du « troisième véhicule » ou « véhicule du diamant » (Vajrayana). On y retrouve, sous des formes parfois inattendues, les éléments d'une anatomie psychophysique faites de « canaux », de « ventres » et de « gouttes ». En les orientant, l'adepte est censé atteindre l'union avec le bouddhisme, par le moyen des mutations de son corps. Corps imaginaire ? Mieux vaudrait parler d'itinéraire imaginal, en empruntant le terme forgé par Henry Corbin en d'autres domaines.

Les éditions Dharma, qui publient ce texte, sont une petite maison ayant déjà une dizaine de titres à son catalogue. La plupart sont centrés sur le domaine tibétain. Mais on y trouve également la *Lettre à un ami*, de Nāgārjuna, et les *Questions de Milinda*, un des grands classiques de la littérature pâli, dans la version abrégée traduite par Louis Finot, qui n'était plus disponible depuis les années 20.

Vers une paix des religions ?

Brosser un panorama du bouddhisme, des origines à nos jours, en quatre conférences et une centaine de pages — portrait succinct, bien sûr, mais exact, pratiquement complet, et surtout totalement accessible à tous... — telle est la performance accomplie par Heinz Bechert, professeur à l'université de Göttingen, l'un des grands spécialistes européens.

Si l'on ajoute qu'un exploit analogue est accompli pour l'islam par Joseph Van Ess et pour l'hindouisme par Heinrich von Stietencron, qui tous deux enseignent à Tübingen, on tiendra la première raison de recommander vivement la lecture d'un « petit » intitulé *Le Christianisme et les religions du monde*. Ne pas se laisser rebuter par sa taille. Ce n'est pas tous les jours que se trouvent réunies en un seul volume, à l'usage des hommes de bonne volonté, de pertinentes introductions à l'essentiel de trois spiritualités majeures.

C'est à l'initiative du célèbre théologien Hans Küng qu'eut lieu, en 1982, à Tübingen, ce cycle de conférences introductives. A chacune, Hans Küng apporte des « réponses » chrétiennes, qui soulèvent en fait des questions de fond. Leur intention est d'interroger le christianisme tout autant que les autres grandes religions, d'ouvrir un dialogue qui tente d'éviter la double écueil de la crispation dogmatique et de la perte d'identité spirituelle.

La question de savoir dans quelle mesure l'entreprise ait réussi ou non suscitara des débats. On ne manquera pas de la trouver trop chrétienne, ou pas assez... Il n'est pas sûr que ce soit la perspective la plus intéressante.

La réelle importance de ce fort volume réside plutôt dans le fait étonnant qu'aucun problème spirituel majeur n'y est omis. Tous sont abordés de front, formulés clairement et ouvertement débattus. Rien qu'à ce titre, même si bien des solutions demeurent discutables ou provisoires, il y a là un effort stimulant — qu'on soit de telle confession ou d'aucune.

La conviction de Hans Küng est qu'il n'y a pas de paix mondiale possible sans paix religieuse, et que celle-ci passe par un dialogue réel entre tous dans la fidélité à soi. Les arguments qui peuvent lui donner raison, sur ce point, ne relèvent d'aucun arbitraire dogmatique. Ils s'appellent Pakistan, Liban, Iran-Irak. Entre autres...

R. P. D.

★ LE TRAITÉ DE BODHIDHARMA. — Première anthologie du bouddhisme chan, traduit et commenté par Bernard Faure, éditions Le Mail (éditions Payot), 166 p., 99 F.

★ CLAIRE LUMIÈRE DE FELICITÉ. — Le Mahāvairocana dans le bouddhisme du Vajrayana, de Geshe Kelsang Gyatso, traduction française de Gérard Millon et Georges Driessens, éditions Dharma (Bolsuz et Ganjac, quartier de la Poste, 30140 Anduze).

★ LE CHRISTIANISME ET LES RELIGIONS DU MONDE. — *Islam, hindouisme, bouddhisme*, de Hans Küng, J. Van Ess, H. von Stietencron, H. Bechert, traduit de l'allemand par Joseph Feisthauer, Seuil, 624 p., 135 F.

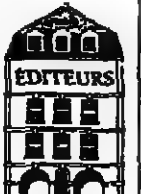
Vous écrivez ? Écrivez-nous !

Important éditeur parisien recherche, pour ses différentes collections, manuscrits inédits de romans, essais, récits, mémoires, nouvelles, poésie, théâtre...

Les ouvrages retenus seront l'objet d'un lancement par presse, radio et télévision. Contrat défini par l'article 49 de la loi du 11-03-57 sur la propriété littéraire.

Adresses manuscrits et CV à : La Pensée Universelle Service L.M., rue Chalmagne 75004 Paris Tel. 48-17-08-21

LA PENSÉE UNIVERSELLE ÉDITEURS



● LETTRES TIBÉTAINES

Chants d'amour
d'un dalaï-lama rebelle

Les poèmes d'un jeune homme fougueux non conformiste, à la fin du dix-septième siècle.

La fonction de dalaï-lama n'est pas forcément une bienheureuse sinécure. Dans la longue lignée des moines souverains qui se succèdent à la tête du Tibet, il en est un au moins à s'être désolé de cette bonne fortune qui l'avait hissé au plus haut pour mieux le contraindre et l'étouffer.

Il faut dire que l'histoire de Tshanyang Gyatsho débute par un étrange escamotage. En 1683, à la mort du cinquième dalaï-lama, le régent du gouvernement tibétain décide de tenir ce décès caché et de régner en se contentant d'exhiber aux jours de parade un sosie du pontife. Cependant, dès 1685, toujours secrètement, un enfant avait été reconnu comme la réincarnation du maître disparu. Contrairement à l'usage, il ne fut pas mené en grande pompe à Lhassa, mais demeura dans son village natal, travaillant aux champs et étudiant peu. Quand il fut enfin intronisé, quinze ans plus tard, Tshanyang Gyatsho était un adolescent que rien n'avait préparé à sa charge, qui n'avait pas suivi les enseignements appropriés, ni subi le conditionnement traditionnel.

D'emblée, le garçon sème la perturbation dans les corridors du pouvoir : il néglige le protocole au point de servir lui-même le thé, il s'habille avec un raffinement excessif, il échafaude en rêve des palais délirants ; surtout, il quitte son monastère-forteresse par une porte dérobée pour s'en aller hanter les tavernes, boire plus que de raison et même courir les filles.



Le Potala, palais des Dalaï-Lamas, vu par Hans Stryer.

« Au Potala on me nomme/le Sage et l'Intité Tshanyang Gyatsho/Mais à Lhassa, en bas dans le faubourg, je suis le débauché Dangzang Wangpo ! »

Il y a chez ce jeune homme une fougue, une soif de vivre et d'aimer qui scandalisent. Les dignitaires religieux, les émissaires mongols et mandchous ne tardent pas à frémir : que faire d'un personnage qui refuse le carcan doré de sa charge et compose des chansons comme un garçon des rues ? Que faire surtout d'un

dalaï-lama qui renonce publiquement à ses vœux monastiques, puis avoue candidement : « J'avais tant médité sur le visage de mon lama, et rien ne s'est dessiné dans mon esprit/que les traits de mon aimée ! »

La lecture des bien-pensants

Mais les temps d'insouciance sont comptés : les intrigues locales, les rivalités extérieures brisent le charme peu à peu. « Rocs et vents combinés/agacent les plumes du vautour : tous ces gens qui me toisent de leurs airs innocents/ont fini par m'user. »

Le piège se referme, la menace se précise, s'amplifie : « Au ciel pas de nuage/mais sur terre, la tourmente nous cerne... » Tshanyang Gyatsho, à peine âgé de vingt-cinq ans, est arrêté par un khan de la tribu des Qosots qui obéit à l'empereur de Chine. Sur le chemin de l'exil, il meurt de maladie ou bien assassiné par les gens de l'escorte.

L'incertitude quant aux circonstances exactes de cette disparition favorise bientôt la légende. Une rumeur agite les campements des nomades, les terrasses des monastères, les ruelles de Lhassa : le dalaï-lama aurait échappé à ses ennemis et entrepris une infinie errance. L'épilogue comble tous les vœux. Le peuple y voit un merveilleux mystère, les clercs y placent les éléments d'une réévaluation possible. Car l'institution lamaïque devant se perpétuer, il convient de légitimer après coup la présence insolite de Tshanyang

Gyatsho dans la vénérable cohorte des dalaï-lamas. Très vite, on explique que le non-conformisme du jeune pontife était le fait d'un être initié. Sa désobéissance devient la liberté d'un esprit supérieur, son libérage la part visible de pratiques tantriques trop secrètes pour être connues du commun des mortels.

« Actuellement, écrit Bénédicte Vilgrain, un bouddhiste bien-pensant lit les poèmes de Tshanyang Gyatsho, un peu comme un catholique bien-pensant lit le Cantique des Cantiques. » Le processus d'assimilation est donc parvenu à son terme, l'adolescent à la trop humaine sensualité passe désormais pour un maître aux multiples pouvoirs.

Restent les chansons, leur fraîcheur révoltée et mélancolique, leur transparence, leur savante simplicité. La traduction de Bénédicte Vilgrain, sobre et frémissante, restitue toute la grâce de cette voix qui s'éveille à l'impossible amour, voix d'un jeune homme éperdu qui court lui-même à sa perte. « J'ai tracé un dessin sur la terre : il donnait la mesure des étoiles du ciel./Du corps de mon aimée j'ai étiré la douceur/sans rien élucider, du fond de sa pensée... »

ANDRÉ VELTER.

★ LA RAISON DE L'OISEAU, de Tshanyang Gyatsho, poèmes de sixième dalaï-lama, présentés et traduits du tibétain par Bénédicte Vilgrain, Fata Morgana, collection « Les Immémoriaux », 96 p., 78 F.

Un coucou
parmi les corbeauxLa vie d'un marginal de génie qui éclaire l'histoire du Tibet au début du XX^e siècle.

Le destin tourmenté d'un être d'exception peut-il servir de révélateur et dissiper les pans d'ombre d'une société traditionnelle sur le déclin ? L'histoire de Gedun Chopel, minutieusement, pieusement, amoureuxment reconstituée par Heather Stoddard, prouve qu'à suivre le périple d'un marginal de génie, c'est tout le labyrinthe du pouvoir que l'on investit soudain. Les vicissitudes des maîtres du Tibet au début du XX^e siècle, le jeu des clans, la pesanteur des clercs, les menées anglaises, les menées chinoises, tout cela s'inscrit et s'explique dans le sillage de ce petit homme excentrique qui voulut briser le carcan des institutions lamaïques parce qu'il avait besoin d'un éveil plus vaste, d'une liberté plus vive, d'une lucidité plus paradoxale et même d'un droit à la folie.

« A quel bon, pour un coucou, rester parmi les corbeaux », disait-il... Et inévitablement, avec ce genre d'arrogance, il se fit nombre d'ennemis dans le camp des corbeaux. Ceux-ci, féodaux et sommités religieuses de Lhassa, installés dans leurs scieries et leurs privilèges, ne pouvaient que se méfier de ce rustre des marches sino-tibétaines, de ce « mendiant de l'Amo » à l'intelligence si affûtée, à l'esprit si spontanément libertaire.

Moine, il était sans religion ; socialiste, il aspirait à forger une grande nation tibétaine ; voyageur, il voulait franchir toutes les frontières ; lettré, il se passionnait pour les techniques. C'était un érudit dépourvu d'outils qui traduisait du même mouvement un traité du bouddhisme cinghalais (le *Dhammapadam*) et un traité pratique de l'art d'aimer (le *Kama Sutra*). Il avançait : « Quant à moi, j'ai peu de honte, j'aime les femmes. » Et, afin que

nul n'en ignore, il précisait : « Le moine Mipam écrit par où-dit/Chompel le libertin écrit d'expérience/Hommes et femmes voluptueux qui s'adonneront à la pratique/Connaitront par le menu la différence entre les deux. »

Les « saints fous »

Par ses propos, par son comportement, Gedun Chopel s'apparente à la lignée extravagante des « saints fous » du Tibet. Sa « folie » est de celle qui lève les masques, secoue les habitudes, débouche la corruption, l'hypocrisie, la soumission. Sa devise aurait pu être : « Il faut toujours faire ce qu'il ne faut pas faire. » Il faut être différent, déviant, hors normes. Il faut tout repenser : l'histoire, les croyances, les rites, les contraintes sociales. Gedun Chopel, c'est l'irruption au « pays des neiges » de l'esprit critique et de la raison ardente.

Comme l'époque était à la turbulence dans les marges du Tibet — Longue Marche de Mao en Chine, désobéissance civile de Gandhi en Inde — toute contestation, même de nature philosophique, morale ou spirituelle, prenait des allures de rébellion politique. Gedun Chopel devait être la victime prémonitrice de la tragédie qui allait submerger le haut plateau tibétain dès 1950. Son œuvre d'historien, de linguiste, de traducteur et de poète témoigne de l'effort désespéré d'un individu aux visées prophétiques et qui sait qu'il ne transformera pas à temps une société promise au massacre.

A. V.

★ LE MENDIANT DE L'AMDO, de Heather Stoddard, éditions de la Société d'ethnologie, diffusion Kailash, 395 p., 35 illustrations, 240 F.

Une « virginité spirituelle »

DEPUIS le douzième siècle jusqu'à nos jours, les derviches turcs anatoliens exaltent la foi mystique dans la danse, le chant et la poésie hors des lois et des sciences. La simplicité apparente des textes découle en fait d'un vœu d'ignorance qui procure à l'âme une « virginité spirituelle », et détache le chant du temporel pour être non seulement indifférent à la mort mais au-dessus de sa violence. Les poètes se comparent à des oiseaux qui survolent les contingences de la vie, répudiant la peur et le raisonnement.

On pense à une poésie allégorique ou bien au surréalisme bien avant la lettre. Le premier derviche turc s'appelle Ahmed Yesevi du Khorassan, mort en 1166. Mais le plus important, celui qui est considéré comme le fondateur de la poésie populaire turque est Yunus Emre, mort en 1320.

Marqués par les deux grands mystiques arabes, Al Hallaj (858-922) et Ibn Arabi (1165-1240), ces poètes, qu'ils soient d'origine paysanne comme Hadj Bayram Veli, ou souverain

d'Iran comme Chah Ismail, dialoguent avec eux-mêmes tout en s'adressant directement à Dieu, insufflant à leur être l'ardeur du martyre et le détachement total des choses de la vie : « Tu es puissant, ô grand seigneur, tout-puissant/Où que je pose mon regard, là, tu es présent/Au-dessus de nous le ciel de tente sur quatre mâts/Tu nous enveloppes tous et tu t'en vas. » (Chah Ismail.)

Cette poésie, qui puise ses images souvent dans la langue du quotidien, arrive par son dépouillement et par sa sobriété à atteindre le sublime, la substance essentielle, c'est-à-dire l'invisible : « Notre mer est profonde, on y perd pied/Je dirais mille et un mots, aucun ne serait compris. »

TAHAR BEN JELLOUL.

★ LA MONTAGNE D'EN FACE, poèmes des derviches turcs anatoliens, choisis, présentés et traduits par Georges Dino, Michèle Aguiou et Pierre Chuvp, éditions d'Abidine, Fata Morgana, coll. « Les Immémoriaux », 118 p., 84 F.

D'AUTRES MONDES

Autrichien de Prague Leo Perutz, le fantastique... méconnu

*** DE LEO PERUTZ**
— *Le Marquis de Bolibar*, traduit de l'allemand par Odette Niox Chateau, Albin Michel, 264 p., 49 F.
— *Turkulin*, traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle, Fayard, 190 p., 85 F.
— *La neige de Saint Pierre*, traduit de l'allemand par Jean-Claude Capelle, Fayard, 232 p., 89 F.
— *Le Juif de Léonard*, traduit de l'allemand par Martine Kroyer, Phébus, 248 p., 92 F. (à paraître le 20 février).

Vive la « mode viennoise », puisque ses retombées ne cessent de permettre l'exhumation de grands écrivains oubliés ou ignorés, victimes de l'histoire ! Après Joseph Roth et le *Marche de Radetzky*, après la redécouverte de Stefan Zweig, de Hermann Broch — notamment grâce à Jeanne Moreau et à la *Servante Zéline* — au renouveau d'intérêt pour Schnitzler, voilà qu'apparaît dans les librairies un autre grand Pragoïste qu'admiraient Carl von Ossietzky, Theodor Adorno, Jorge Luis Borges, Leo Perutz — qui, pourquoi ? n'était même pas mentionné dans l'exposition de Beaubourg sur Vienne.

Simultanément, plusieurs éditeurs publient ce grand maître de l'étrange : l'un d'eux, Albin Michel ressortait une traduction de 1930 du *Marquis de Bolibar* ; Fayard vient de publier deux titres — *Le Neige de Saint Pierre* et *Turkulin* — et annonce pour 1988 *Le Juif de Léonard* ; les éditions Phébus sortent en février le dernier roman de Perutz, *Le Juif de Léonard*. Mais personne n'a vu passer l'édition du *Cavalier suédois* en 1983, chez Seghers, épuisée, pilonnée, introuvable, et dont l'éditeur autrichien Paul Zsolnay a récupéré les droits.

Personnage singulier que ce Leo Perutz : né à Prague le 2 novembre 1882, un an avant Kafka, il quitta sa ville natale à dix-sept ans pour poursuivre à Vienne ses études. Il entra dans une compagnie d'assurances et, passionné de mathématiques, met au point une formule algébrique qui porte son nom et compose un *Traité du jeu de bridge* fondé sur le calcul des probabilités. Mobilisé en 1914, il est très grièvement blessé. Roland Stragliati, grand amateur de fantastique et éditeur de Perutz (pour qui il a écrit, en 1962, avec Roger Cadiot, Jean Ray, Robert Margerit, un éphémère *Prix nocturne*, dont l'auteur du *Marquis de Bolibar* fut l'unique lauréat), rapporte une terrible anecdote : amputé de deux côtes après sa blessure, Perutz, qui n'a accepté que l'anesthésie

locale et a supporté l'opération sans broncher, demanda qu'on fasse entrer le chien-loup qui a fait campagne avec lui. Le blessé exige qu'on donne à l'animal affamé les deux côtes qu'on vient de lui enlever. Le chien les flaire et les lèche brusquement. Perutz exhale : son chien a refusé de se nourrir de la chair de son maître...

TANDIS que l'ordre ancien s'effondre et que la réalité nourrit le cauchemar des romans, Leo Perutz, rentré à Vienne, publie en 1915 son premier ouvrage, *La Troisième Balle* (*Die Dritte Kugel*), qui est un succès : il abandonne les assurances et se consacre à la littérature. Outre l'allemand, il lit le français, le latin, le grec, collectionne les monnaies romaines, joue aux échecs, fait du ski, publie une quinzaine de volumes (romans, nouvelles, théâtre) : en 1938, après l'Anschluss, Perutz part pour Tel-Aviv où il reprend, à cinquante-six ans, son métier d'actuaire et ne publiera rien pendant dix-sept ans, jusqu'à *La Nuit sous le pont de pierre* (*Nachte unter der steinernen Brücke*, 1953). Il meurt en août 1957 à Ischl, près de Salzbourg, dans cette Autriche à laquelle il est attaché et où il revient chaque été depuis 1954. Il laisse un roman posthume : *Le Juif de Léonard*.

Avec les quatre titres traduits en français dont nous disposons maintenant, on peut commencer à se faire une idée de l'esprit de l'œuvre de Perutz, même si les lieux et les temps de ces romans nous semblent tout à fait hétéroclites : Milan 1498 (*Le Juif de Léonard*), Paris 1642 (*Turkulin*), Espagne 1812 (*Le Marquis de Bolibar*), Westphalie 1932 (*Le Neige de Saint Pierre*). Quatre « vrais » romans qui, dans un style dévot et volontiers archaïsant, racontent, sans en avoir l'air, des choses graves. On sent, à tous les moments, le bonheur d'écrire des histoires. Des intrigues presque policières : nouvelles de connaissances historiques, qui se déroulent selon la technique du feuilleton (1), avec des moments de tension et de suspense, avec une culture extraordinaire : un grand air de genre à un autre. On sent surtout, partout, un humour grave, saignant, qui n'a rien du pince-sans-rire britannique, mais qui, immensément, nous ramène à l'univers du Golem, ou du *Manuscrit trouvé à Saragosse*, au seul du royaume des ombres.

Ombre de Bolibar — que Perutz tenait pour son chef-d'œuvre — le marquis insaisissable que nul n'a jamais vu, mais dont



Leo Perutz : grand maître de l'étrange.

La chronique de NICOLE ZAND

on sait qu'il est le chef des guérilleros de cette région des Asturies, lors de la guerre contre les armées napoléoniennes en 1812. Année à prédominance franco-allemande, dont surviva, seul parmi les officiers de la Ligne rhénane, un lieutenant qui, pour avoir tué Bolibar et n'avoir pas su le reconnaître, sera condamné à voir le marquis se réincarner en lui, survivant hanté par le fantôme. « En fixant le miroir, je ne parvenais plus à me reconnaître : je voyais seulement l'image d'un homme étranger, d'un vieillard à cheveux blancs. Et peu à peu, d'une étrange façon, les pensées, les volontés, les désirs d'un autre homme pénétraient en moi, m'imprégnant, et bientôt je fus rempli d'une joie sauvage et triomphale. On aurait dit que l'âme du mort entraînait en lutte avec la mienne et la détruisait. En moi revivait, terrible et solennel, le marquis de Bolibar. »

Gustav Meyrink, contemporain de Perutz, et son Golem du ghetto de Prague — paru en 1915 — sont tout proches dans ce monde bariolé, éclaté, où la mort est une illusion devant celui qui tient le registre des vivants et des morts. Pour Perutz, ce sont les hommes eux-mêmes et leurs rêves qui sont cause du châtiment. Non pas Dieu comme pour Meyrink, pour qui « la bouche de tout homme devient la bouche de Dieu, si vous croyez qu'elle est

la bouche de Dieu ». Il n'y a pas de Dieu chez Perutz, le mathématicien.

DANS *Turkulin* (1923), Perutz donne la vedette à Tancrède Turkulin, commis barbière, enfant trouvé, plutôt simple d'esprit, qui a cru entendre l'appel de Dieu. Tandis que le cardinal de Richelieu se prépare à dresser le peuple contre la noblesse, Turkulin, mousquetaire du rasoir et du ciseau qui pense être le fils naturel d'une duchesse, va se dresser contre le peuple. « C'est un des grands mystères de l'évolution de l'humanité que la Révolution française n'ait éclaté qu'en 1789 », écrit Perutz. En 1642, la France était mûre pour la grande révolution (...). Le destin en décide autrement. La vieille France, vouée à la mort, devait une fois de plus triompher des idées d'un temps nouveau. Le monde n'était pas être frustré de l'éclat du règne du Roi-Soleil. La coupable, Perutz le dénonce dans cette réjouissante sortie qui rappelle Dumas et Lenotre. La coupable ? C'est Turkulin, bien sûr.

Dans le *Juif de Léonard*, son dernier roman posthume (2), autre récit historique truffé de rebondissements et d'étonnantes coïncidences, Perutz, sans en avoir l'air, va élucider un mystère de l'histoire de l'art : pourquoi, dans le Cène de Léonard de Vinci, le Juif, au lieu d'avoir la figure d'un traître, est-il représenté par un homme à la figure honnête et droite ?... C'est qu'il a pressenti qu'il ne pourrait s'empêcher de trop aimer le Christ, répond l'auteur. « Le péché [impardonnable] de Judas fut cet orgueil qui le conduisit à trahir l'amour qu'il éprouvait », dit messire Léonard, mathématicien et philosophe qui hante les bas-fonds de Milan à la recherche de son modèle. On boit sec dans les tavernes, on mange bien — des lampiroles, des chapons, des pommes rôties arrosées de vin de Castiglione —, on rencontre des personnages savoureux, comme ce superbe Mancino alcoolique et enivré, joueur, fainéant, amateur de rixes et de coups, qui écrit comme François Villon (« Je connais tout les gens de la ville ») et qui prend congé en poète (« Je m'en vais en pays lointain »).

Pourquoi messire Léonard choisira-t-il un Allemand, né en Bohême ?... A cause d'une femme qu'il a eu peur d'aimer et qui, lorsqu'il revient à Milan, ... le croise sans le reconnaître sur la place du Dôme, tandis que tous les gens fulent et craquent sur le Juif du tableau.

Il ne faudrait surtout pas oublier les femmes des romans de Perutz : Nicole, Niccolò ou encore Kallisto Tsanaris, dite Bibiche, l'admirable Grecque de la *Neige de Saint Pierre*. Bibiche, la femme dans le Cadillac verte par qui tout arrive, le cauchemar qui se termine à l'hôpital d'Osnebrück le 2 mars 1932, quand le docteur Georg Friedrich Amberg émerge d'un long coma. « Ma mémoire emprunte parfois des voies bien étranges », explique Amberg qui se souvient, reconnaît des gens rencontrés là-bas, dans ce village où le baron von Malchin, tel Cagliostro ou Dracula, veut transformer l'homme, pour le bonheur de l'humanité.

Grand amateur de romans policiers, Perutz se complait à nous promener dans cette ample et passionnante fiction qui traite de Frédéric II de Hohenstaufen, de son fils Manfred, du retour du Saint Empire romain germanique, d'un prince russe ruiné prêt à brandir le drapeau rouge, des recherches approfondies sur les drogues qui font entrer l'homme dans un état d'extase. L'histoire n'est qu'un leurre, l'imagination peut être un remède. Même, dans son rêve, le héros imagine qu'il rêve : « Je m'arrête : « Peut-être suis-je d'ailleurs encore en train de rêver. Tout cela — la neige qui recouvre la rue du village, la cornelle, là-bas, sur la branche, le brouillard, les maisons, le soleil pâle de cette journée d'hiver — tout cela n'est qu'un rêve. Je vais me réveiller immédiatement, et tout aura disparu. » C'était un jeu stupide que je jouais avec moi-même, mais il m'effraya et je me mis à courir (...). J'ouvris la porte et je sentis une odeur familière, cette odeur discrète du chloroforme qui ne quittait jamais ma chambre. Elle me fit du bien, elle chassa toutes mes folles pensées. »

Saura-t-on jamais quand s'endormira le rêveur éveillé, héros envolturé sort de l'imagination hallucinante du Pragoïste méconnu ? Que vivent les « folles pensées » de Perutz ! Il n'est que temps (3).

(1) *Le Maître du Jugement dernier* avait été publié en feuilleton dans le *Quotidien* en 1925. Jamais repris en volume.
(2) Après la mort de Perutz, Alexander Lorenz-Holzer, l'auteur du *Baron Bagge* (Socor, 1984) fut chargé de revoir la manuscrit et de le préparer pour l'impression.
(3) Signalons que les trois titres qui viennent de paraître ont bénéficié d'une traduction remarquable, alors que le *Marquis de Bolibar* reproduit les légendes et les erreurs de l'édition de 1930. R. Stragliati signalait déjà dans le *Monde* en 1970 un « rosâtre » devenu « courroux de roses » (1) qui est toujours là.

PHILOSOPHIE

La méthode Descartes

(Suite de la page 13.)

Ses ouvrages sont exigeants, voire difficiles, en dépit d'une écriture soignée. Ils s'enchaînent et ne peuvent se lire isolément. Cela explique que la presse y ait peu fait écho. Il serait toutefois dommage qu'un tel ensemble, dont la dernière pièce est à présent disponible, ne demeurât connu que d'un cercle étroit. D'autant que ses conclusions tendent à déboucher au cœur de notre modernité.

Tout commence avant le *Discours de la méthode*, en quelque sorte dans son ombre. Jean-Luc Marion a centré son premier travail sur les *Regulae ad directionem ingenii* — *Règles pour la direction de l'esprit*. Un texte que Descartes n'a jamais publié, dont l'original est perdu, et auquel le philosophe ne fera ensuite que peu d'allusions. Un texte fondateur, aux yeux de Jean-Luc Marion, qui en publie une nouvelle traduction annotée (2), un index (3), et lui consacre son premier livre, *Sur l'ontologie grise de Descartes* (Vrin, 1975).

Comment le héros s'est-il séparé de la pensée scolastique ? Quel est son dialogue nocturne avec l'ontologie grecque ? A quel travail d'infatigable soumet-

il les matériaux empruntés à Aristote ? En jetant sur ces questions une patiemment lumière, l'auteur modifie déjà l'image qu'on pouvait se faire de la pensée de Descartes. La rupture qu'on lui attribue est aussi une continuité. Non pas parce que le philosophe du Cogito reprendrait d'anciennes thèses, mais bien parce qu'il se confronte, fût-ce à son insu, à d'anciennes questions. Ainsi s'expliqueraient que Descartes ait pu soutenir à la fois que tout dans la philosophie, y compris la science, était antique et qu'il voyait des vérités que personne avant lui n'avait vues.

Cela ne dit pas encore en quoi Descartes occupe dans la métaphysique une place singulière. Le second livre (*La Théologie blanche de Descartes*, PUF, 1981) focalise l'attention sur une thèse spécifiquement cartésienne : la création des vérités éternelles. Opérant une rupture avec Platon et la scolastique, elle ne sera jamais reprise par les successeurs de Descartes. En soumettant cette thèse à une longue analyse, Jean-Luc Marion découvre comment Descartes reprend, mais pour les laisser en quelque sorte sans réponse, les questions traditionnelles de la théologie. Restant comme en suspens entre deux fondements possibles — l'égo et Dieu, — « la théologie de la métaphysique cartésienne reste blanche parce que son bénéficiaire (ou son porteur) reste, finalement, anonyme ».

Reste la question de fond : la pensée cartésienne relève-t-elle de la métaphysique ? Peut-on dire que s'y répète, s'y prolonge ou s'y accomplit ce qu'avait elle ou entendait sous ce nom ? Clé de voûte de cet énorme travail, *Le Prisme métaphysique de Descartes* est un ouvrage aussi ardu qu'important.

Descartes opère un renversement dans l'essence de la métaphysique. Avant lui, chez saint Thomas ou chez Suarez par exemple, elle est définie comme contemplation de l'étant en tant que tel, ou séparé de la matière. Après lui, chez Kant notamment, elle est définie par rapport au connaissant : premiers principes de l'usage de l'entendement pur. Entre les deux, le prisme cartésien a déplacé la primauté de l'étant au connaissant.

Désert

Lisant Descartes à travers Heidegger, l'auteur met également le schéma heideggerien à l'épreuve de Descartes. La figure spécifique de la métaphysique chez Descartes — son redoublement et sa perfection — aurait rendu possible son dépassement par Pascal.

Tel est l'horizon qu'ouvre ce parcours. On n'en pense pas qu'il s'agit là d'une vieille affaire du dix-septième siècle. « Dépasser la métaphysique à moins de sombrer au rang d'un sinistre mot d'ordre, cette formule ne peut signifier que : a) inverser le platonisme (Nietzsche) ; b) détruire l'histoire de l'ontologie (Heidegger) ; c) déconstruire le sens (Derrida) », écrit Jean-Luc Marion. Mais c'est pour faire aussitôt remarquer que ces trois dépassements impliquent selon lui un achèvement ou une substitution. Pascal aurait introduit une autre façon de dépasser la métaphysique sans qu'elle soit achevée : sa destination. Il ne s'agit pas de détruire, mais bien de désert. Transgresser les questions de la vérité, de l'être, de la philosophie elle-même, au profit d'un autre ordre, celui de l'amour et de la charité.

Ce mouvement serait à rapprocher de celui des autres ouvrages de l'auteur, depuis *Idole et la distance* (4) et *Dieu sans être* (5) jusqu'à ces tout récents *Prologomènes à la charité* qui veulent constituer une approche de la logique de l'amour, autre que celle du monde.

Jean-Luc Marion est décidément une bien singulière figure dans nos lettres. Il ne s'est pas contenté de renouveler la lecture de Descartes. Eminent penseur catholique, il est rédacteur en chef de la revue *Communio*. Né en 1946, docteur d'Etat en 1980, il fut à trente-cinq ans le plus jeune philosophe à être élu professeur à la faculté. Il dirige en outre, aux Presses universitaires de France, la collection « Epiméthée », fondée par Jean Hippolyte. Bref, cet enfant prodige a les idées longues. Tout cela n'est probablement qu'un début.

ROGER-POL DRIOT.

* DISCOURS DE LA MÉTHODE, PLUS LA DIOPTRIQUE, LES MÉTÉORES ET LA GÉOMÉTRIE, Fayard, Corpus des œuvres de philosophie en langue française, 480 p., 160 F.

* SUR LE PRISME MÉTAPHYSIQUE DE DESCARTES, de Jean-Luc Marion, PUF, 388 p., 280 F.

* PROLOGOMÈNES À LA CHARITÉ, de Jean-Luc Marion. Éditions de la Différence, 184 p., 69 F.

(2) René Descartes, *Règles utiles à observer pour la direction de l'esprit en la recherche de la vérité*. Traduction selon le lexique cartésien et annotation conceptuelle (avec des notes mathématiques de Pierre Costabel) Martin Nijhoff, La Haye, 1977.

(3) Index des *Regulae ad directionem ingenii* de René Descartes (en collaboration avec J.-R. Armaghette), Rome, Editio dell'Ateneo, 1976.

(4) Grasset, 1977.
(5) Fayard, 1982.

FRANÇOIS DE PREUIL
40540 NUEL-SUR-LAYON
En vente à Paris :
Librairie Océanides / 42-44-46-48-50
18, rue des Pyramides (1^{re})
Librairie Deshayes / 45-55-57-59
27, av. Daumesnil (7^e)

ENFIN LA SUITE DES DAMES DU LAC!

La plus merveilleuse évocation
de la saga du Roi Arthur
qu'il m'ait été donné de lire.
Absolument extraordinaire.

Isaac Asimov

LES DAMES DU LAC

ET LES CHEVALIERS DE LA TABLE RONDE

PYGMALION / GERARD WATELET

Société

DROITS DE L'HOMME

A la conférence sur la morale humanitaire

Le coup de cœur de M. Chirac

La France présentera aux Nations Unies un projet de résolution sur « le droit à l'assistance humanitaire ». M. Jacques Chirac l'a promis aux participants de la « première conférence internationale Droit et morale humanitaire » dont il concluait les travaux, le mercredi 28 janvier, à Paris. Si les organisateurs du colloque (Médecins du monde et la faculté de droit de Paris-Sud) ne se font pas plus d'illusions que le premier ministre sur l'efficacité immédiate d'un tel geste, ils l'estiment nécessaire pour contribuer à légitimer les opérations de secours, engagées par des bénévoles, à l'intention des victimes de guerres, d'oppression, de catastrophes ou de malnutrition. « Le bois est dur, a remarqué M. Chirac, mais à force de taper sur le clou... »

Les orateurs ne s'en sont pas privés au cours des trois jours de cette conférence, plus parisienne que d'ailleurs, plus internationale. Mais l'action très concrète entreprise sur le terrain, depuis des années, par des associations comme Médecins du monde, autorisait quelques exercices verbaux.

L'autoflagellation n'est plus de mise. Ce sont des Occidentaux largement décomplexés qui s'expriment aujourd'hui sur les droits de l'homme, constatant que les propres pays les bafouent beaucoup moins que d'autres. « La condition d'exercice des droits de l'homme, a-t-il dit en conclusion, est le modèle démocratique. Et il est exportable. » Cela n'exclut pas « la vigilance chez soi et en soi ». Les Médecins du monde ont d'ailleurs créé une « Mission-France », leur action dans le tiers-monde leur ayant ouvert les yeux sur un quart-monde à domicile. Un million de personnes en France n'échappent-elles pas à la protection sociale ?

Une épreuve au bac

Le premier ministre s'est bien gardé d'oublier cette dimension. Il reconnaît qu'en France « les dispositions prises à l'égard de la pauvreté sont insuffisantes ». D'autre part, si la rigueur s'impose en matière d'immigration clandestine, elle « ne veut pas dire inhumanité, et des instructions ont été données » en ce sens.

Selon M. Chirac, la France doit rester « terre d'asile », bien qu'étant le pays d'Europe occidentale qui compte déjà le plus grand nombre de réfugiés (210 000). « Il n'est pas question de fermer nos frontières, ni nos cœurs, à tous les demandeurs d'asile authentiques qui fuient, à l'exemple des « boat-people », des régimes autoritaires ; il faut revoir les procédures administratives ; il faut que les visas soient réellement donnés ; il faut améliorer et accélérer l'accueil du statut de réfugiés, afin d'éviter des situations d'attente qui durent trop longtemps. » A ce propos, le premier ministre s'est engagé publiquement à fournir des visas aux « boat-people » que Médecins du monde ira recueillir lors de sa prochaine mission en mer de Chine.

Ide nouvelle de M. Chirac : les droits de l'homme devraient prendre place dans les programmes scolaires et faire l'objet éventuellement d'une épreuve spécifique au baccalauréat. « Moins nouvelle, mais encore plus nette, est cette affirmation sur la peine de mort : « Je n'ai jamais cessé d'y être opposé pour des raisons d'éthique, et je m'oppose toujours à son rétablissement en France. »

Recevoir, à deux jours d'intervalle, le président de la République (le 28 janvier) et le premier ministre, a confirmé, aux yeux de Médecins du monde, que « les droits de l'homme ne sont ni de gauche ni de droite ». Cela n'a nullement empêché des polémiques assez vives entre les participants sur la manière dont l'aide aux réfugiés, massés le long des frontières, peut augmenter la capacité de certaines guérillas et, en conséquence, alimenter des guerres civiles. « Faut-il « décoller ces populations des zones frontalières », comme le suggèrent certains ? Les représentants du Haut Comité des Nations unies pour les réfugiés ont souligné la difficulté d'une telle entreprise, à supposer qu'elle soit souhaitable. En rappelant un chiffre qui se passe de commentaires : on recense actuellement douze millions de réfugiés, dont l'immense majorité se trouve dans le tiers-monde, surtout dans les pays les plus démunis.

ROBERT SOLÉ.

DÉFENSE

Nominations militaires

Les généraux Berthier et Fennebresque reçoivent leur cinquième étoile

Sur la proposition du ministre de la défense, M. André Giraud, le conseil des ministres du mercredi 28 janvier a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● **TERRE** — Sont élevés au rang et à l'appellation de général d'armée, les généraux de corps d'armée Michel Berthier, nommé inspecteur général de l'armée de terre, et Michel Fennebresque, nommé commandant de la 1^{re} armée et gouverneur militaire de Strasbourg.

Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Henri Navarre, nommé gouverneur militaire de Paris et commandant de la 1^{re} région militaire, et Jean Brette, nommé commandant de la 2^e armée et commandant en chef les forces françaises en Allemagne.

Est promu général de division, le général de brigade Michel Le Guen. Est nommé commandant supérieur délégué des forces armées en Guyane, le général de division Jean Mouscardes.

● **ARMEMENT**. — Sont promus : ingénieur général de première classe, l'ingénieur général de deuxième classe Philippe Protard ; ingénieur général de deuxième classe, les ingénieurs en chef Jean Donnard, Jean Garcia, François Bellon et Paul Loup.

Sont nommés : directeur du service hydrographique et océanographique de la marine, l'ingénieur général de première classe André Comelot-Tirman ; sous-directeur des programmes et de la coordination technique à la direction de l'électronique et de l'informatique, l'ingénieur général de deuxième classe Michel Colin de Vecchère ; directeur de l'établissement principal, à Brest, du service hydrographique et océanographique de la marine, l'ingénieur général de deuxième classe Jean Pasquay.

● **AIR**. — Est promu commissaire général de brigade aérienne, le commissaire-colonel Pierre Lambert.

OFFICIERS MINISTÉRIELS VENTES PAR ADJUDICATION
Rubrique OSP
64, rue La Boétie, 45-63-12-66

Vente au Palais de Justice de Créteil, le JEUDI 12 FÉVRIER 1987 à 9 h 30
APPARTEMENT
Cave au 1^{er} étage droit du bâtiment D
FONTENAY-SOUS-BOIS (Val-de-Marne)
98-100 rue Dalayrac et 63 à 65 bis rue Roublet
MISE A PRIX : 120 000 F
S'adresser à Maître Sophie MELIN-BARADEZ, avocat au Barreau de Val-de-Marne, 14 rue Malher 94120 Fontenay-sous-Bois, tél. : 46-73-74-58.
On ne peut porter des enchères qu'en s'adressant à son avocat inscrit au Barreau du Val-de-Marne.

Vente au Palais de Justice de Nanterre, le JEUDI 12 FÉVRIER 1987 à 14 heures
APPARTEMENT
au 2^e étage droit comp. entré, salle de bain, cuisine, 2 pièces, w.-c. — CAVES dans un immeuble sis à
BAGNEUX (92)
16, avenue de la Division Leclerc
MISE A PRIX : 60 000 F
S'adresser à Maître Benoît DESCLAUZEAUX, avocat au Barreau des Hautes-Seines, 58, boulevard de Choiseul 92000 Nanterre — Tél. : 47-21-57-05.

ÉDUCATION

Des mesures « anti-bavures » pour le baccalauréat

Des incidents se produisent chaque année à l'occasion des épreuves du baccalauréat : erreurs dans l'énoncé des sujets, sujets jugés trop difficiles ou ambigus, différences d'appréciation entre correcteurs ou entre jurys.

Pour les limiter, le ministère de l'éducation nationale mettra en place, dès la session de juin prochain, un dispositif de contrôle et d'harmonisation des modalités d'appréciation des sujets, pour éviter les disparités dans les énoncés rectifiés ou consignes spéciales.

Les auteurs des sujets devront fournir systématiquement des indications de correction accompagnées de barèmes chiffrés. Pour intervenir rapidement, en cas d'erreur dans les sujets ou d'incident, ils devront se tenir à la disposition des correcteurs pendant le déroulement des épreuves. Lorsque plusieurs académies donnent des sujets identiques, une coordination devra être assurée pour éviter les disparités dans les énoncés rectifiés ou consignes spéciales.

À l'occasion de la correction — une « commission d'attente et d'harmonisation » devra être constituée dans chaque académie, pour élaborer des recommandations sur les modalités de la correction et l'évaluation des erreurs, qui seront immédiatement transmises à tous les correcteurs. En cas de difficulté insurmontable, ces derniers pourront s'adresser à la commission grâce à une permanence téléphonique.

S'ils constatent des différences trop importantes au moment des délibérations, les présidents de jury pourront demander aux correcteurs de réviser leur note. Lors des épreuves orales de contrôle, les jurys devront tenir compte des éventuelles distorsions entre les notes obtenues à l'écrit, les livrets scolaires et le niveau des candidats. Dans un souci de transparence, l'ensemble des professeurs recevront un bilan statistique de la session, et les élèves pourront consulter leur copie et les appréciations qui y sont portées. Pour cela, les centres d'examen resteront ouverts quelques jours après la proclamation des résultats.

De telles procédures existent déjà depuis plusieurs années dans quelques académies (une permanence téléphonique pour les correcteurs en région parisienne notamment). La note ministérielle vise à les généraliser pour la session 1987 du baccalauréat.

M. Jean-Jacques Payan président de l'université Grenoble-I

Directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche sous les ministères successifs de MM. Alain Savary et Jean-Pierre Chevènement, M. Jean-Jacques Payan a été élu, le mercredi 28 janvier, président de l'université scientifique, technologique et médicale de Grenoble, en remplacement de M. Maurice Tasche.

Bien que candidat unique, M. Payan a dû attendre le troisième et dernier tour de scrutin pour atteindre, avec 72 voix sur 114 votants, la majorité absolue des membres inscrits dans les trois conseils de l'université. Ses prises de position en faveur d'un financement diversifié de l'enseignement supérieur, d'une certaine forme de séparation et d'une compétition entre les universités expliquent sans doute, moins de deux mois après la fin du dernier mouvement d'étudiants, les difficultés de cette élection.

(Né en 1935 à Grenoble, M. Jean-Jacques Payan est ancien élève de l'école normale supérieure et agrégé de mathématiques. Il enseigna à la faculté des sciences d'Orsay de 1959 à 1964, puis à celle de Grenoble. De 1978 à 1981, il dirigea le Centre interuniversitaire de calcul de Grenoble et est président de l'université scientifique et médicale de Grenoble en 1981. L'année suivante, il est nommé directeur général du CNRS et, en 1982, directeur général des enseignements supérieurs et de la recherche au ministère de l'éducation nationale, poste dont il démissionna en mai 1986.)

PROMENADE CULTURELLE
ENSEIGNEMENT PRIVÉ À DISTANCE

A LA DÉCOUVERTE DU MONDE
pour occuper vos loisirs apprendre et connaître...
Beaux-arts | Musique
Littérature | Cinéma
Histoire | Techniques
etc.

Documentation gratuite sur demande
ecs | rue Thénaud - 75005 Paris
Tél. : (1) 46 34 21 99

Communication

La CNCL ouvre la compétition autour de la « 5 » et de TV 6

La Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) a lancé deux appels d'offre pour la réattribution de la « 5 » et de TV 6, publiés au Journal officiel du mercredi 28 janvier. Les candidats ont jusqu'au 9 février à 20 heures pour déposer leur dossier. La CNCL devra les examiner et trancher très rapidement puisque les nouveaux propriétaires doivent être en mesure de faire fonctionner leurs réseaux dès le 1^{er} mars.

Pour les deux réseaux, la CNCL autorisera, pour une durée maximale de dix ans, des services de télévision « à vocation nationale ». Mais dans le cas de la sixième chaîne, elle « souhaite » que les projets consacrent « une part importante de leurs programmes à la musique dans toutes ses composantes en faisant largement appel à la musique française ». Elle demande aussi pour les deux réseaux, qu'ils précèdent une « consultation » éventuelle du service avec « des projets de télévision locale ou régionale ».

Invité mercredi du déjeuner « Presse et société », le président de la CNCL, M. Gabriel de Broglie a tenu à affirmer « qu'aucune instance n'intervient et n'interviendra dans les instructions des demandeurs de

candidatures ni dans les processus de décision ». Il a précisé que les instructions de dossiers « seront largement ouvertes à l'ensemble des acteurs » sans préciser toutefois si cette procédure serait publique.

La rigueur du calendrier va sans doute précipiter le démarrage des grandes manœuvres en cours chez les candidats. M. de Broglie a précisé que la CNCL « n'avait ni la mission ni la vocation de jouer les arbitres », et s'apprête donc à arbitrer entre des tours de table déjà bouclés. Pour le moment, la plus grande confusion régnait encore dans les candidatures. On discute tous azimuts et on hésite beaucoup. M. Robert Herson maintient sa pression sur la « 5 ». La Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion ne quitte toujours pas sa candidature sur ce réseau ou si elle va chercher fortune ailleurs. Le projet Métropole TV, proposé par la Lyonnaise des eaux, s'inscrit pas de s'insérer au réseau de la « 5 » ouvert, lui aussi, à des possibilités d'association avec des télévisions régionales.

J.-F. L.

Une barre placée très haut

9 février, 20 heures. C'est la date-butoir fixée par la Commission nationale de la communication et des libertés (CNCL) pour le dépôt, en vingt exemplaires, des dossiers de candidature. Et tous — MM. Goldsmith et Herson, la CLT, Publicis, UGC et autre Métropole TV — de se placer, pour l'instant, sur la ligne de départ. Non sans maugreux toutefois. Car les règles et obligations édictées parallèlement par la CNCL en matière de production et de programmation (le Monde du 28 janvier), nourrissent d'amers commentaires.

« C'est dur pour eux », ironise le représentant d'un candidat à la reprise de TF1. A ses yeux, les exigences de la Commission nationale pour la « 5 » et TV 6 se situent plutôt « dans les maxima » économiques supportables par de jeunes télévisions. « Proportionnellement à la capacité de ces chaînes, pourvu qu'il y ait une barre à été placée plus haut que pour TF1 ».

Cet avis, M. Henri de Turmezeil le partage. Chargé de préparer la candidature du groupe Express à la cinquième chaîne, il s'indigne « à titre personnel » et « sur le plan des principes » de ce que l'égalité de traitement n'ait pas prévalu. On justifie les avantages concédés aux représentants de TF1 par l'existence, pour celle-ci, d'un système d'enchères au mieux-disant culturel, s'inquiète-t-il, « mais c'est oublier que le dossier envoyé par la CNCL à tous les candidats à la « 5 » et à la TV 6, nous invite à souscrire des engagements

supplémentaires. N'a-t-on pas pris le problème à l'envers ? N'est-ce pas plutôt en faveur de la « 5 » dont l'existence est à consolider et dont la zone de diffusion n'égale jamais celle de TF1, qu'il aurait fallu accorder des avantages plus grands ?

Le ministère de la culture ne va pas jusqu'à là. Mais on y déplore que la Commission n'ait pas attendu, pour édicter les règles et obligations applicables à la « 5 » et à la « 6 », que la version définitive du cahier des charges de TF1 soit établie. Sa publication au Journal officiel ne devrait-elle pas intervenir vendredi ? Or certaines dispositions du texte, dont les grandes lignes sont connues depuis plusieurs semaines (le Monde du 3 janvier), ont été décriées, remaniées ou renforcées à la demande du Conseil d'Etat : celles sur le parrainage notamment et... l'information. Le gouvernement devrait introduire dans le texte l'obligation pour la chaîne de diffuser deux journaux télévisés par jour et des magazines d'information réguliers. Alors que pour les cinquième et sixième chaînes, aucune disposition de ce type n'a été adoptée par la CNCL. Va-t-on vers des chaînes à « plusieurs vitesses » ?

Les problèmes du sixième réseau

Si les candidats à la « 5 » s'inquiètent du sort fait à TF1, leur principale concurrence, ceux qui lorgnent vers le sixième réseau s'énervent.

eux, d'avoir été placés sur le même pied que la « 5 ». A chacun, la crainte nourrie face à plus grand que soi. « Pour des raisons techniques, la « 6 » ne touchera jamais une population équivalente à celle de la « 5 », remarque ainsi l'un des candidats à la chaîne musicale. « Faute de fréquences ». Par conséquent, le chiffre d'affaires de la plus petite ne pourra jamais égaler celui de la plus grande. Les obligations calculées en pourcentage des recettes, sont donc jugées cohérentes avec cette réalité. Mais celles fixées en nombre d'heures de programmes sont, elles, duramente ressenties. Notamment les trois cents heures de production d'œuvres de fiction de documentaires « l'expression originale française à programmer dès la deuxième année.

Est-il nécessaire de fixer un plancher aussi élevé alors que le sixième réseau a toujours été considéré jusqu'ici, comme une chaîne thématique, spécialisée et moins coûteuse ? Pourquoi avoir enfoncé les plus jeunes chaînes dans un même cahier des charges correspondant mieux à la vocation d'une chaîne généraliste (tout public) ? La disposition imposant notamment 30 % de programmes d'expression originale française, costumes, selon certains, un handicap pour les candidats souhaitant axer la future sixième chaîne sur la musique, le nombre de clips vidéo disponibles en français, étant très éloigné de la barre retendue.

PIERRE-ANGEL GAY.

Le lancement de deux nouveaux quotidiens

Chassé-croisé dans la presse écrite québécoise

MONTREAL de notre correspondant

Le monde de la presse est en émoi à Montréal. Le géant anglophone canadien Southern s'apprête à lancer un quotidien en français tandis que le plus important groupe de presse de la province, Québecor, envisage sérieusement la parution d'un journal en anglais.

Ce chassé-croisé inédit annonce une lutte sans merci sur le marché relativement restreint de l'agglomération montréalaise. Ses 280 000 habitants — aux trois quarts francophones — ont déjà le choix entre quatre quotidiens locaux.

The Gazette, (groupe Southern) est tiré à 200 000 exemplaires. Il est le seul quotidien anglophone de la métropole depuis la disparition, en 1979, du Montreal Star à la suite d'un long conflit du travail.

Côté francophone, le Journal de Montréal, fleuron du groupe Québecor, 320 000 exemplaires, représente le deuxième tirage du Canada, après le Toronto Star. Son succès est notamment dû à sa formule : de format tabloïd, il met l'accent sur les faits divers et les sports. A l'autre extrême, le Devoir, doté d'une charte qui garantit son indépendance, est considéré comme le quotidien des intellectuels. En perte de vitesse ces dernières années (32 000 exemplaires), il se prépare à d'importantes changements. Entre ces deux titres, le Presse fait figure de compromis. Propriété du groupe Power Corporation (dirigé par un francophone, Paul Desmarais), la Presse est tirée à 200 000 exemplaires.

Lorsqu'il sortira en kiosques, le 2 février prochain, le nouveau journal du groupe Southern, le Matin, imprimé sur les presses de The Gazette et distribué par son réseau, viendra donc troubler l'ordre établi. Mais un groupe anglophone, fût-il le plus grand — Southern possède dix-sept quotidiens au Canada dont le tirage global dépasse 1 million cinq cent mille exemplaires — n'avait-elle pas à la « chasse gardée » des trois quotidiens franc-

phones. Ces derniers entretiennent jusqu'ici des relations de bon voisinage avec The Gazette, l'ancêtre de la province fondé en 1778... par un Français, l'imprimeur lyonnais Fleury Mestlet. En vertu d'un échange de bons services, la Presse distribue même The Gazette dans certains secteurs, sous une vitrine quand la préparation du Matin fut connue.

La réplique la plus cinglante est toutefois venue de celui que l'on considère parfois comme le « Citizen Kane » québécois, M. Pierre Péloiseau. Cet homme d'affaires insaisissable a presque tenu sa promesse de financer une acquisition par mois pour enrichir son empire, Québecor. Celui-ci comporte notamment trois quotidiens, seize imprimeries, trente-huit hebdomadaires régionaux, sept magazines, une maison d'édition et des messageries de presse. Son projet de préparer en quelques semaines la sortie d'un journal de format tabloïd (sa spécialité) pour concurrencer The Gazette (grand format) n'est pas pris à la légère dans les salles de rédaction. Mais avant de se lancer dans l'arène, le groupe Québecor attendra la sortie du Matin et le verdict des annonceurs potentiels sur le marché anglophone. L'équipe de Québecor — réduite pour le moment — et celle du Matin, composée en grande partie de transfuges du Devoir, cherchent, chacune dans son camp, à séduire la même clientèle : des lecteurs pressés, plutôt jeunes, dont les revenus et les niveaux d'éducation sont supérieurs à la moyenne.

Le Matin, qui n'aura pas d'éditionnel, mettra l'accent sur les illustrations et accordera une place privilégiée à l'économie, aux faits de société et à la culture. « Une lueur très pénible s'annonce », précise Michel Rey, rédacteur en chef de la Presse. Mais c'est « au moins révélateur de l'importance que conserve la presse écrite dans un milieu mondé par l'audiovisuel », constate de son côté Paul André Comeau, rédacteur en chef du Devoir.

MARTINE JACOT.

La prise de fonctions de M. Guillaud à l'AFP

« Autorité et concertation »

Lors de la prise officielle de ses nouvelles fonctions de PDG de l'Agence France-Presse (AFP) le mercredi 28 janvier, M. Jean-Louis Guillaud a livré son analyse des problèmes de l'agence. « Il y a une véritable crise de confiance à tous les niveaux, entre instances dirigeantes et personnel, entre clients et producteurs, et plus généralement, une crise de confiance à l'égard de l'avenir, une interrogation sur le rôle et l'identité de l'agence », a noté le nouveau PDG, en précisant dans un message adressé à tout le personnel que la crise que traverse l'AFP « a une dimension morale autant que financière ». « Ma mission, n'est-elle pas, est à la fois de rétablir un climat de confiance et de préparer puis d'appliquer les mesures qui assureront non seulement la survie de l'agence mais surtout son avenir d'agence mondiale, moderne et diversifiée. » Cet objectif ne pourra être atteint que par « le travail de tous, l'exercice normal de l'autorité à tous les niveaux de responsabilité et par une très large concertation » afin de « concevoir un projet d'entreprise qui fera notre succès commun », a conclu M. Guillaud.

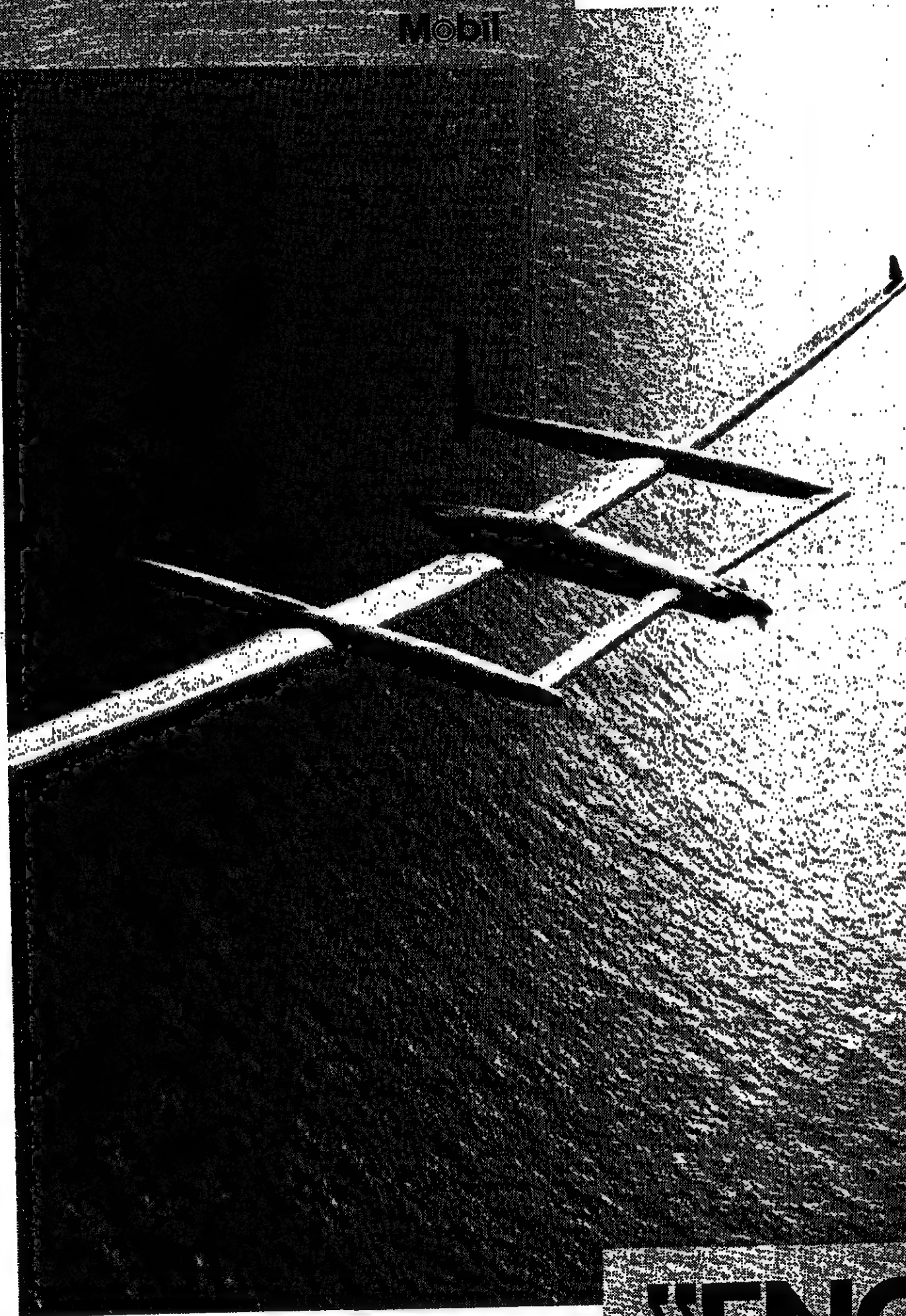
Cet exercice de l'autorité et de la concertation a été immédiatement mis en pratique. M. Jean-Louis Guillaud a rencontré l'ambassadeur de Chine populaire au sujet de l'expulsion de ce pays du correspondant de l'AFP, Lawrence Mac Donald (le Monde du 28 janvier). La décision a été maintenue mais un délai a été accordé au journaliste pour quitter le pays.

Cette démarche, jugée « sympathique et active » par des journalistes, a été suivie de deux autres décisions : M. Guillaud a organisé une rencontre entre les treize représentants de l'Etat et de la presse au conseil d'administration et les chefs de service de l'agence. Une première, car ces administrateurs n'avaient jamais en de contact avec l'ensemble des responsables de l'AFP. Enfin, le nouveau PDG a prévu une rencontre avec les délégués du comité d'entreprise, vendredi, avant de se lancer dans des négociations. M. Guillaud doit en effet présenter un plan de redressement de l'agence dans deux mois.

Y.-M. L.

ENCORE BRAVO VOYAGER

Mobil



Mobil : Bravo pour votre exploit, Voyager !

Voyager : Félicitations, Mobil. Sans votre huile de synthèse, notre tour du monde tombait à l'eau !

M : Bien sûr, mais votre aventure est tellement extraordinaire. Tellement "Lindbergh" quelque part.

V : Vous avez connu Charles Lindbergh ?

M : Nous étions avec lui quand il a traversé l'Atlantique en 1927.

V : Vous aimez côtoyer les fous volants chez Mobil.

M : Surtout ceux qui font décoller l'Histoire à grands coups d'exploits.

V : Votre huile en est un autre, mon cher. Me permettre de voler plus de 40 000 km sans vidange. Chapeau !

M : Ah ! Je dois dire que chez Mobil nous sommes assez fiers de notre huile de synthèse. Vous savez qu'elle a été testée pendant plus de 1000 heures ?

V : Mais bien sûr voyons. C'est pour cela que nous l'avons choisie. J'avoue que notre tour du monde en un peu plus de 200 heures, c'est pour elle une légère promenade.

M : Allons, allons, il y a des promenades moins risquées.

V : Merci, merci... mais entre nous quel est votre secret ?

M : Oh ! c'est simple. Notre lubrifiant n'est composé que de 2 hydrocarbures seulement, au lieu des milliers de composés dans une huile classique.

V : Terriblement efficace ! Ça augmente alors les performances parce que ça diminue considérablement l'encrassement.

M : Et ça supprime vos vidanges "aviation" toutes les 25 heures de vol !

V : Alors encore merci, Mobil... Et pour ma voiture ?

M : Rassurez-vous, c'est le même principe appliqué dans l'huile Mobil 1 Formule Rallye.

V : Non ?

M : Si. Et elle a même été testée sur 40 000 km sans vidange !

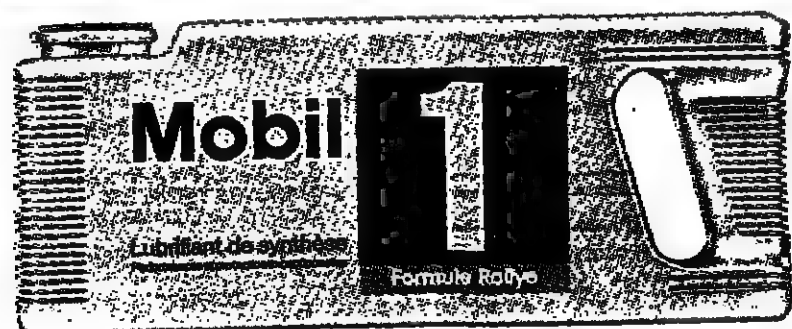
V : Épatant !

M : Avant de nous quitter, vous avez d'autres projets, Voyager ?

V : Peut-être... Peut-être...

M : Alors bonne chance et encore bravo, Voyager !

V : Encore merci Mobil !



L'huile des moteurs qui gagnent.

ENCORE MERCI Mobil

Voyager

Culture

THÉÂTRE

« Voyage au bout de la nuit », de Céline

Ce fantôme noir de nos vies

Le premier jour d'un médecin de banlieue, le génie de Céline transmis par Fabrice Luchini.

« Ayant posé ma plaque à la porte, j'attends. Les gens du quartier sont venus la regarder, ma plaque, soupçonneux. Ils ont même demandé au commissariat de police si j'étais un vrai médecin. »

Ainsi Céline raconte-t-il, dans *Voyage au bout de la nuit*, son premier matin de médecin de banlieue, à « La Carrière-Rancy ». En réalité, ce fut à Cligny, 36, rue d'Alsace, et la plaque portait ces mots : « Docteur Louis Destouches - Médecine générale - Maladies des enfants - 1^{er} étage ».

Il a écrit, dans les jours de Céline à Cligny, il se souvient surtout des tabacales et des maladies vénériennes. Il lui fallait aider des enfants à mourir. Il se nourrissait de lait et de légumes secs tant il manquait de sous : il n'avait pas le courage de faire payer les malades, qu'il décrit dans son livre, qui étaient des ouvriers, des sous-prolétaires, des vieux sans soutien : « Les malades ne manquaient pas, mais il n'y en avait pas beaucoup qui pouvaient ou qui voulaient payer... Ils n'en ont pas assez pour bouffer et aller au cinéma, les malades, faut-il encore leur en prendre du pognon pour faire des « honoraires » avec ? Surtout dans le moment juste où ils tournent de l'œil. On laisse aller. On devient gentil. Et on coule. »

Et puis Céline eut la déception de ne pas être nommé médecin-chef du dispensaire qui fut créé près de chez lui. Ce fut un « étranger », le docteur Grégoire Ichok, qui eut le poste, et il est probable que c'est là l'un des échecs, avec le non-renouvellement du contrat de Céline au service d'hygiène de la SDN, et plus tard ses espoirs déçus de monter des ballets à Londres ou à Paris, qui susciteront ses délires paranoïques de racisme. Mais il n'y a



Fabrice Luchini

aucune insinuation du genre *Bagatelles pour un massacre* dans *Voyage au bout de la nuit*, l'un des livres géants du vingtième siècle.

An Théâtre du Petit-Rond-Point, Fabrice Luchini dit les pages du *Voyage* qui racontent les malades et la misère de Cligny en 1928. Il faut aller entendre Luchini, qui dit ce texte immense on ne peut mieux. Céline est même plus immédiatement présent là, par l'entremise de cet acteur, qu'à la simple lecture du livre, à la maison.

Peut-être sans y avoir pensé, Luchini emprunte des expressions de voyage et de tous de voir à l'un des personnages les plus inoubliables du *Voyage*, la vieille M^{me} Hennouille, que ses enfants essaieront de tuer en lui mettant des pétards dans ses cages à lapins. Céline, la décrit

avant, parle de son « regard allégre », qui « animait tout alentour, dans l'ombre, d'une joie jaunâtre, d'un entrain minime et pur », et il parle aussi de sa voix qui « reprenait, guillerette, les mots... et vous les faisait alors sautiller, phrases et sentences, caracoler et tout, et rebondir vivantes tout droitement ». Et il ne serait pas possible de rendre compte plus exactement de l'art extrême, fidèle, modeste et profondément émouvant par lequel Fabrice Luchini « joue » *Voyage au bout de la nuit*, ce livre témoin des ombres de notre pays, ce grand fantôme noir de notre vie à tous.

MICHEL COURNOT.

★ Théâtre du Petit-Rond-Point, 18 h 30, jusqu'au 1^{er} février, et comédie *Sculdes des Champs-Élysées*, 20 h 30, pour vingt représentations.

MUSIQUE

« La Clémence de Titus » à Tourcoing

Gluck avant sa « réforme »

Gluck a trouvé son style plus tôt qu'on ne le croit. C'est la leçon à tirer de la représentation de la *Clémence de Titus* donnée par l'Atelier lyrique de Tourcoing, sous la direction de Jean-Claude Malgoire.

Lorsque Mozart composa la *Clémence de Titus*, en 1791, le livret de Métastase, vieux d'un demi-siècle, avait déjà été mis en musique par une quarantaine de compositeurs (la liste s'allongera jusqu'en 1809) dont Léo, Hasse, Jommelli et Gluck. Ce dernier étant mort il y a tout juste deux siècles, l'Atelier lyrique de Tourcoing a eu l'idée de monter cet ouvrage créé à Naples en 1752, qui anticipe à la fois sur celui de Mozart par le livret, et sur la réforme gluckiste que le musicien s'apprête à lui-même en 1762, lorsque sa rencontre avec le poète Calzabigi produisit *Orfeo*.

Dans ses grandes lignes, la « réforme » tendait principalement à remplacer le *recitativo secco*, accompagné au clavier par le « récitatif obligé » soutenu par l'orchestre, et à privilégier l'expression des passions et la vérité dramatique en supprimant les longues reprises qui, dans les airs, permettaient aux chanteurs de faire valoir leur virtuosité à travers une ornementation opulente. Tandis que l'opéra seria italien se présentait comme une succession de concertos vocaux reliés entre eux, et justifiés dans leur caractère par une intrigue souvent conventionnelle, les ultimes productions de Gluck : *Alceste* (1776), les deux *Iphegènes* (en Aulide, 1774, et en Tauride, 1779), puis *Armide* (1777), renouent avec la tragédie lyrique de Rameau et de Lully : *Armide* reprend même le livret de Quinault écrit un siècle auparavant.

Lorsqu'on est sensible à l'austère grandeur d'*Alceste*, la découverte de

la *Clémence de Titus*, opéra seria dans la plus pure tradition du genre, équivalant à celle de *Rienzi* pour un admirateur de *Tristan*. Ça et là, au détour d'une phrase ou d'une modulation, on pressent le tempérament dramatique qui s'épanouira plus tard. En revanche, on rencontre bien des maladresses d'écriture qui trahissent une formation musicale rudimentaire et qui ne deviendront acceptables que lorsque l'originalité des idées sera assez évidente pour que le résultat soit à prendre ou à laisser : ses ultimes chefs-d'œuvre ne sont pas sans taches, mais, le génie l'emportant sur le talent, personne d'autre que Gluck n'aurait pu les écrire.

Quelques airs tout entiers sont cependant très réussis et possèdent une indéniable force dramatique : le « Come potesti » de Vitellia et le « Fra stupido » de Sextus, notamment. Mais la surprise est complète lorsqu'on entend Sextus faire ses adieux à Vitellia sur l'air « O malheureuse Iphigénie », l'une des pages les plus belles d'*Iphegène en Tauride*, dont le style semble si caractéristique de la dernière manière : grandeur tragique contenue et comme empreinte d'une mélancolie profonde. A y regarder de plus près, on découvre que le dessin mélodique est mieux adapté au sens des paroles italiennes ; ainsi, paradoxalement, Gluck était-il plus soucieux de vérité dramatique en 1752 que lorsqu'il se sera fait le champion de cette cause...

Autant à voir qu'à entendre

L'idée directrice de Jean-Claude Malgoire de monter, en dirigeant cet ouvrage, que Gluck a trouvé son style beaucoup plus tôt qu'on ne le pense, convainc donc tout à fait ; davantage peut-être, à première audition, que la possibilité de réhabiliter une partition dont l'intérêt musical reste modeste, une fois exclue la curiosité musicologique.

Les mélomanes de Tourcoing qui applaudiront *Monsieur Niquette* dans ce même théâtre, les 7 et 8 février, n'entendront pas une musique beaucoup moins essentielle ; reste à savoir si la production et l'interprétation bénéficieront des mêmes soins.

La distribution est dominée par Audrey Micheli (Sextus), Elisabeth Bandry (Servilia) et, avec moins de séduction immédiate, par Nobuko Takahashi (Vitellia) ; John Elwes est un ténor sobre et placide, comme il convient pour incarner Titus, tandis que Dominique Visse (contre-ténor) offre de curieux contrastes entre les raffinement dont il est capable et la nasalité de son timbre lorsqu'il force sa voix. On aimerait que les cors de la Grande Écurie de la chambre du roi aient la même sûreté que le continuo de Claire et Mirella Giardelli, et que certaines attaques des cordes soient plus précises ; mais ce sont des détails.

Martin Schumpf a situé l'action à l'époque de la rédaction du livret (1734), la cour de Charles VI étant seulement transportée à Rome pour la circonstance. Les décors et costumes sont naturellement somptueux. La mise en scène n'évite pas l'imaginaire et les pièges de l'opéra seria, où le souci de faire bouger malgré tout les personnages pendant les airs qui suspendent l'action se révèle à double tranchant. La bibliothèque garnie, ornée des bustes de Sévère et de Sévère, nous montre que Titus est un empereur éclairé ; les cordes sanglantes et les bourreaux sont plus parlants que les fauves auxquels sont promis les condamnés pour le livret ; Vitellia, qui remplit des malles peintes en noir, indique clairement par là qu'elle songe à s'enfuir... Il y a donc autant à voir qu'à entendre dans cette production, qui passera à Boulogne-sur-Mer le 1^{er} février, à Metz les 13, 15 et 17 février et à Corbeil-Essonnes les 6 et 7 mars.

GÉRARD CONDÉ.

« Mort » et « les Ensorcelés » à Saint-Denis

Une odeur de soufre

La passion, selon Georges Bataille et Barbey d'Aurevilly : au Théâtre Gérard-Philipe à Saint-Denis, deux mises en scène de Maurice Attias.

L'une est convaincante, l'autre non.

« L'art a deux lobes, comme le cerveau. La nature ressemble à ces femmes qui ont un œil bleu et un œil noir », écrivait Barbey d'Aurevilly, dans sa préface aux *Diaboliques*. L'œil noir, bien sûr, l'intéressait beaucoup plus que l'œil bleu. Il doutait d'ailleurs de trouver « du bleu assez pur ». Maurice Attias doit partager tout à fait ce point de vue. Les anges ne sont pas son affaire. Sous le titre des *Ensorcelés*, il a adapté pour la scène l'intégralité des *Diaboliques*, si l'on excepte le Dessous des cartes d'une partie de whist.

Il a vu grand. Pendant près de trois heures, neuf comédiens se racontent et se jouent des histoires abominables... Qui laisse parfaitement indifférents. La machine tourne à vide, l'ensemble est répétitif. On perd le flamboyant, l'art du conteur de Barbey d'Aurevilly.

Les femmes portent des beaux costumes (signés, tout comme le décor, Alain Batifoulier). Les hommes ont la pâleur et le look de Daniel Mesguich dans le rôle de Lestat. Raul Billerey a réglé les combats de main de maître, comme à son habitude. Mais l'habit ne fait pas le moine.

Dans une autre salle, Maurice Attias reprend sa mise en scène de *Vingt-Huit Moments de la vie d'une femme avec la mort*, de Georges Bataille, dans une adaptation de Pierre Bourgeade. On admet que non à son parti pris, mais il dose, au fil du récit, réalisme et métaphores théâtrales et ne nous épargne pas la violence ni l'obscurité de ce texte sulfureux et superbe. Sexe, sang, nudité, feu, sont en comble. Vous, Anne de Broca, Marie, le putain divine, est belle, impressionnante, entre l'enfer et le bleu du ciel. Le spectacle peut irriter, mais il est cette fois cohérent et très personnel.

ODILE QUIROT.

★ Au Théâtre Gérard-Philipe, Saint-Denis, jusqu'au 15 février.

la Tempête CARTOUCHE LDC 432836 50 ET FNAC

MARIO GONZALEZ met en scène STUART SEIDE joue LA DERNIÈRE BANDE de SAMUEL BECKETT

salle 2 du mardi au samedi 21 h dimanche 16 h 30 Les portes sont fermées dès le début du spectacle

la Tempête HOME LDC 432836 50 ET FNAC David Storey Marguerite Duras Chantal Morel

VARIÉTÉS

Le XXI^e MIDE

Vendre et acheter des chansons

Le MIDE étant un marché, les éditeurs de disques s'y rencontrent. A Cannes, pas de vacances.

Thierry Hampais, trente-quatre ans, ex-enfant du rock et de *Libération*, est l'un des éditeurs français les plus dynamiques. Après avoir participé à l'édition de Marquis de Sade, d'Étienne Daho et de Rita Mitsouko, Hampais est devenu directeur de Polygram Musique. Il travaille notamment avec Mylène Farmer (*Libertine*), Luna Parker (*Tes états d'âme*, *Eric*), Caroline Loeb (*C'est la ouate*), les Ables Rockers du Lot-et-Garonne (*Jackie s'en fou*) et Etienne Amberg, auteur-compositeur prolifique (cent chansons écrites en un an), qui va publier un

premier album chez Phonogram dans les prochaines semaines.

Thierry Hampais choisit ses artistes lors de rencontres. A son bureau de la rue du Colisée à Paris, il reçoit aussi un millier de cassettes par an. Si à l'écoute la musique accroche - le phénomène se produit dans la proportion de cinq cassettes sur mille - le rapport s'établit avec l'artiste encore amateur ou le groupe. Hampais suggère alors le sens du travail, suit l'évolution, concrétise éventuellement au bout d'un ou deux ans par 45 tours ; ainsi le groupe les Desazés et le chanteur Armand Zeller dont le premier simple sort en février chez Polydor.

Au MIDE, Thierry Hampais lance la version anglaise du clip *Libertine* de Mylène Farmer.

La grève du divertissement

Bien que sans illusion sur le sort d'une télévision musicale en France, le Bureau de liaison interprofessionnelle de la musique (BLIM) a fait signer par l'ensemble des éditeurs, compositeurs, artistes, interprètes, musiciens, producteurs, agents et organisateurs de spectacles présents au dix-neuvième MIDE une pétition réaffirmant que « l'existence d'une chaîne de télévision musicale à rayonnement national est indispensable. Elle seule pourra affronter la concurrence de chaînes semblables en langue anglaise déjà disponibles en France par satellite et par câble. Elle seule favorisera le développement d'une industrie de pro-

grammes de langue et de production française indispensable au redressement de la chanson francophone sur les marchés national, européen et mondial ».

S'affirmant à sa création, il y a trois mois, comme un groupe de pression, le BLIM, pour être fidèle à lui-même, devrait aller au-delà d'une pétition de principe : par exemple, organiser la grève des chanteurs, des musiciens et des groupes sur l'ensemble des télévisions. Pour une industrie de divertissement, ce serait un bon et surprenant moyen de montrer sa force.

C.F.

GALERIE DEBRET

28, rue La Boétie, 75008 PARIS - Tél. (1) 45-63-46-55

SERGIO TELLES SOLEIL ET COULEURS DU BRÉSIL Peintures du 21 janvier au 20 février

EXPOSITIONS

Müller :

un expressionniste comme autrefois

Les expressionnistes allemands de la Brücke et du Blaue Reiter s'étaient, au début du siècle, emparés de la gravure sur bois noirs et blancs opposés, et aux traits schématiques. La xylographie leur permettait, pensaient-ils, de renouer avec la tradition germanique du Moyen-Âge et des débuts de la Renaissance ; ils agissaient en cela en primitivistes cohérents. Quand, quatre-vingts ans plus tard, Felix Joseph Müller, néo-expressionniste confirmé, travaille à son tour sa planche au canif ou à la pointe, il obtient un néo-primitivisme plus suspect.

Ces exercices sentent si fort la réminiscence et le pastiche que l'on hésite à y voir plus et mieux qu'une adroite citation. Le gigantisme des pièces n'y change rien, car la virtuosité seule ne saurait suffire. Les huiles et la sculpture très délibérément archaïques qui accompagnent les gravures ne font qu'ajouter à une sensation quelque peu gênante de déjà-vu.

Ph. D.

★ Centre culturel suisse, 38, rue des Francs-Bourgeois, jusqu'au 22 février.

ORCHESTRE PHILHARMONIQUE DES PAYS DE LOIRE

Directeur Musical : Marc SOUSTROT

RECRUTE

Résidence Administrative Nantes

• 1 TROMPETTE SOLO de la Grande Formation et de la Formation de Nantes

• 2 VIOLONS TUTTI de la Grande Formation et de la Formation de Nantes

Sur concours interne immédiat : accès au poste de Chef d'Attaque des seconds violons de la Grande Formation.

CONCOURS A ANGERS : Lundi 9 Mars 1987

Epreuve de trompette le matin - Epreuve de Violon l'après-midi

Inscription : OPPL Maison des Arts - 26, avenue Montaigne 49100 ANGERS FRANCE - Tél. : 41.88.47.70

Date limite d'inscription : Samedi 28 Février 1987.

sortie nationale le 4 février 87

UN FILM DE DENYS ARCAND

LE DECLIN DE L'EMPIRE AMERICAIN

Culture

Les Grands Prix nationaux des arts et des lettres

M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a proclamé le mercredi 28 janvier, à 18 h 30, au Centre national d'art moderne Georges-Pompidou, le palmarès des Grands Prix nationaux 1986. Décorés depuis trente-sept ans par l'Etat, ces grands prix concernent tous les domaines de l'activité artistique.

Le ministre de la culture a décidé de créer cette année un Grand Prix national de la muséographie.

Le Grand Prix national du théâtre n'a pas été décerné pour 1986, le jury voulant protester contre la politique du ministère dans le domaine de l'art dramatique (le Monde du 12 décembre 1986).

De son côté, le ministère de l'équipement a décerné les Grands Prix d'architecture, de la critique et de la promotion architecturale.

ARTS GRAPHIQUES

André Franquin

Né en 1924 à Bruxelles, André Franquin reprend en 1946 la série *Les Aventures de Spirou*.

An côté de Morris, Peyo et Paape, il crée un petit animal singulier qui va devenir une star : le marsupilami. Pour le *Journal de Tintin*, il crée le tandem Modeste et Pompon. En 1957 enfin, il imagine le héros anti-conformiste et burlesque, Gaston Lagaffe.

CHANSON

Charles Aznavour

Né à Paris en 1924 de parents arméniens, Charles Aznavour, compositeur de chansons pour Edith Piaf et les Compagnons de la chanson, fait ses propres débuts d'interprète en 1947.

En 1964, il bosse les hit-parades avec *la Mamma*, vendue à plus d'un million d'exemplaires.

CINÉMA

Claude Berri

Né en 1934, Claude Berri est scénariste et metteur en scène : *le Vieil Homme et la Mer*, *Merci Ton Jean de Florette*, *Manon des sources*, *Tekoa*, *Paroles*. Il est aussi un grand producteur qui a permis la réalisation de films de Jacques Rivette, Maurice Pialat, Jacques Doillon et Roman Polanski.

Alain Cavalier

Né en 1931 à Vendôme, assistant de Louis Malle, son condisciple à l'IDHEC, pour *Assommoir* pour l'échafaud et les Amants, Alain Cavalier se fait remarquer dès son premier film, en 1962, *le Combat dans l'île*, avec Jean-Louis Trintignant et Romy Schneider. Ensuite viennent *l'Inconnu* (1964) ; *la Chamade* (1968). Ses trois dernières réussites sont *Martin et Léa* (1978) ; *Un étrange voyage* (1980-Prix Louis Delluc) ; *Thérèse* (Prix du jury au Festival de Cannes 1986).

CIRQUE

Christian Taguet et le Puits aux images

Né en 1948, Christian Taguet collabore à de nombreuses réalisations

au théâtre et au cinéma avant de lancer, en 1973, l'activité du Puits aux images qui retrouve la tradition et les origines du cirque forain.

CRÉATION INDUSTRIELLE

Marc Berthier

Né à Paris en 1935, Marc Berthier débute brillamment sa carrière en 1966 aux Galeries Lafayette où il crée le premier poste de designer dans un grand magasin français. On le connaît surtout pour sa collection Ozoo, mobilier de fibres de verre et polyester, et la ligne Twentytube dessinée en 1973 pour Roche et Bobois (voir le Monde du 20 décembre 1986).

DANSE

Dominique Khalfouni

Née à Paris en 1951, Dominique Khalfouni a le profil de la « ballerina absolue », avec un goût aventureux qui la pousse, alors qu'elle est danseuse étoile, à quitter le palais Garnier en 1980 pour entrer au Ballet de Marseille, chez Roland Petit.

HISTOIRE

Jean Delumeau

Né en 1923, Jean Delumeau occupe depuis 1975 la chaire d'histoire des mentalités religieuses de l'Occident moderne au Collège de France. En 1977, il a publié *Le christianisme va-t-il mourir ?* (Hachette). Spécialiste de la Renaissance et de la Réforme, Jean Delumeau est l'auteur de *la Peur en Occident* (Fayard, 1978) et d'une histoire de la culpabilisation, *le Pêché et la Peur* (Id. 1983).

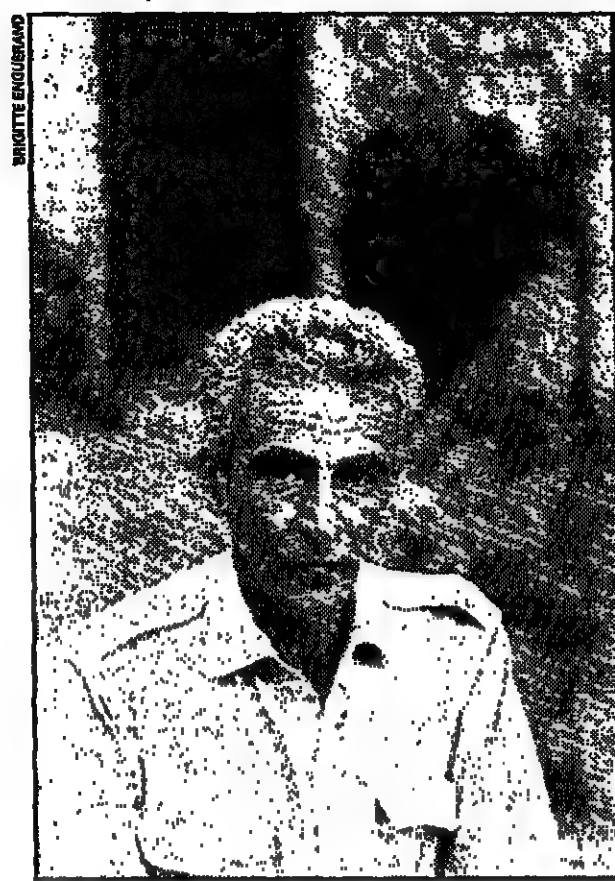
Jean Delumeau a publié dans le Monde plusieurs articles et entretiens.

LETTRES

Kateb Yacine

Né à Constantine le 6 août 1929, issu d'une vieille tribu de lettrés, Kateb Yacine est emporté à l'âge de quinze ans pour avoir participé, le 8 mai 1945, aux manifestations de Sétif.

Il effectue son premier voyage en France au printemps 1947. En 1945, il publie un poème, *Nedjma*.



Kateb Yacine

matrice de son roman (Seuil, 1956). Journaliste à *l'Algérie-Républicain* jusqu'en 1951, il travaille en France en 1952, écrit *le Cadavre en cercueil* (Esprit, 1955). Jean-Marie Serreau monte, en 1963, *la Femme sauvage*. Et, en 1970, Marichal met en scène, à Lyon, *l'Homme aux sandales de caoutchouc*.

De retour en Algérie, Kateb Yacine écrit pour sa troupe, sous l'égide du ministère du travail, des pièces qu'il représente dans tout le pays et en tournée. Outre *Nedjma*, les éditions du Seuil ont publié *le Polygone étoilé* (1966) et du théâtre. *L'Œuvre en fragments*, recueil d'écrits rassemblés par Jacqueline Arnaud, vient de paraître chez Sindbad (le Monde des livres du 26 décembre 1986).

MÉTIER D'ART

Pierre Bayle

Né en 1945, le céramiste Pierre Bayle vit en Languedoc. C'est en

1970 qu'il installe son propre atelier. A partir de 1979, de nombreuses galeries et musées, en France et dans toute l'Europe, organisent pour lui des expositions personnelles.

MUSÉOGRAPHIE

Gérald Collot

Né en 1927 à Paris, Gérald Collot inaugure un curieux Grand Prix de muséologie. Peintre et conservateur, il a fait en effet toute sa carrière au musée de Metz, dont la rénovation architecturale s'est révélée aussi encourageante que la muséographie en a été controversée. Il est aussi l'auteur de nombreuses publications.

MUSIQUE

Alain Bancquart

Né à Dieppe en 1934, Alain Bancquart a été douze ans altiste à l'Orchestre national avant d'être

le conseiller artistique en 1975 puis de devenir inspecteur de la musique au ministère de la culture.

Deux grandes symphonies ont remporté un vif succès ces dernières années, surtout le *Fragment d'Apo-calyptique* créé en 1983 au Festival de Metz.

PATRIMOINE

Robert Vassas

Né en 1909 à Carcassonne, architecte en chef des bâtiments civils et palais nationaux puis des monuments historiques dont il est inspecteur général depuis 1975, Robert Vassas a été notamment le restaurateur de l'abbaye de l'Épau, de la Madelonnie de Vézelay, du château d'Écouen ou, à Paris, de l'hôtel Sully ; il a joué, en outre, un rôle éminent à la Commission supérieure des monuments historiques.

PEINTURE

Pierre Soulages

Né en 1919 à Rodez où il a fait ses études, Pierre Soulages est apparu sur la scène artistique dans les années d'après-guerre, parmi les abstraits. Depuis, il n'a cessé d'explorer les possibilités d'une abstraction où le noir architecture la lumière. On ne compte plus les expositions ni les toiles qui lui ont été consacrées.

PHOTOGRAPHIE

William Klein

Né en 1928 à New-York, William Klein s'initie à la peinture et à la photographie à Paris, où il publie en 1956 son livre sur New York (le Seuil), qui obtient le prix Nadar. Réalisateur de cinéma, publicitaire, photographe, son œuvre, souvent engagée, a conduit parfois dans le monde, sur des thèmes qui vont des Black Panthers à la mode ou au tennis.

POÉSIE

Jean Tortel

Né en 1904 dans le Vaucluse, Jean Tortel fut l'un des animateurs des *Cahiers du Sud* jusqu'en 1966. Son dernier livre, *Arbitraires espaces*, est paru en 1986 chez Flammarion.

SCULPTURE

François Morellet

Né en 1926 à Cholet, François Morellet n'a pas suivi le cursus habituel puisque, longtemps à la tête de l'usine familiale, c'est en dilettante qu'il a abordé la sculpture. Abstrait, géométrique, un temps il fut rangé dans la catégorie des cinétiques, mais ses dérapages contrôlés (ou pas) des lignes et des plans dans l'espace tridimensionnel ont révélé un goût des spéculations qui pourrait bien venir de dada. Avec grande élégance.

TRADUCTION

Philippe Jaccottet

Né en Suisse en 1925, Philippe Jaccottet vit depuis 1953 à Grignan (Drôme), après avoir collaboré à la NRF de Paulhan. Traducteur de poètes — Rilke, Hölderlin, Ungaretti ou Gongora — il est aussi l'auteur de la version française de *l'Homme sans qualité*.

Les grands prix nationaux du ministère de l'équipement

ARCHITECTURE

Adrien Fainsilber

Architecte de l'université de Paris-Nord Villeneuve, de l'hôpital et de logements à Evry, de l'université de technologie de Compiègne, Adrien Fainsilber a acquis une renommée internationale en gagnant le concours, puis en réalisant la Cité des sciences et de l'industrie à La Villette, qui a ouvert ses portes en 1986.

CRITIQUE ARCHITECTURALE

Philippe Boudon

Chercheur et enseignant, Philippe Boudon appartient au cercle de l'intelligence de l'architecture française, pour laquelle il a écrit de sérieuses études qui ont contribué à retrouver le lien entre urbanisme et architecture. Une mention a été décernée aux travaux de Werner Szombien sur l'architecture néo-classique.

PROMOTION ARCHITECTURALE

Philippe Sers

C'est en tant qu'éditeur que Philippe Sers obtient ce prix de la promotion (Millet Stevens, Vassine, Stirling, etc.), auquel ont été associés, par des mentions, le CAUE des Pays de la Loire et le travail de Patricia Goulet pour plusieurs revues.

CINÉMA

« Aux frontières de la ville », de Bruce Beresford

Mélodrame social

Au cours des années 70, Bruce Beresford fut un des réalisateurs qui firent découvrir la vitalité artistique du cinéma australien. Cela lui valut d'être appelé aux États-Unis. Il y tourna *Tender mercies* et *le Roi David*. Puis revint en Australie pour *Aux frontières de la ville*, présenté au Festival de Cannes 1986.

Nous voici donc dans un bidonville, à l'écart d'une bourgade australienne. Des aborigènes et des métis y vivent. On va remarquer particulièrement la famille Comenway, dont le père, Jack, n'aime pas beaucoup aller travailler ; dont la mère, Mollie, est une matrone femme. Ils ont trois enfants : Noma, infirmière stagiaire à l'hôpital, Tribby, qui prépare le baccalauréat dans un lycée mixte, et le petit frère, Bertie. Au milieu des difficultés matérielles, cette famille paraît sympathique et pittoresque. Mais Tribby, adolescente désireuse d'échapper à l'autorité familiale et

au bidonville, oblige son père à louer un pavillon sur un lotissement où les aborigènes ont accès comme les Blancs. A cause de cela, les Comenway vont connaître une grave crise.

Le film est adapté d'un roman de Nene Gare, publié en 1962. On peut toujours supposer que la situation n'est plus la même aujourd'hui mais, de toute façon, Bruce Beresford n'a pas cherché à résoudre le problème de l'intégration des aborigènes dans la société blanche. Il a décrit, honnêtement, les comportements des deux communautés, montré quelques préjugés raciaux et les bons sentiments qui s'y opposent. Il s'est surtout intéressé à Tribby et à ses rêves. Ainsi, la jeune fille (très fortement interprétée par Kristina Nehm) devient-elle l'héroïne d'un mélodrame social où l'on trouve humour, pittoresque, émotion.

JACQUES SICLER.

THEATRE OUVERT
NOUVEAU THEATRE D'ANGERS

ARROMANCHES
Daniel Besnéhard/Claude Yersin
avec Françoise Bette et Andrée Tainsy

LE MONDE : C'est vrai, émouvant jusqu'à permettre le rire.
LE QUOTIDIEN : Andrée Tainsy, une immense comédienne qui trouve en Françoise Bette un troublant répondant.

THEATRE OUVERT/JARDIN D'HIVER - LOC. 42 62 59 49

« Miss Mona », de Mehdi Charef

Trop, c'est trop

Tous les malheurs du monde accablent le héros de Mehdi Charef. A trop vouloir prouver...

Etre vieux et amoureux de la jeunesse, c'est triste. Vivre dans une roulotte avec son père malade de Parkinson, il y a mieux. Etre un homme et se vouloir femme, c'est à faire pleurer dans les chaumières. *l'Heure des pay shows télévisés*. Etre tout ça à la fois, c'est trop. Et ce sont les malheurs qui accablent le héros du deuxième film de Mehdi Charef, *Miss Mona*, avec Jean Carmet. Le premier, *le Thé au harem d'Archimède*, se tenait déjà aux frontières du quart-monde. « Le premier film, écrit Mehdi Charef, on ne se laisse pas aller... » Il aurait dû continuer à se méfier de lui-même, car, cette fois, le quart-monde est le décor-prison de l'histoire, et le misérabilisme épitaphé suite de tous les parés.

Donc Jean Carmet vit dans une roulotte avec son père plus ou moins sénile (Albert Klein), qu'il affuble d'une perruque bouclée et de robes à fleurs. Quant à sa mère (Hélène Duc), c'est une garce mûriériste qui habite un petit appartement sinistre, et c'est sans importance, elle est aveugle. Le jour, il fait les cartes à un pédé boteux, conducteur de métro. Etre homosexuel

dans un milieu sophistiqué se vit mieux qu'ailleurs, mieux vaut être riche et en bonne santé que pauvre et malade. Le soir, comme dans les chansons tristes, Jean Carmet s'habille en miss Mona et fait le trottoir, rencontre des voyous qui l'humilient, le tabassent. Mais il rencontre aussi Samir (Ben Smat) un jeune chandestain qui, travaillant dans le Sentier, vient de se faire renvoyer par un patron du genre beauf aboyeur. Evidemment.

Le vieux trave prend en charge la jeune femme — qui se montre excessivement passif, — lui fait faire quelques passes bien sordides — « *Déjà du temps de mon père, l'immigré ne venait que pour travailler, et il fallait qu'il fasse sa queue. C'est pour ça que, dans le film, Samir se prostitue. C'est un symbole* », insiste Mehdi Charef. Il a mis en place tous les éléments de sa démonstration et la mène avec un sérieux sans faille. Rien n'est laissé dans l'ombre — le foyer des immigrés où l'on meurt en toussant, les arnaques, les combines, le tatoueur folle perdue qui trafique les faux papiers, le transsexuel, patronne de bistrot, ancien amant de miss Mona, le jeune traqueur strip-teaseur drogué qui se suicide, le club de rencontres minable et clean dont l'hôte (Francis Frappat) est une gouape déshabillée, etc.

Le didactisme écarte la tentation du pathétique, mais transforme les

personnages en figures abstraites. Le quart-monde, la misère qui gifle à toutes les bouches de métro. Rien n'est faux, rien ne manque, sauf l'humour. Et puis, un tel acharnement à décrire la misère et rien que la misère finit par tourner à la caricature pénible.

Heureusement, sinon le film serait insupportable, les acteurs sont tout à fait bien. Ben Smat promène sa dégringolade de condamné au malheur, Jean Carmet est magnifique. Avec son allure, ses traits si évidemment masculins, son côté bonhomme, une perruque féminine suffit à créer la violence de l'équivoque. Avec ou sans perruque, il a des gestes de ménagère soignée, une dignité inébranlable, et le regard opaque des êtres progressivement arrachés au rêve qui les fait vivre.

COLETTE GODARD.

CINÉMA LE PANTHÉON

FESTIVAL JEAN ROUCH

avec COCORICO M. POULET

NOI, UN NOIR

DIONYSOS

espace Jacques Revel

134 rue Anatole France, ALBI

TELEPHONE : 42.68.04.32

ENGLISH SHAKESPEARE COMPANY

AT THE OLD VIC

THE HENRYS

Directed by Michael Bogdanov

28 29 30 31

JANVIER

19h30 15h30 13h30 10h30

Informations « services »

BIBLIOGRAPHIE

Les publications de la Documentation française

Des machines et des hommes (pour l'emploi, par une meilleure utilisation des équipements), par Dominique Taddéi. Etude sur la création d'emplois par la réduction et la réorganisation du temps de travail : c'est-à-dire par l'allongement de la durée d'utilisation des équipements productifs (358 pages, 125 F).

Les procréations artificielles, sous la direction du docteur Marie-Odile Alnot. Etat de la situation, et présentation des divers courants de pensée et opinions dans leurs dimensions médicales, éthiques et économiques, face aux différents techniques de procréation artificielle : analyse de ces différentes techniques (230 pages, 145 francs).

Propositions pour l'aménagement du territoire, sous la direction d'Olivier Guichard. Réflexion générale sur l'avenir de la politique d'aménagement du territoire et sur la définition de moyens nouveaux adaptés aux conditions actuelles (60 pages, 55 F).

Éthique et recherche biomédicale. Avis et réflexions du Comité national d'éthique dans son rapport d'activité annuel pour 1985. Principales questions abordées : le secret médical face à l'information ; la frontière entre le souci d'éradiquer les maladies génétiques et l'eugénisme ; le droit à l'information du donneur de sang en cas de réaction positive au diagnostic sérologique du SIDA (170 pages, 70 F).

Traité et contrôle dans le domaine social (nouveaux objectifs, nouvelles relations), par l'inspection générale des affaires sociales (IGAS). Constat de l'exercice actuel de la mission et du contrôle de l'administration centrale dans des conditions de gestion nouvelles, et propositions de solutions pour mieux évaluer l'application des politiques sociales pour l'emploi, la formation professionnelle, la sécurité sociale, les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux, et le contrôle médical (432 pages, 180 F).

★ 29-31, quai Voltaire, 75340 Paris, Cedex 07. Tél. : 42-61-90-10.

EN BREF

● **COLLECTIONNEURS** : Bours' Auto. — Pour un jour seulement, le dimanche 1^{er} février, le Salon Bours' Auto, à l'espace Austerlitz, proposera aux collectionneurs jouets, archives, accessoires, pièces détachées, plaques et objets publicitaires pour autos et motos. On pourra également visiter l'exposition rétrospective d'une trentaine de motos anciennes réalisées par l'Association française d'amateurs de motos anciennes de compétition (AFAMAC).

★ De 9 heures à 19 heures, 24, quai d'Austerlitz, 75013 Paris. Entrée : 20 F.

● **MINITEL** : comment écrivait-ils ? — « Le Monde télématique » propose un nouveau jeu : comment écrivait-ils ? Les lecteurs doivent découvrir à quel auteur appartient telle manière d'écrire — debout ou allongé, avec des caractères ou un chapeau, en uniforme ou en pyjama...

Les gagnants recevront le livre d'André Rolin : *Il écrivait... où ? quand ? comment ?*, offert par les Éditions Mazarine.

Il pourront aussi se tester en répondant au sondage : « Et vous, comment écrivez-vous ? »

★ 3615 - Tapes LEMONDE puis ECR.

● **SOLIDARITÉ** : livres pour la Guinée. — Les jeunes Guinéens aiment lire et lire le français dans le texte. Mais ils n'en ont pas les moyens. La Fondation de France organise à Paris, jusqu'au samedi 13 janvier inclus, une collecte de livres pour la jeunesse, de manuels parascolaires, de romans, de classiques français et d'ouvrages pratiques. Les livres devront être apportés de 11 heures à 15 heures dans les bibliothèques de votre quartier. Ils seront schématisés sur place par la Fondation France. Pour tous renseignements, téléphoner au 42-56-30-17.

● **VIE QUOTIDIENNE** : silence, on naît ! — Qui ne rêverait d'assister à sa propre naissance, de voir naître, en quelque sorte, Pas besoin de machine à remonter le temps, une cassette vidéo suffit. Une association de camera-women est prête à filmer jour et nuit l'accouchement et l'atmosphère qui entoure la naissance : nervosité du futur père, affaiblissement des médecins et infirmières, premier cri du bébé, premier baiser maternel...

Le jour même une cassette est livrée sous jaquette personnalisée, avec un montage circonstancié. Le nom de l'association ? Allo Cigogne.

★ Paris et proche banlieue seulement. Allo Cigogne. Tél. : 34-70-43-20.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 29 janvier 1987 :

DES DÉCRETS

● N° 87-41 du 28 janvier 1987 pris pour l'application de l'article 69 de la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986 relative à la liberté de communication ;

● Du 28 janvier 1987 portant nominations et promotions dans l'armée active ;

UN ARRÊTÉ

● Du 30 décembre 1986 relatif à l'approbation de modifications de l'inscription interministérielle sur la signalisation routière.

Le Carnet du Monde

Naissances

— *Donne-moi tes mains* (Que mon cœur s'y forme. Aragon (Les mains d'Elia).

Marie-Claude et Paul WARDE

ont la joie d'annoncer la naissance d'

Elsa (Dipson),

le 24 janvier 1987.

23, rue des Volontaires, 75013 Paris. Tél. : 47-83-97-57.

— Johann, Eléonore, David, ont la joie d'annoncer la naissance de leur sœur

Rébecca-Fanny, Talia,

au foyer de

M. et M^{me} Charles HAYOUN,

le 12 décembre 1986.

Les Lilas.

— Marnel, Aurélien et Stéphanie,

ont la très grande joie d'annoncer la naissance de leur petite sœur

Verane LIUTEUX LAROCHE,

née le 28 janvier 1987, à Paris-14.

Une Litoune et Sophie Larocque, 9, villa Deshayes, 75014 Paris.

Adoptions

— Les docteurs Joëlle et Alain PICARD, ainsi que

Thibaut

ont la joie d'annoncer l'arrivée à leur foyer de

Laure,

née le 31 août 1986.

17, rue de Sévres, 75006 Paris.

Décès

— M^{me} Betty Duhamel-Fréand, Romaine Fréand,

et Jacques Thierrie,

Noëlle Lemaire,

et Jacques Fournier,

Le professeur et M^{me} Jean Duhamel, Claire Duhamel,

François Bruller,

les familles Synave et Fréand,

ont l'immense douleur de faire part du décès de

Laurent FRÉAUD,

avocat à la Cour d'appel,

leur époux, père, beau-père, frère, grand-père et ami,

survécu le 27 janvier 1987, à l'âge de quarante-deux ans.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Valmondois (Val-d'Oise), le samedi 31 janvier à 11 h 30.

59, rue Caulaincourt, 75018 Paris.

— M^{me} Danielle Kaisergruber, Laurence Kaisergruber,

Les familles Kaisergruber, Adam, Mombier, Cartellada,

Ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

David KAISERGRUBER,

survécu à l'âge de trente-neuf ans,

L'inhumation aura lieu au cimetière

rien du cimetière du Père-Lachaise, le vendredi 30 janvier à 10 h 30.

La famille fera ultérieurement célébrer une messe dans l'intimité.

Cet avis tient lieu de faire-part.

77 bis, rue Legendre, 75017 Paris.

— Nous avons la tristesse de faire part du décès de

M^{me} Georges LETRONE,

née Odette Kastler,

survécue à son domicile de Passy, le 24 janvier 1987, à l'âge de soixante-dix-neuf ans.

De la part des familles

Audin, Kouravsky, Zwilling, Kastler et Blanc,

Et de tous ses amis.

Le service religieux a été célébré dans l'intimité à Boulogny-sur-Bois, le 27 janvier.

— M. et M^{me} Jean-Pierre Malle, M. et M^{me} Laurent Dulon,

M. et M^{me} Jean-Claude Pommier, M. et M^{me} Bruno Malle,

M. et M^{me} Vincent Malle, Anne-Cécile Malle,

Jean-Yves et Agnès Romani, Hubert, Thierry et Alexandra Pommier

font part du décès de

M. André MALLE,

chevalier de la Légion d'honneur, ancien président de la Compagnie des experts en estimations immobilières près la Cour d'appel de Paris,

expert honoraire près la Cour de cassation,

survécue à son domicile, le 28 janvier 1987, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le vendredi 30 janvier, à 8 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16.

Cet avis tient lieu de faire-part.

42 bis, bd du Président-Roosevelt, 75110 Le Val-de-Grâce.

26, rue Philibert-Delorme, 75017 Paris.

17, rue Devos, 75016 Paris.

— M^{me} Pierre Fluchon, M. et M^{me} Pierre Fluchon,

M. et M^{me} Jean-Paul Serfati et leurs enfants,

ont la peine de faire part de la mort du

pharmacien général

Pierre FLUCHON,

des troupes coloniales (CR), commandeur de la Légion d'honneur.

Les obsèques ont été célébrées en la chapelle du Val-de-Grâce, dans la plus stricte intimité.

Nos condoléances, l'assurance d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont prêtes à joindre à leur envoi de texte des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Pompes Funébres

Marbrerie

CAHEN & C^e

43-20-74-52

TERMINATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SIGNES DU ZODIAC	SOMMES GAGNÉES	TERMINATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SIGNES DU ZODIAC	SOMMES GAGNÉES
1	2 211 1 181 4 881	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 12 000 12 000	6	25 008 38 008	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000
2	00 012 17 832	total signes signes zodiaque signes zodiaque	50 000 10 000 10 000	7	6 007 0 227 09 057	total signes signes zodiaque signes zodiaque	200 000 12 000 12 000
3	4 482 2 383 04 713	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 12 000 10 000	8	3 678 7 718 8 848 10 188 21 878	total signes signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 12 000 12 000 10 000
4	7 044 0 034 24 804	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 12 000 10 000	9	2 578 3 588 4 138 7 508	total signes signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000 10 000
5	32 020 9 820 8 820	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000	0	2 148 4 878 2 138 3 308 16 478	total signes signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
6	7 588 10 000	total signes signes zodiaque	10 000 10 000				

TOUS LES BILLETS NE BÉNÉFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :

LION POISSONS SCORPION

GAGNENT 100,00 F

LOTTO

19 22 26 37 41 44 34

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 4 ET SAMEDI 7 FÉVRIER 1987

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 2 FÉVRIER 1987

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAC

TERMINATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SIGNES DU ZODIAC	SOMMES GAGNÉES	TERMINATIONS	FINALES ET NUMÉROS	SIGNES DU ZODIAC	SOMMES GAGNÉES
1	2 211 1 181 4 881	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 12 000 12 000	6	25 008 38 008	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000
2	00 012 17 832	total signes signes zodiaque signes zodiaque	50 000 10 000 10 000	7	6 007 0 227 09 057	total signes signes zodiaque signes zodiaque	200 000 12 000 12 000
3	4 482 2 383 04 713	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 12 000 10 000	8	3 678 7 718 8 848 10 188 21 878	total signes signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 12 000 12 000 10 000
4	7 044 0 034 24 804	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 12 000 10 000	9	2 578 3 588 4 138 7 508	total signes signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000 10 000
5	32 020 9 820 8 820	total signes signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000	0	2 148 4 878 2 138 3 308 16 478	total signes signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque signes zodiaque	10 000 10 000 10 000 10 000 10 000
6	7 588 10 000	total signes signes zodiaque	10 000 10 000				

TOUS LES BILLETS NE BÉNÉFICENT D'AUCUN AUTRE LOT MAIS PORTANT LES SIGNES SUIVANTS :

LION POISSONS SCORPION

GAGNENT 100,00 F

LOTTO

19 22 26 37 41 44 34

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 4 ET SAMEDI 7 FÉVRIER 1987

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 2 FÉVRIER 1987

TRANCHE DES SIGNES DU ZODIAC

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris

Téléphone : 42-46-17-11 - Téléc : Drouot 842280

Informations téléphoniques permanentes : 47-70-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures, sous indication particulière, * expose le matin de la vente.

SAMEDI 31 JANVIER

S. 8. - 14 h 30 : Fourrures. - M^{me} DE CAGNY.

S. 12. - 15 h : Tapis d'Orient. - M^{me} CHEVAL.

LUNDI 2 FÉVRIER

S. 1. - 100 000 cartes postales anciennes. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. Benelli expert (Exposition chez l'expert, du 26 au 30 janvier (14 h/18 h) et sur rendez-vous - 244, rue Saint-Jacques, 75005 Paris, tél. (1) 46-33-73-51 ; exposition publique : samedi 31 janvier de 11 à 18 h.

S. 4. - Arts primitifs, Océanie, Afrique. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, expert M. Montbaron.

S. 5. - Tableaux 19^e et modernes. - M^{me} BOISGIRARD, M^{me} de Heeckeren.

S. 10. - A 15 h 30 : fourrures. - M^{me} BOISGIRARD, M^{me} de Heeckeren.

S. 10. - Grav., bois, bij., arg., bib., bon meub. - M^{me} LANGLADE.

S. 13. - Objets d'art et d'ameublement. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 14. - Tableaux, meubles. - M^{me} BINOCHÉ, GODEAU.

MARDI 3 FÉVRIER

S. 2. - Ateliers Bouches, De Laque, Hardy, Planzeux. - M^{me} MILLON, JUTHÉAU.

S. 8. - Tableaux, bijoux, argenterie, objets vitrina. Tapis. - M^{me} PESCHETEAU-BADIN, FERRIEN.

S. 12. - Livres. - M^{me} RIBEYRE.

MERCREDI 4 FÉVRIER

S. 1. - Bon meub. 18^e et 19^e s. - M^{me} MILLON, JUTHÉAU.

S. 2. - Timbres. - M^{me} LENOIR, DAVEN.

S. 3. - Tableaux, bijoux et argenterie. - M^{me} BOISGIRARD.

S. 4. - Affiches de cinéma. - M^{me} CHAYETTE, CALMELS.

S. 6. - Jean-Jacques Henner. - M^{me} DEURBERGUE.

S. 7. - Dessins anciens. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, M. de Bayser.

S. 10. - Obj. vitrine, ameub., M^{me} RENAUD.

S. 13. - Tableaux, bibelots, mobilier. - M^{me} OGER, DUMONT.

S. 14. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

S. 16. - Argenterie, meubles et objets d'art. - M^{me} CHARBONNEAUX.

JEUDI 5 FÉVRIER

S. 8. - Livres, illustrés des années 1920-1960. - M^{me} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR, M^{me} Vidal Mégrat, M^{me} Gomez, experts.

S. 9. - Bons meubles, objets mobiliers. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN.

VENREDI 6 FÉVRIER

S. 1. - Objets d'art et d'ameublement principalement du XVIII^e siècle. - M^{me} ADER, PICARD, TAJAN, MM. Dulac,

REPÈRES

Défaillances d'entreprises

Hausse de 5,2 %

Le nombre de défaillances d'entreprises a crû de 5,2 % en 1986, pour atteindre 27 000, selon l'INSEE. La disparité par secteur est grande : + 19,1 % dans le bâtiment et les travaux publics, + 9,8 % dans les services aux particuliers (garages...), + 6,2 % dans les services aux entreprises et + 6,6 % dans l'industrie. En revanche, on a assisté à une baisse dans le commerce (- 1,2 %), l'hôtellerie-restauration (- 5,4 %) et les transports-télécommunications (- 10,5 %).

La progression globale de défaillances en 1986 est sensiblement égale à celle enregistrée en 1985 (+ 5,6 %).

Motos

Renaissance du marché français

Le marché de la moto en France, en baisse régulière depuis le début des années 80, s'est vivement redressé en 1986, avec 84 892 immatriculations, soit + 18,4 % par rapport à 1985. On a vu apparaître le marché 27 janvier, après la Chambre syndicale des importateurs d'automobiles et de motocyclettes. Les marques importées représentent 97 % du marché, dont près de 83 % pour les seules motos japonaises.

Le redressement a été particulièrement sensible pour les petites motos

de 125 cm³, principaux modèles touchés ces dernières années. Leurs ventes ont progressé de près de 34 % en 1986, et représentent à nouveau un tiers de ventes totales de motos. Le chiffre record remonte à 1980 : 134 800.

Balance des paiements

Déficit britannique de 187 millions de livres

Pour l'ensemble de 1986, la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a enregistré un solde négatif de 187 millions de livres (1,8 milliard de francs environ).

Modeste, ce déficit est le premier que les Britanniques aient connu depuis 1979, et la seconde flambée des prix du pétrole. Une très forte dégradation comparée à l'excédent de 3,55 milliards de livres en 1985. La chute des cours pétroliers, mais aussi l'essor des importations de produits manufacturés, favorisé par le boom de la consommation, sont à l'origine de ce retournement de tendance.

La balance des transactions invisibles (trésorerie, tourisme, assurances, etc.) n'a que partiellement compensé ce phénomène avec un excédent de 8,48 milliards de livres en 1986, contre 5,66 milliards en 1985. En décembre, la balance des paiements courants a enregistré un excédent de 38 millions de livres, après un déficit de 232 millions en novembre, qui a aggravé le déficit sur les années.

Réorganisation des structures de Pechiney

M. Kervern quitte le groupe

M. Gandola, PDG de Pechiney, a annoncé, le 28 janvier, une réorganisation des structures du producteur français d'aluminium. Les branches disparaissent, mettant ainsi fin à l'existence de « baronnies » et notamment de la plus forte d'entre elles, la branche aluminium. Conséquence : M. Georges-Yves Kervern, cinquante-deux ans, le patron de l'aluminium, quitte le groupe.

« Cœur d'acier », comme le surnommaient les syndicalistes, avait été programmé au sein de Pechiney (depuis près de vingt ans dans le groupe, il était passé dans les différentes branches) pour en devenir un jour le PDG. Arrivé en juillet 1986, M. Gandola, un homme qui aime imprimer sa marque là où il passe, ne pouvait manifestement admettre une telle coexistence.

Le groupe est désormais structuré en treize départements opérationnels, réduits à des métiers de base (aluminium-métal, électrometallurgie, etc.) et responsables, sur le plan

mondial, de leur gestion. Sont également créées huit directions fonctionnelles (affaires financières, ressources humaines, etc.).

A la tête, le président sera assisté de cinq personnes avec lesquelles il formera le comité exécutif de Pechiney, qui assumera la « collégialité des décisions stratégiques » pour l'ensemble du groupe. Chacun des membres de ce comité aura la haute main sur des départements opérationnels ou des directions fonctionnelles. Il s'agit de MM. Ergas, Loppion, Simonard et Vinciguerra.

Une « personnalité extérieure » arrivera au deuxième trimestre 1987 pour superviser l'aluminium-métal, les techniques et matériaux avancés, la recherche et le développement, le plan et l'analyse de gestion. M. Gandola sera également assisté de deux chargés de mission : MM. Armand et Leflon.

C. B.

A TRAVERS LES ENTREPRISES

Une nouvelle proposition de reprise du chantier de La Seyne

M. Maurice Genoyer, PDG de la Phocéenne de métallurgie, a remis, le mercredi 28 janvier, au ministre de l'Industrie et à l'administrateur judiciaire de la Normie une nouvelle proposition de reprise des chantiers de La Seyne-sur-Mer (Var) et de rachet du site.

L'industriel marseillais indique que le plan qu'il avait présenté aux pouvoirs publics le 1^{er} octobre ne pouvait pas être appliqué en raison de l'insuffisance des crédits d'équipement alloués à la marine nationale. Sans révéler le contenu de sa nouvelle offre, il précise qu'elle est moins engageante pour les différentes parties mais susceptible d'être la dernière définitive du site de Normie à La Seyne. (Corresp.)

Elf-Aquitaine : 4,3 milliards de bénéfices en dépit de la chute du prix du brut

En dépit de la chute des prix du pétrole et des cours du dollar, le groupe Elf-Aquitaine a réussi en 1986 à conserver des résultats positifs, a annoncé, le mercredi 28 janvier, la direction du groupe. Bien que son chiffre d'affaires ait diminué de 36 % à 115 milliards de francs environ, le groupe a dégagé une marge brute d'auto-financement (MBA) de 17 milliards de francs (- 13,7 %) et un bénéfice net consolidé de 4,3 milliard de francs, inférieur de 1 milliard à celui de l'année précédente (- 18,8 %).

Toutes les branches ont équilibré leurs comptes y compris la chimie, mais la production d'hydrocarbures, qui représentait encore les deux tiers de la MBA, a vu ses bénéfices chuter de 5,5 milliards de francs en raison de l'effondrement des cours. Cette baisse a été partiellement compensée par l'amélioration des bénéfices du raffinage-distribution (+ 2,5 milliard), de la chimie (+ 0,3 milliard), et des activités financières et de négoce international (+ 1,7 milliard).

Fiat : bénéfice d'exploitation en hausse de 7,5 %

« L'année 1986 doit être considérée comme fondamentale » a affirmé M. Giovanni Agnelli, président de Fiat, en guise de commentaires des

résultats « particulièrement brillants » enregistrés par le groupe italien en 1986. Le chiffre d'affaires a atteint 29 000 milliards de francs (145 milliards de francs) contre 27 000 milliards de francs en 1985. Le bénéfice d'exploitation est en hausse de 7,5 % à 2 550 milliards de francs.

Le bénéfice net du groupe (1 326 milliards en 1985) devrait être en forte augmentation si l'on en juge par la formule employée par M. Agnelli qui évoque une « rentabilité supérieure à 2 000 milliards de francs ». Tous les secteurs sont bénéficiaires. Les effectifs ont pour la première fois augmentés de 226 222 à 228 450 personnes.

Buitoni acquiert le n° 1 de l'huile d'olive en Italie

La société Buitoni, du groupe De Benedetti, a acquis la majorité absolue de la société Sasso, premier producteur italien d'huile d'olive. Sasso, qui détient 12 % du marché, a réalisé en 1986 un chiffre d'affaires de près de 100 milliards de francs (500 millions de francs), en progression de 20 % par rapport à 1985. Un quart des ventes est réalisé à l'exportation, notamment aux Etats-Unis, en Arabie saoudite et en Australie.

Les Américains accusent les Européens de subventionner leur aéronautique

L'Airbus après le maïs

Deux hauts fonctionnaires du département du commerce américain viendront, du 2 au 4 février, à Paris, à Bonn et Londres pour demander aux gouvernements concernés d'arrêter leurs subventions pour le lancement des futurs Airbus A-330 et A-340. Faute de quoi, la Maison Blanche parle de prendre des mesures de rétorsion.

Les discussions américaines ont commencé par Boeing en 1986, il est repris, cette année, par McDonnell Douglas, qui craint la concurrence de l'Airbus A-340 pour son futur tri-réacteur MD 11, le marché mondial ne permettant pas de rentabiliser ces deux programmes.

Les négociations américaines vont donc être à leur tour poursuivies : « Vous trichez, car vous êtes propriétaires des constructeurs aéronautiques et des compagnies aériennes et vous obtenez celles-ci à acheter les avions de chez vous, même s'ils sont moins bons que les nôtres. Vous trichez parce que vous faites pression sur les acheteurs indiens, coréens, thaïlandais ou turcs en brandissant des menaces de représailles économiques, techniques ou militaires pour les contraindre à prendre des Airbus. Vous trichez encore parce que vos A-300, A-310 et A-320 sont déjà cotés 12 milliards de dollars de subventions, soit 15 millions de dollars avion. Vous pouvez ainsi pratiquer des prix de 15 % à 20 % moins chers que Boeing et McDonnell Douglas. Vous nous avez fait perdre 3 milliards de dollars de ventes et vous menacez 30 000 emplois aux Etats-

Unis. Arrêtez donc de subventionner une industrie déficitaire qui vous oblige à violer les règles de la section 301 du GATT, traité qui organise les usages loyaux du commerce international ».

Les demandes qui seront formulées seront encore plus précises. Les Américains conseilleront à leurs interlocuteurs d'abandonner leurs projets d'Airbus A-330 - concurrent du Boeing 767 - et A-340 concurrent du MD 11 - qui coûtent 2,5 milliards de dollars et d'accepter la collaboration que leur propose McDonnell pour le programme MD 11 et sur une version commune de l'A-330.

Les Européens ne sont pas à court de répliques. Après tout, l'industrie aéronautique américaine est florissante. Boeing a battu tous ses records de vente en 1986, en recevant 341 commandes, soit 19,23 milliards de dollars au lieu de 14,9 milliards en 1985. Plus de deux cents commandes ont été obtenues par McDonnell Douglas, 50 % des avions civils volent dans le monde sont américains et un tiers de chaque Airbus est composé de pièces américaines.

Les Français, Britanniques et Allemands refusent le terme de « subvention » utilisé par les Américains. Ils recommandent avoir financé

leurs programmes aéronautiques avec 3 milliards de dollars d'avances remboursables et réellement en cours de remboursement. Ils estiment que Washington aide directement Boeing et McDonnell Douglas en leur confiant de juteux contrats militaires sans lesquels le Boeing-707 ou le DC-8 n'aurait jamais décollé des profits réalisés. N'est-ce pas la NASA qui finance pour 300 millions de dollars le développement de l'hélicoptère rapide du futur Boeing-737 ? Selon les Européens, l'aide publique américaine totale s'élève à 45 milliards de dollars en dix ans.

Comme les Japonais

Chez Airbus, on estime cohérent de se doter d'une gamme complète d'avions allant du petit bi-réacteur A-320 au long courrier quadri-réacteur A-340. On fait valoir qu'un appareil ne devient rentable qu'au bout de douze ans et qu'il est normal que les programmes bénéficiaires, comme celui de l'A-320 vendu à plus de quatre cents exemplaires

deux mois avant son vol inaugural, supportent les modèles à venir. Le Boeing-767 ne doit-il pas sa survie au succès du Jumbo-747, malgré une cadence de commercialisation inférieure de moitié aux prévisions ?

En fait, les Etats-Unis supportent de plus en plus mal le défi d'Airbus. Ce qu'ils souhaitent, c'est une collaboration si poussée qu'elle s'appelle de la sous-traitance. Les constructeurs américains acceptent volontiers de concéder aux Européens des tâches non nobles comme la fabrication du fuselage et de certaines pièces électroniques, comme ils le pratiquent avec les aviateurs italiens et japonais. Evidemment, les industriels d'outre-Atlantique se réservent la maîtrise d'œuvre, la fabrication des équipements les plus sophistiqués et l'assemblage final. L'industrie aéronautique européenne aurait vécu. L'Europe défendra-t-elle mieux ses avions que ses céréales ?

ALAIN FAUJAS.

Produits céréaliers

L'accord euro-américain suscite des réactions consternées chez les producteurs français

Après des difficultés de dernière heure provoquées par de nouvelles exigences américaines, la CEE et les Etats-Unis ont finalement parvenu, le 30 janvier, à un accord sur l'accès au marché américain et portage des céréales. Transmis par la Commission des Etats membres, cet accord devra être validé par les Douze pour entrer en vigueur.

En France les réactions de consternation se multiplient. Pendant ce temps, la bataille commerciale internationale se poursuit : Washington vient d'inclure la Chine dans la liste des pays pouvant bénéficier des subventions à l'exportation de céréales. Bruxelles vient d'augmenter de 10 ECU par tonne, les subventions (restitutions) à l'exportation pour le blé tendre afin de permettre la conclusion d'une vente de 2,2 millions de tonnes de blé sur l'URSS.

L'accord euro-américain buse encore sur de nouvelles exigences américaines en matière de compensations sur les produits industriels et les produits agricoles transformés. Il achoppe aussi sur la durée : Washington réclame un compromis valable pour le court terme ; Bruxelles entend qu'il soit plus long, quatre ans au moins, afin de ne pas soumettre à une révision annuelle.

Les réactions politiques en France cachent mal l'embarras du gouvernement. Pour M. Noir, ministre du commerce extérieur, le compromis avec la fin de 1987 des arrangements internationaux pour la période 1988 à 1991 afin de tenter d'instaurer une certaine stabilité dans leurs relations de pêche.

MARTINE JACOT.

Le contentieux franco-canadien de la pêche dans cette zone. Les pêcheurs de Saint-Pierre-et-Miquelon et ceux de métropole (Bordeaux, Fécamp et surtout Saint-Malo). Paris a protesté contre l'insuffisance des quotas attribués aux français, et se livre à une bataille juridique en justice internationale. Le Canada a accepté d'ouvrir des quotas à partir de 1988 le long des côtes de Labrador, plus au nord, très poissonneuses elles aussi. A Paris, M. André Gosselin, secrétaire d'Etat à la mer, a indiqué, le 28 janvier, que les châtiments français de grande pêche devaient étudier toutes les possibilités de réajustement en septembre, au large des côtes d'Amérique occidentale, autour des îles Malouines.]

M. Pen proteste auprès de M. Mitterrand

Le sénateur apparenté socialiste de Saint-Pierre-et-Miquelon, M. Albert Pen, a adressé, le 28 janvier, à M. François Mitterrand un message dans lequel il explique : « En signant avec Ottawa un accord resté secret jusqu'au 28 janvier, notre gouvernement ignore délibérément les dispositions de notre statut de collectivité territoriale ». Les articles 25 et 26 de la loi du 11 juin 1985, qui régit désormais l'archipel, stipulent, en effet, que le conseil général doit être « saisi pour avis de tout projet d'accord international portant sur la zone économique ». Et que le président de l'assemblée locale « est associé » aux négociations, ce qui n'a pas été le cas.

M. Pen estime donc que « les élus locaux ne peuvent reconnaître l'accord signé sans leur avis ». « Dans cet accord, ajoute-t-il, Paris néglige une fois de plus les intérêts de la pêche locale au profit d'accords économiques qui nous dépassent et pour protéger en priorité les intérêts des électeurs bretons de la majorité. Il est grand temps qu'un arbitrage international tranche une fois pour toutes le litige franco-canadien sur la zone économique » afin que Saint-Pierre-

et-Miquelon puisse « ensuite contrôler la pêche dans cette zone ».

Le sénateur demande au président de la République d'intervenir auprès des gouvernements français et canadien « afin que soient respectés les accords de 1972 et qu'il soit donné à la pêche locale les quotas auxquels elle a droit ».

Le président du conseil général, M. Marc Plémegeant (app. PS), a envoyé au ministre des DOM-TOM, M. Pen, un télégramme allant dans le même sens.

Au même moment, le nouveau député de la collectivité territoriale, M. Gérard Grignon (UDF-CDS) plaide la cause de l'archipel à l'hôtel Matignon. Il a assuré, au terme d'une entrevue avec M. Chirac, que le premier ministre mettrait « tout son poids dans la balance » pour que soient prises en compte les revendications de Saint-Pierre-et-Miquelon dans les négociations franco-canadiennes. Le chef du gouvernement a également promis au parlementaire de faire escaler à Saint-Pierre lors de son prochain voyage au Canada, reporté à deux reprises.

(Publié)

DEUXIÈME AVIS D'ENQUÊTE

Le Préfet, Commissaire de la République du département des Alpes-Maritimes, officier de la Légion d'honneur, officier de l'Ordre national du Mérite,

Informé, le 15 janvier, qu'il est possible que le territoire des communes d'EZE, de LA TRINITÉ et de LA TURBIE se trouve en situation de conflit frontalier en date du 29 décembre 1986 ;

Informé le 16 janvier que les dates de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ont été fixées au 26 janvier 1987 et au 27 février 1987 respectivement, afin que chacun puisse en prendre connaissance de : 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Les modalités de 8 heures à 12 heures à la mairie d'EZE (dimanches et jours fériés exceptés) où sont déposés les dossiers.

Une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique avec étude d'impact d'une opération entrant dans le champ d'application de la loi du 12 juillet 1983, portant sur le projet de création de la bretelle de Monaco avec :

- enquête parcellaire, - modification du plan d'occupation des sols de la commune d'EZE.

Les pièces du dossier ainsi que les registres d'enquêtes seront déposés à la Mairie d'EZE.

Toutes observations pourront être consignées sur les registres d'enquêtes puis à la disposition du public, ou adressées par écrit au maire ou aux commissaires enquêteurs qui les joindront aux registres.

Une commission d'enquête composée de trois membres :

- M. JERLAND André, ingénieur en chef des travaux publics de la France

- M. REYNARD Jean-Jacques, ingénieur agricole, expert agricole et conseiller rural des services de NICE et du Com d'Appel d'ALP.

- M. DALLOT Fernand, géomètre au cadastre en retraite.

Se tiendra à la disposition du public à la mairie d'EZE, les 25, 26 et 27 février 1987, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h.

Copies des registres d'enquêtes et des conclusions de la commission d'enquête seront déposées aux Mairies respectives ci-dessus désignées et à la préfecture des Alpes-Maritimes (direction de l'administration générale - bureau de l'urbanisme et des opérations foncières), où toute personne physique ou morale intéressée pourra en demander communication.

Nice, le 29 décembre 1986.

Le Préfet, Commissaire de la République du département des Alpes-Maritimes. Signé JEAN-PIERRE PENZA.

Economie

La loi de finances pour 1987

Logement favorisé et impôts réduits

Barème de l'impôt sur le revenu modifié ; élargissement des règles du quotient familial ; fiscalité immobilière plus généreuse ; garanties nouvelles accordées aux contribuables : la loi de finances pour 1987, qui a été publiée au *Journal officiel*, immédiatement après son vote définitif par le Parlement, est riche de mesures concernant les particuliers et les entrepreneurs individuels. Nous en analysons ci-dessous les principales dispositions, qu'on pourra retrouver dans le *Journal officiel* daté du 31 décembre 1986.

Art. 2. — Tranche supérieure à 58 %, quotient familial et déductions.

I. — Le barème de l'impôt sur le revenu est sensiblement modifié. La tranche d'imposition à 65 % disparaît et le taux maximum est ramené à 58 %. D'autre part, comme chaque année, toutes les limites des tranches du barème sont relevées de 2,4 %, rehaussement qui correspond à peu près à la hausse des prix de détail. Ainsi les hausses de revenus qui en 1986 auront seulement compensé l'inflation ne seront-elles pas soumises à la progressivité du barème.

II. — Les avantages procurés par le quotient familial restent limités. Mais cette limite est portée de 10 520 F (d'impôt brut) à 10 770 F par demi-part s'ajoutant à une part pour les contribuables seuls (célibataire, veuf, divorcé) et à deux parts pour les contribuables mariés. Toutefois, et ceci est une nouveauté, « pour les contribuables célibataires, divorcés ou soumis à des impositions distinctes, ayant un ou plusieurs enfants à charge, la réduction d'impôt est limitée à 13 770 F lorsque les demi-parts additionnelles sont au nombre de deux. Ce plafond est augmenté à 10 770 F par demi-part additionnelle supplémentaire ».

Cette modification des règles du quotient familial vise les personnes ayant un ou plusieurs enfants à charge et vivant en union libre. Celles-ci, qui font des déclarations séparées mais ont des revenus communs, bénéficient en effet d'une demi-part supplémentaire par rapport à un couple marié : trois parts pour un couple vivant en union libre avec un enfant à charge, 2,5 parts pour un couple marié avec un enfant à charge. Pour réduire cet avantage donné au concubinage, le gouvernement a plafonné à 3 000 F l'avantage procuré par cette demi-part supplémentaire. Mais, ce faisant, il touche aussi les personnes réellement seules vivant avec un ou plusieurs enfants à charge (cette limite de 3 000 F correspond à peu près pour une personne isolée à 13 000 F de revenu brut mensuel).

Deux millions de contribuables exonérés

III. — Le montant de l'abattement accordé par enfant marié rattaché au foyer est relevé et porté de 16 190 F à 18 570 F.

IV. — La déduction — mécanisme d'allègement de l'impôt sur le revenu — jusqu'à présent réservée aux personnes seules bénéficie désormais à tous les contribuables dont l'impôt est inférieur à 4 400 F par an. Cette mesure importante a pour résultat d'exonérer totalement d'impôt sur le revenu deux millions de contribuables et d'alléger l'imposition de 1,8 million d'autres contribuables.

V. — Les ménages ayant quatre enfants et plus bénéficient maintenant d'une part de quotient familial pour chaque enfant à charge à partir du troisième. Cet avantage ne jouait jusqu'à présent que pour le troisième enfant à charge.

VI. — Le plafond de la déduction des frais de garde des enfants en bas âge (moins de cinq ans) est porté de 5 000 F à 10 000 F.

VII. — L'impôt sur le revenu est minoré de 3 % en 1987. Cette minoration ne vaut pas pour les contribuables dont le revenu imposable dépasse 295 000 F par part, de façon à éviter le cumul de cet avantage avec celui procuré par l'abattement de 65 % à 58 % du taux marginal d'imposition.

Si l'on tient compte des réductions fiscales déjà accordées en 1985 et 1986 — réduction qui, pour les revenus élevés, n'était que la suppression de surtaxes exception-

nelles, — le bilan sur trois ans est le suivant : réduction de 11 % pour les contribuables dont l'impôt est inférieur ou égal à 23 280 F ; réduction comprise entre 11 % et 6 % pour ceux dont l'impôt est compris entre 23 281 F et 29 090 F (la minoration est obtenue par une déduction) ; réduction de 6 % pour les contribuables dont l'impôt est compris entre 29 091 F et 34 911 F ; réduction comprise entre 6 % et 3 % pour les contribuables dont l'impôt s'étale entre 34 912 F et 41 061 F (la minoration est là encore rendue dégressive par une déduction) ; minoration de 3 % pour les contribuables dont l'impôt est supérieur à 41 062 F, à condition, comme signalé plus haut, que le revenu imposable soit inférieur à 295 001 F.

Tous ces allègements sont calculés avant les crédits d'impôt, l'avoir fiscal, les prélèvements et retenues non libératoires. Ils ont été pris en compte dans le calcul des prélèvements mensuels — qui seront régularisés en fin d'année — et dans celui des acomptes provisionnels pour les personnes non mensualisées.

Art. 6. — Réduction de la taxe professionnelle.

Les bases de la taxe professionnelle sont réduites de 16 % en 1987. Mais le dégrèvement de 10 % qui existait est supprimé et intégré à cette réduction qui représente au

total un nouvel allègement de 5 milliards de francs de la taxe professionnelle.

Il est d'autre part prévu que pour le calcul de cet impôt en 1988 — et les années suivantes — l'augmentation de la base d'imposition sera déduite de moitié lorsqu'elle sera due à une augmentation des effectifs ou à des investissements. Cette réduction sera calculée avant les autres mesures d'allègement et notamment le 16 %.

Art. 7. — Provisions pour congés payés.

Les règles comptables et fiscales sont harmonisées.

Art. 9. — Suppression totale de la taxe sur les frais généraux le 1^{er} janvier 1988.

La taxe sur les frais généraux du taux de 30 % passe à 15 % en 1987 et à 10 % en 1988. Elle doit être complètement supprimée au 1^{er} janvier 1989.

Art. 12. — Diminution de la taxe intérieure de consommation sur le fuel lourd et le gaz naturel.

La taxe est réduite et passe à 170 F la tonne pour le fuel lourd et à 0,59 F pour 100 kilowatts/heure pour le gaz naturel.

Art. 14. — Imposition à la TVA des télécommunications.

Les télécommunications sont soumises à la TVA, taxe que les entreprises peuvent déduire. L'article 14 précise toutefois que, « à titre temporaire et au plus tard jusqu'au 31 décembre 1991, la proportion dans laquelle le service des télécommunications déduit la taxe sur la valeur ajoutée se rapportant à ses dépenses peut être limitée par décret en Conseil d'Etat ».

Art. 15. — Centres de gestion et associations agréées.

Les adhérents des centres de gestion et associations agréées (artisans, commerçants, professions libérales...) bénéficient — sous certaines conditions — de l'abattement de 20 % réservé aux salariés. Cet abattement sera désormais accordé pour la fraction du bénéfice qui n'excèdera pas 250 000 F pour 1986 (impôts payés en 1987) et

320 000 F pour 1987 (impôts payés en 1988). Ce plafond était égal à 192 200 F pour les bénéfices de 1985.

Art. 23, 24, 25. — Mesures en faveur du logement.

1. — Les personnes achetant un logement neuf comme résidence principale et ayant contracté un emprunt après le 1^{er} juin 1986 bénéficieront d'une réduction de leur impôt sur le revenu représentant 25 % du montant des intérêts versés, cela pendant les cinq premières années du remboursement. Le montant des intérêts sur lesquels sont calculées ces réductions est plafonné à 30 000 F pour un couple marié (au lieu de 15 000 F précédemment) et à 15 000 F pour les personnes seules (sans changement). Ce plafond est majoré de 2 000 F par personne à charge, de 2 500 F pour le deuxième enfant, de 3 000 F à partir du troisième enfant.

2. — Les personnes qui achètent, feront construire un logement neuf pour le louer ou acquerront des parts de sociétés immobilières (si le produit est exclusivement destiné à la location neuve) pourront, l'année de l'acquisition, réduire leur impôt sur le revenu d'une somme égale à 10 % de l'investissement. Cette réduction sera calculée sur un investissement plafonné annuellement à 400 000 F pour un couple marié et à

— L'article 80 concerne les perceptions effectuées en matière de domaniaux et de droits indirects : sauf cas de flagrant délit, elles doivent être autorisées par le président du tribunal de grande instance et doivent se dérouler sous contrôle de l'autorité judiciaire.

— L'article 81 supprime la procédure de rectification d'office. Désormais la reconstitution du bénéfice (BIC, BNC, BA) ou du chiffre d'affaires se fera selon une procédure contradictoire contribuable-administration. En cas de désaccord persistant, la commission départementale sera saisie. Si le contribuable ne présente ni comptabilité ni documents comptables, il devra prouver que la base d'imposition est excessive.

Le fisc doit adresser une mise en demeure avant d'engager une procédure d'évaluation d'office (BIC, BNC, BA) ou de taxation d'office à l'impôt sur les sociétés et de taxes assises sur les salaires. Les pénalités (mauvaise foi ou manœuvre frauduleuse) ne sont plus décidées par le vérificateur mais « par des agents ayant au moins le grade d'inspecteur principal ». Les rectifications de prix ou d'évaluation d'un bien ayant servi de base à la perception des droits d'enregistrement, de la taxe de publicité foncière ou de la

TVA immobilière doivent être motivées. L'administration a toujours la charge de la preuve, quels que soient les avis rendus par les commissions saisies du litige.

— L'article 82 modifie assez profondément la procédure de taxation d'office d'après certains éléments du train de vie (article 168 du code général des impôts). Le seuil d'application de cette procédure est relevé à la limite supérieure de la neuvième tranche du barème de l'impôt sur le revenu soit, pour 1986, 236 040 F contre 45 000 F jusqu'à présent. Ce chiffre représente le revenu forfaitaire minimum déterminé en appliquant le barème d'évaluation. Ce revenu forfaitaire est majoré de 50 % s'il est au moins égal à deux fois la limite supérieure de la neuvième tranche, soit 472 080 F pour les revenus de 1986 et que le contribuable dispose de plus de six éléments de train de vie figurant au barème.

Le barème est modifié : les employés de maison n'y sont pris en compte qu'à partir du deuxième. Les chevaux de course, les droits de chasse, les participations et les abonnements dans les clubs de golf ne sont plus pris en compte comme éléments du train de vie. Enfin le contribuable peut contester le principe de l'imposition et apporter la preuve qu'il a financé son train de

vie en utilisant son capital, des emprunts ou des revenus.

La taxation sur la base des dépenses ostensibles ou notaires est supprimée (l'article L. 71 du livre des procédures fiscales est abrogé).

Art. 83. — Report en arrière des déficits.

La créance née du report en arrière d'un déficit peut être remboursée au terme d'un délai de cinq ans contre dix ans jusqu'à maintenant. Ces créances, qui s'imputent sur le paiement de l'impôt sur les sociétés, sont celles « qui figurent au bilan des exercices clos à compter du 31 décembre 1986 ».

Art. 88. — Déduction pour contribuables âgés et handicapés.

Les personnes âgées ou handicapées pourront déduire de leurs revenus et dans la limite de 10 000 F, les sommes versées pour l'emploi d'une aide à domicile. Cette possibilité est réservée aux contribuables de plus de soixante-dix ans, vivant sous leur toit, et aux invalides quels que soient l'âge et le lieu d'habitation. Cette mesure, qui jouera sur les revenus de 1987 (impôts 1988), est également applicable aux contribuables qui ont à charge un enfant ouvrant droit au complément de l'allocation d'éducation spéciale.

LE BUDGET POUR 1987 COMPARÉ AU PRÉCÉDENT

	LOI DE FINANCES INITIALE POUR 1986		LOI DE FINANCES 1986 APRÈS DEUX COLLECTIFS		LOI DE FINANCES POUR 1987	
	(en milliards de francs)	(en milliards de francs)	(en milliards de francs)	(en milliards de francs)	montant	Evolution 87/86 en %
I. — OPÉRATIONS DÉFINITIVES :						
• Dette publique et garanties	94,3	103,7	98,5	103,7	98,5	+ 4,4
• Dépenses civiles de fonctionnement et d'intervention	662,9	675,2	677,1	675,2	677,1	+ 2,1
• Dépenses civiles en capital	78,4	95,2	67,7	95,2	67,7	- 13,7
• Budgets militaires	195,3	195,8	206,8	195,8	206,8	+ 5,9
• Dépenses des comptes d'affectation spéciale	11,8	11,6	46,9	11,6	46,9	+ 301,8
Total des charges à caractère définitif	1 042,7	1 081,5	1 097,1	1 081,5	1 097,1	+ 4,6
Total des recettes nettes (y compris recettes des C.A. spéciales)	981,6	918,4	966,2	918,4	966,2	+ 7,2
Solde des opérations définitives	- 161,1	- 163,1	- 130,9	- 163,1	- 130,9	+ 18,5
II. — SOLDES DES OPÉRATIONS TEMPORAIRES	- 4,3	19,4	- 4,5	19,4	- 4,5	+ 4,6
III. — SOLDE GÉNÉRAL	- 165,4	- 143,7	- 135,4	- 143,7	- 135,4	+ 11,1

LE BARÈME DE L'IMPÔT SUR LE REVENU POUR 1987

FRACTION DU REVENU IMPOSABLE (deux parts)	T A U X (en pourcentage)
N'excédant pas 32 060 F	0
De 32 060 à 33 520 F	5
De 33 520 à 39 740 F	10
De 39 740 à 42 840 F	15
De 42 840 à 50 780 F	20
De 50 780 à 58 720 F	25
De 58 720 à 66 660 F	30
De 66 660 à 74 600 F	35
De 74 600 à 82 540 F	40
De 82 540 à 90 480 F	45
De 90 480 à 98 420 F	50
De 98 420 à 106 360 F	55
De 106 360 à 114 300 F	60
De 114 300 à 122 240 F	65
De 122 240 à 130 180 F	70
De 130 180 à 138 120 F	75
De 138 120 à 146 060 F	80
De 146 060 à 154 000 F	85
De 154 000 à 161 940 F	90
De 161 940 à 169 880 F	95
De 169 880 à 177 820 F	100
De 177 820 à 185 760 F	105
De 185 760 à 193 700 F	110
De 193 700 à 201 640 F	115
De 201 640 à 209 580 F	120
De 209 580 à 217 520 F	125
De 217 520 à 225 460 F	130
De 225 460 à 233 400 F	135
De 233 400 à 241 340 F	140
De 241 340 à 249 280 F	145
De 249 280 à 257 220 F	150
De 257 220 à 265 160 F	155
De 265 160 à 273 100 F	160
De 273 100 à 281 040 F	165
De 281 040 à 288 980 F	170
De 288 980 à 296 920 F	175
De 296 920 à 304 860 F	180
De 304 860 à 312 800 F	185
De 312 800 à 320 740 F	190
De 320 740 à 328 680 F	195
De 328 680 à 336 620 F	200
De 336 620 à 344 560 F	205
De 344 560 à 352 500 F	210
De 352 500 à 360 440 F	215
De 360 440 à 368 380 F	220
De 368 380 à 376 320 F	225
De 376 320 à 384 260 F	230
De 384 260 à 392 200 F	235
De 392 200 à 400 140 F	240
De 400 140 à 408 080 F	245
De 408 080 à 416 020 F	250
De 416 020 à 423 960 F	255
De 423 960 à 431 900 F	260
De 431 900 à 439 840 F	265
De 439 840 à 447 780 F	270
De 447 780 à 455 720 F	275
De 455 720 à 463 660 F	280
De 463 660 à 471 600 F	285
De 471 600 à 479 540 F	290
De 479 540 à 487 480 F	295
De 487 480 à 495 420 F	300
De 495 420 à 503 360 F	305
De 503 360 à 511 300 F	310
De 511 300 à 519 240 F	315
De 519 240 à 527 180 F	320
De 527 180 à 535 120 F	325
De 535 120 à 543 060 F	330
De 543 060 à 551 000 F	335
De 551 000 à 558 940 F	340
De 558 940 à 566 880 F	345
De 566 880 à 574 820 F	350
De 574 820 à 582 760 F	355
De 582 760 à 590 700 F	360
De 590 700 à 598 640 F	365
De 598 640 à 606 580 F	370
De 606 580 à 614 520 F	375
De 614 520 à 622 460 F	380
De 622 460 à 630 400 F	385
De 630 400 à 638 340 F	390
De 638 340 à 646 280 F	395
De 646 280 à 654 220 F	400
De 654 220 à 662 160 F	405
De 662 160 à 670 100 F	410
De 670 100 à 678 040 F	415
De 678 040 à 685 980 F	420
De 685 980 à 693 920 F	425
De 693 920 à 701 860 F	430
De 701 860 à 709 800 F	435
De 709 800 à 717 740 F	440
De 717 740 à 725 680 F	445
De 725 680 à 733 620 F	450
De 733 620 à 741 560 F	455
De 741 560 à 749 500 F	460
De 749 500 à 757 440 F	465
De 757 440 à 765 380 F	470
De 765 380 à 773 320 F	475
De 773 320 à 781 260 F	480
De 781 260 à 789 200 F	485
De 789 200 à 797 140 F	490
De 797 140 à 805 080 F	495
De 805 080 à 813 020 F	500
De 813 020 à 820 960 F	505
De 820 960 à 828 900 F	510
De 828 900 à 836 840 F	515
De 836 840 à 844 780 F	520
De 844 780 à 852 720 F	525
De 852 720 à 860 660 F	530
De 860 660 à 868 600 F	535
De 868 600 à 876 540 F	540
De 876 540 à 884 480 F	545
De 884 480 à 892 420 F	550
De 892 420 à 900 360 F	555
De 900 360 à 908 300 F	560
De 908 300 à 916 240 F	565
De 916 240 à 924 180 F	570
De 924 180 à 932 120 F	575
De 932 120 à 940 060 F	580
De 940 060 à 948 000 F	585
De 948 000 à 955 940 F	590
De 955 940 à 963 880 F	595
De 963 880 à 971 820 F	600
De 971 820 à 979 760 F	605
De 979 760 à 987 700 F	610
De 987 700 à 995 640 F	615
De 995 640 à 1 003 580 F	620
De 1 003 580 à 1 011 520 F	625
De 1 011 520 à 1 019 460 F	630
De 1 019 460 à 1 027 400 F	635
De 1 027 400 à 1 035 340 F	640
De 1 035 340 à 1 043 280 F	645
De 1 043 280 à 1 051 220 F	650
De 1 051 220 à 1 059 160 F	655
De 1 059 160 à 1 067 100 F	660
De 1 067 100 à 1 075 040 F	665
De 1 075 040 à 1 082 980 F	670
De 1 082 980 à 1 090 920 F	675
De 1 090 920 à 1 098 860 F	680
De 1 098 860 à 1 106 800 F	685
De 1 106 800 à 1 114 740 F	690
De 1 114 740 à 1 122 680 F	695
De 1 122 680 à 1 130 620 F	700
De 1 130 620 à 1 138 560 F	705
De 1 138 560 à 1 146 500 F	710
De 1 146 500 à 1 154 440 F	715
De 1 154 440 à 1 162 380 F	720
De 1 162 380 à 1 170 320 F	725
De 1 170 320 à 1 178 260 F	730
De 1 178 260 à 1 186 200 F	735
De 1 186 200 à 1 194 140 F	740
De 1 194 140 à 1 202 080 F	745
De 1 202 080 à 1 210 020 F	750
De 1 210 020 à 1 217 960 F	755
De 1 217 960 à 1 225 900 F	760
De 1 225 900 à 1 233 840 F	765
De 1 233 840 à 1 241 780 F	770
De 1 241 780 à 1 249 720 F	775
De 1 249 720 à 1 257 660 F	780
De 1 257 660 à 1 265 600 F	785
De 1 265 600 à 1 273 540 F	790
De 1 273 540 à 1 281 480 F	795
De 1 281 480 à 1 289 420 F	800
De 1 289 420 à 1 297 360 F	805
De 1 297 360 à 1 305 300 F	810
De 1 305 300 à 1 313 240 F	815
De 1 313 240 à 1 321 180 F	820
De 1 321 180 à 1 329 120 F	825
De 1 329 120 à 1 337 060 F	830
De 1 337 060 à 1 345 000 F	835
De 1 345 000 à 1 352 940 F	840
De 1 352 940 à 1 360 880 F	845
De 1 360 880 à 1 368 820 F	850
De 1 368 820 à 1 376 760 F	855
De 1 376 760 à 1 384 700 F	860
De 1 384 700 à 1 392 640 F	865
De 1 392 640 à 1 400 580 F	870
De 1 400 580 à 1 408 520 F	875
De 1 408 520 à 1 416 460 F	880
De 1 416 460 à 1 424 400 F	885
De 1 424 400 à 1 432 340 F	890
De 1 432 340 à 1 440 280 F	895
De 1 440 280 à 1 448 220 F	900
De 1 448 220 à 1 456 160 F	905
De 1 456 160 à 1 464 100 F	910
De 1 464 100 à 1 472 040 F	915
De 1 472 040 à 1 479 980 F	920
De 1 479 980 à 1 487 920 F	925
De 1 487 920 à 1 495 860 F	930
De 1 495 860 à 1 503 800 F	935
De 1 503 800 à 1 511 740 F	940
De 1 511 740 à 1 519 680 F	945
De 1 519 680 à 1 527 620 F	950
De 1 527 620 à 1 535 560 F	955
De 1 535 560 à 1 543 500 F	960
De 1 543 500 à 1 551 440 F	965
De 1 551 440 à 1 559 380 F	970
De 1 559 380 à 1 567 320 F	975
De 1 567 320 à 1 575 260 F	980
De 1 575 260 à 1 583 200 F	985
De 1 583 200 à 1 591 140 F	990
De 1 591 140 à 1 599 080 F	995
De 1 599 080 à 1 607 020 F	1000

Economie

Le rééchelonnement de la dette

Les négociations entre les Philippines et leurs créanciers serviront de test pour tous les pays débiteurs

Une délégation dirigée par le ministre des finances, M. Jaime Ongpin, a pris à Paris un bon départ dans la course d'obstacles financiers qu'il lui faudra franchir cette année pour assurer un minimum de mieux-être aux Philippines. Deux jours de discussions, le mardi 27 et le mercredi 28 janvier ont abouti à un engagement des pays fournisseurs d'aide jugé satisfaisant : entre 1,6 et 1,7 milliards de dollars au titre de 1987, quelque 20 % de plus que l'an dernier. Après l'octroi de deux crédits totalisant 422 millions de DTS (1), en octobre, par le Fonds monétaire international et le rééchelonnement de la dette garantie accordée par le Club de Paris la semaine dernière, M. Ongpin estime ses positions « renforcées » avant l'ultime et sans doute la plus rude étape de négociations test, celles qui se menent avec les banques privées.

Pour un pays figurant dans le peloton de tête de surendettement avec un encours de 27,8 milliards de dollars, l'année a commencé sous de bons auspices. Le 22 janvier, le Club de Paris acceptait un rééchelonnement de 870 millions de dollars de dettes garanties venant à échéance entre janvier 1987 et juin 1988. Cet accord n'était certes pas aussi généreux que l'espèrent les Philippines : étatement des remboursements sur dix ans et non vingt, dont une période de grâce de cinq ans et non

de sept, les conditions de ce groupe de créanciers publics paraissent très classiques. Elles offraient malgré tout une petite satisfaction au régime Aquino : le principal a été rééchelonné dans sa totalité ainsi que 70 % des intérêts, plus que n'avait obtenu il y a un an l'équipe du président Marcos.

Désormais, le FMI, le Club de Paris et, sous l'égide de la Banque mondiale, le consortium d'aide, ont fait leur part du chemin. Les banques commerciales le feront-elles à leur tour ? Les dirigeants de Manille ont la désagréable impression de jouer les cobayes dans les difficiles discussions qui ont scoppé en novembre dernier et pourraient reprendre début février. Forts du précédent mexicain, ils avaient demandé que l'échéance de 3,6 milliards de dollars dus entre 1987 et 1992 soit assorti de taux d'intérêt très bas, 0,625 point au-dessus du Libor (taux interbancaire de Londres). La réponse a été à la mesure du saut-le-corps des banquiers : l'idée de voir des surendettés s'engouffrer dans la brèche ouverte par l'accord signé en octobre dernier avec le Mexique.

Instabilité politique

La City Bank a donné le ton. Déjà en première ligne sur le Mexique, la banque américaine entend lâcher un minimum de lest sur le dossier philippin. Le plus lourdement engagé des 483 banques disposant de créances sur Manille, avec quelque 1,6 milliard de dollars, la City Bank dispose d'atouts de taille : elle contrôle près de 10 % des avoirs du système bancaire du pays. Sa fermeté a été d'autant plus facilement suivie par les autres créanciers que chacun sait devoir aborder avant longtemps d'autres dossiers délicats, dont ceux du Brésil et de l'Argentine.

Certes, étant donnée l'importance stratégique des Philippines, nul n'exclut des pressions aussi fortes que discrètes de la part du secrétaire d'Etat américain pour qu'un compromis favorable à Manille soit trouvé. Washington intervient aussi lors de l'opération de renflouement de Mexico ? Le monde bancaire s'interroge, tout en estimant que le test philippin sera aussi un test entre Américains.

Malgré l'issue des négociations dépendent pour une large part les chances de succès du programme de relance envisagé pour la période 1987-1992 et par là même la possibilité de stabiliser un pays dont la situation politique et sociale reste pour le moins « volatile », selon l'euphémisme d'un financier. Sans

restructuration de dettes, les échéances auraient absorbé cette année plus de 48 % des recettes extérieures du pays. Après rééchelonnement, ce ratio pourrait retomber à quelque 30 %. Quant au déficit budgétaire, il sera contenu en-deçà du milliard de dollars si ce même service de la dette n'absorbe pas plus de 40 % des dépenses prévues.

A son actif, le gouvernement peut se prévaloir d'un assainissement réel de la situation. L'inflation, de plus de 20 % en 1985, a été ramenée à 1,5 % l'an dernier. Le déficit budgétaire a été réduit et, pour la première fois depuis 1973, le commerce extérieur a dépassé un excédent de 17 millions de dollars. Parallèlement, les réserves monétaires étaient reconstituées et atteignent désormais 2,1 milliards de dollars, selon M. Ongpin, contre moins de 900 millions il y a un an. « Des résultats spectaculaires, mais à quel prix ? », s'interroge un expert.

Dans un pays où plus de la moitié de la population survit au-dessous du seuil de pauvreté, la croissance marginale du produit national brut, 0,13 % en 1986, recouvre une réalité préoccupante : compte tenu d'une forte croissance démographique, c'est une baisse de quelque 2,3 % du PNB par habitant que les Philippines ont connue après avoir enregistré une chute libre de 15 % en 1985. Consommation amoindrie, chômage en hausse, baisse de 15 % des investissements et de 17,3 % des importations, l'économie a atteint un degré d'anémie intenable.

Le gouvernement escompte de cette année un rebond de la croissance à 6 % ou 7 %. Les experts indépendants penchent plutôt pour 4 à 5 % d'amélioration sur une base économique très affaiblie et

structurellement vulnérable. Car même si les autorités monétaires laissent filer quelque peu la monnaie pour doper les exportations, l'essentiel de ces dernières est constitué de produits de base comme le sucre, le cuivre, la noix de coco ou les grumes. Parallèlement à la réforme agraire qu'elle espère reprendre sur des bases plus saines grâce à un soutien international de 500 millions de dollars, l'équipe au pouvoir à Manille est condamnée à rassurer les investisseurs étrangers pour parvenir à diversifier ses ressources.

Intéressées par le principe, les banques créancières restent sceptiques face au programme de transformation d'une part de la dette en prises de participation dans des entreprises. Certaines se refusent à « brader » leur portefeuille. Toutes estiment trop gourmande la Banque centrale : 10 % de commission sur chaque opération, même réduite à 5 % lorsqu'il s'agit de promouvoir l'agriculture ou les exportations, « voilà qui a refroidi bien des candidats », assure l'un d'entre eux. Depuis août dernier, vingt projets pour un montant de 70 millions de dollars seulement, ont reçu l'aval des autorités. Cette solution, encore peu utilisée par les pays endettés, ne saurait de toute façon constituer une panacée. Le nœud du problème se situe ailleurs. Séduits par le potentiel économique et la situation géographique des Philippines, les investisseurs resteront dans l'expectative tant que le régime Aquino ne leur apportera pas cet « élément magique », la stabilité politique et sociale.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

(1) 1 DTS (droit de tirage spécial) = 1,25 dollars.

Pause dans la baisse du dollar

Les cours du dollar se sont légèrement raffermis, le jeudi 29 janvier, après leur chute de la veille, qui avait atteint 2,5 % en Europe. A Paris, le billet vert est remonté à 5,97 F environ : venant de 6,07 F mardi, il était tombé à 5,92 F, au plus bas depuis le 5 mai 1982. A New-York, mercredi soir, puis à Francfort jeudi matin, il s'est redressé à un peu moins de 1,79 deutschemark, après avoir touché 1,7680 DM, tandis qu'à Tokyo il se situait à 152 yens, contre 150,25 yens au plus bas. Mais, en fin de journée, il rebondissait un peu sur l'annonce d'un excédent record de la balance commerciale allemande.

Ce léger raffermissement, logique au lendemain d'un recul aussi

rapide, est attribué, pour une faible part, aux interventions des banques centrales, bien timides au demeurant. La Banque du Japon a acheté de nouveaux dollars, de même que la Réserve fédérale des Etats-Unis, pour le compte de la Bundesbank, pense-t-on. En fait, la pause dans le recul du billet vert est due, essentiellement, aux rumeurs persistantes concernant la réunion prochaine du groupe des cinq pays les plus industrialisés du monde, en abrégé le G 5.

De telles rumeurs, qui firent remonter le dollar à New-York jusqu'à près de 1,80 DM, ont été démenties par tous les responsables, que ce soit aux Etats-Unis ou en Europe. A Bonn, le ministre des finances, M. Gerhard Stoltenberg, s'oppose à une rencontre qui n'aboutirait pas à des résultats substantiels. A Paris, M. Edouard Balladur, qui se déclare en faveur d'une réunion du G 5, précise qu'il faut « une chance raisonnable d'arriver à un accord pour améliorer la situation actuelle ». En clair, une telle réunion ne pourra se tenir que lorsqu'un consensus sera obtenu sur une stabilisation des parités monétaires.

Or, du côté des Etats-Unis, aucun signal n'a été perçu en ce sens. Dans son discours sur l'état de l'Union, le président Reagan n'a pratiquement pas parlé du dollar, sauf pour évoquer une « coopération » internationale. Quant à son secrétaire au Trésor, M. James Baker, il se contente de répéter que le reflux du dollar doit s'effectuer de manière « ordonnée », sans vouloir fixer une parité quelconque, qui « devra être déterminée par les marchés ».

Les marchés estiment que le cours du billet vert pouvait tomber à 1,70 DM, voire 1,50 DM, son recul paraissant stoppé vis-à-vis du yen. En conséquence, l'ensemble des opérateurs vend des dollars, et même des yens, pour acheter du mark, dont la hausse, à terme, serait susceptible d'élever à nouveau la cotation du système monétaire européen. En attendant, le franc se défend de manière assez satisfaisante, le cours du mark à Paris revenant, jeudi, à 3,3380 F, après une pointe à 3,3430 F la veille.

Il est à noter que la baisse du dollar a un effet relativement bénéfique pour la France. Selon l'Observatoire français de conjoncture économique (OFCE), un recul de 10 % du billet vert, tel qu'il vient de se produire en six semaines, permet d'obtenir un recul de l'inflation de 0,7 % en 1987 et de 1 % en 1988, et une amélioration de la balance commerciale : la réduction du coût des matières premières importées, en quasi-totalité facturées en dollars, est « supérieure aux pertes en volume dues à la dévalorisation de la compétitivité par rapport aux produits de la zone dollar ».

FRANÇOIS RENARD.

Marchés financiers

PARIS, 29 janvier ↓

Le dollar gâche tout... - 1,33 %

La Bourse de Paris avait bien commencé la journée, en gagnant 0,78 % à la séance du matin. Mais, au cours de la « grande séance », le marché s'est retourné, au point d'enregistrer un recul de 1,33 %. La baisse sensible du dollar fait craindre une nouvelle bagarre monétaire, soufflée par un professionnel, député par l'évolution de la tendance. La Bourse voyait derrière la chute du « billet vert », à son plus bas niveau depuis mai 1982, la volonté des Etats-Unis de laisser filer leur monnaie, au risque de déloger le SME. Alors que le mark en profitait, les opérateurs se montraient très nerveux, préoccupés par la situation encore tendue sur le terrain des taux. Malgré la hausse de Wall Street la veille, le marché cherchait ses marques, déstabilisé par la fuite des opérateurs devant la monnaie. Les institutions procédaient, pour leur part, à des ajustements de position, accroissant quelque peu le recul des cours.

Parmi les valeurs les mieux orientées, figuraient Silex-Roségnol, Fives Lille, Bongrain, Hachette et Navigation Méditerranée. En repli, on notait Maisons Phénix, La Radoute, Locafiance, Leroy Somer et Panaroya.

Sous les lampes, alors que la tendance continuait de s'effrayer, les opérateurs constataient des ventes d'étrangers. Si certains voulaient rester optimistes, en invoquant la présence d'énormes liquidités, le cours n'y était pas.

Du côté des obligations, les cours restaient relativement soutenus, malgré la fermeté des taux. Le MATIF était de son côté en hausse : le contrat à échéance septembre 1987 se traitait à 105,80 (+ 0,24 %).

Lingot : 80 600 F (- 300 F).

Napoleon : 521 F (- 6 F).

NEW-YORK, 29 janvier ↑

Record battu

La séance de pause de lundi n'est plus qu'un lointain souvenir pour Wall Street, qui continue à pulvériser ses records. L'indice Dow Jones des trente valeurs industrielles, qui gagnait 43,17 points mardi, a encore progressé de 12,93 points mercredi. Après avoir évolué tranquillement dans les deux sens, il a culminé à 2 163,38 dans un marché actif. Le volume des échanges à la Bourse de New-York a été supérieur à celui de la veille, puisqu'il a été échangé 195,92 millions de titres, contre 192,32 millions lors de la séance précédente.

Autour du Big Board, les analystes attribuaient la volatilité du marché aux opérations liées d'avance aux ordonnances par les grandes institutions financières. Toutefois, la demande qui s'est manifestée en séance a été influencée par une nouvelle chute du dollar sur les marchés des changes. Selon les experts, une monnaie faible devrait augmenter les bénéfices des entreprises multinationales américaines.

Parmi les titres les plus échangés figuraient Bethlehem Steel (2,335 millions de transactions), American Telephone (2 millions), IBM (1,995 million) et Middle South Utilities (1,937 million).

VALEURS	Cours de 27 jan.	Cours de 28 jan.
Alcoa	28 5/8	40 5/8
A.T.T.	26 1/2	28 1/4
Bell	48 5/8	48 3/4
Chem. Bank	38 3/4	38 3/8
Du Pont de Nemours	87 3/8	88 3/8
Exxon	70 1/2	70 1/2
General Electric	81 7/8	81 3/4
IBM	74 3/4	74 3/8
International Paper	101	101 1/4
Johnson & Johnson	71 1/4	71 1/8
McDonald	48 5/8	47 7/8
U.S. Steel	128 1/2	128 3/4
U.S. West	68 1/8	68 1/4
Walt Disney	43 3/4	43 1/4
Wendover	67 1/2	68 3/4
Windsor	38 1/4	38 3/8
Yale	28 1/4	28 3/8
Yale	58	55 1/4
Yale	25	25 1/8
Yale	22 1/8	22 1/4
Yale	53 3/4	53 3/4
Yale	57 3/4	57 3/8

CHANGES

Dollar : 5,9350 F ↑

Le dollar s'est très légèrement redressé jeudi 29 janvier, après un raffermissement peu prononcé dû aux rumeurs, démenties, d'une réunion du groupe des Cinq, l'annonce d'un excédent commercial en RFA et de nouveau d'un recul du deutschemark, toujours très ferme.

FRANCFORT 29 jan. 29 jan.

Dollar (en DM) .. 1,77 1,78

TOKYO 29 jan. 29 jan.

Dollar (en yen) ... 150,25 152

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (29 jan.) .. 83/8-8 1/2 %

New-York (29 jan.) ... 6 1/2 %

INDICES BORSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 à 31 déc. 1986)

27 jan. 28 jan.

Valeur française ... 105,5 105,4

Valeur étrangère ... 101,5 101,6

Cote des agents de change

(base 100 à 31 déc. 1981)

Indice général ... 424,9 425,7

NEW-YORK

(indice Dow Jones)

27 jan. 28 jan.

Industrielles ... 2158,45 2163,39

LONDRES

(indice « Financial Times »)

27 jan. 28 jan.

Industrielles ... 1441,6 1448,4

Mines d'or ... 322,9 331,1

Fonds d'Etat ... 85,7

TOKYO

28 jan. 29 jan.

Nikkei ... 19 789,93 19 921,85

Indice général ... 1723,4 1731,73

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 janvier

Nombre de contrats : 33 252

ÉCHÉANCES

COURS

Mars 87

Juin 87

Sept. 87

Dernier ... 106,10 106 106,05

Précédent ... 105,60 105,50 105,55

AUTOUR DE LA CORBEILLE

RHÔNE-POULENC : PROCHAINE AUGMENTATION DE CAPITAL. — Une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de Rhône-Poulenc se réunira à la mi-février pour autoriser le groupe à augmenter son capital dans la limite d'un montant global d'un milliard de francs. Cette opération, dont le montant exact n'est pas encore fixé, devrait être réalisée durant la première quinzaine de mars.

DUMÉNIL-LEBLÉ PROCEDERA A UNE DOUBLE ÉMISSION. —

SION D'OBLIGATIONS CONVERTIBLES POUR 1 MILLIARD DE FRANCS. — Duménil-Leblé s'apprête à lever à la fin de l'année prochaine, à hauteur de 1 milliard de francs, sur les marchés financiers français et suisses. Dans un premier temps, l'établissement financier va émettre, en France, un emprunt obligataire convertible de 600 millions, pour chef de file, le Crédit lyonnais. La seconde tranche de 400 millions sera placée en Suisse sous la direction de Paribas-Suisse.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		TROIS MOIS	
	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.	Rep. + ou dép.
SE-U ...	6 570	6 540	+ 285	+ 115	+ 285	+ 235
DM ...	4 250	4 220	+ 35	+ 35	+ 44	+ 76
Yen (100) ...	371,85	371,48	+ 120	+ 135	+ 245	+ 290
DM ...	3 382	3 348	+ 183	+ 121	+ 225	+ 252
Franc ...	2 350	2 370	+ 62	+ 73	+ 135	+ 423
£ (100) ...	16 077	16 076	+ 142	+ 5	+ 97	+ 26
£ (100) ...	3 969	3 976	+ 147	+ 147	+ 316	+ 347
£ (100) ...	4 678	4 689	+ 185	+ 48	+ 178	+ 140
£ (100) ...	5 458	5 455	+ 197	+ 156	+ 485	+ 336

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U ...	6	3	1/4	6	1/4	6	1/4	6	1/4	6	1/4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4
DM ...	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4	4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont ceux indiqués en fin de journée par une grande banque de la place.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Ecucic

Sicav en ecus

Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'Ecucic réunie le 21 janvier 1987 a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1986 ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises. Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de F 32,20 par action assorti d'un crédit d'impôt de F 0,02 : ce dividende sera payable à partir du 22 janvier 1987 aux guichets des banques du groupe CIC et de la Banque pour l'Industrie Française.

Les actionnaires auront la possibilité de réinvestir une somme équivalente au montant de leurs dividendes bruts pour souscrire des actions nouvelles en franchise totale de droit d'entrée jusqu'au 21 avril 1987.



Groupe CIC

SOLITRE-PRODEF

La Société holding SOLITRE-PRODEF communique que l'opération de cession de sa filiale Solitère produits d'entretien à Hénuel France, annoncée fin novembre 1986, vient de prendre effet, les conditions suspensives ayant été levées.

Cette opération donne à la Holding Solitère-PRODEF de nouveaux moyens pour développer ses activités, en particulier celles de ses filiales spécialisées : IDEAL, LHM et SIES.

SODIM

groupe CFAO

La Société de distribution moderne « SODIM » a inauguré le 28 janvier 1987, à Ansoy dans les Bouches-du-Rhône, un supermarché de 970 mètres carrés de surface de vente, doté d'une station-service et d'un parking de 120 places.

C'est le troisième magasin ouvert par l'entreprise depuis le 1^{er} janvier 1987 et le soixante-douzième à l'enseigne SODIM.

SFI Société Française d'Investissement en France et à l'Étranger

SICAV

Société d'investissement à Capital Variable

Situation au 31 décembre 1986

Valeurs françaises 51,3 %

Valeurs étrangères 44,2 %

Liquidités 4,5 %

Valeur liquidative 578,54 F

Dividende net attribué en 1986 20,82 F

Rapport de la valeur liquidative au 31/12/85 478,85 F

Etablissements placeurs

Charge Fami/Gem S.A.

Associc

La Sicav des associations

Assemblée Générale Ordinaire

L'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires d'Associc, réunie le 21 janvier 1987 sous la présidence de M. Jean Carrière, a approuvé les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1986 ainsi que les résolutions qui lui ont été soumises.

Elle a décidé la mise en paiement d'un dividende de F 105,25 assorti d'un crédit d'impôt de F 0,28 par action : ce dividende sera payable à partir du 22 janvier 1987 aux guichets des banques du groupe CIC.



Groupe CIC

مكتبة من الأصول

Droits et bons			Cote des changes				Marché libre de l'or				
VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	28/1	COURS DES BILLET	ACHETER	VENIR	MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 28/1
Attribution			Euro-Unité (S 1)	8 073	8 025	8 700	8 300		Or (le kilo en barre)	80000	80000
Air Liquide	88 10	...	BEL	8 073	8 025	8 700	8 300		Or (le kilo en lingot)	80000	80000
Caillat	Alcatel (100 fr)	333 840	334 300	342	342		Pièces françaises (20 fr)	527	821
Châ. Focier France	245	...	Peugeot (100 fr)	16 082	16 178	14 500	16 250		Pièces suisses (20 fr)	584	585
Pernod Ricard	Pays Bas (100 fr)	296 200	296 350	298 500	304 500		Pièces belges (20 fr)	474	475
Total	8 307	...	Deutsche (100 fr)	88 180	88 120	88 120	88 120		Pièces italiennes (20 fr)	684	685
			Nordest (100 fr)	88 180	88 120	88 120	88 120		Pièces hollandaises (100 fr)	103 032	103 032
			Grande-Bretagne (fr)	8 278	8 148	8 800	8 850		Pièces de 20 dollars	1 127 88	1 129 47
			Gold (100 francs)	4 685	4 515	3 700	4 050		Pièces de 10 dollars	308 50	305 25
			Indes (100 fr)	367 700	368 750	368	408		Pièces de 5 dollars	154 25	152 62
			Suisse (100 fr)	88 300	88 300	88 300	88 300		Pièces de 10 francs	3238	3200
			Suisse (100 fr)	47 430	47 500	46 100	48 450		Pièces de 5 francs	1612	1588
			Autriche (100 sch)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 franc	318 10	317 82
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 10 centimes	21 69	21 69
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 5 centimes	10 84	10 84
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 2 centimes	4 36	4 36
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 1 centime	2 18	2 18
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 50 centimes	546 51	551 73
			Europe (100 fr)	4 724	4 672	4 500	4 500		Pièces de 20 centimes	108 48	108 48
			Europe (100 fr)	4 724	4 672						

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 La disparition de Terry Waite.	8 La préparation de l'élection présidentielle.	11 Georges Ibrahim Abdallah pourrait être jugé en février.	22 Théâtre : Voyage au bout de la nuit, de Céline.	27 Les Américains accusent les Européens de subventionner leur aéronautique.	Radio-télévision 25	• Otages : un business lucratif.
5 Les résistances aux réformes en URSS.	— Point de vue de Jacques Barrot : « La question du centre ».	20 La conférence sur la morale humanitaire.	— Le 21 ^e MIDEIM.	28 Les négociations dans la fonction publique.	Annuaire classés 28	• Irak-iran : les clés du conflit.
6 La fin de la conférence de Koweït.	10 Le gouvernement change de stratégie face aux nationalistes corses.	DÉBATS	20 Communication : la CNCL ouvre la compétition autour de la « 5 » et de TV 6.	29 La loi de finances 1987.	Carnet 26	• Théâtre : les dernières pièces.
7 La situation aux Philippines.		2 Prisons.		30 Le réajustement de la dette des Philippines.	Météorologie 25	Actualité, Immobilier, Météo, Bourse, Télématel, Livres.
				30-31 Marchés financiers.	Mots croisés 26	36.15 Tapez LEMONDE
					Loterie-Loto 26	
					Spectacles 24	

Tête-à-tête Barre-Léotard un vendredi 13

MM. Raymond Barre et François Léotard se rencontreront le 13 février. La date vient d'être arrêtée (dans la plus grande discrétion) par les deux entours : MM. Raymond Barre et François Léotard vont enfin pouvoir déjeuner ensemble, l'idée était dans l'air depuis plusieurs semaines. Ils étaient l'un et l'autre prêts à passer à table juste avant Noël. Mais l'homme chargé de l'intendance, M. Michel Poniatowski s'était malencontreusement emmêlé dans les feuilles de son agenda. Ce n'aura donc été que partie remise.

Un échange de lettres, quelques coups de téléphone, rendez-vous est pris pour le vendredi 13..., en espérant que cette date portera chance à toute la majorité ! Deux jours plus tôt, M. Valéry Giscard d'Estaing se sera produit à « L'heure de vérité », et, la veille, M. Léotard sera passé à Lyon à la tête de sa bande pour le deuxième « forum républicain ».

Ce déjeuner en tête à tête est une première. Certes, les deux hommes ont déjà partagé le même repas. La dernière fois, c'était le 30 septembre 1986 à Nancy au cours des journées parlementaires de l'UDF, où avaient été conviés tous les grands chefs de la maison.

Ils se sont aussi souvent croisés. La dernière fois, c'était le 17 décembre dernier, lors d'une réception de fin de session parlementaire à l'Assemblée nationale chez M. Jean-Claude Gaudin. Ce soir-là, devant un petit parterre de journalistes amis, M. Léotard avait rappelé au professeur Barre qu'il avait été jadis l'un de ses élèves à Sciences-Po. « Sans blague ! », avait répondu le député de Lyon. Et chacun de convenir à la cantonade que tous deux auraient décidé de beaucoup de choses à se rencontrer. Ils pourront commencer dans quinze jours à le faire en toute intimité. Et gageons qu'ils ne se contenteront point d'évoquer le passé...

D. C.

BOURSE DE PARIS

Matinée du 29 janvier

Vif repê : - 1,90

La Bourse de Paris a poursuivi son recul amorcé la veille. Le 29 janvier en séance du matin, l'indice perdait encore 1,9 %. On ne notait aucune valeur en hausse. Parmi les plus fortes baisses figuraient Midi (- 4 %), Moët (- 4 %), Lafarge (- 3 %), Thomson (- 3 %) et L'Air Liquide (- 3 %).

Valeurs françaises	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	530	530	529
Agropar	2020	2020	2020
Air Liquide (L)	712	710	690
Banque Paribas	1111	1125	1105
Bouygues	2470	2470	2470
Brexp	1275	1275	1285
B.S.M.	4650	4670	4685
Carrefour	2765	2715	2680
Chargem SA	1762	1762	1760
Club Méditerranée	670	670	664
Elf (L)	1425	1401	1400
ELF-Agip	347	346 50	341
Enx	3550	3550	3570
Lafarge-Capelle	1485	1475	1460
Michelin	3025	3020	2985
Midi (L)	1690	1690	1620
Moët-Hennessy	2280	2240	2200
Navig. Marée	1115	1105	1094
Oréal (L)	3550	3550	3585
Panhard-Renault	1040	1035	1035
Pugnot SA	1281	1278	1280
Santel	830	810	810
Suez-Paquet	507	501	788
Télécoms	3420	3410	3410
Thomson-CSP	1890	1840	1840
Toutat-CSP	485 50	445	445
T.A.T.	2230	2230	2230
Voile	519	513	513

Télécommunications

Coup d'accélérateur dans le rapprochement Matra-CGCT

Matra a repris plus vite que prévu les activités de la CGCT (Compagnie générale de constructions téléphoniques) dans la téléphonie privée. Sans tambour ni trompette, le groupe de M. Jean-Luc Lagardère a pris dès le mois de décembre dernier la totalité du capital de la filiale commune - dénommée CGCT Communication - créée en juillet dans laquelle il ne détenait qu'une participation de 20 % (le Monde du 8 juillet 1986).

« L'opération a été faite dans les conditions fixées initialement », souligne-t-on chez Matra, qui assure l'origine la direction des opérations. Après l'apport de la 165-phonie privée de la CGCT et d'une partie de sa filiale LCT (Laboratoire central de télécommunications), Matra est devenu le deuxième groupe français en communication d'entreprise avec 2,5 milliards de francs de chiffre d'affaires estimé en 1986 (dont 600 millions dans la téléphonie, 400 millions dans la radiotéléphonie, 400 millions dans la communication et 350 millions dans les terminaux) et cinq mille salariés. Le groupe affirme qu'il sera bénéficiaire en 1986 dans cette branche.

La partie téléphonique publique de la CGCT doit, de son côté, être privatisée. Les candidats à son rachat sont les grands groupes étrangers de télécommunications ATT, Siemens, Ericsson, qui espèrent entrer sur le marché français et devenir le second fournisseur de centraux téléphoniques pour les P et T.

F. V.

soldes
pour elle - pour lui
NICOLL
La tradition anglaise
du vêtement
à Paris, 29 rue Tronchet
depuis 1820

Au Paradis des SOUDES
du 22 janvier au 2 février
RUE DU PARADIS (Paris 10^e)
35 boutiques vous accueillent
Porcelaine - Cristal - Orfèvrerie

Le Monde
Le Monde Infos-Spectacles
sur Minitel
36-15 + ISLM

Au Liban sud Les Palestiniens ont commencé à se retirer de Magdouché

Le chef du mouvement chiite Amal, M. Nabih Berri, a affirmé, mercredi 28 janvier, qu'il était prêt à appliquer le plan tricolore de règlement de la « guerre des camps » et les positions évacuées par les Palestiniens à Magdouché (Liban sud) étaient remises à Amal et non à une tierce partie.

M. Berri a indiqué avoir en un entretien téléphonique avec le secrétaire général de la Ligue arabe, M. Cheddi Kibi, qui lui avait fait part de la décision des Palestiniens de se retirer de Magdouché, l'ancien chef d'Amal, surplombant Salda (chef-lieu du Liban sud), occupé par les organisations palestiniennes le 24 novembre dernier.

Les Palestiniens ont commencé à se retirer de Magdouché, mercredi soir, à la suite d'une décision en ce sens annoncée par le Fath de M. Yasser Arafat, qui a affirmé avoir obtenu des assurances de MM. Walid Jumblatt et Moussa Saad, ex-dernier chef de l'Organisation populaire libanaise (OPL), dont cent cinquante miliciens se sont déployés dans la journée à Magdouché. M. Berri avait refusé ce déplacement lorsqu'il avait été proposé une première fois en décembre dernier. Amal a d'ailleurs affirmé, dans un communiqué publié mercredi soir, qu'il était résolu à reprendre ses positions à Magdouché, et a refusé le déplacement de toute autre force dans ce village.

Le mouvement chiite souligne qu'après le retrait (des Palestiniens) de Magdouché et des villages de l'est de Salda et leur retour dans leurs camps, commencerait immédiatement l'application des autres clauses du plan tricolore : levée du siège des camps, et négociations (pour une rédefinition des relations libano-palestiniennes).

Cependant, « Amal refuse catégoriquement qu'une force autre

que Toulouse : pas d'expulsion pour deux Jordanais. — Deux ressortissants jordaniens, MM. Mohammed Al Ogheh et Ibrahim El Roussan, sous le coup d'une mesure d'expulsion après la découverte d'une cache d'armes à Aulnay-sous-Bois (le Monde du 6 janvier), pourront rester à Toulouse.

Le ministre de l'Intérieur a fait savoir à leur défenseur, M. Marie-Christine Etelin, qu'il ne procéderait pas à l'expulsion des deux hommes, ce qui constitue une abrogation implicite de la mesure qui les visait : leurs permis de séjour viennent d'être prolongés. — (Corresp.)

TCHAD

Bombardements libyens sur Fada

N'Djamena (AFP). — L'invitation libyenne précédente, depuis mercredi soir 28 janvier, à des bombardements « intensifs » de la localité de Fada (dans l'Ennedi, au nord-est du Tchad), a-t-on appris ce jeudi, à N'Djamena, de sources autorisées. Ces bombardements se poursuivaient ce jeudi matin. La ville de Fada, aux mains des forces libyennes depuis 1983, a été reprise le 2 janvier dernier par les forces gouvernementales tchadiennes.

(Publié)

Mini copieur personnel tout papier chez Duriez

• Canon FC25 avec réduction et agrandissement • Alimentation automatique du papier • Livré avec cartouches de 3000 copies noires • 6.737 F HT ; 7.990 F TTC
Autre modèle : nouveau copieur portable Canon FC3 • Tout papier • 12,7 kg • Prix Duriez 4.207 F HT ; 4.990 F TTC • Duriez, 112, Bd St-Germain (M^o Odéon).

A B C D E F G

Sur le vif

Tapie vert

Faut que je vous fasse un aveu. J'en pince pour Tapie. Bernard, oui. Je l'aime en secret. J'ai découpé sa photo dans un journal et je l'ai accrochée au-dessus de mon lit. C'est le plus beau, c'est le plus jeune, c'est le plus riche. C'est l'homme de tous les courages, de tous les défis. Vous savez ce qu'il a fait dans l'Équipe, aujourd'hui, mon chevalier sans peur et sans reproche ? Il a su le fabuleux exploit, l'audace inouïe, de révéler à la France stupéfaite, horrifiée, qu'il se passait des trucs pas catholiques dans le monde du foot.

Chez lui, à l'OM, vous pouvez aller voir, c'est propre comme un sou, c'est clair, c'est net. Ses caisses sont transparentes, c'est tout du plaid. En revanche, côté concurrence, elles sont dépeçonnées, les caisses, elles sont noires, quel. Et il y a peu que les caisses, il y a les tables. Elles ont pas de dessus, elles ont que des dessous. Bizarre, non ? Il a raison. Sûr que c'est pas normal.

J'ai demandé à mes copains du service des sports, je leur ai dit :

— Mais où il va chercher tout ça, mon Zorro, hein ? Comment il a le goût de ce qui est le mieux, le foot ?

— Ben, maintenant qu'il est dans le milieu, il doit avoir des indices. C'est sûrement un serveur du Fouquet's qui lui a téléphoné pour lui signaler que Bez, Amoros et je ne sais plus qui étaient ensemble à la table 4. Et, bon, ça l'a choqué. D'ailleurs l'un vu, il dit que, chaque fois qu'il passe un coup de fil à un joueur, faut qu'il soit assis pour ne pas tomber sur le cul.

— Là, justement, j'ai pas bien compris. Ou est-ce qu'il apprend de tellement renversant ?

— Ecoute, il préfère pas préciser, alors compte pas sur moi pour te mettre au parfum. Tu te rends pas compte, ces trucs pas catholiques, c'est de la dynamique.

— C'est quoi, je t'en supplie, dis-le moi. Je te jure que je le répéterai à personne. Allez, allez, ché !

— Bon, ben, ferme la porte du bureau et viens que je te le chuchote à l'oreille. Les joueurs, quand ils jouent mal, on leur colle des cartons jaunes sur le terrain, et quand ils jouent bien, on leur colle des enveloppes blanches sous le maillot. Des primes occultes, quoi !

— Ah, alors, je vois ! Ces révélations, il les a eues en faisant tourner des dessous de table.

CLAUDE SARRAUTE.

Dans « l'Événement du jeudi »

M. Pasqua et les jeux

Publiant une enquête sur « les tentacules de la mafia des jeux », l'Événement du jeudi du 29 janvier met violemment en cause le ministre de l'Intérieur, qu'il accuse « de se comporter comme s'il était le responsable du défilé SAC ». « Non seulement, écrit Serge Maury, il pourrait, dans le but de déstabiliser ses adversaires politiques de gauche ou du centre, des opérations personnelles en marge de la légalité, mais il utilise, en outre, à cette fin des contractuels, voire des mercenaires, dont certains appartiennent à la mafia des jeux, elle-même souvent liée au milieu du grand banditisme. Et ces personnages n'étant pas philanthropes, ils exigent, même s'ils sont politiquement proches du ministre, des compensations, en particulier la réouverture de certains cercles fermés et des avantages en faveur de certains casinos. »

Affirmant qu'il existe « un système Pasqua, véritable État dans l'État », l'hebdomadaire assure que M. Jean-Dominique Frérot, ancien patron du casino Rubil, aujourd'hui couvert, toujours en fuite et recherché par la justice, « fut sans doute l'un des premiers à annoncer, bien avant le scrutin, que Pasqua prendrait le portefeuille de l'Intérieur et aurait droit de regard sur tout ce qui a trait aux jeux ».

• **LOTO SPORTS** : résultats décevants. — Le prélevement sur les enjeux de Loto sport devrait rapporter 720 millions de francs en 1987 au Fonds national pour le développement du sport (FNDS), mais pour les sept premiers tirages de l'année, la moyenne des recettes a été de 10,90 millions de francs (contre 12,62 millions de francs en 1986). Pour atteindre les objectifs du budget, il faudrait que les quarante-cinq tirages de l'année rapportent chacun 16 millions de francs.

Au ministère de l'Intérieur

Quatre abrogations d'arrêts d'expulsion

Les arrêtés d'expulsion pris, en septembre 1986, à l'encontre de quatre personnes d'origine proche-orientale par le ministre de l'Intérieur viennent d'être abrogés par le ministre lui-même : MM. Hossein Kobeissi, Robert Bachsalani, Saad Issam, ressortissants libanais, et Rashad Ibrahim, Palestinien de nationalité jordanienne, avaient été interpellés durant la vague d'attentats dans des lieux publics parisiens.

Anciens militants ou sympathisants du PC libanais et du FPLP, ils avaient toujours proclamé être étrangers au terrorisme, certains étant installés depuis de longues années en France. La justice n'avait retenu aucune charge contre eux et leur interpellation — avec menace d'expulsion — semble avoir eu pour but d'en « retourner » certains et de recruter des informateurs pour la police.

En attendant d'être expulsés, ils avaient d'abord été placés en rétention administrative puis assignés à résidence à leur domicile. La campagne menée en leur faveur aboutit donc à l'abrogation par le ministre de l'Intérieur de sa propre décision. Cependant, leurs avocats soulignent que cette « erreur policière » leur a valu plusieurs jours de privation de liberté et, pour l'un d'eux, M. Bachsalani, journaliste, la perte de son emploi. « C'est abusif », commente son avocat M. Antoine Comte. Ces personnes doivent être expulsées et présentées comme un soutien logistique aux terroristes et, quatre mois plus tard, on découvre que « compte tenu des nouveaux renseignements recueillis », l'arrêt est abrogé !

Le numéro du « Monde » daté 29 janvier 1987 a été tiré à 487 889 exemplaires

Mort de l'écrivain sénégalais

Lamine Diakhate

L'écrivain Lamine Diakhate, ancien ministre et représentant du Sénégal à l'UNESCO, est mort le dimanche 25 janvier à Paris. Il était âgé de cinquante-trois ans.

Né le 18 septembre 1928 à Saint-Louis (Sénégal), Lamine Diakhate, qui fit ses études à la faculté des lettres de Paris, devait mener une double carrière : politique et littéraire. Il a assuré successivement la direction de Radio-Sénégal et celle de l'information et de la radiodiffusion de la Fédération du Mali, avant de devenir directeur de cabinet du président Senghor, puis ministre de l'information, des télécommunications et du tourisme. Il démissionna de ce poste en 1964.

Lamine Diakhate, qui obtint le Grand Prix de l'Afrique noire pour son roman, *Chahs d'Harlem* (Nouvelles Éditions africaines), en 1979, a publié également des recueils de poèmes : *Prémisses du silence* (Jeune Afrique), *Temps de mémoire* (même éditeur). Il a célébré la singularité de son pays, de son peuple et les voix anciennes de l'Afrique. Il écrivait :

« On ne perd pas son pays.
Si je n'ai pu me libérer de moi-même,
Mon essence est un parfum de sept fois
(sept mille ans).

Bertrand Poirot-Delpech
reçu
à l'Académie française

L'Académie française reçoit, ce jeudi 29 janvier, sous le Coupole, notre collaborateur Bertrand Poirot-Delpech, élu le 10 avril 1986 au fauteuil de Jacques de Lacretelle. Il sera accueilli par M. Alain Decaux. Fidèle à sa tradition, le Monde publiera le texte des deux discours dans son numéro de samedi, daté 1^{er} 2 février.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX D'INTERNATIONAL COMPUTER
LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh — une imprimante et un disque dur compatibles
29 900 F HT
35 462 F TTC

Offre valable jusqu'au 07/02



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières

25 rue du Renard Paris 4^e
12 72 26 25